

BIBLIOTHÈQUE COMMUNISTE

N. BOUKHARINE & E. PRÉOBRAJENSKY

A B C

du Communisme



..... 1923

LIBRAIRIE DE L'HUMANITÉ

120 ∞ RUE LAFAYETTE ∞ PARIS

A B C

DU COMMUNISME

DÉDICACE

Au Parti qui, fort comme l'acier, porte en soi toute la grandeur et la puissance du prolétariat, son héroïsme, sa raison lucide, sa mortelle haine pour le capitalisme, son vigoureux élan pour la création d'une société nouvelle, — au glorieux Parti Communiste, ce livre, par nous, est dédié ;

dédié au Parti qui commande une armée de millions d'hommes et couche dans les tranchées, au Parti qui gouverne un pays immense et charge du bois en son volontariat du samedi, au Parti qui prépare la résurrection de l'humanité ;

dédié à la vieille garde du Parti, endurcie dans les combats, faite aux victoires, et aux jeunes rejetons du Parti qui devront achever l'œuvre par nous entreprise ;

aux militants et aux martyrs du Parti, tombés sur tous les fronts, torturés dans les prisons, suppliciés, pendus, fusillés par l'ennemi, morts pour la cause du Parti, — à tous ceux-là ce livre est dédié.

AVERTISSEMENT DE L'ÉDITEUR. — L'A B C est le commentaire — article par article — du programme du Parti communiste russe, révisé après la Révolution d'Octobre.

Si l'A B C, surtout dans sa première partie, a une validité universelle, le programme qu'il commente concerne plus spécialement la Russie des Soviets. C'est le programme d'un parti communiste qui, maître du pouvoir politique, a désormais pour tâche la réalisation méthodique et graduelle du communisme.

Une autre remarque est à faire. L'A B C a été écrit au cours de l'année 1919, à l'époque tragique où la Russie des Soviets luttait farouchement contre la mort : aux prises avec une guerre civile impitoyable et soudoyée, abandonnée à elle-même par le sabotage d'intellectuels et de techniciens à qui la dictature du prolétariat apparaissait comme la pire des calamités de l'histoire, manquant, du fait des cordons sanitaires et des fils de fer barbelés tendus à ses frontières par les brigands de l'Entente, de denrées alimentaires, de matières premières, de machines et de produits fabriqués, — la Russie des Soviets luttait farouchement contre un monde d'ennemis. C'était l'époque du communisme de guerre, communisme de consommation plus que de production, forcément élémentaire, impérieux, voire parfois brutal. On sent cela presque à toutes les pages de la deuxième partie de l'A B C.

La cessation de la guerre civile, le desserrement du blocus, l'affermissement du pouvoir des Soviets, l'évolution de nombreux techniciens et intellectuels passés au service de la République rouge, un immense et consciencieux effort de développement des forces productives, la fin du régime des réquisitions, l'adoption d'une nouvelle politique économique (la *Nep*), caractérisée par la réouverture d'un marché libre, — tout cela a clos cette période glorieuse, mais primitive, de la Révolution russe. La Russie soviétique de 1923 ne ressemble plus trait pour trait à la Russie soviétique de 1919. C'est dire que maints passages de la deuxième partie de l'A B C sont aujourd'hui soit périmés, soit vieilliss. Nous n'avons pas cru, cependant, devoir les supprimer. Si la réalité à laquelle ils se réfèrent s'est modifiée depuis quatre ans, si elle s'est assouplie, diversifiée, nuancée, elle n'en a pas moins existé. Elle appartient à l'histoire du prolétariat russe, du Parti Communiste russe. Elle mérite d'être connue des communistes d'un pays comme le nôtre pour qui de semblables problèmes ne sont malheureusement encore qu'objets d'étude et de réflexion.

PRÉFACE (1)

Notre dessein, en écrivant l'A B C du Communisme n'était que de fournir les tout premiers éléments de la doctrine. L'expérience, renouvelée de jour en jour, des propagandistes nous a démontré que ce livre de classe serait réclamé de tous côtés. Nos rangs grossissent constamment. Le nombre des conférenciers est fort limité et les manuels font défaut à des établissements d'une importance capitale comme les écoles du Parti. Les vieux livres et brochures du marxisme, le Programme d'Erfurt par exemple, ont considérablement perdu de leur utilité et il est bien difficile d'y trouver des réponses aux questions actuelles. On est obligé de chercher ces réponses à droite et à gauche, dans des feuilles détachées.

Nous avons voulu remédier à cette pénurie. Nous considérons notre A B C comme un cours rudimentaire qu'il faudra suivre dans les écoles du Parti. Mais nous nous sommes efforcés de l'écrire de telle façon qu'il pût rendre service à tout ouvrier ou paysan qui, sans maître, voudrait étudier notre programme.

Tout camarade qui prendra ce livre en main devra le lire jusqu'au bout pour avoir une idée générale des fins et des problèmes du communisme.

Nous savons parfaitement qu'il y aura bien des défauts dans cet ouvrage, écrit par fragments, « à temps perdu » pour ainsi dire. Les communistes travaillent dans des conditions qu'on ne peut considérer comme éminemment favorables pour un écri-

(1) Nous supprimons de cette préface quelques passages se rapportant uniquement aux particularités matérielles de l'édition russe. (N. de l'Ed.)

vain, et le présent livre en donne un curieux exemple, le manuscrit ayant failli être détruit avec ses deux auteurs, lors de l'explosion d'une bombe au siège du Comité moscovite du Parti.

Toute la première partie (théorie), le début de la seconde partie, ainsi que les chapitres concernant le pouvoir soviétique, l'organisation de l'industrie et de l'hygiène publique, ont été écrits par Boukharine; les autres chapitres sont de Prébrazjensky. Mais, bien entendu, nous déclarons nos responsabilités solidaires l'une de l'autre.

Le titre d'A B C convient à la tâche que nous nous sommes assignée. Si notre livre est utile aux camarades débutants et aux ouvriers propagandistes, nous estimerons avoir notre récompense.

N. BOUKHARINE.

E. PRÉBRAJENSKY.

Moscou, 15 octobre 1919.

PREMIÈRE PARTIE

Le Développement du Capitalisme et sa Fin

INTRODUCTION

NOTRE PROGRAMME

1. QU'EST-CE QU'UN PROGRAMME? — 2. QUEL ÉTAIT NOTRE ANCIEN PROGRAMME? — 3. POURQUOI IL A ÉTÉ NÉCESSAIRE D'ADOPTER UN NOUVEAU PROGRAMME. — 4. IMPORTANCE DE NOTRE PROGRAMME. — 5. CARACTÈRE SCIENTIFIQUE DE NOTRE PROGRAMME.

1. Quest-ce qu'un programme ?

Chaque parti poursuit des buts déterminés: le parti des propriétaires et des capitalistes, comme le parti des ouvriers et des paysans. Sans buts il n'y a pas de parti. Si ce parti représente les intérêts des propriétaires fonciers, il poursuivra leurs buts : comment conserver la terre entre leurs mains, comment assujétir le paysan, comment vendre le plus cher possible le blé de leurs propriétés, comment se procurer au plus bas prix la force de travail agricole, comment obtenir le fermage le plus élevé.

Si c'est le parti des capitalistes, il a également ses buts: avoir la force de travail à bon marché, juguler les ouvriers d'usine, trouver des acheteurs à qui vendre au plus haut prix les marchandises, gagner le plus possible, et pour cela, faire travailler le plus longtemps possible les ouvriers; avant tout, faire en sorte que les ouvriers ne puissent imaginer la possibilité d'un nouveau régime et restent convaincus qu'il y a toujours eu des patrons et qu'il y en aura toujours. Tels sont les buts des fabricants.

Il va de soi que les ouvriers et les paysans ont de tout autres buts, parce qu'ils ont de tout autres intérêts. Autrefois on disait : « Ce qui est bon pour un Russe est mortel pour un Allemand. » En réalité, il serait plus exact de dire : « Ce qui est bon pour un ouvrier est mortel pour un propriétaire ou un capitaliste. On voit donc que l'ouvrier a sa tâche propre, que le capitaliste en a une autre, et le propriétaire la sienne aussi.

Mais chaque propriétaire foncier ne pense pas uniquement à la meilleure façon de réduire le paysan à sa merci; plus d'un ne fait que boire, sans même regarder ce que lui apporte son intendant. La même chose arrive souvent au paysan ou à l'ouvrier. Il y en a qui disent : « Bah! on s'en tirera bien tout de même, pourquoi nous inquiéter? Nos aïeux ont vécu de tout temps ainsi et nous ferons de même. » Ces gens-là ne se soucient de rien et ne comprennent même pas leurs propres intérêts. Au contraire, ceux qui réfléchissent à la meilleure façon de défendre leurs intérêts s'organisent en parti. Ce n'est donc pas l'ensemble de la classe sociale qui entre dans le parti, mais sa fraction la meilleure et la plus énergique; et c'est elle qui guide les autres.

Au Parti Ouvrier (Parti des communistes bolchevistes) adhèrent les ouvriers et les paysans pauvres, les meilleurs; au Parti des propriétaires et des capitalistes (les Cadets, le Parti de la Liberté Populaire) adhèrent les plus énergiques parmi les propriétaires et les capitalistes, ainsi que leurs valets : les avocats, les professeurs, les officiers et généraux, etc. Chaque parti représente, par conséquent, la fraction la plus consciente de la classe dont il défend les intérêts.

C'est pourquoi un propriétaire ou un capitaliste qui entre dans un parti luttera avec beaucoup plus de succès contre le paysan et l'ouvrier que celui qui n'y entre pas. De même, un ouvrier appartenant à un parti luttera avec plus de succès contre le capitaliste et le propriétaire que celui qui n'appartient à aucun parti, car ayant bien réfléchi aux buts et aux intérêts de la classe ouvrière, il sait comment les poursuivre par le chemin le plus court.

La totalité des buts que poursuit un parti en défendant les intérêts de sa classe constitue le programme de ce parti. C'est donc dans son programme qu'est indiqué ce que poursuit chaque classe. Ainsi, dans le programme du Parti Communiste, est indiqué le but que doivent poursuivre les ouvriers et les paysans pauvres. Le programme est, pour chaque parti, la chose la plus importante. D'après son programme, on peut toujours juger quels intérêts défend un parti.

2. Quel était notre ancien programme ?

Notre programme actuel a été adopté par le VIII^e Congrès du Parti, fin mars 1919. Jusque-là, il n'y avait pas eu de programme exact, fixé par écrit. Il n'y avait que l'ancien programme, élaboré par le II^e Congrès du Parti, en 1903. Lorsque cet ancien programme fut dressé, les bolcheviks et les mencheviks ne formaient encore qu'un seul parti, et leur programme était commun. La classe ouvrière commençait seulement à s'organiser. Les fabriques et les usines étaient beaucoup moins nombreuses. On discutait même toujours la question de savoir si notre classe ouvrière allait se développer. Les populistes (les frères des socialistes-révolutionnaires actuels) prétendaient que la classe ouvrière ne pouvait se développer en Russie, et que les fabriques et les usines ne s'y multiplieraient point. Les marxistes (1) social-démocrates (les futurs bolcheviks et mencheviks) estimaient au contraire qu'en Russie, tout comme dans les autres pays, la classe ouvrière devait grandir et qu'elle constituerait la principale force révolutionnaire. Les événements ont montré la fausseté de la façon de voir des populistes et l'exactitude du point de vue des social-démocrates.

(1) Les marxistes sont les disciples de Karl Marx, le grand savant et chef du mouvement ouvrier.

Mais lorsque les social-démocrates, à leur II^e Congrès, dressaient leur programme (à son élaboration prirent part aussi bien Lénine que Plekhanov), les forces de la classe ouvrière étaient encore très insuffisantes. Aussi, personne ne croyait alors à la possibilité d'arriver d'un seul coup au renversement de la bourgeoisie. On tenait pour seul réalisable alors de tordre le cou au tsarisme, de conquérir la liberté pour les associations ouvrières et paysannes comme pour toutes les autres, de réaliser la journée de huit heures et mater un peu le propriétaire. Quant à réaliser de façon durable le pouvoir des ouvriers et à confisquer immédiatement à la bourgeoisie les fabriques et les usines, personne n'y pensait encore. Voilà quel était notre ancien programme de 1903.

3. Pourquoi il a été nécessaire d'adopter un nouveau programme.

De cette époque à la Révolution de 1917, il s'est écoulé beaucoup d'années, et la situation s'est bien modifiée. En Russie, pendant ce laps de temps, la grande industrie avait beaucoup progressé et avec elle s'était accrue la classe ouvrière. Déjà, pendant la Révolution de 1905, celle-ci s'était montrée une grande force. Et, vers l'époque de la deuxième Révolution (1917), il devint clair que la Révolution ne pourrait vaincre que par la victoire de la classe ouvrière. Mais cette classe ne pouvait plus se contenter du peu qui l'aurait satisfaite en 1905. Sa puissance devenait si grande qu'elle devait inévitablement réclamer la prise de possession des fabriques et des usines, le pouvoir aux ouvriers, la soumission de la classe capitaliste. C'est que, depuis l'élaboration du premier programme, la situation intérieure en Russie s'était profondément modifiée.

Mais, et ceci est encore plus important, la situation extérieure, elle aussi, avait subi des modifications. En 1905, c'était le calme et la paix dans toute l'Europe. En 1917, tout homme intelligent pouvait voir qu'à la faveur de la guerre mondiale se

préparait la révolution mondiale. En 1905, la Révolution russe n'entraîna qu'un petit mouvement chez les ouvriers autrichiens, ainsi que des révolutions dans les pays arriérés de l'Orient : la Perse, la Turquie, la Chine. La Révolution russe, en 1907, a été suivie de révolutions, non seulement en Orient, mais aussi en Occident, où la classe ouvrière, sous le drapeau de la lutte de classe, combat pour le renversement du capitalisme.

Ainsi, les conditions, aussi bien intérieures qu'extérieures, sont tout autres qu'en 1903, et il eût été ridicule que le parti de la classe ouvrière conservât un seul et même programme pour l'année 1903 et pour les années 1917-1919, alors que les circonstances avaient complètement changé. Lorsque les mencheviks nous reprochent d'avoir « renoncé » à notre ancien programme, et par conséquent à la doctrine de Marx, nous répondons : La doctrine de Marx enseigne qu'un programme doit être tiré non du cerveau, mais de la vie elle-même. Du moment que la vie a considérablement évolué, le programme ne peut plus rester le même. En hiver, l'homme a besoin d'une fourrure. En été, seul un fou portera une fourrure. C'est la même chose en politique. Marx lui-même nous a appris à examiner les circonstances dans chaque cas et à agir en conséquence. Il ne s'ensuit pas que nous devons changer de convictions comme une grande dame change de gants. Le but principal de la classe ouvrière est la réalisation du régime communiste. Et ce but est pour elle constant. Mais il va de soi que, suivant l'éloignement du but, ses revendications varient.

Sous l'autocratie, la classe ouvrière était obligée de se cacher, son parti était persécuté comme un parti de criminels. Actuellement, la classe ouvrière est au pouvoir, et son parti est le parti dirigeant. Un imbécile seul pourra rester sur le même programme en 1903 et de nos jours.

Les modifications dans les conditions intérieures de la vie russe, ainsi que le changement de toute la situation internationale, ont rendu nécessaires les modifications de notre programme.

4. Importance de notre programme.

Notre nouveau programme de Moscou est le premier programme d'un parti de la classe ouvrière, détenant depuis un certain temps le pouvoir. Notre parti devait tenir compte de toute l'expérience que la classe ouvrière a acquise dans la pratique de la direction et de la construction d'une vie nouvelle. Cela est important, non seulement pour nous, pour les ouvriers, les ouvrières et les petits paysans russes, mais aussi pour nos camarades étrangers. Car nos succès et nos insuccès, nos erreurs et nos fautes servent d'enseignement, non seulement à nous-mêmes, mais aussi à tout le prolétariat international. C'est pourquoi notre programme contient non seulement ce que notre parti veut réaliser, mais aussi ce qu'il a déjà réalisé en partie.

Notre programme doit être connu de chaque membre du parti dans tous ses détails. Pour chaque cellule du parti, pour chaque camarade, c'est le guide le plus sûr dans l'action. Car on ne saurait être membre du parti sans adopter les vues du programme, c'est-à-dire considérer ce programme comme juste. Mais on ne peut le considérer comme juste que lorsqu'on le connaît. Naturellement, il y a beaucoup de gens qui n'ont jamais vu aucun programme, mais qui se glissent parmi les communistes et ne jurent que par le communisme, s'efforçant ainsi d'arracher quelques avantages ou d'obtenir une bonne petite place. Nous n'avons pas besoin dans notre parti d'adhérents de ce genre, lesquels ne font que nuire. Sans connaître le programme, nul ne peut devenir un véritable communiste bolchevik. Il faut que chaque ouvrier russe conscient et chaque paysan pauvre connaissent le programme de notre parti. Il faut que chaque prolétaire étranger l'étudie, afin de tirer profit des expériences de la Révolution russe.

5. Caractère scientifique de notre programme.

Nous avons déjà dit qu'on n'a pas le droit de tirer un programme de sa tête, mais qu'il faut le puiser dans la vie même. Avant Marx, les gens qui défendaient les intérêts de la classe ouvrière ébauchaient souvent des tableaux merveilleux du paradis futur, mais sans se demander si l'on pourrait y parvenir et quelle était la véritable route à suivre pour la classe ouvrière et le prolétariat agricole. Marx nous apprit à agir tout autrement. Il considéra le régime mauvais, injuste, barbare, qui règne encore aujourd'hui dans tout l'Univers, et rechercha comment ce régime était fait. Tout comme nous examinerions une machine quelconque, par exemple une montre, Marx examina le régime capitaliste dans lequel règnent les industriels et les propriétaires fonciers, mais où les ouvriers et les paysans sont opprimés. Supposons que nous ayons remarqué que deux petites roues de la montre sont mal adaptées l'une à l'autre, qu'à chaque tour, elles s'accrochent toujours davantage, nous pourrions ensuite prédire que la montre va se briser et s'arrêter. Marx examina non pas une montre, mais la société capitaliste, l'étudia et observa la vie sous la domination capitaliste. Et, grâce à cette étude, il vit clairement que le Capital creuse lui-même sa propre tombe, que cette machine va sauter et qu'elle sautera grâce à la révolte inévitable des ouvriers qui transformeront l'univers entier selon leur propre volonté.

A tous ses disciples, Marx prescrivit, en guise de testament, d'étudier, avant tout, la vie telle qu'elle est. C'est seulement après qu'on peut dresser un programme juste. C'est pour cela que notre programme va commencer par la description de la domination capitaliste.

Actuellement, la domination capitaliste est abolie en Russie; ce que Marx avait prédit se réalise sous nos yeux, l'ancienne

société s'écroule. Les couronnes s'envolent des têtes des rois et des empereurs. Les ouvriers marchent partout à la Révolution et à l'établissement du pouvoir des Soviets. Pour bien comprendre comment cela est arrivé, il faut savoir exactement ce que c'est que le régime capitaliste; après quoi nous verrons que sa chute était irrémédiable.

Et une fois reconnu qu'il n'y a plus aucun retour possible vers le passé, que la victoire des ouvriers est assurée, nous n'en mènerons qu'avec plus de force et de résolution la lutte pour la nouvelle organisation du travail.

CHAPITRE 1^{er}

LE RÉGIME CAPITALISTE

6. LA PRODUCTION DE MARCHANDISES. — 7. MONOPOLISATION DES MOYENS DE PRODUCTION PAR LA CLASSE CAPITALISTE. — 8. LE SALARIAT. — 9. RAPPORTS ENTRE LES HOMMES DANS LA PRODUCTION CAPITALISTE. — 10. L'EXPLOITATION DE LA FORCE DE TRAVAIL. — 11. LE CAPITAL. — 12. L'ÉTAT CAPITALISTE. — 13. CONTRADICTIONS PRINCIPALES DU RÉGIME CAPITALISTE.

6. La production de marchandises

Lorsqu'on examine comment s'est développée la production sous la domination capitaliste, on voit avant tout qu'on y produit des *marchandises*. « Qu'y a-t-il là de si remarquable? » pourrait-on demander. Il y a ceci de remarquable que la marchandise n'est pas un produit quelconque, mais un produit destiné au *marché*.

Un produit n'est pas une marchandise tant qu'il est fait pour notre propre besoin.

Quand le paysan sème son blé, puis le récolte, le bat ensuite, moule le grain et fait du pain pour lui-même, ce pain n'est pas une marchandise, c'est simplement du pain.

Il ne deviendra une marchandise que lorsqu'il sera acheté et vendu, c'est-à-dire lorsqu'il sera produit pour l'acheteur, pour le marché; il appartiendra à celui qui l'achètera.

Dans le régime capitaliste, tous les produits sont destinés au marché, tous deviennent des marchandises. Chaque fabrique, usine ou atelier ne fabrique ordinairement qu'un seul

produit et ce produit, évidemment, n'est pas fait pour le propre besoin du fabricant. Quand le possesseur d'une entreprise de pompes funèbres exploite une fabrique de cercueils, il est clair que ces cercueils ne sont point pour lui-même ou pour sa famille, mais pour le marché. Quand un fabricant produit de l'huile de ricin, il est également clair que, même s'il souffrait journellement d'un embarras gastrique, il ne pourrait conserver qu'une infime partie de la quantité d'huile produite par sa fabrique. Sous le régime capitaliste, il en est exactement de même pour n'importe quels produits.

Dans une fabrique de boutons on produit des boutons, mais ces millions de boutons sont fabriqués non pour être cousus au gilet du fabricant de boutons, mais pour la vente. Tout ce qui est produit dans la société capitaliste est produit pour le marché; c'est là que vont les gants et le saucisson cuit, les livres et le cirage, les métaux et l'eau-de-vie, le pain, les bottes et les armes; bref, tout ce qui est produit.

La production de marchandises suppose nécessairement l'existence de la *propriété privée*. L'artisan ou le petit industriel qui fabrique des marchandises est propriétaire de son atelier et de ses outils; le fabricant ou le patron d'usine possède sa fabrique ou son usine, y compris tous les bâtiments, machines, etc. Mais dès l'instant qu'il y a propriété privée et production de marchandises, il y a toujours *lutte autour de l'acheteur* ou *concurrence* entre les vendeurs. Même quand il n'y avait pas encore de fabricants, d'usiniérs, de gros capitalistes, mais de simples artisans, ces derniers déjà se disputaient entre eux l'acheteur. Et celui qui était le plus fort, le plus adroit, qui avait de meilleurs outils, mais surtout celui qui avait économisé de l'argent, avait toujours le dessus, accaparait l'acheteur, ruinait les autres artisans et arrivait à la prospérité. Donc, la petite propriété, productrice de marchandises, *portait en germe la grande propriété et causait déjà beaucoup de ruines*.

Ainsi, le premier trait caractéristique du régime capitaliste est la production de marchandises, la production destinée au marché.

7. Monopolisation des moyens de production par la classe capitaliste.

Ce caractère ne suffit pas à définir le capitalisme. Il peut exister une production de marchandises sans capitalistes, comme, par exemple, la production des petits artisans. Ceux-ci produisent pour le marché et vendent leurs produits; par conséquent, leurs produits sont des marchandises, et leur production est bien une production de marchandises. Cependant, ce sera une *production ordinaire de marchandises*, et non une production capitaliste. Pour que cette production ordinaire se transforme en production *capitaliste*, il faut, d'une part, que *les moyens de production* (instruments, machines, bâtiments, sol, etc.) deviennent la propriété d'une classe peu nombreuse de riches capitalistes et, d'autre part, qu'un grand nombre d'artisans indépendants et de paysans se ruinent et deviennent des ouvriers.

Nous avons déjà vu que la production ordinaire de marchandises porte en germe la ruine des uns et l'enrichissement des autres. C'est ce qui est arrivé en effet et, dans tous les pays, les petits artisans et les petits patrons se sont ruinés pour la plupart. Les plus pauvres finissaient par vendre leurs outils et, de patrons, devenaient des gens ne possédant plus rien que leurs bras. Ceux qui étaient un peu plus riches le devenaient encore plus, transformaient et élargissaient leurs ateliers, installaient de nouveaux établis, puis des machines, se mettaient à embaucher de nombreux ouvriers et se transformaient en fabricants.

Petit à petit, ces riches réunissaient entre leurs mains tout ce qui est nécessaire à la production : bâtiments, machines, matières premières, entrepôts et magasins, maisons, usines, mines, chemins de fer, navires. *Tous ces moyens de production sont devenus la propriété exclusive de la classe capitaliste* (ou comme on dit, le « monopole » des capitalistes). Une poignée de riches possède tout; une immense quantité de pauvres

ne possèdent que leurs bras. *Le monopole de la classe des capitalistes sur les moyens de production est le deuxième trait caractéristique du régime capitaliste.*

8. Le Salariat.

Une classe nombreuse d'hommes restés sans aucune propriété s'est transformée en ouvriers salariés du Capital. Et, en effet, que devait faire le paysan ou l'artisan ruiné? Soit entrer comme domestique chez un capitaliste propriétaire terrien, soit se rendre en ville pour y entrer dans une fabrique ou une usine. Pour eux, pas d'autre issue. Telle fut l'origine du *salariat*, ce troisième trait caractéristique du régime capitaliste.

Qu'est-ce donc que le salariat? Jadis, au temps des serfs et des esclaves, on pouvait vendre ou acheter chaque serf ou esclave. Des hommes, avec leur peau, leurs cheveux, leurs jambes et leurs bras, étaient la propriété privée de leurs maîtres. Le maître faisait fouetter à mort son serf, tout comme il brisait, par exemple, étant en état d'ivresse, une chaise ou un tabouret. Le serf ou l'esclave n'était qu'une simple chose. Chez les anciens Romains, les propriétés nécessaires à la production étaient franchement divisées en « instruments de travail muets » (les choses), « instruments de travail à moitié muets » (les bêtes de somme, moutons, vaches, bœufs, etc., ceux qui ne savaient que mugir) et « instruments parlants » (les esclaves, les hommes). Une pelle, un bœuf, un esclave étaient pour le maître, au même titre, des instruments qu'il pouvait vendre, acheter, détruire.

Dans le *salariat*, l'homme lui-même n'est ni vendu ni acheté. Il n'y a de vendu ou d'acheté que sa force de travail et non lui-même. L'ouvrier salarié est personnellement libre; le fabricant ne peut pas le bâtonner ni le vendre à son voisin, pas même l'échanger contre un jeune lévrier, comme cela était possible au temps du servage. L'ouvrier lui-même ne fait que louer ses services. Il semble bien que le capitaliste et les ouvriers soient des égaux: « Si tu ne veux pas, ne travaille pas, personne ne te force à le faire », ainsi parlent messieurs les patrons. Ils

prétendent même qu'ils nourrissent les ouvriers en les faisant travailler.

En réalité, les ouvriers et les capitalistes ne se trouvent pas sur un pied d'égalité. Les ouvriers sont enchaînés au Capital par la faim. C'est la faim qui les oblige à s'embaucher, c'est-à-dire à vendre leur force de travail. Pour l'ouvrier, pas d'autre issue, d'autre choix. Les mains vides, il ne peut pas organiser « sa propre » production; qu'on essaye donc de fondre de l'acier, de tisser ou de construire des wagons sans machines et sans outils! Mais même la terre, sous le régime du capitalisme, appartient tout entière à des particuliers; on ne peut s'installer nulle part pour faire de la culture. La liberté pour l'ouvrier de vendre sa force de travail, la liberté pour le capitaliste de l'acheter, « l'égalité » du capitaliste et de l'ouvrier, — tout cela n'est, en fait, qu'une chaîne, la chaîne de la faim qui contraint l'ouvrier à travailler pour le capitaliste.

Ainsi, le salariat consiste essentiellement dans la vente de la force de travail ou dans la *transformation de cette force en marchandise*. Dans la production de marchandises à forme simple, dont il a été question plus haut, on pouvait trouver au marché du lait, du pain, des tissus, des bottes, etc., mais point de force de travail. Cette force ne se vendait pas. Son propriétaire, l'artisan, possédait encore, en dehors d'elle, sa petite maison et ses outils. Il travaillait *lui-même*, utilisait sa propre force dans sa propre exploitation.

Il en est tout autrement en régime capitaliste. Ici, celui qui travaille ne possède aucun moyen de production; il ne peut pas utiliser sa force de travail dans sa propre exploitation; il est obligé, pour ne pas mourir de faim, de la vendre au capitaliste. A côté du marché où l'on vend le coton, le fromage et les machines, il se crée un *marché du travail* où les prolétaires, c'est-à-dire les ouvriers salariés, vendent leur force de travail. Par conséquent, ce qui distingue la production capitaliste de la production de marchandises, c'est que dans la production capitaliste, la force de travail elle-même devient une marchandise.

Ainsi, le troisième trait caractéristique du régime capitaliste est le travail salarié.

9. Rapports entre les hommes dans la production capitaliste.

Les traits caractéristiques du régime capitaliste sont donc au nombre de trois : *la production pour le marché (production de marchandises); la monopolisation des moyens de production par la classe capitaliste; le travail salarié, c'est-à-dire fondé sur la vente de la force de travail.*

Mais dans quels rapports se trouvent les hommes entre eux, quand ils créent et répartissent les produits? Quand on parle de « production de marchandises » ou de « production pour le marché », qu'est-ce que cela signifie? Cela signifie que les hommes travaillent les uns pour les autres, mais que chacun produit, dans sa partie, pour le marché, sans savoir qui lui achètera sa marchandise. Supposons l'artisan Ivonov et le paysan Sidorov. L'artisan Ivonov porte au marché les bottes qu'il a fabriquées et les vend à Sidorov; avec l'argent reçu, il achète à Sidorov du pain. Ivonov, quand il se rendait au marché, ne savait pas qu'il y trouverait Ivonov et Sidorov ignorait qu'il y rencontrerait Ivonov; l'un et l'autre allaient tout simplement au marché. Lorsque Ivonov achetait du pain, et Sidorov des bottes, il semblait bien que Sidorov eût travaillé pour Ivonov et Ivonov pour Sidorov; mais cela ne s'apercevait pas du premier coup. C'est la confusion du marché qui les empêche de voir qu'en réalité, ils travaillent l'un pour l'autre et qu'ils ne peuvent vivre l'un sans l'autre. Sous le régime de production de marchandises, les hommes travaillent les uns pour les autres, mais sans être organisés et indépendamment les uns des autres, sans se rendre compte combien ils sont nécessaires les uns aux autres. Par conséquent, sous le régime de la production de marchandises, les rôles des hommes se répartissent de façon particulière; les hommes se trouvent

dans certains rapports mutuels; donc il s'agit bien, ici, de rapports entre les hommes.

Quand on parle de la « monopolisation des moyens de production » ou du « travail salarié », il s'agit également de rapports entre les hommes. Et, en effet, que signifie cette « monopolisation »? Elle signifie que les hommes qui fabriquent les produits avec des moyens de production qui ne sont pas à eux, que les travailleurs sont *assujétis* aux possesseurs de ces moyens, c'est-à-dire aux capitalistes, etc.. Bref, il s'agit là, également, de rapports entre les hommes dans la fabrication des produits. On appelle ces rapports entre les hommes, au cours de la production, *rapports de production*.

Il n'est pas difficile de voir que les rapports de production n'ont pas toujours été les mêmes. Il y a très longtemps de cela, il fut un temps où les hommes vivaient en petites communautés, travaillaient ensemble, en camarades, allaient à la chasse, à la pêche, cueillaient les fruits et les racines, et partageaient ensuite tout cela entre eux. C'était une forme de rapports de production. Au temps où existait l'esclavage, il y avait d'autres rapports de production. Sous le régime capitaliste, ce sont encore d'autres rapports, et ainsi de suite. Par conséquent, il y a différentes *sortes de rapports de production*. On les nomme: *structure économique* de la société ou *modes de production*.

« Les rapports capitalistes de production », ou bien, ce qui revient au même, « la structure capitaliste de la société », — ce sont les rapports entre les *hommes dans la production des marchandises, effectuée avec des moyens de production monopolisés par une poignée de capitalistes et avec le travail salarié de la classe ouvrière.*

10. L'exploitation de la force de travail.

Une question se pose: Dans quel but et pourquoi la classe des capitalistes embauche-t-elle des ouvriers? Chacun sait que ce n'est nullement parce que les fabricants désirent nour-

rir les ouvriers affamés, mais parce qu'ils *veulent tirer d'eux du profit*. C'est pour le profit que le fabricant construit son usine, pour le profit qu'il engage des ouvriers, pour le profit qu'il flaire les endroits où l'on vend le plus cher. Le profit meut tous ses calculs. Il y a là aussi un trait curieux de la société capitaliste. Ce n'est pas la société elle-même, en effet, qui produit ce qui lui est nécessaire et utile, mais c'est la classe des capitalistes qui oblige les ouvriers à produire ce qui se paye le plus cher, ce dont elle peut tirer *le profit le plus grand*. L'eau-de-vie, par exemple, est une chose très nuisible, et l'on ne devrait fabriquer l'alcool que pour des buts techniques et médicaux. Et cependant, dans le monde entier, des capitalistes se consacrent à sa fabrication de toute leur énergie. Pourquoi? Parce qu'on peut tirer de l'ivrognerie du peuple un grand profit.

Il nous faut maintenant expliquer comment se forme le profit. Pour cela, examinons la question de plus près. Le capitaliste touche son bénéfice sous forme d'argent, quand il vend la marchandise produite dans sa fabrique. Quelle somme touche-t-il pour sa marchandise? Cela dépend *du prix de la marchandise*. Mais qu'est-ce qui fixe ce prix? Pourquoi est-il élevé pour certaines marchandises et bas pour d'autres? Il y a une chose facile à constater: c'est que lorsque dans une industrie quelconque, on a introduit de nouvelles machines et que le travail y est devenu avantageux ou, comme on dit, plus *productif*, le prix des marchandises baisse. Au contraire, lorsque la production est gênée et qu'on produit moins de marchandises, le travail rend moins; il est moins productif, et le prix des marchandises monte (1).

(1) Nous parlons ici de la variation des prix indépendamment de la valeur de la monnaie, sans tenir compte si la monnaie est d'or ou de papier ni si elle est plus ou moins abondante. Ces variations peuvent être très grandes, mais alors elles se manifestent sur *toutes* les marchandises à la fois; elles n'expliquent donc pas les *différences de prix* entre les marchandises. Par exemple, une grande quantité de papier-monnaie a enflé formidablement les prix dans tous les pays. Mais cette cherté n'explique pas encore pourquoi une marchandise coûte plus cher qu'une autre.

Si la société emploie, en moyenne, beaucoup de travail pour fabriquer une marchandise, le prix de cette dernière est élevé; le travail a-t-il été moindre, le prix est bas. *La quantité de travail social, fournie par une technique moyenne* (c'est-à-dire par des machines et des outils qui ne sont ni les meilleurs, ni les plus mauvais) *et employée pour la production d'une marchandise, détermine la valeur* (ou le coût) *de cette marchandise*. Nous voyons maintenant que le prix est fixé par la valeur. En réalité, le prix est tantôt plus élevé, tantôt plus bas que la valeur, mais pour simplifier, nous pouvons admettre que valeur et prix sont la même chose.

Maintenant, rappelons-nous ce que nous avons dit au sujet de l'embauchage des ouvriers: embaucher, c'est acheter une marchandise particulière, la « force de travail ». Mais la force de travail une fois devenue marchandise, tout ce qui concerne toutes les marchandises lui devient applicable. Quand le capitaliste engage un ouvrier, il lui paie le prix, ou, pour simplifier, la valeur de sa force de travail. Par quoi cette valeur est-elle déterminée? Nous avons vu que pour toutes les marchandises, elle était déterminée par la quantité de travail employée pour leur production. Ceci s'applique également à la *force de travail*.

Mais, qu'entend-on par production de la force de travail? La force de travail n'est pas créée dans une fabrique; elle n'est ni toile, ni cirage, ni machine. Qu'entend-on par là?

Il suffit d'observer la vie réelle sous le régime capitaliste pour comprendre de quoi il s'agit. Supposons que les ouvriers viennent de terminer leur travail. Ils sont très fatigués, ils n'ont plus d'énergie, ils ne peuvent travailler davantage. Leur force de travail est presque épuisée. Que faut-il pour la reconstituer? Il leur faut manger, se reposer, dormir, refaire leur organisme, et de cette façon « reconstituer leurs forces ». C'est seulement après que réapparaît la possibilité de travailler, que se reconstitue la faculté de travailler, la *force de travail*.

C'est donc la nourriture, les vêtements, le logement, etc. —

bref, la satisfaction des besoins de l'ouvrier qui représentent la production de la force de travail. Mais il faut y ajouter aussi des choses telles que les dépenses pour l'apprentissage, lorsqu'il s'agit d'ouvriers qualifiés.

Tout ce que consomme la classe ouvrière pour renouveler sa force de travail a une valeur, par conséquent la valeur des objets de consommation, ainsi que les dépenses d'apprentissage, voilà ce qui *constitue la valeur de la force de travail*. A marchandises différentes, valeur différente. De même, chaque sorte de force de travail a sa valeur : la force de travail d'un typographe est différente de celle d'un manœuvre et ainsi de suite.

Mais retournons dans la fabrique. Le capitaliste achète la matière première, le combustible, les machines, l'huile pour leur graissage et autres choses indispensables ; ensuite, il achète la force de travail, il « embauche des ouvriers ». Tout cela, il le paie argent comptant. La production commence. Les ouvriers, travaillent, les machines tournent, le combustible se consume, l'huile se dépense, les bâtiments de la fabrique s'usent, la force de travail s'épuise. Par contre, de la fabrique sort une marchandise nouvelle. Cette marchandise, comme toutes les marchandises, a une valeur. Quelle est cette valeur ? D'abord, la marchandise a absorbé la valeur des moyens de production qui ont été *dépensés* pour elle : la matière première, le combustible consommé, l'usure des machines, etc. Tout cela fait maintenant partie de la valeur de la marchandise.

Ensuite, il y est entré le travail des ouvriers. Si trente ouvriers ont travaillé chacun trente heures à la fabrication de la marchandise, ils ont employé en tout 900 heures de travail ; donc, la valeur totale de la marchandise produite se composera de la valeur des matières dépensées (supposons, par exemple, cette valeur égale à 600 heures) et de la valeur nouvelle que les ouvriers y ont ajoutée par leur travail (900 heures), c'est-à-dire qu'elle sera de $(600 + 900) = 1.500$ heures de travail.

Mais que coûte la marchandise au capitaliste ? La matière première, il l'a payée en totalité, c'est-à-dire une somme correspondante, quant à sa valeur, à 600 heures de travail. Et la force de travail ? A-t-il payé en entier les 900 heures ? Toute la question est là. Il a payé, d'après notre supposition, la valeur entière de la *force de travail* pour les journées de travail. Lorsque trente ouvriers travaillent leurs trente heures pendant trois jours, soit dix heures par jour, le fabricant paie la somme nécessaire à la reconstitution de leur force de travail pour ces trois jours. Quelle est cette somme ? La réponse est claire : elle est de beaucoup inférieure à la valeur de 900 heures. Pourquoi ? Parce que, autre chose est la quantité de travail nécessaire à l'entretien de ma force de travail, autre chose la quantité de travail que je puis fournir. Je puis travailler dix heures par jour. Et pour manger, me vêtir, etc., j'ai besoin, pour une journée, d'objets d'une valeur égale à cinq heures. Donc, je puis travailler beaucoup plus qu'il ne faut pour l'entretien de ma force de travail. Dans notre exemple, mettons que les ouvriers ne dépensent, pour se nourrir, s'habiller, etc., pendant trois jours, que des produits d'une valeur de 450 heures de travail, tout en fournissant un travail de 900 heures, 450 heures restent au capitaliste, qui *forment précisément la source de son profit*.

En réalité, la marchandise coûte au capitaliste, ainsi que nous l'avons vu $(600 + 450) = 1.050$ heures, et il la vend pour une valeur de $(600 + 900) = 1.500$ heures ; les 450 heures sont la *plus-value*, créée par la force de travail. Il s'ensuit que les ouvriers travaillent la moitié de leur temps (soit cinq heures sur une journée de travail de dix heures) afin de reconstituer ce qu'ils dépensent pour eux-mêmes, et l'autre moitié, ils l'emploient entièrement pour le capitaliste.

Observons maintenant la société tout entière. Car ce n'est pas ce que le fabricant ou l'ouvrier fait en particulier qui nous intéresse. Ce qui nous intéresse, c'est le mécanisme de cette machine géante qui s'appelle la société capitaliste. La classe capitaliste occupe la classe ouvrière formidablement

grande par son nombre. Dans des milliers de fabriques, dans des puits, dans des mines, des forêts et des champs, pareils à des fourmis, travaillent des centaines de millions de travailleurs. Le capitaliste leur paie, à titre de salaire, la valeur de leur force de travail, destinée à renouveler cette force de travail pour le service du capitaliste. La classe ouvrière ne se paie pas seulement elle-même par son travail, *mais elle crée aussi le revenu des classes supérieures, elle crée la plus-value.* Par des milliers de canaux, cette plus-value afflue dans les poches des patrons. Une partie est touchée par le capitaliste lui-même, c'est le gain de l'entrepreneur; une partie est touchée par le propriétaire, le possesseur du sol; une partie parvient sous forme d'impôts aux mains de l'Etat capitaliste; une partie aux commerçants, boutiquiers, aux églises et aux maisons de joie, aux acteurs et aux clowns, aux écrivains bourgeois, etc.. Aux dépens de cette plus-value vivent tous les parasites couvés par l'ordre social capitaliste.

Une partie de cette plus-value est à son tour utilisée par les capitalistes. Leur capital s'augmente. Ils étendent leurs entreprises. Ils embauchent plus d'ouvriers. Ils se procurent de nouvelles machines. Un plus grand nombre d'ouvriers leur procure une plus-value encore plus grande. Les entreprises capitalistes deviennent de plus en plus vastes. Ainsi, à chaque minute, progresse le capital, entassant de la plus-value. Le capital, en puisant de la plus-value chez les travailleurs, en les exploitant, *croît, de façon ininterrompue, en grandeur.*

11. Le Capital.

Nous voyons maintenant clairement ce qu'est le Capital. C'est, avant tout, une valeur déterminée sous forme, soit d'argent, de machines, de matières premières, de bâtiments, de fabriques, soit de produits fabriqués. Mais c'est une valeur qui sert à la production d'une nouvelle valeur: la plus-value. *Le capital est une valeur qui produit la plus-value. La production capitaliste, c'est la production de la plus-value.*

Dans la société capitaliste, les machines et les bâtiments représentent un capital. Mais les machines et les bâtiments sont-ils toujours du capital? Non. S'il existait un mode fraternel de production pour toute la société, ni les machines, ni les matières premières ne seraient du capital, car elles ne serviraient plus à extraire *du profit* pour une poignée de riches. Donc, les machines, par exemple, ne *deviennent du capital que dans la mesure* où elles sont la propriété privée de la classe des capitalistes et où elles servent à l'exploitation du travail salarié, à la production de la plus-value.

La *forme* de cette valeur est sans importance; elle peut consister tout aussi bien en de petites rondelles d'or qu'en papier-monnaie, avec quoi le capitaliste achète les moyens de production et la force de travail; cette valeur peut aussi prendre la forme de machines avec lesquelles travaillent les ouvriers, ou de matières premières qu'ils façonnent en marchandises, ou encore de produits manufacturés qui seront plus tard vendus. *Mais, du moment que cette valeur sert à la production de la plus-value, c'est du capital.*

Ordinairement, le capital ne quitte une forme que pour en prendre une autre. Voyons comment s'opère la transformation.

I. — Le capitaliste n'a encore acheté ni force de travail, ni moyens de production. Mais il brûle du désir d'engager des ouvriers, de se procurer des machines, de faire venir des matières premières, du charbon en quantité suffisante. Pour le moment, il n'a rien, sauf de l'argent. Ici, le capital se présente sous sa *forme monétaire*.

II. — Avec cette provision d'argent, le capitaliste va au marché (pas en personne, bien entendu, car il y a pour cela le téléphone, le télégraphe, etc.). Là, se fait l'achat des moyens de production et de la force de travail. Le capitaliste retourne à la fabrique sans argent, mais avec des ouvriers, des machines, des matières premières, du combustible. Toutes ces choses ne sont plus maintenant des marchandises. Elles ont fini d'être des marchandises, du fait qu'elles ne sont plus à vendre. L'argent s'est transformé en moyens de production et

en force de travail, il a quitté son enveloppe monétaire. Le capital se présente maintenant sous forme de capital industriel.

Puis, voilà le travail qui commence. Les machines entrent en action, les roues tournent, les leviers fonctionnent, les ouvriers et les ouvrières sont en nage, les machines s'usent, les matières premières diminuent, la force de travail s'épuise.

III. — Alors, toutes ces matières premières, l'usure des machines, la force de travail en action se transforment, petit à petit, en monceaux de marchandises. Cette fois, le capital quitte son enveloppe matérielle d'instrument de fabrication, il apparaît comme un tas de marchandises. C'est le capital sous sa forme commerciale. Mais là, après la production, il n'a pas fait que changer d'enveloppe. Il a aussi augmenté de valeur, car au cours de la production s'y est ajoutée la plus-value.

IV. — Cependant, le capitaliste fait produire les marchandises non pour son usage personnel, mais pour le marché, pour la vente. Ce qu'il a accumulé dans son entrepôt doit être vendu. Au commencement, le capital allait au marché en acheteur, maintenant, il lui faut y aller comme vendeur. Au début, il avait en mains de l'argent et il voulait acquérir des marchandises (les moyens de production), maintenant il a en mains les marchandises et il veut obtenir de l'argent. Quand la marchandise est vendue, le capital passe à nouveau de sa forme commerciale à sa forme monétaire. Mais la quantité d'argent que reçoit le capitaliste n'est plus celle qu'il avait donnée au commencement, car elle s'est augmentée du montant de la plus-value.

Et la circulation du capital n'est pas encore achevée. Le capital grossi est remis en mouvement et acquiert une quantité encore plus grande de plus-value. Cette plus-value s'ajoute en partie au capital et commence un nouveau cycle, et ainsi de suite. Le capital, pareil à une boule de neige, roule sans cesse, et à chaque tour il s'y agrège une quantité de plus en plus grande de plus-value. C'est dire que la production capitaliste s'accroît et s'élargit.

Voilà comment le capital soutire la plus-value à la classe ouvrière et se répand partout. Sa croissance rapide s'explique par ses qualités particulières. Certes, l'exploitation d'une classe par une autre existait déjà auparavant. Mais, prenons par exemple un propriétaire terrien, au temps du servage, ou un maître possédant des esclaves dans l'antiquité. Ils opprimaient leurs serfs ou leurs esclaves. Tout ce que ceux-ci produisaient, leurs maîtres le mangeaient, le buvaient, le consommaient eux-mêmes ou le faisaient consommer par leur cour ou leurs nombreux parasites. La production des marchandises était très faible et on ne pouvait les vendre nulle part. Si les propriétaires ou les maîtres avaient voulu forcer leurs serfs ou leurs esclaves à produire des montagnes de pain, de viande, de poisson, etc., tout cela aurait pourri. La production se limitait alors à la satisfaction des besoins de l'existence du propriétaire et de sa suite. Il en est tout autrement en régime capitaliste. On n'y produit pas pour la satisfaction des besoins, mais pour le profit. On produit la marchandise pour la vendre, réaliser un gain, accumuler du profit. Plus le profit est grand, mieux cela vaut. De là, chez la classe capitaliste, cette course insensée après le profit. Cette soif n'a pas de limites. Elle est le pivot, le moteur principal de la production capitaliste.

12. L'Etat capitaliste.

La société capitaliste est fondée, ainsi que nous l'avons vu, sur l'exploitation de la classe ouvrière. Une poignée d'hommes possède tout; la majorité des ouvriers ne possède rien. Les capitalistes commandent, les ouvriers obéissent. Les capitalistes exploitent, les ouvriers sont exploités. La société capitaliste consiste essentiellement dans cette exploitation impitoyable et toujours grandissante.

La production capitaliste, c'est une pompe en action destinée à puiser la plus-value. Mais comment cette pompe peut-elle durer un certain temps? Comment les ouvriers souffrent-ils un pareil ordre de choses? Il est difficile de répondre immédia-

tement à cette question. Mais, en somme, il y a deux raisons à cela : 1° L'organisation et la puissance sont aux mains des capitalistes ; 2° La bourgeoisie domine souvent les cerveaux de la classe ouvrière.

Le moyen le plus sûr pour la bourgeoisie lui est offert par *l'organisation de l'Etat*. Dans tous les pays capitalistes, l'Etat n'est autre chose qu'une *coalition d'entrepreneurs*. Prenons n'importe quel pays : l'Angleterre ou les Etats-Unis, la France ou le Japon... Ministres, hauts fonctionnaires, députés sont toujours les mêmes capitalistes, propriétaires, usiniers, banquiers ou leurs serviteurs fidèles et bien payés qui les servent, non par crainte, mais avec conscience : avocats, directeurs de banques, professeurs, généraux et évêques.

L'association de tous ces hommes appartenant à la bourgeoisie, qui embrasse le pays tout entier et le tient dans ses griffes, s'appelle l'Etat. Cette organisation de la bourgeoisie a un double but : le principal, c'est de *réprimer les désordres et les soulèvements des ouvriers, d'extraire plus aisément la plus-value de la classe ouvrière et d'assurer la solidité du mode capitaliste de production* ; son deuxième but, c'est de lutter contre d'autres organisations semblables (c'est-à-dire contre d'autres Etats bourgeois) pour la répartition de la plus-value extorquée. Ainsi, l'Etat capitaliste est une association d'entrepreneurs qui garantit l'exploitation. *Ce sont exclusivement les intérêts du capital qui guident l'activité de cette association de brigands.*

[A cette conception de l'Etat bourgeois, on peut faire les objections suivantes :

— Vous dites que l'Etat est guidé uniquement par les intérêts du Capital. Mais regardez : dans tous les pays capitalistes, il existe des lois sur le régime des fabriques, lois qui interdisent ou limitent le travail des enfants, abrègent la journée de travail, etc... ; en Allemagne, par exemple, du temps de Guillaume II, l'assurance ouvrière n'était pas mal organisée par l'Etat ; en Angleterre, c'est également un ministre bourgeois, l'actif Lloyd George, qui a institué l'assurance et les retraites

pour les vieillards ; dans tous les Etats bourgeois, on bâtit des hôpitaux, des maisons de convalescence pour les ouvriers ; on construit des chemins de fer qui transportent les pauvres comme les riches ; on fait des aqueducs, on installe des canalisations d'eau dans les villes, etc., et tout le monde en profite. Donc, — vous diront pas mal de gens — même dans un pays où le Capital prédomine, l'Etat n'agit pas uniquement dans l'intérêt du Capital, mais aussi dans l'intérêt des ouvriers. Même il inflige quelquefois des amendes aux fabricants qui transgressent les lois sur les fabriques.

Ces objections ne sont pas justifiées, et voici pourquoi : Il est vrai que le pouvoir bourgeois édicte quelquefois des lois et des décrets qui sont utiles aussi à la classe ouvrière. Mais il le fait dans l'intérêt même de la bourgeoisie. Prenons l'exemple des chemins de fer : ils sont utilisés par les ouvriers, ils servent aussi aux ouvriers, mais ils ne sont pas construits pour les ouvriers. Les commerçants, les fabricants en ont besoin pour le transport de leurs marchandises, pour la circulation de leurs chargements, le déplacement des troupes et des ouvriers, etc... Le Capital a besoin de chemins de fer et il les construit, guidé par ses *propres* intérêts. Ils sont utiles également aux ouvriers, mais ce n'est pas pour cette raison que l'Etat capitaliste les fait construire. Ou bien, examinons ce qu'on appelle le nettoyage des rues, le service municipal d'assistance et des hôpitaux ; la bourgeoisie les assure aussi dans les quartiers ouvriers. Il est vrai que, comparés aux quartiers bourgeois du centre des villes, les quartiers excentriques habités par des ouvriers sont sales et sont des foyers d'infection, etc.. Mais, tout de même, la bourgeoisie fait *quelque chose*. Pourquoi ? Mais, parce que autrement les maladies et les épidémies se répandraient par la ville entière et que la bourgeoisie en pourrait souffrir aussi. L'Etat bourgeois et ses organes urbains sont donc là aussi guidés par les intérêts de la *bourgeoisie elle-même*.

Et voici encore un exemple : En France, pendant ces dernières décades, les ouvriers ont appris de la bourgeoisie à limiter artificiellement les naissances : ou les familles ne font plus d'enfants ou elles n'en font pas plus de deux. La gêne, parmi les ouvriers, est si grande qu'il est très difficile et presque impossible d'entretenir une famille nombreuse. La conséquence,

c'est que la population de France n'augmente presque plus. Les soldats commencent à manquer à la bourgeoisie française. Elle se lamente: « La nation périlite! Chez les Allemands, la population augmente plus vite que chez nous. » Soit dit en passant, même les soldats qui se présentaient à l'armée tous les ans étaient de petite taille, faibles de poitrine, peu vigoureux. Alors, la bourgeoisie devint soudain plus « libérale »; elle insista elle-même sur certaines améliorations au profit de la classe ouvrière, pour qu'elle se remette un peu et fasse plus d'enfants. Car la poule tuée, il n'y a plus d'œufs.

Dans tous ces cas, c'est la bourgeoisie qui prend elle-même des mesures utiles aux ouvriers, mais elle est guidée en cela par *ses propres* intérêts. Il y a d'autres cas où des lois utiles sont édictées par la bourgeoisie *sous la pression de la classe ouvrière*. Ces lois sont les plus nombreuses. Presque toutes les « lois de fabriques » ont été obtenues de cette façon — par des menaces de la part des ouvriers. En Angleterre, la première diminution de la journée de travail — réduite à dix heures — a été acquise sous la pression des ouvriers; en Russie, le gouvernement tsariste a promulgué les premières lois sur les fabriques, effrayé par l'agitation et les grèves ouvrières. Dans ce cas, l'Etat hostile à la classe ouvrière, l'Etat, cette *coalition d'entrepreneurs*, fait ce calcul, dans son *propre* intérêt: « Mieux vaut céder quelque chose aujourd'hui, que de céder demain le double et de risquer, peut-être, notre peau ». Tout comme le fabricant, en cédant aux grévistes et en les augmentant de quelques sous, ne cesse pas d'être fabricant, l'Etat bourgeois ne cesse pas non plus d'être bourgeois quand, sous la menace d'une agitation ouvrière, il jette un petit os au prolétariat.]

L'Etat capitaliste n'est pas seulement la plus grande et la plus puissante organisation bourgeoise; il est en même temps une organisation *très compliquée*, aux nombreuses formations et dont les tentacules s'allongent en tous sens. Et tout cela a pour but principal la défense, la consolidation et l'extension vrière, de moyens de contrainte brutale aussi bien que d'asser- de l'exploitation ouvrière. L'Etat dispose, contre la classe ou-

vissement moral, qui constituent les organes les plus importants de l'Etat capitaliste.

Parmi les moyens de contrainte brutale, il faut noter, en premier lieu, l'armée, la police et la gendarmerie, les prisons et les tribunaux, et leurs organes auxiliaires: espions, provocateurs, briseurs de grève, assassins stipendiés, etc..

L'armée, dans l'Etat capitaliste, est organisée d'une manière spéciale. A sa tête, se trouve le corps des officiers supérieurs: « les hauts galonnés ». Ils se recrutent parmi les intellectuels. Ce sont les ennemis les plus acharnés du prolétariat; ils sont instruits, dès leur jeunesse, dans des écoles spéciales (chez nous, dans les corps de cadets et dans les écoles d'aspirants officiers). On leur apprend la façon d'abrutir les soldats, de défendre l'honneur de l'« uniforme », c'est-à-dire de tenir les soldats en complet esclavage et d'en faire des pions d'échiquier. Les plus dignes de ces nobles et de ces grands bourgeois deviennent généraux, et sont couverts de croix et de rubans.

Les officiers ne sortent pas non plus des classes pauvres. Ils tiennent dans leurs mains toute la masse des soldats. Et les soldats sont tellement travaillés qu'ils n'osent pas demander pourquoi ils se battent, et qu'ils ne savent que fixer leurs supérieurs dans les yeux. Une telle armée est destinée, avant tout, à réprimer les mouvements ouvriers.

[En Russie, l'armée du tsar a servi, plus d'une fois, à réprimer des révoltes d'ouvriers et de paysans. Sous le règne d'Alexandre II, avant la libération des paysans, il y eut beaucoup de révoltes paysannes; elles furent étouffées par l'armée. En 1905, l'armée fusilla les ouvriers pendant l'insurrection de Moscou; elle effectua des expéditions punitives dans les provinces baltiques, au Caucase, en Sibérie; en 1906-1908, elle réprima les révoltes des paysans et protégea les biens des propriétaires, etc.. Pendant la guerre, elle fusilla les ouvriers à Ivanovo-Vosnessensk et à Kostroma, etc.. Les plus cruels furent partout les officiers et les généraux. A l'étranger, c'est la même chose. En Allemagne, l'armée de l'Etat capitaliste servit également à égorger les ouvriers. Le premier soulèvement

de matelots fut réprimé par l'armée. En France, l'armée a fusillé plus d'une fois les grévistes; actuellement, elle fusille les ouvriers et les soldats russes révolutionnaires. En Angleterre, rien que dans ces derniers temps, l'armée a, à plusieurs reprises, noyé dans le sang les révoltes des ouvriers irlandais, des demi-esclaves égyptiens et attaqué les réunions ouvrières en Angleterre même. En Suisse, à chaque grève, on mobilise les mitrailleurs et la soi-disant milice; plus d'une fois cette milice a tiré sur les prolétaires. Aux *Etats-Unis d'Amérique*, l'armée a souvent brûlé et rasé des cités ouvrières entières (par exemple pendant la grève du Colorado). Les armées des Etats capitalistes s'entendent, actuellement, pour étouffer la Révolution des ouvriers en Russie, en Hongrie, dans les Balkans, en Allemagne et pour réprimer la Révolution prolétarienne dans le monde entier.]

La police et la gendarmerie. — L'Etat capitaliste, en dehors de son armée régulière, possède encore une armée de gredins exercés et des troupes particulièrement dressées, spécialement entraînées à la lutte contre les ouvriers. Il est vrai que ces institutions (par exemple la police) ont également pour but la lutte contre les voleurs et la défense de la soi-disant « sécurité personnelle et matérielle » des citoyens; mais elles sont entretenues également pour chasser, poursuivre et punir les ouvriers mécontents. En Russie, les agents de police étaient les plus sûrs défenseurs des propriétaires et du tsar. La police qui travaille le plus brutalement est, dans tous les Etats capitalistes, la police secrète (la police politique, appelée chez nous « Okhrana »), ainsi que la gendarmerie. Avec eux, travaille une foule de détectives, provocateurs, espions, briseurs de grève et *tutti quanti*.

[Très intéressante, sous ce rapport, est la manière de faire de la police secrète américaine. Elle est en relations avec une quantité innombrable de bureaux de détectives privés ou semi-officiels. Les célèbres aventures de Nat Pinkerton ont été, en réalité, des agressions contre les ouvriers. Les provocateurs déposaient des bombes chez les chefs ouvriers, tâchaient de les pousser à l'assassinat des capitalistes, etc.. Ces mêmes dé-

tectives enrôlent une grande quantité de briseurs de grèves (appelés *scabs*), ainsi que des détachements de vagabonds organisés qui tuent, à l'occasion, les ouvriers en grève. Il n'est pas d'infamies dont ne soient capables ces brigands, au service de l'Etat « démocratique » des capitalistes américains.]

La *Justice*, dans l'Etat bourgeois, est un moyen de défense de classe pour la bourgeoisie; avant tout, elle condamne ceux qui osent attenter à la propriété capitaliste ou au régime capitaliste. Cette justice a condamné Liebknecht au bagne et acquitté ses assassins. Les *autorités judiciaires* procèdent à ces jugements avec la même rigueur que les bourreaux de l'Etat bourgeois. Le tranchant de leur arme est dirigé contre les pauvres, non contre les riches.

Telles sont les institutions de l'Etat capitaliste qui ont pour tâche la répression directe et brutale de la classe ouvrière.

Parmi les moyens d'asservissement moral de la classe ouvrière qui sont à la disposition de l'Etat capitaliste, il faudrait encore mentionner comme les trois principaux: l'école officielle, l'église officielle et la presse officielle ou celle qui est soutenue par l'Etat bourgeois.

La bourgeoisie comprend très bien qu'elle ne viendra pas à bout des masses ouvrières par la seule force brutale. Il lui faut aussi tisser, tout autour des cerveaux de ces masses, une fine toile d'araignée. L'Etat bourgeois considère les ouvriers comme des bêtes de somme: il faut que ce bétail travaille, mais qu'il ne morde pas. Par conséquent, il faut non seulement l'assommer et le fusiller dès qu'il mord, mais aussi le dresser, le dompter, comme le font certains spécialistes dans les ménageries. De la même façon, l'Etat capitaliste éduque pour l'abêtissement, l'abrutissement et la domestication du prolétariat, des techniciens, des maîtres d'école et des professeurs bourgeois, des prêtres et des évêques, des écrivains et des journalistes bourgeois. A l'école, ces spécialistes apprennent aux enfants, dès l'âge le plus tendre, à obéir au Capital, à mépriser et à haïr les révoltés; on leur débite des contes à dormir debout sur la Révolution et le mouvement révo-

lutionnaire; on glorifie tsars, rois, industriels, etc.; dans les églises, les prêtres appointés par l'Etat enseignent le commandement: « Pas de puissance qui ne vienne de Dieu »; les journaux bourgeois claironnent tous les jours aux oreilles de leurs lecteurs ouvriers ce mensonge bourgeois. Dans de pareilles conditions, est-il facile à l'ouvrier de sortir de ce marécage?

Un brigand impérialiste allemand a écrit: « Nous avons besoin, non seulement des jambes des soldats, mais aussi de leurs cerveaux et de leurs cœurs. » L'Etat bourgeois s'efforce justement de faire de la classe ouvrière un *animal domestique* qui puisse travailler comme un cheval, produire de la plus-value, et rester tout à fait tranquille. Ainsi, le régime capitaliste assure son développement. La machine à exploiter tourne. De la classe ouvrière pressurée, on extrait continuellement de la plus-value. Et l'Etat capitaliste monte la garde et veille à ce que les esclaves salariés ne se soulèvent point.

13. Contradictions principales du régime capitaliste.

Maintenant, il nous faut rechercher si la société bourgeoise est bien construite. Une chose n'est solide et bonne que lorsque toutes ses parties sont bien ajustées ensemble. Prenons un mécanisme d'horlogerie: il ne travaille régulièrement et sans arrêt que lorsque chaque roue est bien adaptée à la voisine, dent par dent. Considérons, maintenant, la société capitaliste. Nous remarquons sans peine qu'elle est loin d'être aussi solidement construite qu'elle le paraît, et qu'au contraire, elle trahit de très grandes contradictions et montre de graves fissures.

Avant tout, en régime capitaliste, il n'y a *pas de production ni de répartition organisées des marchandises, il y a anarchie dans la production*. Qu'est-ce que cela veut dire? Cela veut dire que chaque entrepreneur capitaliste (ou chaque associa-

tion de capitalistes) produit les marchandises indépendamment des autres. Ce n'est pas la société tout entière qui calcule ce qu'il lui faut, mais tout simplement les industriels, qui font fabriquer avec le seul but de réaliser le plus de profits possible et de battre leurs concurrents sur le marché. C'est pourquoi il arrive parfois qu'on produit trop de marchandises (il s'agit, évidemment, du temps d'avant-guerre) et qu'on ne peut les écouler nulle part, les ouvriers ne pouvant les acheter, faute d'argent. Alors, survient une *crise*: les fabriques sont fermées, les ouvriers sont jetés sur le pavé.

De plus, l'anarchie dans la production amène avec elle *la lutte sur le marché*; chacun veut enlever à l'autre ses acheteurs, les attirer à lui, accaparer le marché. Cette lutte prend différentes formes, différents aspects, en commençant par la lutte entre deux fabricants et en finissant par la guerre mondiale entre les Etats capitalistes pour le partage des marchés de l'Univers entier. Il ne s'agit plus là seulement de parties intéressées de la société capitaliste qui s'accrochent l'une à l'autre, mais bien d'un véritable choc entre elles.

Ainsi, la première raison de la dislocation du capitalisme, c'est l'anarchie dans la production, qui se manifeste dans les crises, la concurrence et les guerres.

La deuxième raison de la dislocation de la société capitaliste est sa division en classes. Car, la société capitaliste n'est pas, au fond, une seule société, elle est coupée en deux sociétés: les capitalistes d'un côté, les ouvriers et les pauvres de l'autre. Ces deux sociétés se trouvent entre elles en hostilité continue, irréconciliable, ininterrompue; hostilité qui se traduit par la lutte des classes. Nous voyons à nouveau que les différentes parties de la société capitaliste, non seulement ne sont pas ajustées l'une à l'autre, mais, au contraire, se trouvent entre elles dans un antagonisme continu.

Le capitalisme s'écroulera-t-il, oui ou non? La réponse dépend de l'examen suivant: si, observant le développement pris par le capitalisme au cours des temps, nous trouvons que sa dislocation va en diminuant, nous pouvons lui prédire une lon-

gue vie; si nous découvrons, au contraire, qu'avec le temps, les différentes parties de la société capitaliste se heurtent inévitablement de plus en plus fort, et que les fissures de cette société doivent non moins inévitablement se changer en abîmes, alors nous pouvons entonner le *De Profundis*. — Il nous faut donc étudier le développement du régime capitaliste.

CHAPITRE II

DÉVELOPPEMENT DU RÉGIME CAPITALISTE

14. LUTTE ENTRE LA PETITE ET LA GRANDE INDUSTRIE, ENTRE LA PROPRIÉTÉ INDIVIDUELLE GAGNÉE PAR LE TRAVAIL ET LA PROPRIÉTÉ CAPITALISTE ACQUISE SANS TRAVAIL. — 15. LA DÉPENDANCE DU PROLÉTARIAT; L'ARMÉE DE RÉSERVE; LE TRAVAIL DES FEMMES ET DES ENFANTS. — 16. L'ANARCHIE DE LA PRODUCTION, LA CONCURRENCE ET LES CRISES. — 17. LE DÉVELOPPEMENT DU CAPITALISME ET LES CLASSES; L'AGGRAVATION DES ANTAGONISMES DE CLASSES. — 18. LA CONCENTRATION ET LA CENTRALISATION DU CAPITAL SONT DES CONDITIONS DE RÉALISATION DU RÉGIME COMMUNISTE

14. Lutte entre la petite et la grande industrie, entre la propriété individuelle gagnée par le travail et la propriété capitaliste acquise sans travail.

a) Lutte entre la petite et la grande production dans l'industrie.

Les grandes fabriques, qui comptent quelquefois plus de dix mille ouvriers, avec leurs machines gigantesques, monstrueuses, n'ont pas toujours existé. Elles sont nées de la disparition graduelle et presque complète du petit artisanat et de la petite industrie. Pour comprendre cette évolution, il faut d'abord observer que la propriété privée et la production de marchandises rendent inévitable la lutte pour l'acheteur : *la concurrence*. Qui triomphe dans cette lutte ? Celui qui sait se gagner cet

acheteur et le détacher de son concurrent (rival). Or, l'acheteur, on l'acquiert principalement par le plus bas prix des marchandises (1). Mais qui peut vendre le meilleur marché? Il est clair que le gros fabricant peut vendre meilleur marché que le petit fabricant ou l'artisan, car la marchandise lui revient à meilleur compte. La grande industrie dispose, en effet, d'une foule d'avantages. D'abord l'entrepreneur-capitaliste est en mesure de faire installer de meilleures machines et d'employer de meilleurs instruments et de meilleurs appareils. L'artisan, le petit patron gagnent à grand peine leur vie; ils travaillent ordinairement avec des machines actionnées à la main; ils n'osent même pas penser aux grandes, aux bonnes machines, ils n'en ont pas les moyens. Le petit capitaliste n'est pas non plus en état d'introduire les machines les plus modernes. Plus l'entreprise est grande, plus la *technique* en est perfectionnée, plus le travail est productif, meilleur marché revient la marchandise à l'entrepreneur.

[Dans les grandes usines d'Amérique et d'Allemagne, il y a même des laboratoires scientifiques qui découvrent continuellement de nouvelles améliorations, unissant ainsi la science à l'industrie; ces inventions constituent le secret de l'entreprise et ne servent qu'à elle seule.

Dans la petite industrie et dans l'artisanat, un même ouvrier fabrique le produit presque en entier; dans le travail à la machine avec de nombreux ouvriers, l'un en fait une partie, le deuxième en fait une autre, le troisième en fait une troisième partie, et ainsi de suite. Le travail va bien plus vite ainsi; c'est ce qu'on appelle la *division du travail*. On peut se rendre compte des avantages qu'on en retire, d'après une enquête américaine, qui remonte à 1898. En voici les résultats: pour la fabrication de dix charrues, le travail à la main exige deux ouvriers, faisant chacun onze opérations différentes, travaillant au total 1.180 heures et touchant 54 dollars. Le même

(1) Il s'agit ici de la situation d'avant-guerre; au lendemain des destructions de la guerre, ce n'est pas le vendeur qui court après l'acheteur, mais l'acheteur qui court après le vendeur.

travail fait à la machine exige 52 ouvriers, 97 opérations différentes (plus il y a d'ouvriers et plus ils sont spécialisés), travaillant 37 h. 28 minutes et touchant 7,9 dollars (par conséquent, la perte de temps a été infiniment moins grande et le travail est revenu considérablement moins cher). Pour la fabrication de 100 roues de montres, le travail à la main exige 14 ouvriers, 453 opérations différentes, 341.866 heures de travail et 80.822 dollars. Avec des machines: 10 ouvriers, 1.088 opérations, 8.343 heures de travail, 1.799 dollars. Pour la fabrication de 500 yards d'un tissu à carreaux, le travail à la main exige 3 ouvriers, 19 opérations, 7.534 heures, 135,6 dollars. Le travail à la machine: 252 ouvriers, 43 opérations, 84 heures, 6,81 dollars. On pourrait citer encore une grande quantité d'exemples semblables. D'un autre côté, toute une série de branches de la production, où l'on ne peut opérer qu'à l'aide d'une haute technique, telles que la construction des wagons, des cuirassés, les mines, restent, on peut dire, inaccessibles aux petits entrepreneurs ou aux artisans.]

La grande industrie économise sur tout: sur les constructions, sur les machines et les matières premières, sur l'éclairage et le chauffage, sur la main-d'œuvre, sur l'utilisation des déchets, etc. Figurons-nous, en effet, mille petits ateliers et une seule grande fabrique qui produit à elle seule autant de marchandises que ces mille ateliers; il est plus facile de construire un seul grand bâtiment que mille petits; on emploie plus de matières premières dans les mille petits ateliers; il y a plus de perte, plus de malfaçon, plus de gaspillage; il est plus facile d'éclairer et de chauffer une seule grande fabrique que mille petits ateliers; il est également plus facile de l'entretenir, de la balayer, de la surveiller, de la réparer, etc.. Bref, dans une grande entreprise, sur tout cela, on pourra épargner ou, comme on dit: *économiser*.

Sur l'achat des matières premières et tout ce qui peut encore être nécessaire pour la production, la grande industrie est encore avantagée. C'est en gros qu'on achète la meilleure marchandise, au meilleur compte; de plus, le gros fabricant connaît mieux le marché et sait où et comment acheter moins

cher. Dans la vente de ses marchandises également, la petite entreprise est toujours en infériorité. Le gros patron sait mieux où il peut vendre le plus cher (il a, dans ce but, ses voyageurs, il est en relations avec la Bourse où sont centralisés tous les renseignements sur les demandes de marchandises; il est en communication presque avec le monde entier). Mais surtout, il peut attendre. Si, par exemple, les prix de ses marchandises sont trop bas, il peut garder cette marchandise en entrepôt et attendre le moment où les prix remonteront. Le petit patron ne peut pas le faire. Il vit de ce qu'il a vendu. La marchandise une fois vendue, il faut aussitôt vivre de l'argent reçu : il n'a pas d'argent d'avance. Aussi, est-il obligé de vendre à tout prix, autrement, il est un homme fini. Il est clair qu'il y perd énormément.

Enfin, la grande industrie trouve encore un avantage dans le crédit. Lorsque le gros entrepreneur a un besoin pressant d'argent, il peut toujours en emprunter. N'importe quelle banque prêtera à une maison « sérieuse » et à un intérêt relativement minime. Mais presque personne n'aura confiance en un petit patron. Et même s'il inspire confiance, on lui prêtera de l'argent à un taux usuraire. Aussi le petit industriel tombe-t-il facilement dans les griffes de l'usurier.

Tous ces avantages de la grande industrie nous expliquent pourquoi la petite industrie disparaît inévitablement dans la société capitaliste. Le gros capital la tue, lui enlève l'acheteur, la ruine et transforme son propriétaire en un prolétaire ou un va-nu-pieds. Il est évident que le petit patron cherche à se cramponner à la vie. Il lutte avec acharnement, travaille lui-même et fait travailler ses ouvriers et sa famille au-dessus de leurs forces, mais finalement il est obligé de céder au capital. Souvent, un petit patron, indépendant en apparence, dépend en réalité complètement d'un capitaliste, travaille pour lui, ne marche que grâce à lui. Le petit industriel dépend souvent de l'usurier: son indépendance est illusoire, en réalité, il ne travaille que pour cette sangsue; tantôt il dépend de l'accapareur qui lui achète ses marchandises, tantôt du magasin pour

lequel il travaille (là encore, il n'est qu'apparemment indépendant; en réalité, il s'est transformé en salarié du commerçant capitaliste); il arrive aussi que le capitaliste lui fournisse les matières premières et l'outillage (cela arrivait souvent dans notre travail à domicile); il est facile de voir que, dans ce cas, le travailleur à domicile n'est plus qu'un simple appendice du capital.

Il y a encore d'autres modes de subordination par le Capital: autour des grandes entreprises s'installent souvent de petits ateliers de réparations; dans ce cas, ils ne sont qu'un petit rouage dans la machine de la fabrique, pas davantage. Là encore, ils ne sont indépendants qu'en apparence. Parfois, on voit de petits patrons, de petits artisans, des travailleurs à domicile, de petits commerçants, de petits capitalistes, chassés d'une branche de l'industrie ou du commerce, passer dans une autre branche où le capital n'est pas encore aussi puissant. Le plus souvent, les petits patrons ruinés deviennent de petits détaillants ou même des marchands ambulants, etc. Ainsi, le gros capital évince partout, graduellement, la petite industrie. Il se crée des entreprises énormes, qui comptent parfois des milliers et même des dizaines de milliers d'ouvriers. Le gros capital devient le maître du monde. La petite propriété, gagnée par le travail, disparaît. Elle est remplacée par la grande propriété capitaliste.

[Les travailleurs à domicile peuvent servir d'exemple pour montrer la décadence de la petite industrie en Russie. Certains d'entre eux travaillaient avec leurs propres matières premières (les fourreurs, les vanniers) et vendaient leurs marchandises à leur gré. Plus tard, l'ouvrier à domicile se met à travailler pour tel ou tel (un seul) capitaliste (les chapeliers de Moscou, les fabricants de jouets, les brosiers, etc.). Ensuite, il reçoit de celui qui lui fait ses commandes les matières premières et tombe dans un véritable esclavage (les serruriers de Pavlovsk et de Bourmakino). A la fin, il est payé par celui qui commande à la pièce (les cloutiers de Tver, les cordonniers de Kimry, les couteliers de Pavlovsk, les nattiers de Makarievo). Au

même servage en arrivent les tisserands à domicile. En Angleterre, la petite industrie moribonde a reçu le surnom de « sweating-system » (1) tellement sa situation est mauvaise. En Allemagne, de 1882 à 1895, le nombre des petites entreprises a diminué de 8,6 %, les entreprises moyennes (6 à 50 ouvriers) ont augmenté de 64,1 % et les grandes entreprises de 90 %. Depuis, a disparu une quantité considérable d'entreprises moyennes. En Russie aussi, la fabrique a évincé le travailleur à domicile assez rapidement. Un des domaines les plus importants de la production en Russie, c'est l'industrie textile (le tissage). Si nous comparons, dans l'industrie cotonnière, les chiffres des ouvriers de fabrique et des ouvriers à domicile, nous voyons avec quelle rapidité la fabrique a évincé le travailleur à domicile, le *koustar*. Voici ces chiffres :

Années	Ouvriers travaillant dans les fabriques	Ouvriers travaillant à domicile
—	—	—
1866	94.566	66.178
1879	162.691	50.152
1894-95	242.051	20.475

En 1866, pour cent personnes travaillant dans l'industrie cotonnière, soixante-dix travaillaient à domicile; en 1894-95, elles n'étaient plus que huit. En Russie, la grande industrie se développait beaucoup plus vite parce que le capital étranger fondait aussitôt de grandes entreprises. Déjà en 1902, les grandes entreprises occupaient presque la moitié (40 %) des ouvriers d'industrie.

En 1903, les fabriques ayant plus de cent ouvriers représentaient en Russie d'Europe 17 % du nombre total des fabriques et des usines, et occupaient 76,6 % du nombre total des ouvriers d'industrie.

La victoire de la grande industrie dans tous les pays est accompagnée des souffrances des petits producteurs. Parfois, des régions industrielles et même des professions disparaissent presque totalement (par exemple, les tisserands de Silésie, en Allemagne, les tisserands de l'Inde, etc.).]

(1) Système de la sueur.

b) Lutte entre la petite et la grande production dans l'agriculture.

La lutte entre la petite et la grande production qui a lieu dans l'industrie existe également, sous le régime capitaliste, dans l'agriculture. Le propriétaire gérant son domaine comme le capitaliste gère sa fabrique, le paysan riche, le paysan moyen, les paysans pauvres qui font, en plus, des journées chez le gros propriétaire ou le gros fermier, et les ouvriers agricoles : c'est la même chose que, dans l'industrie, le gros capitaliste, le petit patron, l'artisan, le travailleur à domicile, l'ouvrier salarié. A la campagne comme dans les villes, la grande propriété est mieux organisée que la petite.

Le gros propriétaire peut introduire chez lui une *bonne technique*. Les *machines agricoles* (charrues électriques, charries à vapeur, moissonneuses-faucheuses, moissonneuses-gerbeuses, semeuses, batteuses, etc.) sont souvent inaccessibles pour un petit agriculteur ou un paysan. De même qu'il n'y a pas de raison d'installer une machine coûteuse dans le petit atelier de l'artisan (car il n'a pas les moyens de l'acheter et elle ne rapporterait pas les frais de l'achat), de même le paysan ne peut pas davantage se payer une charrue à vapeur; et même s'il l'achetait, elle ne lui servirait à rien : pour qu'une machine aussi importante rapporte les frais de son achat, il faut beaucoup de terre et non pas un petit lopin à peine suffisant pour qu'une poule y trouve sa vie.

[L'utilisation complète des machines et des instruments dépend de la quantité de terre disponible. Une charrue à chevaux travaillera à plein rendement sur un terrain de trente hectares. Une semeuse, une moissonneuse, une batteuse ordinaires, sur 70 hectares; une batteuse à vapeur sur 200, une charrue à vapeur sur 1.000 hectares. Dans ces derniers temps, on utilise, pour le travail du sol, des machines électriques, mais seulement dans les grandes exploitations.]

L'arrosage, le dessèchement des marais, le drainage (pose de tuyaux de grès pour l'écoulement de l'excédent d'eau), la

construction de chemins de fer à voie étroite, etc..., ne sont guère réalisables que par le grand propriétaire. La grande culture, tout comme la grande industrie, économise sur les instruments, les matériaux, la force de travail, le combustible, l'éclairage, etc...

Sur les grands domaines il faut moins, par hectare, de fossés, de clôtures, de haies, les semences se perdent moins.

En outre, un gros propriétaire peut engager des ingénieurs agronomes et gérer scientifiquement sa culture.

Dans le domaine du *commerce* et du *crédit*, c'est tout comme pour l'industrie: le grand propriétaire foncier connaît mieux le marché, il peut attendre, acheter meilleur marché tout ce qui lui est nécessaire, vendre plus cher. Le petit propriétaire n'a qu'une ressource: lutter de toutes ses forces. C'est par le *travail intensifié*, par la limitation des besoins et la sous-alimentation que se maintient la petite propriété agricole. C'est uniquement de cette manière qu'il peut se défendre sous la domination du capitalisme. Ce qui accélère sa ruine, c'est l'énormité des *impôts*. L'Etat capitaliste lui impose une charge immense: il suffit de se rappeler ce qu'étaient pour le paysan les impôts au temps des tsars: « Vends tout, mais paie tes impôts. »

On peut dire, en général, que la petite production peut mieux se défendre dans la culture que dans l'industrie. Dans les villes, les artisans et les petits entrepreneurs périssent assez rapidement, mais dans tous les pays, la culture paysanne se maintient un peu mieux. Il y a bien, là aussi, appauvrissement du plus grand nombre, mais c'est souvent moins apparent. Il semble quelquefois qu'une culture n'est pas très grande, à en juger par la superficie du terrain, mais en réalité elle est très grande par le capital investi et par le nombre d'ouvriers (par exemple, la culture maraîchère, dans la banlieue des grandes villes). Parfois, il semble, au contraire, que nous avons devant nous de nombreux petits propriétaires tout à fait indépendants; en réalité, ce sont presque tous des ouvriers salariés, ils vont louer leurs services soit dans la propriété

voisine, soit comme saisonniers, soit dans les villes. Avec les paysans, c'est dans tous les pays la même chose qu'avec les artisans et les travailleurs à domicile. Un petit nombre deviennent des profiteurs (les aubergistes, les usuriers qui, petit à petit, arrondissent leur avoir); les autres végètent ou sont ruinés définitivement, vendent leur vache, leur cheval, deviennent des paysans sans chevaux; puis disparaît à son tour le lopin de terre, et notre homme s'en va pour toujours à la ville ou devient ouvrier agricole. Le paysan sans cheval devient salarié, le paysan qui loue des ouvriers devient *propriétaire ou capitaliste*.

C'est ainsi que dans la culture une grande quantité de terres, d'instruments, de machines, de bétail, sont la possession d'une poignée de grands capitalistes-propriétaires, et que des millions de paysans dépendent d'eux.

[En Amérique, où ce capital est le plus développé, il existe de grandes propriétés où l'on travaille comme dans une fabrique. Et comme dans les fabriques, on y fait un seul produit. Il y a de grands champs plantés uniquement de fraisiers ou d'arbres fruitiers; il y a des exploitations spéciales d'animaux domestiques; là où l'on cultive le blé, on travaille avec des machines. De nombreuses branches sont concentrées dans peu de mains. Ainsi, par exemple, il existe un « roi des poulets » (un capitaliste entre les mains duquel est concentrée presque toute la production des poulets), un « roi des œufs », etc..]

15. La dépendance du prolétariat, l'armée de réserve, le travail des femmes et des enfants.

Des masses de plus en plus grandes de la population se transforment, sous le régime capitaliste, en ouvriers salariés. Les artisans ruinés, les travailleurs à domicile, les paysans, les commerçants, les capitalistes moyens en faillite, bref, tous ceux qui ont été jetés par-dessus bord ou traqués par le gros

capital échouent dans les rangs du prolétariat. A mesure que les richesses se concentrent entre les mains d'une poignée de capitalistes, les masses populaires se transforment toujours davantage en leurs esclaves salariés.

Grâce à la ruine continuelle des couches et des classes moyennes le nombre des ouvriers est toujours plus grand que celui qu'il faut au capital. C'est par là que l'ouvrier est enchaîné au capital. Il est forcé de travailler pour le capitaliste. S'il ne veut pas, il y en a cent autres pour prendre sa place.

Mais cette dépendance vis-à-vis du capital n'est pas seulement consolidée par la ruine de nouvelles couches de la population. La domination du capital sur la classe ouvrière s'accroît encore du fait que le capital jette continuellement sur le pavé les ouvriers dont il n'a plus besoin et se constitue ainsi une réserve de force de travail. Comment cela? Voici : nous avons déjà vu que chaque fabricant s'efforce de réduire les prix de revient des marchandises. Pour cela, il introduit de plus en plus de nouvelles machines. Mais la machine, en règle générale, remplace l'ouvrier, rend une partie des ouvriers inutiles. Lorsqu'on vient d'introduire une nouvelle machine dans une fabrique, cela veut dire qu'une partie des ouvriers sont congédiés. Les ouvriers occupés dans la fabrique deviennent chômeurs. Mais comme de nouvelles machines sont introduites continuellement dans une branche d'industrie ou dans l'autre, il est clair que, *sous le capitalisme, il y a toujours fatalement du chômage*. Car le capitaliste ne se préoccupe pas de donner du travail à tous les ouvriers ou de fournir à tous des marchandises, mais *d'obtenir le plus de profit*. Et naturellement il jettera sur le pavé les ouvriers qui ne sont plus capables de lui rapporter le même profit qu'avant.

Et effectivement dans tous les pays capitalistes nous voyons que dans les grandes villes il y a toujours un grand nombre de chômeurs. Il y a là des ouvriers chinois ou japonais, anciens paysans ruinés, venus du bout du monde pour chercher du travail, d'anciens boutiquiers ou de petits artisans d'autrefois; mais nous y trouvons aussi des ouvriers métallurgistes, des

typographes, des tisserands qui ont longtemps travaillé dans les fabriques mais en ont été chassés par l'installation de nouvelles machines. Ils forment, pris ensemble, une réserve de forces de travail pour le capital ou, comme l'a dit K. Marx, *l'armée industrielle de réserve*. L'existence de l'armée ouvrière de réserve, le chômage permanent, permettent aux capitalistes d'augmenter la dépendance et l'oppression de la classe ouvrière. Le capital, grâce aux machines, réussit à soutirer d'une partie des ouvriers plus d'or qu'avant; quant aux autres, ils restent sur le pavé. Mais, même jetés sur le pavé, ils servent aux capitalistes de fouet pour stimuler les autres.

[L'armée industrielle de réserve offre des exemples d'abrutissement complet, de misère, de famine, de grande mortalité, même de criminalité. Ceux qui, pendant plusieurs années, ne peuvent se procurer du travail deviennent graduellement ivrognes, vagabonds, mendiants, etc... Dans les grandes villes : à Londres, à New-York, à Hambourg, à Berlin, à Paris, il existe des quartiers entiers habités par des chômeurs de cette espèce. Le marché de Chitrov, à Moscou, peut servir d'exemple. A la place du prolétariat, il se forme là une nouvelle couche déjà déshabituée du travail. Cette production de la société capitaliste s'appelle en allemand *Lumpenproletariat* : proétariat en hillons.]

L'introduction des machines a également donné naissance au *travail des femmes et des enfants*, travail plus économique et, partant, plus avantageux pour le capitaliste. Jadis, avant l'introduction des machines, une certaine habileté dans le travail était nécessaire; quelquefois, il fallait faire un long apprentissage. Maintenant, il y a des machines qui peuvent être conduites par des enfants, où ils n'ont qu'à lever le bras ou mouvoir le pied jusqu'à épuisement. Voilà pourquoi l'introduction des machines a diffusé le travail des femmes et des enfants. Il faut ajouter que les femmes et les enfants offrent moins de résistance au capitalisme que les ouvriers hommes. Ils sont plus dociles, plus timides, croient mieux les prêtres et les autorités. C'est pourquoi le fabricant remplace souvent les

hommes par des femmes et oblige les petits enfants à transformer leur sang en profit pour lui.

[En 1913, le nombre des ouvrières et employées était : en France, de 6.800.000; en Allemagne, de 9.400.000; en Autriche-Hongrie de 8.200.000; en Italie de 5.700.000; en Belgique de 930.000; aux Etats-Unis d'Amérique de 8.000.000; en Angleterre et au Pays de Galles de 6.000.000. En Russie, le nombre des ouvrières a grandi continuellement. En 1900, leur nombre représentait 25 % (c'est-à-dire le quart) de tous les ouvriers et ouvrières de fabrique; en 1903, 31 %, c'est-à-dire presque un tiers, et en 1912, 45 %. Dans certaines branches de la production, les femmes constituent la majorité. Par exemple, dans l'industrie textile, en 1912, sur 870.000 ouvriers il y avait 453.000 femmes, c'est-à-dire plus de la moitié (plus de 52 %). Pendant les années de guerre, le nombre des ouvrières augmenta énormément.

Quant au travail des enfants il fleurit dans beaucoup de pays, malgré l'interdiction. Dans le pays capitaliste le plus évolué, en Amérique, on le rencontre à chaque pas.]

La conséquence, c'est la désagrégation des familles ouvrières. Dès que la femme et quelquefois l'enfant sont pris par la fabrique, il n'y a plus de vie de famille!

Lorsqu'une femme entre dans une fabrique et devient ouvrière, elle subit, comme l'homme, de temps en temps, toutes les horreurs du chômage. Elle est mise elle aussi à la porte par le capitaliste; elle passe elle aussi dans les rangs de l'armée industrielle de réserve; elle peut tout comme un homme descendre dans les bas-fonds. A cette situation est liée la *prostitution* qui consiste pour les femmes à se vendre au premier homme rencontré dans la rue. N'ayant rien à manger, sans travail, chassée de partout, elle est contrainte de vendre son corps; et même lorsqu'elle a du travail son salaire est si misérable qu'elle est obligée d'augmenter son gain par la vente de son corps. Et elle se fait vite à sa nouvelle profession. Ainsi se forme la couche des prostituées professionnelles.

[Dans les grandes villes, les prostituées représentent un nombre très important. Des villes comme Hambourg ou Londres comptent des dizaines de milliers de ces malheureuses. Le capital en retire une source de revenus par la création de grandes maisons publiques organisées sur le modèle capitaliste. Il existe un large commerce international d'esclaves blanches. Les villes de la République Argentine (en Amérique du Sud) étaient le centre de ce commerce. La plus affreuse est la prostitution des *enfants*, qui fleurit dans toutes les villes de l'Europe et de l'Amérique.]

Ainsi, dans la société capitaliste, à mesure qu'on invente plus de machines et qu'elles sont plus perfectionnées, qu'on construit des fabriques de plus en plus grandes et que la productivité s'accroît, augmentent parallèlement la pression du capital, la misère et les souffrances de l'armée industrielle de réserve, la dépendance de la classe ouvrière vis-à-vis de ses exploiters.

Si la propriété n'existait pas, et si tout appartenait à tous, le tableau serait tout autre. Alors les hommes réduiraient tout simplement leur journée de travail, ménageraient leurs forces, économiseraient leur peine, songeraient à leur repos. Mais quand le capitaliste introduit les machines, il ne pense qu'au *profit*; il ne réduit pas la journée de travail, il y perdrait. Sous la domination du capital, la machine ne libère pas l'homme, elle le rend esclave.

Avec le développement du capitalisme, une partie toujours plus grande du capital est consacrée aux machines, aux appareils, aux constructions de toute sorte, aux gigantesques bâtiments de fabriques, aux énormes hauts-fourneaux, etc...; au contraire, une partie toujours plus petite va au salaire des ouvriers. Quand on travaillait à domicile, la dépense pour les établis et autres outils n'était pas grande : presque tout le capital passait dans le salaire. Maintenant, c'est le contraire : la plus grande partie est destinée aux différents bâtiments et aux machines. Et cela signifie que la demande de la *main-d'œuvre* croît moins vite que n'augmente le nombre des gens

ruinés, devenus des prolétaires. Plus la technique se développe, sous le capitalisme, et plus augmente la pression du capital sur la classe ouvrière, car il devient de plus en plus difficile de trouver du travail.

16. L'anarchie de la production, la concurrence et les crises.

La misère de la classe ouvrière croît au fur et à mesure du développement de la technique qui, sous le capitalisme, au lieu d'être utile à tous, rapporte du profit au capital, mais amène le chômage et la ruine chez beaucoup d'ouvriers. Et cette misère augmente encore pour d'autres raisons.

Nous avons vu plus haut que la société capitaliste est très mal construite. La propriété privée y règne, sans aucun plan général. Chaque fabricant dirige son entreprise indépendamment des autres. Au contraire, il dispute aux autres l'acheteur : il est en « concurrence » avec eux.

Cette lutte s'affaiblit-elle ou s'accroît-elle avec le développement du capitalisme ? A première vue, il peut sembler qu'elle s'affaiblit. En effet, le nombre des capitalistes diminue sans cesse ; les gros mangent les petits ; autrefois, c'était par dizaines de mille que luttait entre eux les entrepreneurs, la concurrence était féroce ; aujourd'hui les rivaux sont bien moins nombreux, la lutte devrait être moins acharnée, du moins on pourrait le croire. En réalité, il n'en est pas ainsi. C'est exactement le contraire qui est vrai. Les rivaux, certes, deviennent moins nombreux, mais chacun d'eux est devenu *plus gros et plus puissant* que les anciens concurrents. Et leur lutte est devenue non pas moindre, mais plus grande, non pas plus calme, mais plus acharnée. Que, dans chaque pays, il n'y ait plus qu'une poignée de capitalistes, la lutte entre ces pays capitalistes éclatera. Nous en sommes arrivés finalement là. La rivalité a lieu actuellement entre d'énormes associations de capitalistes, entre leurs Etats. Et ils ne luttent pas

seulement à coups de diminution des prix, mais aussi avec la force armée. La concurrence, au fur et à mesure du développement du capitalisme, ne diminue que le *nombre des rivaux*, mais elle devient toujours *plus acharnée et plus destructive* ! (1).

Il est nécessaire de souligner encore un symptôme, celui qu'on appelle *les crises*. Que sont ces crises ? Voici : Un beau jour, on s'aperçoit que diverses marchandises ont été produites en quantités beaucoup trop grandes. Les prix baissent, car il n'y a pas d'écoulement. Les entrepôts regorgent de toutes sortes de produits qui ne peuvent être vendus : il n'y a pas d'acheteurs ; et à côté de cela, il y a beaucoup d'ouvriers affamés, ne touchant plus que des salaires infimes et pouvant bien moins acheter que d'ordinaire. Alors c'est la misère. Dans une branche de production, ce sont d'abord les moyennes et les petites entreprises qui font faillite et ferment ; après, c'est le tour des grandes. Mais chaque industrie dépend d'une autre, toutes sont clientes les unes des autres. Par exemple, les entreprises de confection achètent le drap dans les fabriques de drap, celles-ci se servent dans les filatures produisant la laine, etc.. Les entreprises de confection, une fois en faillite, il n'y a plus personne pour acheter aux drapiers, toute l'industrie textile périlite, puis la même chose arrive dans la production de la laine. Partout les fabriques et les usines commencent à se fermer ; des dizaines de milliers d'ouvriers sont jetés sur le pavé, le chômage augmente démesurément, la vie des ouvriers devient encore pire qu'à l'ordinaire. Et pourtant, il y a quantité de marchandises et les entrepôts fléchissent sous leur poids. Il en fut souvent ainsi avant la guerre ; l'industrie prospérait, les affaires des fabricants marchaient admirablement ; et puis tout d'un coup, la faillite, la ruine, le chômage, la stagnation dans les affaires ; puis la situation s'améliore, les affaires marchent de nouveau d'une façon brillante ; puis de nouveau la faillite, et ainsi de suite.

(1) Pour les détails, voir plus loin, p. 91 et suiv., le chapitre sur la guerre impérialiste.

Comment expliquer cette situation insensée où les hommes, parmi les richesses et le superflu, deviennent des mendiants ?

La réponse n'est pas si simple que cela. Nous avons déjà vu plus haut que dans la société capitaliste règne la confusion, *l'anarchie dans la production*. Chaque entrepreneur produit pour son propre compte, à ses risques et périls. Il arrive tôt ou tard, avec un tel mode de production, qu'il y a trop de marchandises produites (surproduction de marchandises). Quand on fabriquait des produits et non des marchandises, c'est-à-dire quand la production n'était pas destinée au marché, la surproduction n'était pas dangereuse. Il en est tout autrement dans la production de marchandises. Là, chaque fabricant, pour acheter les marchandises nécessaires à sa production ultérieure, doit vendre d'abord ses propres marchandises. Une fois la machine arrêtée en un seul endroit, grâce à l'anarchie dans la production, il y a répercussion immédiate d'une branche sur une autre. Une crise générale éclate.

Ces crises sont très destructives. Quantité de marchandises périssent. Les restes de la petite industrie sont comme balayés avec un balai de fer. Même les grandes firmes ne peuvent souvent pas résister et périssent en partie.

Certaines fabriques ferment complètement, d'autres réduisent leur production, ne travaillent pas tous les jours de la semaine, d'autres enfin ferment un certain temps. Le nombre des chômeurs augmente. L'armée industrielle de réserve s'accroît. Et avec elle, croissent la misère et l'oppression de la classe ouvrière. Pendant la crise la situation déjà mauvaise de la classe ouvrière devient encore pire.

[Voici, à titre d'exemple, quelques chiffres sur la crise de 1907-1910 qui avait embrassé l'Europe et l'Amérique, en un mot, tout l'univers capitaliste. Aux *Etats-Unis*, le nombre des chômeurs faisant partie des syndicats augmenta de la façon suivante : En juin 1907, 8,1 % ; en octobre, 18,5 % ; en novembre, 22 % ; en décembre, 32,7 % (dans le Bâtiment : 42 % ; dans la Confection : 43,6 % ; dans les Tabacs : jusqu'à 55 %) ; il va de soi que le chômage général (y compris les ouvriers

non syndiqués) a été encore plus grand. En *Angleterre*, le nombre des chômeurs constituait, pendant l'été de 1907, 3,4 à 4 % ; en novembre, il atteignait 5 %, en décembre 6,1 %, en juin 1908 il s'élevait à 8,2 % ; en *Allemagne*, vers janvier 1908, le nombre des chômeurs a été le double des années précédentes. On pouvait observer la même chose dans les autres pays.

Pour ce qui est de la *réduction de la production*, la production de la fonte est tombée, aux Etats-Unis, de 26 millions de tonnes en 1907 à 16 millions de tonnes en 1908.

Pendant la crise, les prix des marchandises baissent. Alors, messieurs les capitalistes, pour ne pas perdre leur profit, ont recours au *sabotage de la production*. En Amérique, par exemple, ils laissaient éteindre les hauts-fourneaux. Plus curieuse encore est la manière de faire des planteurs de café, au Brésil. Pour en maintenir les hauts prix, ils jetaient en mer des sacs de café. A l'heure qu'il est, le monde entier souffre de la *faim et du manque des produits*, et c'est le résultat de la guerre engendrée par le *capitalisme*. Or, en temps de paix, le capitalisme étouffait sous l'*abondance* des produits qui ne pouvaient être utiles aux ouvriers, les poches de ces derniers étant trop vides. De tout ce superflu l'ouvrier n'obtenait qu'une chose : le chômage avec toutes ses horreurs.]

17. Le développement du capitalisme et les classes ; l'aggravation des antagonismes de classes.

Nous avons vu que la société capitaliste souffre de deux maux essentiels : d'abord, elle est « anarchique » (elle manque d'organisation) ; ensuite, elle est composée de deux sociétés (classes) ennemies. Nous avons vu également qu'avec le développement du capitalisme, l'anarchie de la production qui se manifeste dans la concurrence amène une aggravation, une désorganisation, une ruine toujours plus grandes. La désagrégation de la société ne diminue pas, mais au contraire augmente. De même s'élargit et s'approfondit le fossé qui divise la société

en deux parties, en classes. D'un côté, chez les capitalistes, s'accumulent toutes les richesses de la terre, de l'autre, chez les classes opprimées, il n'y a que misères, souffrances et larmes. L'armée industrielle de réserve embrasse des couches d'hommes découragés, abrutis, dénués de toute ressource. Mais même ceux qui travaillent se distinguent, par leur manière de vivre, toujours davantage des capitalistes. La différence entre le prolétariat et la bourgeoisie *croît toujours*. Jadis, il y avait toutes sortes de capitalistes moyens et petits dont beaucoup étaient très près des ouvriers et ne vivaient guère mieux qu'eux. Aujourd'hui ce n'est plus le cas. Les gros manitous vivent actuellement comme personne n'aurait osé le rêver auparavant. Certes, la situation des ouvriers, avec le développement du capitalisme, s'est améliorée; jusqu'au commencement du xx^e siècle les salaires, en général, allaient en augmentant. Mais dans ce même laps de temps, le *profit* du capitalisme a *crû encore plus rapidement*. Actuellement la masse ouvrière est aussi éloignée du capitaliste que la terre du ciel. Et plus le capitalisme se développe, plus s'élève la petite poignée de capitalistes richissimes, et plus profond devient l'abîme entre cette poignée de rois sans couronne et les millions de prolétaires asservis.

Nous avons dit que le salaire des ouvriers augmente bien, mais que le profit croît bien plus rapidement, et que, par suite, le fossé entre les deux classes s'élargit toujours. Cependant, depuis le commencement du xx^e siècle, les salaires ne montent plus; au contraire, ils baissent. Dans ce même temps, les profits ont augmenté comme jamais auparavant, de sorte que, dans ces derniers temps, l'inégalité sociale s'est aggravée avec une rapidité extraordinaire. Cette inégalité croissante ne pouvait manquer d'amener tôt ou tard un conflit entre les ouvriers et les capitalistes. Si la différence entre eux allait en diminuant, si la situation matérielle des ouvriers se rapprochait de celle des capitalistes, la paix pourrait régner un jour sur terre. Mais, en fait, dans la société capitaliste, les ouvriers ne se rapprochent pas, mais s'éloignent, tous les jours, des capitalistes. Et

cela signifie que la *lutte de classe* entre le prolétariat et la bourgeoisie ne peut que s'aggraver irrémédiablement.

[Les savants bourgeois avaient fortement combattu ce point de vue. Ils voulaient prouver que la situation des ouvriers, dans la société capitaliste, allait devenir toujours meilleure. Après eux, les socialistes de droite ont embouché la même trompette. Les uns et les autres prétendent que les ouvriers s'enrichiront peu à peu et pourront ainsi devenir eux-mêmes de petits capitalistes. Cette opinion s'est bientôt révélée fausse. En réalité, la situation des ouvriers par rapport à celle des capitalistes a été de mal en pis. En voici la preuve par un exemple emprunté au pays capitaliste le plus évolué, aux Etats-Unis. Si nous évaluons à 100 la force d'achat du gain ouvrier (c'est-à-dire la quantité de produits de consommation que l'ouvrier peut acheter), en tenant compte des prix des denrées, dans les années 1890-1899, la force d'achat du salaire a été successivement de :

En 1890: 98,6;
En 1895: 100,6;
En 1900: 103,0;
En 1905: 101,4;
En 1907: 101,5.

C'est dire que le niveau de vie des travailleurs ne s'est presque pas amélioré, qu'il est resté presque stationnaire. L'ouvrier achetait autant de nourriture, de vêtements, etc. en 1890 que dans les années suivantes. Sa force d'achat n'avait monté que de très peu: de 3 %. Mais, dans le même temps, les millionnaires américains (les plus gros industriels) encaissaient des profits énormes, et la plus-value qu'ils empochaient grossissait démesurément. Naturellement, le niveau de vie des capitalistes s'accroissait aussi en même temps.]

La *lutte de classes* s'appuie sur les antagonismes d'intérêts entre la bourgeoisie et le prolétariat. Ils sont aussi irréconciliables que ceux entre les loups et les moutons.

Chacun comprendra facilement qu'il est de l'intérêt du capitaliste de faire travailler les ouvriers le plus longtemps possible et de les payer le moins possible; au contraire, l'ouvrier

a tout intérêt à travailler le moins possible et à toucher le plus possible. Aussi, dès l'apparition de la classe ouvrière, la lutte ne pouvait manquer de s'engager pour *l'élévation des salaires et la réduction de la journée de travail*.

Cette lutte n'a jamais cessé et ne s'arrêtera jamais complètement. Cependant, elle n'a pas limité son objet à quelques centimes de salaire en plus. Partout où s'est développé le régime capitaliste, les masses arrivèrent à la conviction qu'il était nécessaire d'en finir avec le capitalisme lui-même. Les ouvriers commencèrent à réfléchir au moyen de substituer à ce régime abhorré un régime de travail juste et fraternel. Ainsi prit naissance *le mouvement communiste de la classe ouvrière*.

La lutte ouvrière a été souvent accompagnée de défaites. Mais le régime capitaliste porte en lui-même la victoire finale du prolétariat. Pourquoi? Mais parce que le développement capitaliste entraîne la transformation en prolétaires de plus larges couches populaires! La victoire du gros capital, c'est la ruine de l'artisan, du commerçant, du paysan; elle grossit sans cesse les rangs des ouvriers salariés. Le prolétariat *augmente en nombre* à chaque avance du développement capitaliste. Lorsque la bourgeoisie réprime des soulèvements ouvriers, elle consolide le régime capitaliste. Mais le développement de ce régime capitaliste ruine des dizaines de milliers, des millions de petits patrons et de paysans, foulés aux pieds par les capitalistes. Par là même augmente le nombre des prolétaires, des ennemis du régime capitaliste. Mais la classe ouvrière ne devient pas seulement plus forte en nombre, elle devient en outre, toujours plus *solidaire*, car en même temps que le capitalisme se développent aussi les grandes usines. Et chaque grande usine réunit dans ses murs des milliers, parfois des dizaines de milliers d'ouvriers travaillant côte à côte. Ils voient comment l'entrepreneur capitaliste les exploite. Ils voient que l'ouvrier est, pour un autre ouvrier, un ami et un camarade. Dans le travail, les ouvriers, réunis par l'usine, apprennent à agir en commun. Il leur est plus facile de se mettre d'accord. C'est pourquoi, avec le développement du

capitalisme, augmentent non seulement le nombre, *mais la solidarité* de la classe ouvrière.

A mesure que les fabriques croissent plus vite, et que le capitalisme se développe davantage, les artisans, les campagnards travaillant à domicile, les paysans se ruinent plus vite, et les villes énormes, aux millions d'habitants, s'accroissent plus rapidement. A la fin, sur une étendue relativement petite — dans les grandes villes — se rassemblent de grandes masses populaires, et parmi tout ce peuple, l'immense majorité est formée par le prolétariat des fabriques. Il remplit tous les quartiers malpropres et enfumés, tandis que la poignée des maîtres qui possèdent tout habite dans de luxueux hôtels. Cette poignée devient toujours moins nombreuse. Le nombre des ouvriers grossit, et ils se lient entre eux toujours plus étroitement.

Dans ces conditions, l'aggravation inévitable de la lutte se terminera nécessairement par la victoire de la classe ouvrière. Tôt ou tard, la classe ouvrière entrera en conflit aigu avec la bourgeoisie, la précipitera de son trône, détruira son Etat de proie et édifiera un ordre nouveau, l'ordre du travail, l'ordre communiste. Ainsi, le capitalisme, dans son développement, *mène inévitablement à la Révolution communiste du prolétariat*.

[La lutte de classe du prolétariat contre la bourgeoisie a pris des formes diverses. Les trois formes principales de l'organisation ouvrière qui ont surgi dans cette lutte sont: *les syndicats*, qui réunissent les ouvriers d'après leur profession; *les coopératives*, surtout les coopératives de consommation, qui ont pour but la suppression des intermédiaires; enfin, les *partis politiques* de la classe ouvrière (socialistes, social-démocrates, communistes) qui inscrivent dans leurs programmes la lutte pour le pouvoir politique de la classe ouvrière. Plus la lutte entre les classes s'aggravait, et plus devaient s'unir ces formes du mouvement ouvrier pour la réalisation du but commun: le renversement de la domination bourgeois. Ceux des chefs du mouvement ouvrier qui jugeaient le mieux la situation ont toujours soutenu une union étroite et la collaboration de toutes les organisations ouvrières. Ils disaient, par exemple, qu'il

fallait l'unité d'action entre les syndicats et le parti politique du prolétariat, et que, par conséquent, les syndicats ne sauraient être « neutres » (c'est-à-dire indifférents au point de vue politique), mais qu'ils doivent marcher avec le parti de la classe ouvrière.

Dans ces derniers temps, le mouvement ouvrier a créé encore de nouvelles formes, très importantes, comme les *Conseils d'ouvriers*. Nous en reparlerons plus tard.]

De ces observations sur le développement du régime capitaliste, nous pouvons, sans risque de nous tromper, déduire ce qui suit : *le nombre des capitalistes diminue, mais ils deviennent de plus en plus riches et de plus en plus puissants ; le nombre des ouvriers croît continuellement et leur solidarité grandit en même temps, mais pas dans les mêmes proportions ; la différence entre l'ouvrier et le capitaliste devient de plus en plus grande. Par conséquent, le développement du capitalisme conduit à un conflit inévitable de ces classes, c'est-à-dire à la Révolution communiste.*

18. La concentration et la centralisation du capital sont des conditions de réalisation du régime communiste.

Le capitalisme, ainsi que nous l'avons vu, creuse lui-même sa propre tombe parce qu'il engendre ses propres fossoyeurs : les prolétaires ; et plus il se développe, plus il augmente le nombre de ses ennemis mortels, et plus il les réunit contre lui-même. Mais il prépare également le terrain pour une nouvelle organisation économique, fraternelle et communiste.

En effet, nous avons vu plus haut (§ 11. *Le Capital*) que le capital croît sans cesse. Une partie de la plus-value que le capitaliste arrache à l'ouvrier est ajoutée au capital, qui devient ainsi plus grand. Mais le capital une fois accru, on peut élargir la production. Cette augmentation du capital, sa crois-

sance dans les mêmes mains s'appelle *accumulation* ou *concentration* du capital.

Nous avons vu également (1) qu'au fur et à mesure du développement capitaliste, petite et moyenne production sont anéanties ; les industriels et les commerçants, petits et moyens, sont ruinés, sans parler des artisans : tous sont complètement dévorés par le gros capital. Ce que possédaient les petits et moyens capitalistes, leurs capitaux s'échappent de leurs mains, et par différents chemins, se concentrent dans les mains des grands brigands, accroissant ainsi le capital de ces derniers. Ainsi, le capital, partagé jadis entre plusieurs possesseurs, se rassemble alors dans une seule main, dans le poing victorieux. Cette concentration du capital, autrefois dispersé, s'appelle la *centralisation* du capital.

La concentration et la centralisation du capital, c'est-à-dire son accumulation dans un petit nombre de mains, ne signifient pas encore la concentration et la centralisation de la *production*. Supposons que le capitaliste ait acheté, avec la plus-value accumulée, la petite fabrique de son voisin et l'ait fait travailler comme par le passé. Il y a bien accumulation, mais la production reste ce qu'elle était. Mais, d'ordinaire, le capitaliste transforme alors la production, l'élargit et agrandit les fabriques elles-mêmes. Il n'y a plus seulement accroissement du capital, mais aussi de la *production elle-même*. La production devient énorme, emploie quantité de machines, réunit des milliers d'ouvriers. Il arrive qu'une douzaine de très grandes fabriques couvre les besoins en marchandises de tout un pays. Dans ce cas, les ouvriers produisent pour toute la société, le travail, comme on dit, est *socialisé*. Mais la direction et le profit appartiennent au capitaliste.

Cette centralisation et cette concentration de la production rendent également possible une *production véritablement fraternelle*, mais seulement après la Révolution prolétarienne. En effet, si cette concentration de la production n'existait pas et si

(1) Cf. plus haut, p. 43 et suiv., le § 14.

le prolétariat prenait le pouvoir alors que la production serait dispersée entre des centaines de milliers de tout petits ateliers où ne travailleraient que deux ou trois ouvriers, il serait impossible d'organiser ces ateliers sur une base sociale. Plus le capitalisme est développé, plus la production est centralisée, et plus il est facile au prolétariat de diriger la production après sa victoire.

Donc, non seulement le capitalisme engendre ses ennemis et mène à la Révolution communiste, mais encore il crée la base économique pour la réalisation du régime communiste.

CHAPITRE III

LE COMMUNISME ET LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

19. CARACTÉRISTIQUES DU RÉGIME COMMUNISTE. — 20. LA RÉPARTITION EN RÉGIME COMMUNISTE. — 21. L'ADMINISTRATION EN RÉGIME COMMUNISTE. — 22. LE DÉVELOPPEMENT DES FORCES PRODUCTIVES DANS LE RÉGIME COMMUNISTE (LES AVANTAGES DU COMMUNISME). — 23. LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT. — 24. LA CONQUÊTE DU POUVOIR POLITIQUE. — 25. LE PARTI COMMUNISTE ET LES CLASSES DANS LA SOCIÉTÉ CAPITALISTE.

19. Caractéristiques du régime communiste.

Nous avons vu pourquoi doit disparaître le régime capitaliste (et nous le voyons maintenant disparaître sous nos yeux). Il périclité parce qu'il contient en lui deux contradictions fondamentales : d'un côté, *l'anarchie de la production*, qui conduit à la concurrence, aux crises, aux guerres ; d'un autre côté, le *caractère de classe* de la société, qui a pour conséquence inévitable la lutte de classes. La société capitaliste est comme un mécanisme mal ajusté, où une partie s'accroche toujours à l'autre (1). C'est pourquoi cette machine doit *inévitablement* se briser tôt ou tard.

Il faut, et c'est clair, que la nouvelle société soit plus solidement organisée que le capitalisme. Une fois que ses contradictions fondamentales auront fait sauter le capitalisme, il faut

(1) Cf. plus haut, p. 40, le § 13 : *Contradictions principales du régime capitaliste.*

que, sur ses ruines, se forme une société nouvelle qui ignore les contradictions de l'ancienne. Les traits caractéristiques du mode communiste de production sont les suivants: 1° Cette société doit être une société *organisée*; en elle, il ne doit y avoir ni anarchie dans la production, ni concurrence des entreprises privées, ni guerres, ni crises; 2° Ce doit être une société sans classes, elle ne doit pas être composée de deux moitiés en lutte éternelle l'une avec l'autre; elle ne saurait être une société où une classe est exploitée par une autre classe. Une société où il n'y a pas de classes et où toute la production est organisée ne peut être qu'une *société fraternelle, la société du travail, la société communiste*.

Examinons cette société de plus près.

Le fondement de la société communiste, c'est la *propriété commune des moyens de production et d'échange*, c'est-à-dire que les machines, les appareils, les locomotives, les bateaux à vapeur, les bâtiments de fabriques, les entrepôts, les élévateurs, les mines, le télégraphe et le téléphone, la terre et le bétail, sont la possession de la société qui en dispose. Ce n'est pas un capitaliste particulier, ni une association de quelques gens riches qui ont le droit de disposer de ces moyens, mais la société toute entière. Qu'est-ce que cela veut dire: la société toute entière? Cela veut dire que ce n'est pas non plus *une classe* particulière qui en est propriétaire, mais *tous les hommes* qui constituent la société. Dans ces conditions, la société se transforme en une immense communauté fraternelle. Là, il n'y a aucune dispersion de la production, ni aucune anarchie. Au contraire, seul un tel régime permettra l'organisation de la production. Là, point de lutte ni de concurrence entre les entrepreneurs, car toutes les fabriques, les usines, les mines et autres institutions ne sont dans la société communiste qu'autant de sections d'un grand atelier populaire embrassant toute l'économie générale. Il va sans dire qu'une aussi formidable organisation suppose un *programme* général de la production. Si toutes les fabriques, toute la culture agraire forment une immense association, il faut évidemment calculer exactement

comment répartir les forces de travail entre les différentes branches de l'industrie; quels produits il faut fabriquer et en quelle quantité; comment et où diriger les forces techniques, et ainsi de suite. Tout cela doit être calculé d'avance, au moins approximativement, et il faut agir conformément au plan tracé. C'est bien ainsi que se traduit l'*organisation* de la production communiste. Sans un plan général et une direction commune, sans un calcul exact, il n'y a pas d'organisation. Dans le régime communiste, ce plan existe.

Mais l'organisation seule ne suffit pas. L'essentiel, c'est que cette organisation soit une organisation fraternelle de *tous* les membres de la société. Le régime communiste, son caractère organisateur mis à part, se distingue encore par ce fait qu'il *supprime l'exploitation*, qu'il abolit la *division de la société en classes*. Car on peut se représenter l'organisation de la production, par exemple, de la façon suivante: une poignée de capitalistes possède tout, mais le possède en commun; la production est organisée, les capitalistes ne se combattent plus, ils ne se font plus concurrence, mais ils soutirent ensemble de la plus-value à leurs ouvriers, devenus des demi-esclaves. Là, il y a bien organisation, mais il y a aussi *exploitation* d'une classe par une autre. Là, il y a bien une propriété commune des moyens de production, mais dans l'intérêt d'une seule classe, *la classe capitaliste*. Ce n'est donc point du communisme, bien qu'il y ait organisation de la production. Une pareille organisation de la société ne supprimerait qu'une de ses contradictions fondamentales: l'anarchie de la production, mais elle renforcerait l'autre contradiction fondamentale du capitalisme: la division de la société en deux camps; la lutte de classes s'accentuerait encore. Cette société ne serait organisée que sous un seul rapport; la séparation en classes n'y serait pas abolie. La société communiste n'organise pas seulement la production, mais elle libère aussi les hommes de l'oppression par d'autres hommes. Elle est organisée dans toutes ses parties.

Le caractère social de la production communiste se manifeste

dans tous les détails de son organisation. Dans le régime communiste, par exemple, il n'y aura pas de directeurs perpétuels d'usines, où des gens passent toute leur vie sur le même travail. Car aujourd'hui il en est bien ainsi. Si un homme est cordonnier, il fait toute sa vie des chaussures et ne voit rien en dehors de ses formes; s'il est pâtissier, il fait toute sa vie des gâteaux; s'il est directeur de fabrique, il ne fait tout le temps que diriger et commander; s'il est simple ouvrier, il lui faut, sa vie durant, obéir et exécuter les ordres des autres. Rien de pareil dans la société communiste. Là, tous les hommes jouissent d'une large culture et sont au courant de toutes les branches de la production; aujourd'hui, j'administre, c'est-à-dire je calcule combien il faudra fabriquer, pour le mois prochain, de pantouffles ou de petits pains; demain, je travaille dans une fabrique de savon, la semaine suivante, peut-être, dans une serre de la ville, et trois jours après, dans une station électrique. Ce ne sera possible que lorsque tous les membres de la société jouiront d'une instruction convenable.

20. La répartition en régime communiste.

Le mode communiste de production ne suppose pas non plus la production pour le marché, mais la production pour les besoins. Seulement, chacun ne travaille pas pour soi, c'est toute la communauté géante qui travaille pour tous. Il n'y a pas ici de *marchandises*, mais seulement des *produits*. Ces produits fabriqués ne sont pas échangés les uns contre les autres, ils ne sont ni achetés, ni vendus. Ils sont tout simplement mis dans les entrepôts communaux et sont livrés à ceux qui en ont besoin. Aussi, nul besoin d'argent. « Comment ferez-vous? allez-vous demander. Celui-ci va trop prendre et l'autre pas assez. Quel avantage y aura-t-il donc à cette répartition des produits? » Ajoutons encore ceci: Au début, peut-être, faudra-t-il, pendant les 20 ou 30 premières années, introduire différentes règles: par exemple, que certains produits seront seulement livrés d'après certaines indications sur le livret de travail ou contre présentation de la carte de travail. Mais plus

tard, une fois la société communiste consolidée et développée, tout cela sera superflu. Tous les produits seront abondants, toutes les plaies seront depuis longtemps fermées et chacun pourra alors prendre autant qu'il lui faudra. Mais les hommes n'auront-ils point intérêt à prendre plus qu'ils n'auront besoin? Mais non. Personne, aujourd'hui même, n'aura l'idée de payer, dans un tramway, trois places, pour n'en occuper qu'une et laisser vides les deux autres; ce besoin n'existe pas. Il en sera de même pour tous les produits. Chacun retirera de l'entrepôt communal ce dont il a besoin, et tout sera dit. Vendre son surplus, personne n'y aura intérêt, car chacun pourra prendre ce qu'il lui faut. De plus, l'argent alors n'aura pas de valeur. Donc, au début de la société communiste, les produits seront vraisemblablement distribués d'après le travail accompli et, plus tard, tout simplement d'après les besoins des membres de la communauté.

[On dit très souvent que dans la société future, sera réalisé le droit de chacun au produit intégral de son travail: chacun recevra ce qu'il aura gagné. C'est inexact et ne pourra jamais être réalisé entièrement. Si tous recevaient ce qu'ils ont gagné, il ne serait jamais possible de développer la production, de l'étendre et de l'améliorer. Il faudra toujours qu'une partie du travail accompli serve à l'extension et au perfectionnement de la production. Si nous mangions ou usions tout ce que nous avons produit, on ne pourrait point fabriquer de machines: elles ne sont ni mangées, ni portées, n'est-ce pas? Chacun comprend que la vie s'améliore par le développement et le perfectionnement des machines. Mais cela signifie qu'une partie du travail qui y est inclus ne sera pas rendue à celui qui y a travaillé. Donc, il ne sera jamais possible de donner à chacun le produit intégral de son travail. Et ce n'est pas non plus du tout nécessaire. Avec l'aide de bonnes machines, la production sera organisée de telle sorte que tous les besoins seront satisfaits.

Ainsi, au début, la répartition des produits sera faite *d'après le travail accompli* (mais non d'après le « produit intégral du travail »), et plus tard, quand tout sera en abondance, *d'après les besoins*.]

21. L'administration en régime communiste.

Dans la société communiste, il n'y aura pas de classes. Mais, s'il n'y a pas de classes, il n'y aura pas non plus d'Etat. Nous avons déjà dit plus haut que l'Etat est l'organisation de classe du pouvoir; l'Etat a toujours été employé par une classe contre une autre; si l'Etat est bourgeois, il est dirigé contre le prolétariat; s'il est prolétarien, il est dirigé contre la bourgeoisie. Mais dans le régime communiste il n'y a ni prolétaires, ni capitalistes, ni ouvriers salariés : il n'y a que de simples humains, des camarades. Il n'y a pas de classes, pas non plus de lutte de classes, pas d'organisations de classes. Par conséquent, il n'y a pas d'Etat non plus, il n'est d'aucune utilité puisqu'il n'y a pas de lutte de classes, il n'y a personne à tenir en bride, ni personne pour le faire.

— Mais comment, demandera-t-on, pourra fonctionner, sans direction aucune, une organisation si formidable ? Qui élaborera le plan de la production sociale ? Qui répartira les forces ouvrières ? Qui calculera les recettes et les dépenses communes ? Bref, qui veillera à la conservation de l'ordre ?

La réponse n'est pas difficile. La direction principale incombera à divers bureaux de comptabilité et offices de statistique. C'est là que, jour par jour, seront tenus les comptes de toute la production et de tous ses besoins; c'est là qu'on indiquera où il y a lieu d'augmenter ou de diminuer le nombre d'ouvriers et combien il faudra travailler. Et comme chacun, dès son enfance, étant habitué au travail en commun, comprendra que ce travail est nécessaire et que la vie est bien plus facile lorsque tout marche d'après un plan établi, on travaillera tous d'après les instructions de ces bureaux et offices. Plus besoin de ministres spéciaux, ni de police, ni de prisons, ni de lois, ni de décrets, ni de rien. De même que les musiciens dans un orchestre suivent le bâton du chef et s'y règlent, de même les hommes suivront les tableaux de statistiques et y conformeront leur travail.

Il n'y aura donc plus d'Etat. Plus de groupe ou de classe qui soit au-dessus des autres classes. De plus, dans ces bureaux calculateurs, aujourd'hui travailleront ceux-ci, demain ceux-là. La bureaucratie, le fonctionnarisme permanent disparaîtront. L'Etat sera mort.

Evidemment, ceci n'aura lieu que dans le régime communiste développé et affermi, après la victoire complète et définitive du prolétariat, et même pas immédiatement après cette victoire-là. Car la classe ouvrière sera obligée de lutter longtemps encore contre ses ennemis et surtout contre les vestiges du passé : la fainéantise, la négligence, la criminalité, la présomption. Il faudra bien deux à trois générations de gens élevés dans ces nouvelles conditions pour que soient supprimées par l'Etat ouvrier, les lois, les peines et la répression et que disparaissent toutes les survivances de l'ancien régime capitaliste. Si jusque-là un Etat ouvrier reste indispensable, dans ce régime développé où seront déjà disparues les dernières traces du capitalisme, le pouvoir politique du prolétariat mourra également. Le prolétariat lui-même se fondra avec toutes les autres couches sociales, car toutes auront pris, petit à petit, l'habitude du travail en commun, et dans 20 à 30 ans, il y aura un autre monde, d'autres hommes et d'autres mœurs.

22. Le développement des forces productives dans le régime communiste (les avantages du communisme).

Le régime communiste, après avoir vaincu et guéri toutes les blessures, fera rapidement progresser le développement des forces productives. Ce développement plus accéléré des forces productives sera dû aux raisons suivantes :

Premièrement, une grande quantité d'énergie humaine, jadis dépensée pour la lutte de classes, sera rendue libre. Représentons-nous combien se perdent présentement de force nerveuse,

d'énergie, de travail, pour la politique, les grèves, les soulèvements et leur répression, la justice, la police, le pouvoir d'Etat, pour les efforts journaliers d'un côté comme de l'autre ! La lutte de classes engloutit énormément de forces et de moyens. Toutes ces forces seront libérées ; les hommes ne se combattront plus les uns les autres. Ces forces libérées serviront au travail productif.

Deuxièmement : Les forces et les moyens qui sont détruits ou dépensés pour la *concurrence*, les crises, les guerres, seront conservés. Si l'on tient compte des seules pertes de guerre, cela représente déjà des sommes énormes. Et combien coûtent à la société la lutte entre vendeurs, entre acheteurs, et celle des vendeurs contre les acheteurs ! Que de produits périssent inutilement dans les crises ! Combien de dépenses inutiles d'énergie proviennent du manque d'organisation et du désordre dans la production ! Toutes ces forces, perdues aujourd'hui, seront conservées dans la société communiste.

Troisièmement : L'organisation et un plan rationnel, non seulement préservent des dépenses superflues (la grande industrie économise de plus en plus), mais permettent aussi l'amélioration de la production technique. La production aura lieu dans les usines les plus grandes, avec les moyens techniques les meilleurs. Car, même sous le régime capitaliste, il y a des limites à l'introduction des machines. Le capitalisme n'introduit les machines que lorsque la force de travail à bon marché lui manque. Quand il a cette force de travail, le capitalisme n'a pas besoin d'introduire de machines : il encaisse sans cela un beau profit. La machine ne lui est nécessaire que quand elle lui économise la force de travail *coûteuse*. Et comme, en général, dans le régime capitaliste, la force de travail n'est pas chère, la mauvaise situation de la classe ouvrière devient un obstacle à l'amélioration de la technique. Cela se manifeste le plus nettement dans l'agriculture. Là, la force de travail a toujours été bon marché, aussi le développement du travail mécanique est-il très lent. Dans la société *communiste*, il s'agit non du profit, mais des travailleurs eux-mêmes. Toute amélio-

ration y sera immédiatement saisie au vol et réalisée. Le communisme ne suit pas le chemin du capitalisme. Les inventions techniques, dans le régime communiste, progresseront également, car tous les travailleurs auront alors une bonne instruction, et ceux qui, dans le capitalisme, succombent de misère (par exemple, les ouvriers bien doués), auront la possibilité de développer entièrement leurs aptitudes.

De la société communiste disparaîtra le *parasitisme*, c'est-à-dire l'existence de consommateurs qui ne font rien et vivent aux dépens des autres. Tout ce qui, dans la société capitaliste, est prodigué, mangé et bu par les capitalistes, servira, dans la société communiste, aux besoins productifs ; les capitalistes, leurs laquais et leur suite, les curés, les prostituées, etc., disparaîtront, et tous les membres de la société feront un travail productif.

Le mode communiste de production signifie un développement énorme des forces productives, de sorte que chaque travailleur y aura moins à faire. La journée de travail deviendra de plus en plus courte, et les hommes seront libérés des chaînes imposées par la nature. Quand l'homme ne dépensera que peu de peine pour se nourrir et se vêtir, il consacra une grande partie de son temps à son développement intellectuel. La culture humaine s'élèvera à une hauteur jamais atteinte. Elle deviendra une culture générale vraiment humaine et non une culture de classe. En même temps que l'oppression exercée par l'homme sur l'homme, disparaîtra aussi le joug de la nature sur l'homme. L'humanité mènera alors, pour la première fois, une vie vraiment raisonnable, et non une vie bestiale.

[Les adversaires du communisme l'ont toujours représenté comme un *partage égalitaire*. Ils disent que les communistes veulent tout confisquer et tout partager entre tous d'une façon égale : la terre et les autres moyens de production, ainsi que les moyens de consommation. Rien n'est plus stupide qu'un tel raconter. D'abord, un tel partage général est impossible : on peut partager la terre, le bétail, l'argent. Mais on ne peut

partager les chemins de fer, les machines, les bateaux à vapeur, les appareils compliqués, etc... Ceci d'abord. Ensuite, ce partage, non seulement ne réalise aucun bien, mais il fait régresser l'humanité. Il signifierait la formation d'une quantité de *petits propriétaires*. Or nous savons déjà que de la petite propriété et de la concurrence des petits propriétaires naît la grande propriété. Si donc le partage général était réalisé, l'histoire recommencerait et les hommes chanteraient à nouveau la vieille chanson.

Le communisme *prolétarien* (ou le socialisme prolétarien) est une grande *économie commune, fraternelle*. Il découle de tout le développement de la société capitaliste et de la situation du prolétariat dans cette société. Du communisme il faut distinguer :

1. *Le socialisme lumpenprolétarien (l'anarchisme)*. Les anarchistes font aux communistes le reproche de conserver le pouvoir d'Etat dans la société future. C'est inexact, ainsi que nous l'avons déjà vu. La vraie différence consiste en ce que les anarchistes consacrent plus d'attention à la répartition qu'à l'organisation de la production; ils se représentent cette organisation, non comme une grande organisation économique fraternelle, mais comme une foule de petites communes « libres », s'administrant elles-mêmes.

Il est évident qu'un pareil régime ne saurait libérer l'humanité du joug de la nature : les forces productives ne peuvent y atteindre le degré atteint en régime capitaliste, car l'anarchisme *n'accroît pas*, mais *disperse* la production. Rien d'étonnant si, dans la pratique, les anarchistes penchent souvent au partage des objets de consommation et s'élèvent *contre l'organisation de la grande production*. Ils reflètent les idées et les aspirations non de la classe ouvrière, mais de ce qu'on appelle le *Lumpenprolétariat*, prolétariat des va-nu-pieds qui vit mal sous le capitalisme, mais qui est incapable de tout travail indépendant et créateur.

2. *Le socialisme petit-bourgeois (de la petite bourgeoisie citadine)*. Il s'appuie non sur le prolétariat, mais sur les artisans en voie de disparition, sur la petite bourgeoisie des villes, et en partie sur les intellectuels. Il proteste contre le grand capital, mais seulement au nom de la « liberté » des petites entreprises. Il est, en général, favorable à la démocratie bourgeoise

et opposé à la révolution socialiste, et cherche à atteindre son idéal par la « voie pacifique » : par le développement des coopératives, les associations des petits producteurs, etc... Sous le régime capitaliste, les entreprises coopératives dégénèrent souvent en vulgaires organisations capitalistes, et les coopérateurs eux-mêmes ne se distinguent presque en rien des purs bourgeois.

3. *Le socialisme agraire*. — Il revêt différentes formes : parfois, il frise l'anarchisme paysan. Son trait caractéristique, c'est qu'il ne se représente jamais le socialisme comme une grande économie et qu'il se rapproche beaucoup du partage et du nivellement : en opposition principalement avec l'anarchisme, il réclame un pouvoir fort qui le protège et contre le propriétaire foncier et contre le prolétariat; cette espèce de socialisme est la « socialisation des terres » de nos socialistes-révolutionnaires. Ceux-ci veulent consolider pour toujours la petite production, ils craignent le prolétariat et la transformation de toute l'économie populaire en une *grande* association fraternelle. Du reste, parmi certaines couches paysannes, il existe encore d'autres espèces de socialisme plus ou moins proches de l'anarchisme, qui ne reconnaissent pas le pouvoir de l'Etat, mais de caractère pacifique (tels le communisme des Sectaires, des Doukhobors, etc.). Ces tendances agraires et paysannes ne pourront disparaître qu'après de longues années, lorsque la classe paysanne aura compris tous les avantages de la grande économie (nous en reparlerons par la suite).

4. *Le soi-disant socialisme esclavagiste et gros-capitaliste*. — En réalité, il n'y a pas ici *ombre* de socialisme. Si dans les trois groupes ci-dessus on en trouve encore des traces et s'ils contiennent encore une protestation contre l'oppression, il n'est là qu'un simple mot dont on se sert fallacieusement pour mieux brouiller les cartes. Cette mode a été introduite par des savants bourgeois, et après eux par les socialistes conciliateurs (partiellement, même, par Kautsky et Cie). Tel est, par exemple, le « communisme » du philosophe de l'ancienne Grèce, Platon. Il consiste en une organisation des maîtres qui exploite « en camarades » et « en commun » la masse des esclaves privés de tous droits. Parmi les maîtres, égalité complète et tout en commun. Les esclaves n'ont rien, ils sont transformés en bétail. Il est évident que cela « ne sent même pas » le socia-

lisme. Le même « socialisme » est prêché par certains professeurs bourgeois sous le nom de « socialisme d'Etat », avec cette seule différence que les esclaves sont remplacés par le prolétariat moderne et les maîtres par les plus gros capitalistes. En réalité, ici également, il n'y a pas ombre de socialisme; c'est le *capitalisme* d'Etat, avec son travail obligatoire (nous en reparlerons plus loin).

Les socialismes bourgeois, agraire et lumpenprolétarien ont un trait commun : toutes ces espèces de socialisme non prolétarien ne tiennent pas compte de la véritable évolution. La marche de l'évolution conduit à l'agrandissement de la production. Or chez eux tout repose sur la petite production. C'est pourquoi ce socialisme n'est rien autre qu'un rêve, une « utopie », dont la réalisation reste absolument invraisemblable.]

23. La dictature du prolétariat.

Pour réaliser le régime communiste, il faut que le prolétariat ait en mains tout le pouvoir et toute la puissance. Il ne pourra renverser le vieux monde tant qu'il ne possèdera pas cette puissance, tant qu'il ne sera pas devenu, pour un certain temps, *la classe dominante*. Il va de soi que la bourgeoisie ne cédera pas ses positions sans lutte. Car le communisme signifie pour elle la perte de son ancienne prédominance, la perte de sa « liberté » de soutirer à l'ouvrier sa sueur et son sang, la perte de son droit au profit, aux intérêts, à la rente, etc. La révolution communiste du prolétariat, la transformation communiste de la société se heurtent par conséquent à la résistance la plus furieuse des exploiters. La tâche du pouvoir ouvrier est donc de réprimer impitoyablement cette résistance. Et comme cette résistance sera inévitablement très forte, il faudra que le pouvoir du prolétariat soit une *dictature ouvrière*. « Dictature » signifie un mode de gouvernement particulièrement sévère et beaucoup de décision dans la répression des ennemis. Naturellement, dans un tel état de choses, il ne saurait être question de « libertés » pour *tous les hommes*. La dictature du prolétariat est inconciliable avec la liberté de la bourgeoisie. Cette dictature est nécessaire précisément pour priver la bour-

geoisie de la liberté, pour lui *lier les pieds et les mains* et pour lui *enlever toute possibilité* de combattre le prolétariat révolutionnaire. Plus la résistance de la bourgeoisie est grande, plus ses efforts sont désespérés, plus elle est dangereuse et plus la dictature prolétarienne devra être dure et impitoyable et, dans les cas extrêmes, aller jusqu'à la terreur.

Ce n'est qu'après la répression complète des exploiters, une fois la résistance brisée, quand la bourgeoisie n'aura plus aucune possibilité de nuire à la classe ouvrière, que la dictature du prolétariat deviendra plus douce; cependant, l'ancienne bourgeoisie se confondra petit à petit avec le prolétariat, l'Etat ouvrier s'éteindra graduellement, et toute la société se transformera en une société communiste sans distinction de classes.

Sous la dictature du prolétariat, qui n'est qu'une institution *temporaire*, les moyens de production appartiennent, non à toute la société sans exception, mais uniquement au prolétariat, à *son organisation d'Etat*. C'est la classe ouvrière, c'est-à-dire la majorité de la population, qui monopolise temporairement tous les moyens de production. C'est pourquoi les relations de production ne sont pas complètement communistes. Il existe encore une division de la société en classes; il y a encore une classe dominante: le prolétariat; une monopolisation par cette *nouvelle* classe de tous les moyens de production; un pouvoir d'Etat (le pouvoir du prolétariat) qui soumet ses ennemis. Mais à mesure qu'est brisée la résistance des anciens capitalistes, des propriétaires, des bourgeois, des généraux et des évêques, *le régime de la dictature prolétarienne devient, sans révolution aucune, le communisme*.

La dictature prolétarienne est non seulement une arme pour la répression de l'ennemi, mais aussi *le levier de la transformation économique*. Il faut, par cette transformation, substituer à la propriété privée des moyens de production la propriété sociale; il faut enlever à la bourgeoisie (« exproprier ») les moyens de production et de circulation. Qui donc le fera et qui est tenu de le faire? Evidemment, ce ne sont pas des indi-

vidus, même d'origine prolétarienne. Si cela était fait par des individus ou même par de petits groupes séparés, ce serait dans le meilleur cas un partage, et dans le pire un simple brigandage. Il est donc clair que l'expropriation de la bourgeoisie doit être faite par la force *organisée* du prolétariat. Et cette force est précisément *l'Etat dictatorial prolétarien*.

[De toutes parts s'élèvent des objections à la dictature du prolétariat. Il y a d'abord les *anarchistes*. Ils disent qu'ils luttent contre tout pouvoir et contre tout Etat, tandis que les bolcheviks-communistes sont pour le pouvoir des Soviets. Or, tout pouvoir est violence et limitation de la liberté. Aussi disent-ils qu'il faut renverser les bolcheviks, le pouvoir des Soviets et la dictature du prolétariat. Plus de dictature, plus d'Etat! Ainsi parlent les anarchistes, croyant être révolutionnaires. C'est une simple illusion. En réalité, ces anarchistes ne sont plus à la gauche, mais à la droite des communistes. Pourquoi avons-nous besoin de la dictature? Pour donner le *dernier coup*, étant organisés, à la domination de la bourgeoisie, pour soumettre par la *violence* (nous le disons ouvertement) les ennemis du prolétariat. La dictature du prolétariat, c'est une hache dans ses mains. Celui qui n'en veut pas, celui qui a peur des actions décisives et craint de faire du tort à la bourgeoisie, celui-là n'est pas révolutionnaire. Lorsque la bourgeoisie sera complètement vaincue, nous n'aurons plus besoin de la dictature du prolétariat. Mais tant qu'il s'agit d'un combat à vie ou à mort, le devoir sacré de la classe ouvrière consiste dans la répression absolue de ses ennemis. *Entre le Communisme et le Capitalisme, il faut une période de dictature du prolétariat.*

Contre la dictature se dressent aussi les *social-démocrates*, en particulier les mencheviks. Ces messieurs ont complètement oublié ce qu'ils ont eux-mêmes écrit autrefois. Dans notre ancien programme, élaboré *en commun* avec les mencheviks, il est dit textuellement: « La condition indispensable de la révolution sociale est la *dictature du prolétariat*, c'est-à-dire la conquête par le prolétariat du pouvoir politique qui lui permettra de briser toute résistance des exploiters. » Cette thèse a été souscrite *en paroles* par les mencheviks. Mais lorsqu'il s'agit de passer à l'*action*, ils se mettent à crier contre la violation des

libertés de la bourgeoisie, contre l'interdiction des journaux bourgeois, contre la « terreur des bolcheviks », etc.. Cependant, en son temps, Plékhanov lui-même approuvait complètement les mesures les plus impitoyables contre la bourgeoisie; il disait que nous pouvions la priver du droit de vote, etc. Actuellement, tout cela est oublié par les mencheviks, qui ont passé dans le camp de la bourgeoisie.

Enfin, beaucoup de gens nous font des objections au point de vue *moral*. On dit que nous raisonnons comme des Hottentots. Le Hottentot dit: « Lorsque je vole la femme de mon voisin, c'est bien; quand c'est lui qui vole la mienne, c'est mal. » Et les bolcheviks, dit-on, ne se distinguent en rien des sauvages, car ne disent-ils pas: « Quand la bourgeoisie exerce des violences contre le prolétariat, c'est mal; quand c'est le prolétariat, c'est bien. »

Ceux qui parlent ainsi ne comprennent pas du tout de quoi il s'agit: Chez les Hottentots, il y a deux hommes égaux qui, pour les mêmes raisons, se volent leurs femmes. Mais le prolétariat et la bourgeoisie ne sont pas égaux. Le prolétariat est une classe formidable, la bourgeoisie n'est qu'une poignée. Le prolétariat lutte pour l'affranchissement de toute l'humanité, la bourgeoisie pour le maintien de l'oppression, de l'exploitation, des guerres; le prolétariat lutte pour le communisme, la bourgeoisie pour la conservation du capitalisme. Si le capitalisme et le communisme étaient une seule et même chose, la bourgeoisie et le prolétariat ressembleraient aux Hottentots. Mais, *seul*, le prolétariat lutte pour le monde nouveau: tout ce qui se met en travers dans ce combat est nuisible.]

24. La conquête du pouvoir politique.

Le prolétariat réalise sa dictature par la conquête du pouvoir politique. Mais qu'est-ce que la conquête du pouvoir? Beaucoup de gens croient qu'il est aussi simple d'arracher le pouvoir à la bourgeoisie que de faire passer une balle d'une poche dans une autre.

Cette manière de voir est tout à fait fausse, et avec quelque réflexion, nous verrons où se trouve l'erreur.

Le pouvoir d'Etat est une *organisation*. Le pouvoir d'Etat bourgeois est une organisation *bourgeoise* dans laquelle des rôles déterminés sont affectés à tous les hommes: des généraux pris parmi les riches sont mis à la tête de l'armée, des ministres, riches également, à la tête de l'administration, etc. Lorsque le prolétariat lutte pour le pouvoir, contre *qui* lutte-t-il? Avant tout, contre cette organisation *bourgeoise*. Mais s'il lutte contre elle, sa tâche est de lui porter des coups, de la *détruire*. Et comme la force principale de l'Etat consiste dans son armée, il faut avant tout, pour vaincre la bourgeoisie, miner et détruire l'*armée* *bourgeoise*. Les communistes allemands ne peuvent renverser Scheidemann et Noske sans détruire au préalable leur garde blanche. Tant que l'armée de l'adversaire reste intacte, la révolution ne peut vaincre; si la révolution est victorieuse, l'armée de la bourgeoisie se décompose et s'effrite. C'est pourquoi, par exemple, la victoire sur le tsarisme ne signifiait qu'une destruction partielle de l'Etat tsariste et une décomposition partielle de l'armée; seule la victoire de la révolution d'Octobre acheva complètement la destruction de l'appareil d'Etat du Gouvernement provisoire et la dissolution de l'armée de Kerensky.

Ainsi, la révolution *détruit* le pouvoir ancien et *crée* un pouvoir *nouveau*. Il est évident que dans ce nouveau pouvoir entrent quelques parties essentielles de l'ancien, mais elles trouvent une *autre* utilisation. La conquête du pouvoir d'Etat n'est donc pas la conquête de l'ancienne organisation, mais la création d'une nouvelle: l'organisation de la classe qui a vaincu dans la lutte.

[Cette question a une valeur pratique énorme. On reproche, par exemple, aux bolcheviks allemands (comme autrefois aux bolcheviks russes) de décomposer l'armée et de favoriser l'indiscipline, la désobéissance aux généraux, etc.. Cette accusation paraissait et paraît encore grave à beaucoup de gens. Et pourtant il n'y a rien là de si effrayant. Une armée qui marche contre les ouvriers sur l'ordre de généraux et de bourgeois, qui sont nos compatriotes cependant, *il faut* la détruire, sinon,

pour la révolution, c'est la mort. Nous n'avons rien à craindre de cette destruction de l'armée *bourgeoise*, et c'est un mérite pour un révolutionnaire de détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie. Là où la discipline *bourgeoise* n'est pas rompue, la bourgeoisie est invincible. On ne peut désirer la soumettre et, en même temps, craindre de lui faire du mal.]

25. Le Parti communiste et les classes dans la société capitaliste.

Pour que, dans n'importe quel pays, le prolétariat puisse vaincre, il faut qu'il soit uni et organisé, qu'il ait son parti *communiste* qui puisse voir clairement où mène le développement du capitalisme, qui puisse comprendre la vraie situation politique et les vrais intérêts de la classe ouvrière, qui puisse lui expliquer cette situation, le mener à la bataille et diriger le combat.

Jamais, et nulle part, aucun parti n'a groupé dans ses rangs *tous les membres* de sa classe: nulle classe n'a encore atteint ce degré de conscience.

Ordinairement, dans un parti entrent les membres les plus avancés de la classe, les plus conscients de leurs intérêts de classe, les plus hardis, les plus énergiques et les plus tenaces dans la lutte. Aussi, ce parti est-il toujours beaucoup moins nombreux que la classe dont il défend les intérêts. Mais comme le parti défend précisément ces intérêts bien compris, les partis ont ordinairement le rôle dirigeant. Ils dirigent toute la classe, et la lutte des classes pour le pouvoir prend la forme d'une lutte des *partis politiques* pour le pouvoir. Pour comprendre la nature des partis politiques, il faut examiner la situation des différentes classes de la société capitaliste prises séparément. De cette situation découlent des intérêts de classe déterminés, et leur défense constitue précisément la tâche essentielle des partis politiques.

Les propriétaires fonciers. — Dans la première période du développement capitaliste, leur culture était basée sur le tra-

vail des paysans, à moitié esclaves. Ils leur donnaient la terre en fermage, en se faisant payer soit en nature (par exemple en échange de la moitié des produits), soit en argent. La classe de ces propriétaires était intéressée à ce que les paysans n'aillent pas dans les villes, elle s'opposait à toutes les innovations, afin de conserver dans le village des rapports de demi-esclavage; aussi, était-elle opposée au développement de l'industrie. Les propriétaires de cette espèce possédaient d'anciens biens nobiliaires; pour la plupart, ils ne s'occupaient pas eux-mêmes de leur exploitation agricole et vivaient, en parasites, du travail de leurs paysans. Conformément à cette situation, les partis des propriétaires ont toujours été et sont encore aujourd'hui les piliers de la plus noire réaction. Ce sont des partis qui désirent partout la restauration de l'ancien régime, avec la domination des propriétaires, du tsar (monarque), avec la prééminence de la noblesse et l'asservissement complet des paysans et des ouvriers. C'est ce qu'on appelle les partis conservateurs ou, plus exactement, *réactionnaires*.

Comme les militaires, de tout temps, sont sortis des rangs des propriétaires nobles, rien d'étonnant que le parti des propriétaires soit en excellents termes avec les généraux et les amiraux. Il en est ainsi dans tous les pays.

[On peut citer, à titre de modèle, les « junkers » prussiens (en Allemagne, on appelle « junkers » les grands propriétaires), parmi lesquels on choisit le corps des officiers, et aussi la noblesse russe, ceux qu'on appelait « propriétaires sauvages » ou « Aurochs », dans le genre des députés de la Douma, Markov II, Kroupensky, etc. Le Conseil d'Etat tsariste était composé en grande partie de représentants de cette classe de propriétaires. Ces grands propriétaires appartenant à d'anciennes familles, des comtes, des princes, etc., sont les héritiers de leurs ancêtres qui possédaient des milliers de serfs. En Russie, il y avait plusieurs partis de propriétaires fonciers: l'Union du Peuple russe, les Nationalistes (avec Kroupensky), les Octobristes de droite, etc..]

La bourgeoisie capitaliste. — Son intérêt est d'obtenir le profit

le plus élevé du développement de « l'industrie nationale », c'est-à-dire de la *plus-value* suée par la classe ouvrière. Il est clair que ses intérêts ne se confondent pas tout à fait avec les intérêts des propriétaires. Lorsque le capital a pénétré dans le village, il y détruit l'ancien état de choses; il attire le paysan à la ville, crée dans les villes un immense prolétariat, éveille dans les villages de nouveaux besoins; les paysans, autrefois paisibles, commencent à « devenir turbulents ». Toutes ces innovations ne plaisent pas aux propriétaires. Au contraire, la *bourgeoisie capitaliste* y voit des signes de sa prospérité. Plus la ville attire de paysans, plus nombreuse est la force de travail au service des capitalistes, moins cher elle sera payée. Plus la campagne se dépeuple, plus grand est le nombre des petits patrons qui cessent de fabriquer différents produits pour leur propre usage, plus vite disparaît l'ancien état de choses où la campagne produisait *tout* pour son propre usage, plus les débouchés pour les produits manufacturés s'élargissent, et plus le profit de la classe des capitalistes augmente.

C'est pourquoi la classe des capitalistes murmure contre les *vieux* propriétaires. Il y a aussi des propriétaires capitalistes qui dirigent eux-mêmes leur culture à l'aide de travail salarié et de *machines*; leurs intérêts les rapprochent de la bourgeoisie et ils entrent, en général, dans les partis de la haute bourgeoisie. Et naturellement leur lutte principale est dirigée contre la classe ouvrière. Lorsque la classe ouvrière lutte *uniquement* ou presque contre les propriétaires fonciers, la bourgeoisie reste bienveillante (par exemple, en 1904-1905, jusqu'en octobre). Mais lorsque les ouvriers commencent à concevoir leurs intérêts communistes et se dressent contre la bourgeoisie, celle-ci s'allie aux propriétaires contre les ouvriers. Actuellement, dans tous les pays, les partis de la bourgeoisie capitaliste (ce qu'on appelle les partis *libéraux*) mènent une lutte acharnée contre le prolétariat révolutionnaire et forment le *grand état-major politique de la contre-révolution*.

[En Russie, ces partis sont: le « Parti de la Liberté du

Peuple » appelé aussi « Parti Constitutionnel-Démocrate » ou, simplement, « Cadet » (K. D.), ainsi que le parti, presque disparu, des « Octobristes ». La bourgeoisie industrielle, les propriétaires capitalistes, les banquiers, ainsi que leurs défenseurs, les intellectuels (professeurs, avocats bien payés, écrivains à la mode, directeurs de fabriques et d'usines) constituent le noyau de ces partis.

En 1905, ils murmuraient contre l'autocratie, mais ils craignaient déjà les ouvriers et les paysans; après la Révolution de Février, ce sont les Cadets qui se mirent à la tête de tous les partis coalisés contre le parti de la classe ouvrière, c'est-à-dire contre les bolcheviks-communistes. En 1918-1919, le Parti des Constitutionnels-Démocrates (K. D.) a dirigé tous les complots contre le pouvoir des Soviets, et a participé aux gouvernements du général Denikine et de l'amiral Koltchak. Bref, il est devenu le chef de la réaction sanglante et s'est fondu complètement avec les partis des propriétaires. Car, sous la pression de la classe ouvrière, tous les groupes de grands propriétaires se réunissent en une seule armée noire, et à leur tête, se place d'ordinaire le parti le plus énergique.]

La petite-bourgeoisie urbaine et les intellectuels petits-bourgeois. — En font partie: les artisans, les petits boutiquiers, les petits intellectuels employés et les petits fonctionnaires. En somme, ce n'est pas une classe, mais une masse très hétérogène. Tous ces éléments sont plus ou moins exploités par le capital et travaillent souvent au-dessus de leurs forces. Beaucoup périssent au cours du développement capitaliste. Mais leurs conditions de travail sont telles que pour la plupart ils ne se rendent pas compte du caractère désespéré de leur situation sous la domination du capitalisme. Prenons par exemple un artisan. Il travaille comme un bœuf. Le capital l'exploite de diverses façons; il est exploité par l'usurier, par le grand magasin pour lequel il travaille, etc. Mais l'artisan se considère comme un petit patron: il travaille avec ses propres instruments, il est en apparence « indépendant » (quoique, en réalité, il soit pris de toutes parts, dans la toile d'araignée du capitalisme); il espère toujours « réussir » par ses propres forces

(« quand mes affaires se seront améliorées, pense-t-il continuellement, je m'achèterai ceci ou cela »); il s'efforce de se fonder, non pas avec les ouvriers, — qu'il ne veut pas imiter, — mais avec les patrons, car, dans son âme, il espère un jour devenir aussi patron. C'est pourquoi, bien que pauvre comme un rat d'église, il se rapproche plus de ses exploités que de la classe ouvrière. Les partis petits-bourgeois prennent souvent l'étiquette de partis « radicaux », « républicains », et parfois aussi « socialistes » (1). Il est très difficile de faire sortir le petit patron de sa fausse façon de voir, et ce n'est pas sa « faute », c'est son malheur.

[En Russie, les partis petits-bourgeois se mettaient, plus que partout ailleurs, le masque socialiste. Tels sont les partis des « Socialistes Populaires », des « Socialistes-Révolutionnaires », le parti des « Mencheviks ». Il faut noter que les Socialistes-Révolutionnaires s'appuyaient, principalement dans les campagnes, sur les éléments moyens et sur les exploités.]

Les paysans. — Les paysans, à la campagne, occupent une position analogue à celle de la petite bourgeoisie dans les villes. Eux non plus ne forment pas une classe à proprement parler, car, sous le régime capitaliste, ils se morcellent continuellement. Dans chaque village, une partie des paysans partent à la recherche de travail et finissent par devenir des prolétaires, tandis que d'autres deviennent des exploités. Les paysans moyens sont également un élément très instable: certains d'eux se ruinent, devenant des paysans sans cheval, et ensuite des valets de ferme, ouvriers agricoles, artisans ou ouvriers de fabrique; d'autres améliorent graduellement leur situation, achètent une ferme, engagent des domestiques, acquièrent des machines, bref, deviennent entrepreneurs-capitalistes. Donc, la paysannerie ne constitue pas une classe. Il y faut distinguer au moins trois groupes: la bourgeoisie agricole, exploitant le travail salarié; les paysans moyens, qui font leur propre culture, mais n'exploitent pas le travail salarié, et enfin les semi-prolétaires et prolétaires.

(1) Cf. plus haut, p. 76 et suiv.

Il n'est pas difficile de comprendre que, suivant leur situation, tous ces groupes prennent une position différente dans la lutte de classes entre le prolétariat et la bourgeoisie. Les paysans aisés sont d'ordinaire les alliés de la bourgeoisie, et très souvent même des gros propriétaires (en Allemagne, par exemple, les « gros paysans », comme on les appelle, sont dans les mêmes organisations que les prêtres et les propriétaires; la même chose a lieu en Suisse, en Autriche et, en partie, en France; en Russie, les paysans aisés soutenaient déjà, en 1918, tous les complots contre-révolutionnaires). Les couches *semi-prolétariennes* et *prolétariennes* soutiennent naturellement les ouvriers dans leur lutte contre la bourgeoisie et les paysans aisés. En ce qui concerne le « paysan moyen », la chose est plus compliquée.

Si ces paysans comprenaient qu'il n'y a pas d'issue possible pour la plupart d'entre eux, sous le régime capitaliste, que seuls, quelques-uns d'entre eux pourront devenir de « gros bonnets » du village, que tous les autres sont condamnés à une vie misérable, tous soutiendraient résolument les ouvriers. Mais le *malheur* est qu'il en est d'eux comme des artisans et de la petite bourgeoisie urbaine. *Chacun* d'eux espère, dans les profondeurs de son âme, s'enrichir. Mais, d'un autre côté, ils sont opprimés par le capitaliste, l'usurier, le propriétaire. C'est pourquoi la plupart d'entre eux *oscillent* entre le prolétariat et la bourgeoisie. Ils ne peuvent point accepter le point de vue ouvrier, mais, d'autre part, ils craignent le gros propriétaire comme le feu.

[On constate cela chez nous, en Russie, avec une netteté particulière. Les paysans moyens soutinrent les ouvriers contre le gros propriétaire et le paysan aisé, mais ensuite, craignant que sous la « commune » leur situation n'empire, ils marchèrent contre les ouvriers; les paysans aisés réussirent à les séduire; mais lorsque le danger du gros propriétaire (Denikine, Koltchak) menaça à nouveau, ils recommencèrent à soutenir les ouvriers.

Même situation dans la lutte des partis. Les paysans moyens marchèrent tantôt avec le parti *ouvrier* (les bolcheviks-commu-

nistes), tantôt avec celui des *paysans aisés* et des *gros propriétaires* (les socialistes-révolutionnaires).]

La classe ouvrière (le prolétariat) forme la classe qui n'a rien à perdre, sauf ses chaînes. Non seulement, elle est exploitée par les capitalistes, mais comme nous l'avons déjà vu, elle est cimentée, au cours du développement capitaliste, en une force puissante, homogène, habituée à travailler et à lutter en commun. C'est pourquoi la classe ouvrière est *la classe la plus avancée de la société capitaliste, et son parti est le parti le plus avancé, le plus révolutionnaire qui puisse exister.*

Il est naturel aussi que le but de ce parti soit la révolution communiste. Et pour atteindre ce but, le parti du prolétariat doit être *irréconciliable*. Sa tâche n'est pas de marchander avec la bourgeoisie, mais de la renverser et d'en briser la résistance. Ce parti doit « démasquer l'abîme infranchissable entre les intérêts des exploiters et ceux des exploités » (ainsi s'exprimait notre ancien programme, signé également par les mencheviks qui l'ont malheureusement oublié d'une façon radicale et font maintenant les yeux doux à la bourgeoisie.)

Mais, quelle position notre parti doit-il prendre à l'égard de la *petite bourgeoisie*?

Après ce que nous avons dit plus haut, notre position est claire. Il nous faut démontrer et expliquer de toutes les manières que tout espoir en une vie meilleure, sous le régime capitaliste, est un mensonge ou une chimère. Il nous faut expliquer patiemment et constamment au paysan moyen qu'il doit passer résolument dans le camp du prolétariat, lutter aux côtés du prolétariat, en dépit de toutes les difficultés; nous sommes tenus d'indiquer que la victoire de la bourgeoisie se ferait au seul profit des paysans aisés qui se transformeraient en nouveaux propriétaires. Bref, il faut appeler tous les travailleurs à une *entente avec le prolétariat* en se plaçant au point de vue de la *classe ouvrière*. La petite bourgeoisie et les paysans moyens sont pleins de préjugés qui ont leur origine dans leurs conditions d'existence. Notre devoir est de leur expliquer les choses telles qu'elles sont véritablement: la situation de l'artisan et

du petit paysan, sous le régime capitaliste, est sans espoir. En régime capitaliste, le paysan aura toujours sur le dos un propriétaire, c'est *seulement* après la victoire et l'affermissement du pouvoir prolétarien qu'on pourra construire la vie sur des bases nouvelles. Et comme le prolétariat seul peut vaincre par sa solidarité et son organisation, et grâce à un parti fort et résolu, il nous faut appeler dans ses rangs tous les travailleurs à qui cette nouvelle vie est chère et qui ont appris à penser, à vivre et à lutter *en prolétaires*.

[Nous voyons par l'exemple de l'Allemagne et de la Russie l'importance de l'existence d'un parti communiste résolu et combatif. En Allemagne, où le prolétariat était développé, il n'y avait point cependant, avant la guerre, de parti combatif de la classe ouvrière pareil aux communistes (bolcheviks) russes. C'est seulement pendant la guerre que les camarades Karl Liebknecht, Rosa Luxembourg et quelques autres, se mirent à organiser un véritable parti communiste. C'est pourquoi en 1918-1919, malgré toute une série de soulèvements, les ouvriers allemands n'ont pas réussi à vaincre la bourgeoisie. En Russie, au contraire, il y avait un véritable parti de classe — le nôtre. Grâce à cela, le prolétariat russe fut bien dirigé. Et, malgré toutes les difficultés, il fut le premier prolétariat qui ait pu montrer une telle union et vaincre si rapidement. Notre parti, sous ce rapport, peut servir d'exemple aux autres partis communistes. Sa cohésion et sa discipline sont connues de tout le monde. Il est véritablement le parti le plus combatif et celui qui dirige la révolution prolétarienne.]

CHAPITRE IV

COMMENT LE DÉVELOPPEMENT DU CAPITALISME A CONDUIT A LA RÉVOLUTION COMMUNISTE (L'IMPÉRIALISME, LA GUERRE & LA FAILLITE DU CAPITALISME)

26. LE CAPITAL FINANCIER. — 27. L'IMPÉRIALISME. — 28. LE MILITARISME. — 29. LA GUERRE IMPÉRIALISTE DE 1914 A 1918. — 30. LE CAPITALISME D'ÉTAT ET LES CLASSES. — 31. LA FAILLITE DU CAPITALISME ET LA CLASSE OUVRIÈRE. — 32. LA GUERRE CIVILE. — 33. LES FORMES DE LA GUERRE CIVILE ET SON PRIX. — 34. OU LA DÉCOMPOSITION GÉNÉRALE OU LE COMMUNISME.

26. Le Capital financier.

Nous avons vu plus haut qu'il y avait entre les différents entrepreneurs des luttes acharnées et ininterrompues autour de l'acheteur, et que dans cette lutte triomphaient toujours les gros entrepreneurs. Les petits capitalistes avaient le dessous et succombaient, tandis que le capital et toute la production se concentraient entre les mains des plus gros capitalistes (concentration et centralisation du capital). Peu après 1880, le capital était déjà assez fortement centralisé. Il surgissait déjà, en grande quantité, à la place des anciens propriétaires individuels, *des sociétés par actions* qui étaient, bien entendu, des sociétés de capitalistes. Quelle est leur signification? Quelle est leur origine? La réponse n'est pas difficile. Chaque entreprise nouvelle était obligée de disposer, du premier coup, d'un capital assez

grand. Si l'on fondait une entreprise faiblement financée, elle n'avait que peu de chances de vivre, car elle était immédiatement entourée, de tous côtés, par des rivaux forts et puissants, les gros fabricants; si elle ne voulait pas périr, mais vivre et prospérer, une nouvelle entreprise devait donc être, dès le début, organisée solidement. Et ce n'était possible que si l'on disposait, du premier coup, d'un gros capital. *C'est ce besoin qui a donné naissance à la société par actions. Elle est caractérisée par le fait que plusieurs gros capitalistes exploitent les capitaux des petits et même la petite épargne des groupes non capitalistes (employés, paysans, fonctionnaires, etc.).* Cela se fait de la manière suivante: Chacun verse une part ou plusieurs parts et reçoit en échange un bout de papier, une « action », qui lui donne le droit de toucher une certaine partie du revenu. Cette accumulation de sommes produit ainsi d'un seul coup un fort capital par actions.

Lorsque surgirent les sociétés par actions, certains savants bourgeois et avec eux les socialistes conciliateurs, déclarèrent qu'une ère nouvelle commençait, que le capital ne menait pas à la domination d'une poignée de capitalistes, mais qu'au contraire chaque employé pourrait, avec ses économies, acheter une action et, de cette manière, devenir capitaliste. Le capital allait devenir ainsi de plus en plus démocratique et la différence entre le capitaliste et l'ouvrier finirait par disparaître sans révolution.

Tout ça n'était que plaisanterie. La réalité a révélé tout le contraire. Les gros capitalistes n'ont fait qu'exploiter les petits pour leurs propres fins, et la centralisation du capital progressa encore plus rapidement qu'avant, car la lutte s'engagea alors entre les grandes sociétés par actions.

[Il est facile de comprendre pourquoi les gros capitalistes actionnaires ont fait des petits actionnaires leurs auxiliaires. Le petit actionnaire, habitant souvent une autre ville, ne peut faire plusieurs centaines de kilomètres pour assister à l'assemblée générale des actionnaires. Et même si un certain nombre

de ces actionnaires sont présents, ils ne sont pas organisés (1). En revanche, les gros actionnaires, organisés, font aboutir, grâce à un programme général d'action, tout ce qu'ils veulent. L'expérience a démontré qu'il leur suffit de posséder un tiers des actions pour être maîtres absolus de toute l'entreprise.]

Mais le développement de la concentration et de la centralisation du capital ne s'arrêta pas là. Pendant les dernières décades, ont surgi, à la place des entreprises individuelles et des sociétés par actions, des *associations entières de capitalistes, des syndicats (ou cartells) et des trusts*. Supposons que dans une branche quelconque de la production, par exemple dans l'industrie textile ou métallurgique, les petits capitalistes aient déjà disparu; il n'est resté que cinq ou six entreprises énormes qui produisent presque toutes les marchandises de ces industries. Elles entrent en lutte, baissent, pour se concurrencer, leurs prix, et réalisent ainsi moins de profit. Supposons maintenant que quelques-unes de ces entreprises soient plus fortes que les autres. Elles vont continuer cette lutte jusqu'à ce que les plus faibles soient ruinées. Mais admettons que leurs forces à toutes soient à peu près égales: elles ont la même puissance de production, un nombre égal d'ouvriers, les machines sont les mêmes et le prix de revient des marchandises est également le même. Qu'arrivera-t-il alors? La lutte ne donnera la victoire à personne, elle épuîsera chacune également, elle diminuera le profit de tous. Alors les capitalistes arriveront à cette conclusion: « A quoi bon nous gêner ainsi mutuellement les prix? Ne vaudrait-il pas mieux nous unir et voler le public en commun? Si nous nous unissons, il n'y aura plus de concurrence, toutes les marchandises seront entre nos mains et nous pourrions hausser les prix à notre gré. » Ainsi naît une association de capitalistes: un syndicat ou un trust.

(1) En France tout au moins, il faut posséder un nombre d'actions relativement élevé pour pouvoir assister à l'assemblée générale des actionnaires qui élit le conseil d'administration. (Note du Trad.)

Le syndicat (ou *cartell*) se distingue du trust. Lorsque se forme un syndicat, les capitalistes qui en font partie conviennent entre eux qu'ils ne vendront pas les marchandises au-dessous d'un certain prix, qu'ils se distribueront en commun les commandes ou partageront entre eux les débouchés (« tu ne vendras qu'en tel endroit, et moi que dans tel autre », etc.). Mais la direction du syndicat ne peut pas, mettons, fermer une entreprise quelconque : chacune d'elles fait partie de l'association, tout en gardant encore un certain degré d'indépendance. Dans un trust, au contraire, elles s'unissent d'une façon tellement étroite que chaque entreprise particulière perd toute indépendance : la direction d'un trust peut fermer un établissement, le transformer, le transférer n'importe où si cela est avantageux pour l'ensemble du trust. Le capitaliste propriétaire de cette entreprise continue évidemment à toucher son profit qui augmente même, mais tout est dirigé par l'union étroite et cohérente des capitalistes, par le trust.

Les syndicats et les trusts dominent presque entièrement le marché. Ils ne craignent aucune concurrence, car ils l'ont étouffée complètement. La concurrence a été remplacée par le monopole capitaliste, c'est-à-dire par la domination du trust.

Ainsi, la concentration et la centralisation du capital ont écarté graduellement la concurrence. La concurrence s'est dévorée elle-même, car, plus elle grandissait, plus la centralisation progressait rapidement, et plus rapidement aussi, se ruinaient les capitalistes les plus faibles. A la fin, la centralisation du capital tuait elle-même cette concurrence qui l'avait fait naître. Au libre jeu de l'entreprise, c'est-à-dire à la libre concurrence, s'est substituée la domination des entreprises monopolisées des syndicats et des trusts.

[Il suffit de citer quelques exemples pour apprécier la force gigantesque des trusts et des syndicats. Aux Etats-Unis, en 1900, c'est-à-dire, déjà au début du xx^e siècle, la participation de la production des syndicats était, dans l'industrie textile, de plus de 50 %, dans l'industrie minière de 54 %, dans la papeterie de 60 %, dans l'industrie métallurgique (sauf le fer et

l'acier) de 84 %, dans l'industrie du fer et de l'acier de 84 %, dans l'industrie chimique de 81 %, etc.. Inutile de dire qu'à l'heure actuelle leur participation à la production a grandi démesurément. En fait, toute la production en Amérique est maintenant concentrée entre les mains de deux trusts : le trust du naphte (pétrole) et celui de l'acier. De ces deux trusts dépendent tous les autres.

En Allemagne, vers 1913, 92,6 % de la production du charbon dans le bassin rhéno-westphalien (ou bassin de la Ruhr) étaient entre les mains d'un seul syndicat. Le syndicat de l'acier produisait presque la moitié de l'acier produit dans le pays. Le trust du sucre produisait 70 % environ de la vente intérieure et 80 % de la vente extérieure, etc..

Même en Russie, toute une série de branches était déjà sous le contrôle complet des syndicats. Le syndicat « Prodougol » fournissait 60 % du charbon du Donetz; le syndicat « Prodamet » de 88 à 93 % de la production métallurgique; « Krovila », 60 % de celle du fer blanc. Prodwagon » avait centralisé 14 des 16 entreprises de construction; le syndicat du cuivre 90 %; le syndicat sucrier toute la production du sucre, etc..

D'après les calculs d'un savant suisse, concernant le début du xx^e siècle, la moitié de tous les capitaux du monde se trouvait déjà entre les mains des syndicats et des trusts.]

Les syndicats et les trusts ne centralisent pas seulement des entreprises de même nature. De plus en plus on voit surgir des trusts embrassant à la fois plusieurs branches d'industrie. Comment cela se produit-il ?

Toutes les branches de la production sont liées entre elles avant tout par l'achat et la vente. Prenons l'extraction du minerai de fer et du charbon de terre. Il s'agit là de produits qui servent de matières premières pour les fonderies et les usines métallurgiques. A leur tour, ces usines vont produire, disons, des machines. Ces machines vont servir de moyens de production dans une série d'autres branches, etc..

Supposons maintenant que nous possédions une fonderie de fer. Elle achète du minerai de fer et du charbon de terre. Par

conséquent elle est intéressée à acheter bon marché ce minerai et ce charbon. Oui, mais si le minerai et le charbon se trouvent entre les mains d'un autre syndicat?

Alors va commencer entre les deux syndicats une lutte qui se terminera soit par la victoire de l'un d'eux, soit par leur fusion. Dans l'un ou l'autre cas, surgit un nouveau syndicat unissant les deux branches à la fois. Il va de soi que 2, 3... 10 branches peuvent fusionner de la sorte. Les entreprises de ce genre sont dites *intégrées* (ou *combinées*).

Ainsi les syndicats et les trusts « syndiquent » non seulement des branches particulières, mais ils relient aussi en une seule organisation des productions hétérogènes, rattachent une branche à une seconde, à une troisième, à une quatrième, etc... Auparavant, dans toutes les branches, les entrepreneurs étaient indépendants les uns des autres et toute la production était morcelée entre des centaines de mille de petites fabriques. Vers le commencement du xx^e siècle, cette production était déjà concentrée dans des trusts gigantesques réunissant de nombreuses branches de production.

Les unions entre différentes branches de la production ne sont pas dues uniquement à la formation d'entreprises « combinées ». Il nous faut encore diriger notre attention sur un phénomène plus important que ces entreprises combinées, *c'est la domination des banques*.

Mais d'abord, il faut dire quelques mots de ces banques.

Nous avons déjà vu que, la concentration et la centralisation ayant atteint un certain degré de développement, les besoins de capitaux se firent sentir pour donner aux nouvelles entreprises une grande et rapide extension. (C'est ce besoin, soit dit en passant, qui fit naître les sociétés par actions). L'organisation de nouvelles entreprises exigea donc des capitaux de plus en plus considérables.

D'un autre côté, observons ce que le capitaliste fait de son profit. Nous savons que, pour une part, il s'en sert pour son entretien, son habillement, bref qu'il le dépense pour lui-même; mais le reste, il « l'accumule ». Comment cela? Peut-il, à

n'importe quel moment, agrandir son entreprise, lui apporter cette part de son profit? Non, car l'argent lui arrive bien continuellement, mais petit à petit seulement. Il vend une partie de la marchandise, l'argent rentre dans sa caisse, puis il en vend encore et il encaisse une nouvelle somme d'argent. Mais pour servir à l'agrandissement de l'entreprise, il faut que cet argent représente une certaine somme, sinon il ne peut être utilisé. Il reste sans emploi. Et il en est ainsi non seulement pour un ou deux capitalistes, mais pour tous. Il y a toujours du *capital sans emploi*. Or, nous avons déjà vu plus haut qu'il existe aussi une *demande* de capital. D'un côté il y a des sommes libres sans emploi, et d'un autre côté il y a des besoins d'argent. Plus vite se centralise le capital et plus ce besoin de sommes considérables grandit, mais plus la quantité de capital libre grandit aussi. C'est cette situation qui a accru *l'importance des banques*. Pour que l'argent, chez le capitaliste, ne reste pas sans emploi, il le dépose dans une banque et la banque le prête à des industriels qui en ont besoin pour l'agrandissement d'anciennes entreprises et la création de nouvelles. Les industriels, à l'aide du capital reçu, soutirent de la plus-value; ils en donnent une partie à la banque, comme intérêt pour le prêt; la banque, de son côté, en cède aux déposants et garde le reste pour elle-même, en qualité de profit bancaire. Ainsi tournent les rouages de la machine.

Dans ces derniers temps, le rôle des banques, leur importance, leur activité se sont accrus de façon prodigieuse. Les banques absorbent des sommes de plus en plus grandes et placent une quantité toujours plus considérable de capitaux dans l'industrie. Le capital bancaire « travaille » continuellement dans l'industrie, il devient lui-même capital industriel. L'industrie tombe sous la dépendance des banques qui la soutiennent et l'alimentent en capital. Le capital bancaire se greffe sur le capital industriel. Cette forme du capital s'appelle le capital financier. *Par conséquent, le capital financier est le capital bancaire greffé sur le capital industriel*.

Le capital financier relie entre elles, par l'entremise des ban-

ques, toutes les branches de l'industrie dans une mesure encore plus grande que ne le font les combinaisons. Pourquoi?

Voici une grande banque. Cette grande banque fournit des capitaux, non à une seule, mais à de nombreuses entreprises ou à beaucoup de syndicats: elle les finance, comme on dit. De ce fait, elle est intéressée à ce que les entreprises ne se mangent pas entre elles; la banque les unit: sa politique vise continuellement à réaliser la réunion de ces entreprises en un seul organisme, sous sa direction; *la banque acquiert la maîtrise de toute l'industrie*, de toute une série de branches de production; les hommes de confiance des banques deviennent directeurs des trusts, des syndicats et des entreprises particulières.

En définitive, nous obtenons le tableau suivant : l'industrie de tout un pays est réunie en syndicats, trusts et entreprises combinées, par l'intermédiaire des banques; à la tête de toute la vie économique, une poignée de très gros banquiers dirigent toute l'industrie. Et le pouvoir de l'Etat exécute toutes les volontés de ces potentats de la banque et des syndicats.

[On peut très aisément observer cela en Amérique. Aux Etats-Unis, le gouvernement « démocratique » de Wilson n'est que le serviteur des trusts américains. Le Parlement ne fait qu'homologuer ce qui a été décidé auparavant par les potentats de la banque et des syndicats. Les trusts dépensent des sommes énormes pour la corruption des députés, pour les campagnes électorales, etc.. Un écrivain américain (Myers) raconte que, en 1904, le trust d'assurances « Mutual » a dépensé pour l'œuvre de corruption 364.254 dollars, l'« Equitable » 172.698, la « New-York » 204.019 et ainsi de suite. Le gendre de Wilson, le ministre des finances, Mac Adoo est un des plus gros banquiers et administrateurs de syndicats. Les sénateurs, les ministres, les députés, sont de simples employés ou des membres des grands trusts. Le pouvoir d'Etat dans la « libre République » n'est rien autre qu'une usine à dépouiller le public.]

Ainsi, nous pouvons dire qu'un pays capitaliste, sous la domination du capital financier, se transforme entièrement en un énorme trust combiné, à la tête duquel se trouvent les

banques et dont le conseil d'administration est le pouvoir d'Etat bourgeois. L'Amérique, l'Angleterre, la France, l'Allemagne, etc., etc., ne sont rien autre que *des trusts capitalistes nationaux*, des organisations puissantes avec des potentats de la banque et des syndicats, qui exploitent et dominent des centaines de millions d'ouvriers, d'esclaves salariés.

27. L'Impérialisme.

Le capital financier supprime jusqu'à un certain point l'anarchie de la production capitaliste dans chaque pays. Les entrepreneurs individuels en lutte se réunissent dans le trust d'Etat capitaliste. Mais alors, qu'advient-il d'une des contradictions fondamentales du capitalisme? Car nous avons dit plus d'une fois que ce régime disparaîtra certainement parce que l'organisation lui manque et qu'en son sein règne la lutte des classes. Mais si une de ces contradictions (1) disparaît, la prédiction concernant la fin du capitalisme peut-elle rester fondée?

En réalité l'anarchie de la production et la concurrence ne sont pas supprimées; ou, plus exactement, elles ne sont supprimées en un endroit que pour se manifester avec plus d'acuité ailleurs. Examinons ce phénomène en détail.

Le capitalisme actuel est un capitalisme *mondial*. Tous les pays dépendent les uns des autres. Il n'y a pas aujourd'hui un seul coin sur terre qui ne soit sous le talon du capital, pas de pays qui produise lui-même tout ce qui lui est nécessaire.

[Toute une série de produits ne peuvent être obtenus qu'en des lieux déterminés : les oranges ne poussent pas dans les pays froids et le minerai de fer ne saurait être extrait du sol que là où il se trouve. Le café, le cacao, le caoutchouc ne peuvent venir que des pays chauds. Le coton est récolté aux Etats-Unis d'Amérique, dans l'Inde, en Egypte, dans le Turkestan, d'où on l'exporte dans tous les pays du monde. Disposent du charbon : l'Angleterre, l'Allemagne, les Etats-Unis, la

(1) Cf. plus haut, p. 40, le § 13 : *Contradictions principales du régime capitaliste.*

Tchécoslovaquie, la Russie; mais, par exemple, l'Italie qui n'en possède pas, dépend entièrement du charbon anglais ou allemand, etc.. Le blé est expédié d'Amérique, de l'Inde, de l'Allemagne, etc... Le blé est expédié d'Amérique, de l'Inde, de la Russie, de Roumanie dans tous les pays.

D'autre part, certains pays sont plus civilisés que d'autres. Aussi toutes sortes de produits de l'industrie urbaine sont-ils jetés par ces pays avancés sur les marchés des pays arriérés : les produits métallurgiques sont fournis à l'univers entier principalement par l'Angleterre, les Etats-Unis et l'Allemagne; les produits chimiques étaient fournis, avant la guerre, surtout par l'Allemagne.

Ainsi, chaque pays dépend d'un autre. Jusqu'où peut aller cette dépendance, on le voit par l'exemple de l'Angleterre qui importe des 3/4 aux 4/5 de son blé et la moitié de la viande qui lui est nécessaire, mais qui, en revanche, est obligée d'exporter la plus grande partie de ses produits manufacturés.]

Le capital financier supprime-t-il la concurrence sur le marché mondial? Et lorsqu'il réunit des capitalistes dans tel ou tel pays, crée-t-il une organisation mondiale? Mais non. L'anarchie de la production et la concurrence dans un pays déterminé cessent bien plus ou moins, car les plus grosses entreprises individuelles se réunissent en un trust capitaliste national. Mais avec d'autant plus d'acharnement s'engage la lutte entre les trusts capitalistes nationaux eux-mêmes. C'est ce qu'on observe toujours dans la centralisation du capital : quand les petits entrepreneurs périssent le nombre des concurrents diminue, car il ne reste plus que les gros, mais ceux-ci combattent avec des moyens puissants et, à la place de la concurrence entre fabricants particuliers, commence la bataille entre les trusts. Le nombre des trusts est évidemment moindre que celui des fabricants. Mais leur combat n'en est que plus violent, plus acharné et plus destructif. Lorsque les capitalistes d'un pays particulier ont évincé tous leurs petits collègues et se sont organisés en un trust capitaliste national, le nombre des concurrents baisse encore davantage. Les concurrents sont uniquement des puissances capitalistes formidables. Et leur lutte pour la concurrence

est accompagnée de dépenses et de dévastations inouïes. Car la concurrence des trusts capitalistes nationaux se manifeste en temps de « paix » par la course aux armements, pour se terminer par des guerres dévastatrices. Ainsi le capital financier supprime la concurrence dans chaque pays, mais il conduit à une concurrence acharnée, monstrueuse entre tous les pays capitalistes.

Pourquoi cette concurrence entre les pays capitalistes conduit-elle finalement à un politique de conquêtes, à la guerre? Pourquoi cette concurrence ne peut-elle être pacifique? Car lorsque deux fabricants sont en concurrence entre eux, ils ne se jettent pas l'un sur l'autre, le couteau à la main, mais ils cherchent à s'enlever l'un à l'autre les acheteurs dans une lutte pacifique. Pourquoi donc la concurrence sur le marché mondial est-elle devenue si acharnée et armée?

Examinons, pour répondre, comment a dû se modifier la politique de la bourgeoisie, en passant du capitalisme ancien où fleurissait la libre concurrence au nouveau capitalisme où l'hégémonie appartient au capital financier.

Commençons par ce qu'on appelle la politique douanière. Dans la lutte entre les pays, chaque gouvernement, qui protège toujours ses capitalistes, a depuis longtemps trouvé un moyen de lutte dans les droits de douane. Lorsque, par exemple, les fabricants de textile russes craignaient que leurs concurrents anglais ou allemands n'importent leurs marchandises et n'abaissent ainsi les prix en Russie, le gouvernement à leur dévotion mettait aussitôt des droits sur les tissus anglais ou allemands. Ceci entravait évidemment l'entrée en Russie des marchandises étrangères et les fabricants déclaraient que les droits de douane étaient nécessaires à la protection de l'industrie nationale. Or, dans les différents pays on pouvait voir que c'était des desseins différents qui guidaient les uns ou les autres. Il était à remarquer que c'étaient surtout les capitalistes des pays les plus grands et les plus puissants, l'Amérique en tête, qui réclamaient le plus fort et imposaient des droits élevés. La concurrence étrangère pouvait-elle réellement leur nuire?

Supposons que l'industrie textile dans un pays quelconque soit monopolisée par un syndicat ou un trust. Qu'arrivera-t-il, une fois les droits de douane introduits ? Les potentats des syndicats capitalistes de ce pays font alors d'une pierre deux coups : d'abord, ils se débarrassent de la concurrence étrangère; ensuite ils peuvent, sans risque aucun, augmenter les prix de leurs marchandises presque de la valeur des droits de douane. Mettons que les droits sur un mètre de tissu aient été augmentés d'un rouble. Alors, les barons du syndicat textile peuvent sans crainte augmenter d'un rouble ou de 90 kopecks le prix du mètre de leur marchandise. Si le syndicat n'existait pas, la concurrence entre les capitalistes à l'intérieur du pays ferait immédiatement baisser les prix. Mais le syndicat peut sans crainte opérer cette augmentation : le droit de douane est trop élevé pour que l'étranger s'approche, et dans le pays même, la concurrence est supprimée. L'Etat des potentats du syndicat acquiert des revenus avec les droits de douane, et le syndicat lui-même obtient un profit supplémentaire, grâce à l'augmentation des prix. Les maîtres du syndicat, grâce à ce profit supplémentaire, peuvent alors exporter leurs marchandises dans d'autres pays et les y vendre avec perte, dans le seul but d'écarter leurs rivaux des pays étrangers. C'est ainsi que le syndicat russe des raffineurs de sucre maintenait, en Russie, le sucre à des prix relativement élevés, mais le vendait en Angleterre à vil prix, dans le seul but d'y évincer ses concurrents. Il est passé en proverbe, qu'en Angleterre on nourrissait les porcs avec le sucre russe. Donc, à l'aide des droits de douane, les potentats d'un syndicat ont la possibilité de piller à fond leurs compatriotes et de mettre sous leur domination les acheteurs étrangers.

Les conséquences de tout cela sont très importantes. Il est clair que la plus-value des maîtres du syndicat va croître avec le nombre des moutons qui se laissent tondre à l'intérieur de la barrière douanière. Si la frontière douanière n'enserme qu'un petit cercle, le profit ne sera pas grand. Au contraire, si elle entoure un grand territoire à population nombreuse, il y aura

beaucoup à gagner, on pourra se lancer hardiment sur le marché mondial, tous les espoirs seront permis. Mais la frontière douanière coïncide en général avec la frontière de l'Etat. Comment élargir cette dernière ? Comment peut-on arracher un morceau de territoire étranger et l'incorporer au territoire de sa propre nation ? Par la guerre. La domination des maîtres du syndicat est donc nécessairement liée aux guerres de conquête. Chaque Etat capitaliste s'efforce par le brigandage d'élargir ses frontières : les intérêts des maîtres des syndicats, ceux du capital financier l'exigent. Elargir les frontières, c'est synonyme de faire la guerre.

Ainsi, la politique douanière des syndicats et des trusts, d'accord avec leur politique sur le marché mondial, conduit aux conflits les plus violents. Mais, d'autres causes y contribuent encore.

Nous avons vu que le développement de la production amène une accumulation ininterrompue de plus-value. Grâce à cela, dans chaque pays capitaliste évolué, il se forme continuellement du capital en excès, rapportant moins que dans un pays arriéré. Plus cet excédent de capital est grand dans un pays, plus on s'efforce de l'exporter et de le placer dans un autre pays. La politique douanière favorise extrêmement ces placements.

En effet, les droits de douane entravent l'importation des marchandises. Lorsque les fabricants russes, par exemple, ont fait mettre des droits élevés sur les marchandises allemandes, la difficulté fut plus grande pour les fabricants allemands d'écouler leurs marchandises en Russie.

Mais une fois l'écoulement de leurs marchandises gêné, les capitalistes allemands trouvèrent, pour vendre, une autre issue : c'était d'exporter en Russie leurs capitaux; ils construisirent des fabriques et des usines, achetèrent des actions d'entreprises russes ou en créèrent de nouvelles avec leurs capitaux. Mais les droits de douane ne sont-ils pas un obstacle à cela ? Nullement. Au contraire, non seulement ils ne l'empêchent pas, mais ils y aident, ils servent d'appât à l'importation des capitaux. Et voici pourquoi : lorsque ce capitaliste allemand possédait une

fabrique en Russie et, de plus, faisait partie d'un syndicat « russe », les droits d'entrée *russe*s l'aidaient à empocher de la plus-value; ils lui étaient tout aussi utiles dans son entreprise de pillage public qu'à ses collègues russes.

Le capital est exporté d'un Etat dans un autre non seulement pour y fonder et soutenir des entreprises; très souvent il est *prêté à cet autre Etat* à un intérêt déterminé, c'est-à-dire que cet autre Etat augmente sa *dette publique* et devient débiteur du premier. En pareil cas, l'Etat débiteur s'engage ordinairement à faire tous ses emprunts (surtout ceux destinés aux armements) aux industriels de l'Etat qui lui a prêté le capital. Ainsi affluent d'un Etat dans un autre des capitaux formidables, placés en partie dans des entreprises et des constructions, en partie dans des emprunts d'Etat. Sous la domination du capital financier, l'exportation du capital atteint des proportions inouïes.

[Voici à titre d'exemple quelques chiffres déjà vieillis, mais, malgré tout, suffisamment éloquentes. La *France*, en 1902, avait, dans 26 Etats, 35 milliards de francs placés. Près de la moitié étaient des emprunts d'Etat, dont la part du lion revenait à la Russie avec 10 milliards. (Voilà pourquoi — soit dit en passant — la bourgeoisie française est actuellement si furieuse de ce que nous avons annulé les dettes du tsar et refusons de les payer aux usuriers français). En 1905, le montant du capital exporté dépassait déjà 40 milliards. L'*Angleterre*, en 1911, avait à l'étranger près d'un milliard six cents millions de livres sterling (une livre sterling, au cours d'avant-guerre, valait à peu près 10 roubles ou 25 francs) et si l'on tient compte des colonies anglaises, ce chiffre dépassait trois milliards de livres sterling. L'*Allemagne* avait à l'étranger, avant la guerre, à peu près 35 milliards de marks. Bref, chaque Etat capitaliste exportait de formidables capitaux pour piller ainsi les peuples étrangers.]

L'exportation du capital entraîne également de grandes conséquences. Les différents grands Etats se disputent les pays où ils veulent exporter leur capital. C'est que lorsque les capitalistes exportent leurs capitaux dans un pays « étranger », ils risquent non quelques marchandises, mais des sommes énormes, se chiffrant par des millions et des milliards. D'où naturel-

lement le désir croissant d'avoir entièrement entre leurs mains les petits pays où ils ont placé ces capitaux et d'obliger leurs propres *troupes* à surveiller ces placements. Les Etats exportateurs s'efforcent de soumettre à tout prix ces pays à leur domination, autrement dit de *conquérir* ces pays. Et comme ces petits pays, plus faibles, peuvent être assaillis à la fois par *plusieurs* grands Etats de brigands, il est clair que les brigands finissent par se heurter les uns contre les autres. C'est ce qui est arrivé, en effet. Donc, l'exportation du capital conduit également à la guerre.

Avec les droits imposés par les syndicats, la lutte pour les débouchés de marchandises s'est aggravée terriblement. Vers la fin du *xix^e siècle*, il n'y avait presque plus de territoires libres où exporter ses marchandises et son capital. Et du même coup, les prix des matières premières montaient ainsi que ceux des métaux, de la laine, du bois, du charbon et du coton. Dans les années qui précédèrent la guerre mondiale, c'était une course folle après les débouchés et la lutte pour de *nouvelles sources de matières premières*. Les capitalistes étaient dans le monde entier à la recherche de nouvelles mines, de nouveaux gisements et de nouveaux marchés pour pouvoir exporter leurs produits métallurgiques, leurs tissus et leurs autres marchandises, ainsi qu'à l'affût d'un public nouveau à voler. Autrefois, plusieurs maisons pouvaient, souvent dans un même pays, se faire une concurrence « pacifique » et s'arrangeaient tant bien que mal. Avec la domination des banques et des trusts, la situation a changé. Supposons qu'on ait découvert de nouveaux gisements de minerai de cuivre. Immédiatement ils tombent aux mains d'une banque ou d'un trust, qui les accaparent *entièrement* et font de leur possession un monopole. Pour les capitalistes des autres pays, il ne reste plus rien à faire. Il en est de même non seulement pour les matières premières, mais aussi pour les débouchés. Supposons que du capital étranger pénètre dans quelque colonie éloignée. Du premier coup l'écoulement des marchandises va être organisé en grand. Ordinairement, c'est quelque firme géante qui prend l'entreprise en mains, qui

fonde immédiatement des filiales et s'efforce, par la pression exercée sur le pouvoir local et par mille ruses et artifices différents, de *monopoliser* toute la vente et d'écarter ses concurrents. Il est bien clair que la forme syndicale s'impose au capital *monopolisateur*, aux trusts et aux syndicats. Ce n'est plus « le bon vieux temps », c'est la lutte des brigands et des pillards monopolistes sur le marché mondial.

La croissance du capital financier a fatalement aggravé la lutte pour les débouchés et les matières premières et a conduit aux collisions les plus violentes.

Dans le dernier quart du XIX^e siècle, les grands Etats de brigands s'annexèrent des territoires étrangers qui appartenaient à de petites nations. De 1876 à 1914, les « grandes puissances », comme on les appelle, ont accaparé près de 25 millions de kilomètres carrés; elles ont ainsi volé des territoires étrangers d'une superficie totale égale à plus du double de toute une partie du monde, l'Europe. *L'univers entier s'est trouvé partagé entre ces gros pillards* : ils ont fait de tous ces pays *leurs colonies*, leurs tributaires et leurs esclaves.

[Voici quelques exemples : l'Angleterre, depuis 1870, a acquis, en Asie, le Beloutchistan, la Birmanie, Chypre, tout le nord de Bornéo, Wei-hai-Wei, les territoires près de Hong-Kong, a agrandi ses *Straits Settlements*, accaparé la presqu'île du Sinaï, etc...; en Océanie, elle a pris toute une série d'îles, la partie orientale de la Nouvelle-Guinée, la plus grande partie des îles Salomon, l'île Tonga, etc...; en Afrique, elle a étendu sa domination sur l'Egypte, le Soudan avec l'Ouganda, l'Afrique Orientale, la Somalie « britannique », Zanzibar, Pemba; elle a absorbé les deux Républiques des Boers, la Rhodésie, l'« Afrique centrale britannique », occupé la contrée du Niger, etc., etc..

La France, depuis 1870, s'est soumise l'Annam, a conquis le Tonkin, annexé le Laos, la Tunisie, les îles Comores, Madagascar, de grandes étendues dans le Sahara, le Soudan et la Guinée, acquis des terres sur la côte d'Ivoire, au Dahomey, dans la Somalie, etc... Au commencement du XX^e siècle, les colonies françaises étaient presque 20 fois plus grandes que la France elle-même. Pour l'Angleterre, ses colonies sont plus de 100 fois plus grandes que la métropole.

L'Allemagne a participé à ces raptus à partir de 1884 et, en peu de temps, elle a réussi à accaparer de vastes territoires.

La Russie tsariste a également pratiqué en grand la politique de brigandage, ces derniers temps surtout, en Asie, ce qui l'a conduite à un conflit avec le Japon qui voulait voler l'Asie par l'autre bout.

Les Etats-Unis se sont saisis de beaucoup d'îles entourant l'Amérique, puis ils se mirent à voler le bien d'autrui sur le continent même. Particulièrement odieuse est leur politique de brigandage au Mexique.

Au total, ces six grandes puissances avaient, vers 1914, 16 millions de kilomètres carrés de superficie, tandis que leurs colonies embrassaient 81 millions de kilomètres carrés.]

Ces incursions de brigands atteignaient, en premier lieu, de petits pays faibles et sans défense. Ceux-ci succombaient les premiers. De même que dans la lutte entre les fabricants et les petits artisans, ces derniers étaient les premiers ruinés, de même les gros trusts d'Etat, les gros capitalistes, les brigands organisés détruisaient d'abord les petits Etats et se les soumettaient. Ainsi s'opérait la centralisation du capital dans l'économie mondiale : les petits Etats périssaient, les gros Etats pillards s'enrichissaient, gagnaient en étendue et en puissance.

Mais une fois tout l'univers pillé, la lutte allait se déchaîner entre eux. La lutte pour un nouveau partage du monde, une lutte à mort entre les Etats brigands restants, allait fatalement se livrer.

La politique de conquête que le capital financier mène pour les débouchés, les matières premières, pour les placements de capitaux, s'appelle l'impérialisme. L'impérialisme sort du capital financier. De même qu'un tigre ne peut pas se nourrir d'herbe, de même le capital financier ne pouvait et ne peut pas avoir d'autre politique qu'une politique d'accaparement, de pillage, de violence, de guerre. Chacun des trusts d'Etats financiers-capitalistes veut vraiment conquérir le monde entier, fonder un empire universel où règnera sans partage une poignée de capitalistes de la nation victorieuse. L'impérialisme anglais, par exemple, rêve d'une « Grande-Bretagne » qui dominerait l'univers entier,

où les potentats des syndicats anglais tiendraient sous leur fouet les Nègres et les Russes, les Allemands et les Chinois, les Hindous et les Arméniens, bref, des centaines de millions d'esclaves noirs, jaunes, blancs et rouges. L'Angleterre aujourd'hui même n'en est pas loin. Et l'appétit vient en mangeant. Il en est de même chez les autres nations. Les impérialistes russes rêvent d'une « Grande Russie », les Allemands d'une « Grande Allemagne ».

Ainsi, il était clair que la domination du capital financier allait fatalement précipiter l'humanité entière dans l'abîme sanglant de guerres faites au profit des banquiers et des syndicats industriels, de guerres ayant pour but non la défense nationale, mais le pillage de terres étrangères, la soumission du monde au capital financier du pays victorieux. Telle a été la guerre mondiale de 1914-1918.

28. Le Militarisme.

La domination du capital financier, des banquiers et des syndicats se manifeste encore par un autre phénomène remarquable : la croissance inouïe des dépenses pour l'armement des armées, des flottes maritime et aérienne. Et c'est bien naturel. Aux temps passés pas un de ces brigands n'aurait songé, même en rêve, à une pareille domination universelle. Mais maintenant les impérialistes espèrent réaliser leur rêve. Naturellement, pour ce combat suprême, les grandes puissances rassemblent leurs forces. Pendant qu'ils dérobent continuellement le bien d'autrui, ces animaux féroces s'observent mutuellement de crainte d'être mordus par quelque fauve voisin. Chaque grande puissance fut donc obligée d'organiser une armée non seulement pour ses colonies et contre ses propres ouvriers, mais aussi pour la lutte contre ses collègues en brigandage. Chaque fois qu'une puissance introduisait un nouveau système d'armement, une autre cherchait à la dépasser pour ne pas rester en état d'infériorité. Ainsi commença la course folle aux armements : une puissance entraînait les autres. Les entreprises gigantesques et les trusts

des rois des canons : des Poutilovs, des Krupps, des Armstrongs, des Wickers, s'érigent. Ces trusts de fabricants de canons encaissent des bénéfices énormes, nouent des relations avec les états-majors et de toute façon cherchent à verser eux aussi de l'huile sur le feu, en aiguissant chaque conflit : car de la guerre dépend la prospérité de leurs affaires.

Tel était l'aspect insensé de la société capitaliste avant la guerre. Les trusts nationaux se hérissaient de millions de baïonnettes ; sur terre, sur mer, dans les airs, tout était prêt pour une lutte universelle ; parmi les dépenses de l'Etat, le budget de la guerre prenait une place de plus en plus grande. En Angleterre, par exemple, en 1875, les dépenses militaires comptaient 38,6 %, c'est-à-dire un peu plus du tiers, et en 1907-1908 48,6 %, c'est-à-dire près de la moitié de toutes les dépenses de l'Etat ; aux Etats-Unis, en 1908, elles représentaient 56,9 %, c'est-à-dire *plus* de la moitié. Et il en était de même dans les autres Etats. Le militarisme « prussien » fleurissait dans tous les grands « Etats-trusts ». Les rois des canons s'enrichissaient. Et le monde entier roulait avec une rapidité vertigineuse à la plus sanglante des guerres, à la tuerie impérialiste mondiale.

[Particulièrement curieuse a été la rivalité entre les bourgeoisies anglaise et allemande. En 1912, l'Angleterre décida de construire *trois* cuirassés-dreadnoughts, chaque fois que l'Allemagne en construirait deux. En 1913, l'Allemagne devait avoir dans la mer du Nord 17 dreadnoughts, l'Angleterre 21 ; en 1916, l'Allemagne 26, l'Angleterre 36, et ainsi de suite.

Les dépenses pour l'armée et la flotte augmentèrent de la façon suivante :

	Millions de roubles	
	1888	1908
Russie	210	470
France	300	415
Allemagne	180	405
Autriche-Hongrie	100	200
Italie	75	120
Angleterre	150	280
Japon	7	90
Etats-Unis	100	200

En l'espace de 20 ans, les dépenses avaient doublé; au Japon elles étaient treize fois plus grandes. Immédiatement avant la guerre, la fièvre des armements était devenue insensée. La France dépensait pour ses besoins militaires: en 1910, 502 millions de roubles; en 1914, 740; l'Allemagne, en 1906, 478 millions de roubles; en 1914, 943 millions, c'est-à-dire le double. Plus formidablement encore s'armait l'Angleterre. En 1900, elle dépensait 499 millions de roubles, en 1910 déjà 694 millions, et en 1914, 804 millions; en 1913, l'Angleterre dépensait, rien que pour sa flotte, plus que toutes les puissances réunies n'avaient dépensé pour leurs flottes en 1886; quant à la Russie tsariste, elle avait dépensé pour ses besoins militaires, en 1892: 293 millions; en 1902: 421 millions; en 1906, 529 millions de roubles; en 1914, le budget du Ministère de la Guerre atteignait 975 millions de roubles.

Les dépenses pour les armements militaires englobaient une partie énorme des recettes budgétaires. La Russie, par exemple, y consacrait presque un tiers de ses dépenses totales, et plus encore si l'on comptait les intérêts de ses emprunts. Voici les chiffres:

Sur 100 roubles, en Russie tsariste, étaient dépensés:

Pour l'armée, la flotte, l'intérêt des emprunts.	40 r. 14 kop.
Pour l'Instruction publique (13 fois moins)...	3 r. 86 »
Pour l'Agriculture (10 fois moins)	4 r. 06 »
Pour l'Industrie, les Finances, etc.	51 r. 94 »

Au total..... 100 roubles

La même chose avait lieu dans d'autres pays. Prenons la « démocratique Angleterre ». En 1904, sur cent roubles étaient dépensés:

Pour l'armée et la flotte	53 r. 80 kop.
Pour l'amortissement des dettes d'Etat et l'intérêt des emprunts	22 r. 50 »
Pour les administrations civiles.....	23 r. 70 »

Au total..... 100 roubles]

29. La guerre impériale- liste de 1914-1918.

La politique impérialiste menée par les « grandes puissances » devait tôt ou tard produire une collision. Il est tout à fait clair que ce fut cette politique de rapine de toutes les grandes puissances qui a été la cause de la guerre. Il n'y a que les imbéciles pour croire actuellement que la guerre a éclaté parce que les Serbes ont tué un prince autrichien et parce que l'Allemagne a envahi la Belgique. Au début de la guerre, on discutait beaucoup pour savoir qui était responsable de la guerre. Les capitalistes allemands prétendaient que c'était la Russie qui avait attaqué l'Allemagne, les commerçants russes racontaient partout que c'était l'Allemagne. En Angleterre, on disait qu'on faisait la guerre pour défendre la malheureuse petite Belgique. En France, par la plume, par la chanson, par la parole, on vantait la générosité de la France défendant l'héroïque peuple belge. Et en même temps, l'Autriche et l'Allemagne racontaient partout qu'elles se défendaient contre l'agression des cosaques russes et faisaient une guerre sainte de défense nationale.

Tout cela, du commencement à la fin, n'était que des bêtises destinées à tromper les masses ouvrières. Cette tromperie était nécessaire à la bourgeoisie pour entraîner les soldats à la guerre. Ce n'était pas la première fois que la bourgeoisie avait recours à ce moyen. Nous avons déjà vu comment les syndicats industriels ont introduit des droits de douane afin de mener avec plus de succès la lutte pour les marchés étrangers, tout en pillant leurs propres compatriotes. Ces droits étaient donc, pour eux, un moyen d'agression. Mais en même temps la bourgeoisie criait qu'elle voulait ainsi défendre l'« industrie nationale ». Dans la guerre impérialiste faite pour soumettre le monde à la domination du capital financier, tous les participants sont essentiellement des agresseurs. N'est-ce pas maintenant clair comme le jour ? Les valets du tsar disaient qu'ils « se défendaient ». Mais lorsque la révolution d'octobre eut enfoncé

les armoires secrètes du Ministère, il fut établi par des documents officiels qu'aussi bien le tsar que Kerensky, en accord touchant avec les Anglais et les Français, ont fait une guerre de brigandage, qu'ils voulaient prendre Constantinople qui n'était pas à eux, détrousser la Turquie et la Perse, arracher la Galicie à l'Autriche.

Les *impérialistes allemands* se sont démasqués également. Il n'y a qu'à rappeler le traité de Brest-Litovsk, les pillages opérés en Belgique, en Lithuanie, en Ukraine, en Finlande. La révolution allemande a également fait plus d'une découverte ; nous savons maintenant, par des documents authentiques, que l'Allemagne s'était préparée à l'agression en vue du pillage et qu'elle rêvait de s'approprier presque toutes les colonies étrangères et des territoires ennemis.

Et les « nobles Alliés » ? Les voilà aussi entièrement démasqués. Après les avoir vus, par la paix de Versailles, détrousser l'Allemagne, lui imposer 125 milliards de contributions, lui enlever toute sa flotte, toutes ses colonies, presque toutes ses locomotives et ses vaches laitières, personne ne croira plus à leur générosité. Maintenant, ils pillent la Russie, dans le Nord et dans le Midi. Donc, eux aussi, ont fait la guerre *en vue du pillage*.

Les communistes (bolcheviks) avaient dit tout cela dès le début de la guerre et bien peu les croyaient. Maintenant tout homme, tant soit peu intelligent, en reconnaît la vérité. Le capital financier est un brigand rapace et sanguinaire, de quelque origine qu'il soit : russe, allemand, français, japonais ou américain.

Il est donc ridicule de dire, dans le cas d'une guerre impérialiste, qu'un impérialiste est coupable, un autre, non ; ou que certains impérialistes sont les agresseurs, tandis que les autres se défendent. Tout cela a été inventé pour berner les travailleurs. En réalité, tous se sont attaqués tout d'abord aux petits peuples coloniaux, tous, ils ont conçu le dessein de se livrer au pillage du monde entier et de le soumettre au capital financier de leur propre pays.

La guerre qui a éclaté devait fatalement se transformer en une guerre *mondiale*. Le globe entier étant alors déjà découpé en morceaux et partagé entre les « grandes puissances » et toutes les puissances étant unies entre elles par une économie mondiale commune, il était tout naturel que la guerre embrassât presque tous les continents.

L'Angleterre, la France, l'Italie, la Belgique, la Russie, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Serbie, la Bulgarie, la Roumanie, le Monténégro, le Japon, les Etats-Unis, la Chine et d'autres petits Etats par douzaines ont été entraînés dans le remous sanglant. La population de la terre s'élève à environ un milliard et demi d'hommes. Tous ont souffert, directement ou indirectement de cette guerre imposée par une poignée de capitalistes criminels. Le monde n'avait encore jamais vu de telles armées immenses, des instruments de mort aussi monstrueux. Jamais le monde n'avait vu non plus pareille puissance du capital. L'Angleterre et la France ont contraint à la défense de leurs coffres-forts, non seulement des Anglais et des Français, mais aussi des milliers et des milliers de leurs esclaves coloniaux noirs ou jaunes. Les brigands « civilisés » n'ont pas craint d'employer pour leurs desseins jusqu'à des cannibales. Et tout cela masqué sous les plus nobles formules.

[La guerre de 1914 a eu ses précédents dans les guerres coloniales. Telles furent : la campagne des puissances « civilisées » contre la Chine, la guerre hispano-américaine, la guerre russo-japonaise de 1904 (pour la Corée, Port-Arthur, la Mandchourie, etc.), la guerre italo-turque en 1912 (pour la colonie africaine de Tripoli) ; la guerre anglo-boer au commencement du *xx^e* siècle, dans laquelle l'Angleterre « démocratique » a étranglé les deux républiques boers. Plus d'une fois ces compétitions risquèrent d'allumer un immense incendie. Le partage des territoires africains menaçait d'amener une guerre entre l'Angleterre et la France (pour Fachoda), ensuite entre l'Allemagne et la France (pour le Maroc) ; la Russie tsariste a failli entrer en guerre avec l'Angleterre pour le partage territorial de l'Asie Centrale.

Déjà, à la veille de la guerre mondiale, les antagonismes

d'intérêts se sont fortement accusés entre l'Angleterre et l'Allemagne au sujet de la prédominance en Afrique, en Asie Mineure et dans les Balkans. Et les circonstances voulurent alors que l'Angleterre marchât avec la France qui voulait enlever à l'Allemagne l'Alsace-Lorraine, et avec la Russie qui désirait faire ses petites affaires dans les Balkans et la Galicie. L'impérialisme allemand, rapace, avait trouvé son allié principal dans l'Autriche-Hongrie. L'impérialisme américain ne s'en mêla que plus tard, car il guettait l'affaiblissement réciproque des Etats européens.

En dehors du militarisme, l'arme la plus employée par les puissances impérialistes est la *diplomatie secrète* qui a recours à des traités secrets, des complots, voire même des assassinats, des bombes, etc... Il existait de ces traités secrets d'un côté entre l'Angleterre, la France et la Russie, et de l'autre entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Turquie et la Bulgarie. L'assassinat de l'archiduc autrichien avant le déclenchement de la guerre n'eut pas lieu, semble-t-il, sans que les agents secrets de l'Entente en aient été informés. Mais, d'un autre côté, la diplomatie allemande elle-même n'y voyait pas d'inconvénients; l'impérialiste allemand Rohrbach écrivait: « Nous devons considérer comme un bonheur que, grâce à l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand, le grand complot anti-allemand ait éclaté avant le terme fixé. Deux ans plus tard, la guerre aurait été pour nous beaucoup plus dure. » Les provocateurs allemands eussent été prêts à sacrifier même un de leurs princes pour déchaîner eux-mêmes la guerre.]

30. Le capitalisme d'Etat et les classes.

La guerre impérialiste ne se distingue pas seulement par ses proportions gigantesques et par son action dévastatrice, mais aussi par le fait que *toute l'économie du pays en guerre est subordonnée aux intérêts militaires*. L'argent suffisait auparavant à la bourgeoisie pour faire la guerre. Mais la guerre mondiale prit une telle ampleur, et les pays en lutte avaient atteint un tel développement, que l'argent seul ne put suffire. Les aciéries durent être exclusivement occupées à fondre pour la guerre des canons plus monstrueux les uns que les autres, le

charbon ne fut extrait des puits que pour la guerre, et les métaux, les tissus, le cuir, etc., furent employés pour les seuls besoins de la guerre. Bien entendu, parmi les trusts capitalistes nationaux, c'est celui chez qui la production et les transports s'adaptèrent le mieux à la guerre, qui pouvait espérer être victorieux. Comment se fit cette adaptation? Par la *centralisation de toute la production*.

Il fallait que la production marchât sans à-coup, fût bien organisée, soumise aux instructions directes de l'état-major général, afin que les ordres de « ces messieurs à gros galons et à képis étoilés » fussent ponctuellement exécutés.

Pour réaliser cela, la bourgeoisie n'eut qu'à mettre la production privée et les différents syndicats et trusts à la disposition de son *Etat de proie bourgeois*. Ainsi fut fait. L'industrie fut « mobilisée » et « militarisée », c'est-à-dire mise à la disposition de l'Etat et des autorités militaires. « Comment? objectera-t-on. Mais alors la bourgeoisie a perdu ses profits? Mais alors, ce fut la nationalisation? Une fois tout remis à l'Etat, qu'est-ce qu'en a retiré la bourgeoisie et comment accepta-t-elle un pareil marché? » Et cependant, la bourgeoisie l'a accepté et il n'y a rien d'étonnant à cela. Car les syndicats particuliers ont tout remis, non à l'Etat ouvrier, mais à *leur propre* Etat impérialiste. Et qu'y avait-il là de si effrayant pour la bourgeoisie? Elle ne faisait que passer ses richesses d'une poche dans une autre, sans y perdre un centime.

Il faut se rappeler constamment le caractère de classe de l'Etat. L'Etat n'est pas quelque chose comme un troisième pouvoir au-dessus des classes, mais une organisation de classe, de la tête aux pieds. Sous la dictature des ouvriers, il est une organisation d'ouvriers. Sous la domination de la bourgeoisie, il est une organisation d'entrepreneurs, tout comme un trust ou un syndicat.

Par conséquent, lorsque la bourgeoisie a remis les syndicats privés entre les mains de son Etat (pas entre celles d'un Etat prolétarien, mais entre celles de son *propre* Etat capitaliste de proie), elle n'a absolument rien perdu. Que le fabricant Dupont

ou Durand touche son profit à la caisse d'un syndicat ou à celle de la banque d'Etat, n'est-ce pas la même chose? Non seulement, la bourgeoisie n'y perdit rien, mais elle y gagna. Grâce à cette centralisation, en effet, la machine militaire marchait mieux et ainsi s'accrût la probabilité du succès dans cette guerre de brigandage.

C'est ainsi que pendant la guerre, dans presque tous les pays capitalistes, commença à se développer un *capitalisme d'Etat* à la place des syndicats particuliers. L'Allemagne, par exemple, ne put remporter ses victoires et résister si longtemps à l'assaut de forces ennemies supérieures, que parce que la bourgeoisie s'entendit admirablement à organiser ce capitalisme d'Etat.

Le passage au capitalisme d'Etat s'est fait sous différentes formes et de diverses manières. Le plus souvent, *des monopoles d'Etat* furent créés dans le domaine de la production et du commerce, c'est-à-dire que la production et le commerce passèrent, dans leur totalité, entre les mains de l'Etat bourgeois. Parfois, ce passage ne s'accomplissait pas d'un seul coup, mais peu à peu, comme lorsque l'Etat achetait une partie seulement des actions d'un syndicat ou d'un trust.

Alors cette entreprise appartenait pour moitié à l'Etat, pour moitié à des particuliers, et l'Etat bourgeois y réalisait sa politique. De plus, même dans les entreprises restées aux mains des particuliers, on imposait souvent une réglementation rigoureuse: ainsi, certaines entreprises étaient *tenues*, par une loi spéciale d'acheter à d'autres, qui, à leur tour, ne devaient leur vendre que par quantités déterminées et à un prix fixé; l'Etat prescrivait également des méthodes de travail obligatoires, des matériaux, il imposait la carte d'achat pour tous les produits importants. Ainsi, à la place du capitalisme privé se développait le capitalisme d'Etat.

[Sous la domination du capitalisme d'Etat, se substitua aux organisations particulières de la bourgeoisie son organisation *unique*, son Etat. Jusqu'à la guerre, il y avait dans chaque pays capitaliste l'organisation de l'Etat bourgeois et en dehors d'elle des syndicats, des trusts, des consortiums d'entrepreneurs, des

organisations de propriétaires fonciers, des partis politiques bourgeois, des associations de journalistes, de savants, d'artistes bourgeois, des associations culturelles, des associations d'ecclésiastiques, des sociétés de jeunes gardes blanches, des bureaux de détectives privés, etc... Sous la domination du capitalisme d'Etat toutes ces organisations particulières *se fondent* dans l'Etat bourgeois, deviennent ses filiales, poursuivent ses plans, se soumettent à un « commandement suprême ». Dans les puits et dans les usines on exécute ce qu'ordonne l'état-major général; les journaux publient ce qu'exige le grand état-major; on prêche dans les églises ce que jugent utile les brigands du grand état-major; tableaux, vers, chansons se font d'après les prescriptions de ce même grand état-major; on invente les machines, les canons, les munitions, les gaz dont il a besoin. Ainsi toute la vie est « militarisée » *pour assurer à la bourgeoisie ses profits souillés de boue et de sang.*]

Le capitalisme d'Etat signifie un renforcement formidable de la haute bourgeoisie. De même que sous la dictature du prolétariat, la classe ouvrière est d'autant plus forte que la collaboration dans le travail du pouvoir des Soviets, des syndicats ouvriers, du Parti Communiste, etc..., est plus intime; de même, sous la dictature de la bourgeoisie, cette dernière est d'autant plus puissante que toutes les organisations bourgeoises sont rattachées par des liens plus solides. Le capitalisme d'Etat, en les centralisant et en en faisant les parties essentielles d'une seule et même organisation, favorise la puissance formidable du capital. La dictature de la bourgeoisie célèbre vraiment là son triomphe.

[Le capitalisme d'Etat est apparu, pendant la guerre, dans tous les grands pays capitalistes et même dans la Russie tsariste (comités d'industrie de guerre, monopoles, etc.). Mais, par la suite, la bourgeoisie russe, effrayée par la Révolution, craignit que, avec le pouvoir d'Etat, la production ne passât dans les mains du prolétariat. C'est pourquoi, après la révolution de février 1917, elle empêcha l'organisation de la production.

Nous avons vu que le capitalisme d'Etat ne supprime en aucune façon l'exploitation, mais ne fait qu'augmenter prodigieusement la puissance de la bourgeoisie. Néanmoins, les par-

tisans de Scheidemann, en Allemagne, et d'autres socialistes d'union sacrée ont proclamé que cette contrainte dans le travail était du socialisme, qu'une fois tout en possession de l'Etat, le socialisme serait réalisé. Ils ne voyaient pas qu'il ne s'agit point d'un Etat prolétarien, mais d'une organisation où toute la puissance gouvernementale est entre les mains des ennemis les plus acharnés et des assassins du prolétariat.]

En unissant et en organisant la bourgeoisie, en augmentant sa puissance, le Capitalisme d'Etat affaiblit la *classe ouvrière*. Pendant sa domination, on fit des ouvriers les esclaves à peau blanche d'un Etat de proie. On les priva du droit de faire grève, on les mobilisa et militarisa; tout homme qui se déclarait contre la guerre était aussitôt condamné pour crime de trahison; dans beaucoup de pays, on leur enleva la liberté de circuler, le droit de passer d'une entreprise dans une autre, etc... Le « libre » ouvrier salarié était devenu un serf condamné à mourir sur les champs de bataille pour la cause de ses ennemis, condamné à travailler jusqu'à l'épuisement, non pour lui-même, ni pour ses camarades ou pour ses enfants, mais dans l'intérêt de ses propres oppresseurs.

31. La faillite du capitalisme et la classe ouvrière.

Ainsi, la guerre favorisa au début la centralisation et l'organisation de l'économie capitaliste. Ce que n'avaient encore pu terminer les syndicats, les banques, les trusts, les entreprises combinées, le capitalisme d'Etat s'efforça de le réaliser. Il créa un réseau d'organes de toutes sortes, régularisant la production et la répartition et préparant ainsi le terrain pour que le prolétariat put entreprendre la grande production centralisée.

Mais la guerre, dont tout le poids pesait sur la classe ouvrière, allait déclencher inévitablement le soulèvement des *masses prolétariennes*. Ce fut avant tout une tuerie comme on n'en avait pas encore vu dans l'Histoire. La production des cadavres

marrait à pas de géant. Le prolétariat était voué à l'*extermination sur les champs de bataille*. D'après certains calculs, le nombre des tués, blessés et disparus, rien que jusqu'en mars 1917, atteignait *vingt-cinq millions d'hommes*; le nombre des tués au 1^{er} janvier 1918 était d'environ huit millions. En estimant le poids moyen d'un homme à 3 pouds (1), on peut dire que les capitalistes ont produit, d'août 1914 à janvier 1918, vingt-quatre millions de pouds de viande humaine en putréfaction. Pour fixer exactement les pertes humaines, il faudrait ajouter encore des millions de malades. Rien que la syphilis, qui a pris, pendant la guerre, une extension inouïe, a infecté presque tout le genre humain. Les hommes, après la guerre, avaient perdu les deux tiers de leurs forces; les éléments les plus sains, les plus capables de travailler, *la fleur de toutes les nations, ont été exterminés*.

Et ce sont évidemment les ouvriers, les paysans, qui souffrirent le plus grand dommage.

Dans les grands centres des Etats belligérants, il s'est même formé de petites villes de soldats particulièrement défigurés et mutilés: sans figure d'homme, avec la seule boîte crânienne, munis de masques, ces malheureux-tronçons humains végètent là, témoignage vivant de la « culture » bourgeoise.

Mais le prolétariat ne fut pas seulement immolé dans de sauvages combats. Des charges incroyables pèsent encore sur les épaules des survivants. La guerre exigea des dépenses folles. Et pendant que les fabricants et les usiniers touchaient des « bénéfices de guerre » fabuleux, on imposait aux ouvriers des impôts énormes, pour payer les frais formidables de la guerre. En 1919, à la Conférence de la Paix, le ministre des finances de la France a déclaré que la guerre avait coûté aux nations belligérantes un *trillion* de francs. Peu de gens savent ce que signifient de pareils chiffres. Autrefois, c'est avec des chiffres de ce genre qu'on calculait les distances d'une étoile à une autre. Et aujourd'hui, on calcule avec eux les dépenses de

(1) Le poud : environ 16 kilogrammes.

la tuerie scélérate. Un trillion, c'est un million de millions. D'après d'autres calculs, les dépenses de la guerre ont été les suivantes :

	En millions de roubles
Coût de la première année de guerre	91
Coût de la deuxième année de guerre	136,5
Coût de la troisième année de guerre	204,7
Coût de la première moitié de la quatrième année (du 31 juillet au 31 décembre 1917)	153,5
<i>Au total</i>	585,7

Evidemment, les dépenses ont encore augmenté après 1917. De pareilles dépenses exigeaient, pour être couvertes, des sommes folles. Et tout naturellement, les Etats capitalistes se sont mis à augmenter d'autant les impôts de la classe ouvrière: soit sous forme d'impôts directs, soit pour faire payer aussi quelque chose à la bourgeoisie — par la hausse patriotique des prix des marchandises. La cherté de la vie s'accrut. Et les fabricants — ceux surtout qui travaillaient pour la guerre — encaissèrent des bénéfices inouïs.

[Les fabricants russes élevèrent leurs dividendes de plus du double, certaines entreprises versèrent des dividendes fabuleux. Voici quelques chiffres: La Société du Naphte des frères Mirsoiev paya 40 % de dividende; la Société par actions des frères Danichevsky, 30 %; la Fabrique de tabacs de Kalfa, 30 %, etc. En Allemagne, le bénéfice net des entreprises était, en 1913-1914, pour les quatre branches (chimie, explosifs, métallurgie, automobiles), de 133 millions, et en 1915-1916, déjà de 259 millions, c'est-à-dire qu'il doubla en une seule année. Aux Etats-Unis, les bénéfices du trust de l'acier, en un an, de 1915 à 1916, triplèrent. De 1915 à 1917, ils montèrent de 98 millions à 478 millions de dollars! Les dividendes de 200 % n'étaient pas rares. Tout aussi formidable a été l'augmentation des profits des banques. Durant la guerre, les petites gens se ruinèrent, les gros requins s'enrichirent de manière incroyable

et le prolétariat tomba sous le joug des impôts et de la cherté de la vie.]

Pendant la guerre, on fabriqua surtout des shrapnells, des grenades, de la dynamite, des canons, des autos blindées, des avions, des gaz asphyxiants, de la poudre, etc... Aux Etats-Unis, il surgit même des villes entières autour des poudrières. Ces villes étaient bâties hâtivement, les usines construites trop vite, de sorte que souvent elles sautaient, tant on était pressé de fabriquer de la poudre et de gagner de l'argent. Les fabricants de canons et d'obus firent aussi de brillantes affaires et réalisèrent des profits formidables. Mais la situation du peuple n'en devenait que plus mauvaise. Car des véritables produits qui servent à l'alimentation, à l'habillement, etc., on en produisait de moins en moins. Avec de la poudre et des balles, on peut tirer et détruire; mais on ne peut ni se nourrir, ni se vêtir. Et toutes les forces économiques étaient absorbées par la production de la poudre et des autres engins de destruction. La production normale et utile disparaissait de plus en plus. La main-d'œuvre passait dans l'armée et toute l'industrie travaillait pour la guerre. Les marchandises utiles devenaient de plus en plus rares, amenant la famine et la vie chère. Le manque de pain, le manque de charbon, le manque de tous les objets utiles, et par-dessus le marché la disette mondiale et l'épuisement général de l'humanité, telles sont les conséquences de la criminelle tuerie impérialiste.

[Voici quelques exemples concernant différents pays :

En France, la production agricole, dans les premières années de la guerre, diminua de la façon suivante :

	En quintaux	
	1914	1916
Blé	42.272.500	15.300.500
Plantes à racines	46.639.000	15.260.000
Plantes industrielles	59.429.000	20.448.000
Légumes	—	374.500

En Angleterre, les stocks de minerais étaient évalués :

Vers la fin de 1912, à 241 mille tonnes;

—	1913, à 138	—
—	1914, à 108	—
—	1915, à 113	—
—	1916, à 3	—
—	1917, à 0,6	—

En Allemagne, la production de la fonte était, en 1913, de 19,3 millions de tonnes, en 1916 seulement de 13,3 millions, en 1917, 13,1, en 1918, 12 millions, et en 1919, elle était encore moindre.

C'est le manque de charbon qui mit toute l'industrie mondiale dans la situation la plus désespérée. En Europe, le fournisseur du charbon de terre était l'Angleterre. Mais en Angleterre, déjà vers le milieu de 1915, la production du charbon avait diminué de 13 %; en 1917, déjà les industries essentielles n'avaient presque plus de charbon; les usines électrotechniques ne recevaient que le sixième du charbon nécessaire; les entreprises textiles, onze fois moins qu'avant la guerre. Lors de la Conférence de la « Paix » à Versailles, presque tous les pays subissaient une terrible crise charbonnière; les fabriques fermaient par suite du manque de combustible, la circulation sur les chemins de fer était réduite, ce qui amena la grande désorganisation de toute l'industrie des transports.

En Russie, la situation était la même. Déjà en 1917, grâce à la guerre, l'extraction du charbon se faisait très mal. Le rayon de Moscou avait besoin de 12 millions de pouds par mois. Le gouvernement de Kerensky avait promis d'en fournir six millions (la moitié). Mais en réalité, on a seulement fourni: en janvier, 1,8 millions de pouds; en février, 1,3 millions; en mars, 0,8 million. L'industrie russe, évidemment, ne put que périr. En Russie, comme dans le monde entier, commençait la désagrégation du Capitalisme.

En 1917 (au temps de Kerensky), voici le nombre des fabriques qui fermèrent:

	Entreprises	Ouvriers
Mars	74	6.646
Avril	55	2.816
Mai	108	8.701
Juin	125	38.455
Juillet	206	47.754

La décadence faisait des progrès énormes.

Pour se rendre compte de la croissance de la cherté de la vie provoquée par l'insuffisance des marchandises et par la grande quantité de papier-monnaie, il suffit d'observer le pays qui, avec l'Amérique, a le moins souffert de la guerre, l'Angleterre.

Voici les prix moyens des cinq principales denrées (thé, sucre, beurre, pain, viande):

	Thé, sucre	Pain, viande, beurre
En 1901-1905	500	300
Fin juillet 1914.....	579	350
Fin janvier 1915.....	786	413
— 1916.....	946,5	465
— 1917.....	1310	561
— 1918.....	1221,5	681
Fin mai 1918.....	1247	777,5

Pendant la guerre, les prix, même en Angleterre, ont plus que doublé, tandis que les salaires, pour le même temps, n'ont augmenté que de 18 %. Donc les prix augmentèrent six fois plus rapidement que les salaires. La situation empira surtout en Russie, où la guerre avait dévasté le pays dont elle avait fait, grâce à Messieurs les capitalistes, un pauvre mendiant en haillons.

Même en Amérique, pays qui a le moins souffert de la guerre, les prix des 16 produits les plus importants ont augmenté, de 1913 à 1918 inclusivement, de 160 % et les salaires de 80 % seulement.]

Le manque de charbon, d'acier, de tout le nécessaire finit par bouleverser la production de guerre elle-même. Les pays du monde entier, à l'exception de l'Amérique, s'appauvrirent continuellement. La famine, la destruction, le froid faisaient leur marche triomphale par toute la terre. Et tous ces maux affectaient surtout la classe ouvrière. Elle tenta bien de protester, mais la guerre dressa contre elle toute la puissance capitaliste de l'Etat de rapine. La classe ouvrière, dans tous les pays, aussi bien monarchiques que républicains, subit des persécutions inouïes. Les ouvriers furent privés non seulement

du droit de grève, mais la moindre tentative protestataire fut impitoyablement réprimée. La domination du capitalisme conduisit ainsi à la *guerre civile entre les classes*.

[Les persécutions des ouvriers pendant la guerre sont très bien exposées dans la résolution de l'Internationale Communiste concernant la terreur blanche : « Dès le commencement de la guerre — y est-il dit — les classes dirigeantes qui ont fait tuer et mutiler sur les champs de bataille plus de 10 millions d'hommes ont introduit, à l'intérieur de leurs pays, le régime de la dictature sanglante (de la bourgeoisie). Le gouvernement tsariste russe a fusillé et pendu les ouvriers et il a organisé des pogromes juifs. La monarchie autrichienne a noyé dans le sang le soulèvement des paysans et des ouvriers ukrainiens et tchèques. La bourgeoisie anglaise a exécuté les meilleurs représentants du peuple irlandais. L'impérialisme allemand sévit à l'intérieur du pays et les matelots révolutionnaires ont été les premières victimes de cette bête sauvage. En France, on fusilla les soldats russes qui ne voulaient pas défendre les intérêts des bourgeois français. En Amérique, la bourgeoisie lyncha les internationalistes, condamna les meilleurs éléments du prolétariat à 20 ans de travaux forcés et fusilla les ouvriers en grève. »]

Le régime capitaliste craquait de toutes parts. *L'anarchie de la production* avait conduit à la *guerre*, qui avait provoqué une exaspération sans exemple des antagonismes entre les classes; ainsi la guerre menait à la *Révolution*. Le capitalisme se mit à se désagréger dans deux directions principales (1). *La faillite du capitalisme* commençait.

Examinons de plus près cette faillite.

La société capitaliste était entièrement fondue dans un seul moule : l'usine était organisée exactement de la même manière qu'une chancellerie ou bien qu'un régiment de l'armée impérialiste; en haut, les riches, qui dirigent, en bas les pauvres, les ouvriers et les employés, qui obéissent; entre eux, les ingénieurs, les sous-officiers, les employés supérieurs.

(1) Cf. § 13 : *Contradictions principales du régime capitaliste* (p. 40 et suiv.).

On voit par là que la société capitaliste ne peut durer qu'aussi longtemps que le soldat ouvrier obéit au propriétaire, général ou officier issu de la noblesse ou de la bourgeoisie, et tant que l'ouvrier de fabrique exécute l'ordre de Monsieur le Directeur nanti de gros appointements ou qu'il se conforme aux instructions du fabricant, suçeur de plus-value ouvrière. Mais, aussitôt que les masses laborieuses reconnaissent qu'elles ne sont que de simples pions entre les mains de leurs ennemis, les fils qui relient le soldat au général, l'ouvrier au fabricant commencent à se rompre. Les ouvriers cessent d'obéir à leurs patrons, les soldats à leurs officiers, les employés à leurs chefs. Vient la période de décadence de l'ancienne discipline par laquelle les riches dominaient les pauvres et la bourgeoisie maltraitait le prolétariat. Cette période durera inévitablement jusqu'à ce que la nouvelle classe, le prolétariat, ait soumis la bourgeoisie, l'ait contrainte à servir les travailleurs et ait organisé la discipline nouvelle.

Cette période de confusion, où l'ordre ancien est déjà détruit et où l'ordre nouveau n'est pas encore créé, ne peut finir qu'avec la victoire complète du prolétariat dans la *guerre civile*.

32. La guerre civile.

La guerre civile est une lutte de classes exaspérée, qui se transforme en révolution. La guerre impérialiste mondiale entre différents groupes de la bourgeoisie pour le partage et la répartition nouvelle du monde fut menée à l'aide des esclaves du capital. Mais elle imposa aux ouvriers de telles charges que la lutte des classes commença à se transformer en la *guerre civile des opprimés contre leurs oppresseurs*, guerre que déjà Marx appelait la seule guerre équitable.

Il est tout naturel que le capitalisme ait conduit à la guerre civile et que la guerre impérialiste entre Etats bourgeois ait été suivie de la guerre des classes. Notre parti l'avait prédit, tout au début de la guerre de 1914, alors que personne encore ne songeait à la Révolution. Et cependant il était clair que, d'une part, les charges inouïes imposées par la guerre à la

classe ouvrière soulèveraient le prolétariat et que, d'autre part, la bourgeoisie serait incapable de faire une paix durable, par suite des antagonismes par trop grands entre les différents groupes nationaux de pillards capitalistes.

Notre prédiction se réalise aujourd'hui intégralement. Aux années terribles de tuerie, de bestialité et de sauvagerie, succéda la guerre civile contre les oppresseurs. Elle fut ouverte par la Révolution russe, en février et en octobre 1917; les Révolutions finlandaise, hongroise, autrichienne et allemande l'ont continuée; puis la révolution commença dans d'autres pays... Et en même temps, la bourgeoisie est manifestement incapable de faire une paix durable. Les Alliés ont vaincu l'Allemagne en novembre 1918; ils n'ont signé la paix de rapine de Versailles que sept mois plus tard. Tout le monde sent que cette paix ne peut durer; depuis se sont déjà battus les Yougo-Slaves et les Italiens, les Polonais et les Tchéco-Slovaques, les Polonais et les Lithuaniens, les Lettons et les Allemands. Et tous les Etats bourgeois ont attaqué ensemble la République des ouvriers russes victorieux. Ainsi la guerre impérialiste se termine par la guerre civile d'où le prolétariat doit nécessairement sortir triomphant.

La guerre civile n'est pas le caprice de quelque parti ou le produit du hasard, c'est une manifestation de la Révolution qui *devait* se produire inévitablement parce que la guerre des pillards impérialistes a définitivement ouvert les yeux aux masses ouvrières.

[Penser que la révolution soit possible sans la guerre civile, c'est aussi chimérique que d'imaginer la possibilité d'une révolution « pacifique ». Ceux qui pensent de la sorte (par exemple les mencheviks qui pestent contre la guerre civile), régressent de Marx vers les socialistes antédiluviens qui croyaient qu'on pouvait convaincre les capitalistes. C'est comme si l'on croyait pouvoir convaincre le tigre par des caresses à se nourrir d'herbe et à laisser les veaux tranquilles. Marx était partisan de la guerre civile, c'est-à-dire de la *lutte armée du prolétariat contre la bourgeoisie*. Marx écrivait au sujet de la

Commune de Paris (du soulèvement des ouvriers parisiens en 1871) que les communards n'ont pas été assez résolus; dans le manifeste de la 1^{re} Internationale, rédigé par Marx, il est dit d'un ton de reproche: « Les sergents de ville même, au lieu d'être désarmés et arrêtés, comme cela aurait dû se faire, trouvaient les portes de Paris grandes ouvertes pour qu'ils pussent, sains et saufs, se retirer à Versailles. Non seulement les hommes d'ordre [les contre-révolutionnaires] ne furent pas molestés, mais on les laissa se rallier et s'emparer tout doucement de plus d'une position forte, au centre même de Paris... Il répugnait au Comité central de continuer la guerre civile que Thiers [le Denikine français] avait engagée par son attaque nocturne à Montmartre. Il commit cette fois la faute capitale, décisive, de ne pas marcher sur Versailles, alors sans défense, et perdit ainsi l'occasion d'en finir avec le complot de Thiers et de ses Ruraux. Au lieu de cela, le parti de l'ordre put encore essayer sa force devant les urnes du scrutin, le 26 mars, jour de l'élection de la Commune. » Marx se prononce donc clairement pour l'écrasement par les armes des gardes blancs dans la guerre civile.

Ainsi les maîtres du socialisme prenaient la révolution très au sérieux. Ils comprenaient que le prolétariat ne peut pas convaincre la bourgeoisie et qu'il lui faut *imposer* sa volonté par la guerre civile menée à l'aide de baïonnettes, de fusils et de canons jusqu'à la victoire.]

La guerre civile mit l'une en face de l'autre, les armes à la main, les classes de la société capitaliste avec les intérêts opposés. Le fait que la société capitaliste est partagée en deux parties, que, dans le fond, elle représente au moins *deux* sociétés — ce fait restait, en temps ordinaire, caché. Pourquoi? Parce que les esclaves obéissaient en silence à leurs maîtres. Mais pendant la guerre civile ce silence prend fin et la partie opprimée de la société *s'insurge* contre la partie qui opprime. Il va de soi que, dans ces conditions, aucune « vie commune pacifique » entre les classes n'est possible : l'armée se divise en gardes blancs issus de la noblesse, de la bourgeoisie, des intellectuels riches, et en soldats rouges, sortis de la classe ouvrière et paysanne; toute Assemblée Constituante, quelle que

soit sa forme, dans laquelle siègeront en même temps des fabricants et des ouvriers, devient impossible : comment pourraient-ils siéger « paisiblement » dans la même Constituante, quand ils se fusillent dans la rue ? Dans la guerre civile, les classes sont dressées l'une contre l'autre. C'est pourquoi elle ne peut se terminer que par la victoire complète d'une classe sur l'autre, mais jamais par aucune conciliation, par aucun compromis. Et ce que nous avons vu dans la guerre civile en Russie et dans d'autres pays (en Allemagne, en Hongrie) le confirme entièrement. N'est possible aujourd'hui que la dictature du prolétariat ou celle de la bourgeoisie et des généraux. Le gouvernement des classes moyennes et de leurs partis (socialistes-révolutionnaires, mencheviks, etc.) n'est qu'un pont pour le passage d'un côté ou de l'autre. Lorsque le gouvernement des Soviets en Hongrie eut été renversé avec l'aide des mencheviks, il a d'abord été remplacé par une « coalition » que suivit bientôt la réaction. Lorsque les socialistes-révolutionnaires constitutionnels eurent, pour quelque temps, réussi à s'emparer d'Oufa, de l'autre côté de la Volga, et de la Sibérie, ils en furent chassés 24 heures après, par l'amiral Koltchak, appuyé par la haute bourgeoisie et les propriétaires. Et Koltchak mit la dictature des propriétaires et des bourgeois à la place de celle des ouvriers et des paysans. La victoire décisive sur l'ennemi et la réalisation de la *dictature prolétarienne* sont le résultat inévitable de la guerre civile mondiale.

33. Les formes de la guerre civile et son prix.

L'époque des guerres civiles a été ouverte par la Révolution russe qui n'a été qu'une manifestation partielle, le commencement de la Révolution universelle mondiale. En Russie, la révolution éclata plus tôt que dans les autres pays parce qu'y commença plus tôt la désagrégation du capitalisme. La bourgeoisie et les propriétaires fonciers russes qui, convoitant Constantinople et la Galicie, avaient préparé, avec leurs alliés français et allemands, la boucherie sanglante de 1914, ont sauté les

premiers, par suite de leur faiblesse et de leur manque d'organisation : c'est en Russie qu'apparurent d'abord le désordre et la famine. C'est pourquoi il a été plus facile au prolétariat russe de venir à bout de ses ennemis, de remporter le premier la victoire et de réaliser le premier sa dictature.

[Il ne s'ensuit nullement que la Révolution communiste russe soit la révolution la plus parfaite du monde et que le communisme puisse être réalisé dans un pays d'autant plus tôt que le capitalisme y est moins développé. D'après ce raisonnement, le socialisme devrait se réaliser d'abord en Chine, en Perse, en Turquie, pays très peu capitalistes où le prolétariat n'existe presque pas. Toute la doctrine de Marx serait fausse.

Raisonner ainsi, c'est prendre le *commencement* pour la *fin* qui, seule, donne à la révolution tout son caractère. La Révolution en Russie a éclaté plus tôt à cause du faible développement du capitalisme. Mais la faiblesse du capitalisme dans ce pays arriéré qu'est la Russie, où dominent les artisans et les boutiquiers, où le prolétariat est en minorité, etc., rend précisément peu difficile le passage à l'organisation communiste.

En Angleterre, la Révolution se déclarera plus tard. Mais là, après la victoire, le prolétariat pourra organiser le communisme plus rapidement, car il y forme l'immense majorité et il est habitué au travail en commun. La production y est incomparablement plus centralisée. Donc, en Angleterre, la révolution commencera *plus tard*, mais elle sera plus parfaite qu'en Russie.]

Beaucoup de gens pensent que le *caractère cruel* de la guerre civile est la conséquence de l'« asiatisme » russe, d'une culture arriérée. Les adversaires de la révolution dans l'Europe occidentale, ne cessent de répéter qu'en Russie fleurit le « socialisme asiatique » et que dans les pays civilisés la révolution s'accomplira sans cruautés. C'est du verbiage stupide. Dans un pays capitaliste, la résistance de la bourgeoisie ne peut être que *plus grande*; les intellectuels (techniciens, ingénieurs, officiers) y sont attachés plus fortement au capital et partant plus hostiles au communisme. La guerre civile sera donc, dans ce pays, inévitablement plus violente qu'en Russie. Nous le

voyons déjà en Allemagne. La révolution a prouvé là-bas que la lutte revêt, dans les pays à fort développement capitaliste, des formes encore plus sanglantes.

[Ceux qui se plaignent de la terreur des bolcheviks oublient que la bourgeoisie, pour conserver ses coffres-forts, ne recule devant rien. Voici ce que dit à ce sujet la résolution du Congrès communiste international : « Lorsque la guerre impérialiste commença à se transformer en guerre civile, et que devant les classes dirigeantes les plus criminelles qu'ait connues l'histoire de l'humanité, le danger se dressa tout proche, de l'écrasement de leur domination sanglante, leur férocité se fit encore plus cruelle ».

Les généraux russes, cette incarnation vivante du régime tsariste, ont organisé et organisent encore des fusillades d'ouvriers en masse, avec l'appui direct ou indirect des social-traitres. Pendant la domination, en Russie, des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks, des milliers d'ouvriers et de paysans remplissaient les prisons, et les généraux exterminaient, pour insubordination, des régiments entiers. Aujourd'hui Krasnov et Denikine, avec le concours bienveillant des puissances de l'Entente, ont massacré et pendu des ouvriers par dizaines de mille, ont fusillé « un soldat sur dix », même il ont été jusqu'à laisser trois jours durant à la potence les cadavres des pendus, pour terroriser les vivants. Dans l'Oural et sur la Volga, les bandes blanches tchéco-slovaques coupaient aux prisonniers les pieds et les mains, les noyaient dans la Volga, les enterraient vivants. En Sibérie, les généraux assommaient les communistes par milliers et ont exterminé un nombre considérable d'ouvriers et de paysans.

Les bourgeois allemands et autrichiens et les social-traitres ont montré pleinement leurs instincts de cannibales lorsque, en Ukraine, ils pendirent à des potences de fer transportables les ouvriers et les paysans qu'ils exploitaient auparavant, les communistes, *leurs compatriotes*, qui sont nos camarades autrichiens et allemands.

En Finlande, ce pays de la démocratie bourgeoise, ils ont aidé les bourgeois finnois à fusiller de 13 à 14.000 prolétaires et à en faire mourir par la torture dans les prisons plus de 15.000. A Helsingfors ils chassaient devant eux, comme bou-

cliers contre les mitrailleuses, des femmes et des enfants. Grâce à leur concours, les gardes blancs finnois et leurs auxiliaires suédois réussirent à célébrer de sanglantes orgies aux dépens du prolétariat finnois vaincu. A Tammerfors, on obligea les femmes et les enfants condamnés à mort à creuser leurs propres tombes; à Viborg on extermina des milliers de Russes, hommes, femmes et enfants.

A l'intérieur du pays, les bourgeois et les social-démocrates allemands ont atteint le suprême degré de la fureur réactionnaire dans la répression sanglante du soulèvement communiste ouvrier, dans l'assassinat féroce de Liebknecht et de Rosa Luxembourg, dans le massacre et l'extermination des ouvriers spartakistes. La terreur blanche, en masse et individuelle, c'est le drapeau sous lequel marche la bourgeoisie.

Le même tableau nous est offert dans les autres pays. Dans la Suisse démocratique, tout le monde est prêt au massacre des ouvriers qui oseraient toucher à la loi capitaliste. En Amérique, la prison, le lynchage et le fauteuil électrique pour l'exécution capitale sont les plus hauts symboles de la démocratie et de la liberté. En Hongrie et en Angleterre, en Tchéco-Slovaquie et en Pologne, partout c'est la même chose. Les assassins bourgeois ne reculent devant aucune atrocité. Pour consolider leur domination, ils déchaînent le chauvinisme et organisent de monstrueux pogromes juifs, qui, par leur cruauté, laissent loin derrière eux les pogromes organisés par la police du tsar... Et lorsque la canaille réactionnaire et « socialiste » polonaise a massacré les représentants de la Croix-Rouge russe, ce n'a été qu'une goutte d'eau dans la mer des crimes et des atrocités, commis journellement par le cannibalisme bourgeois aux abois.]

A mesure que la guerre civile se développe, elle revêt de nouvelles formes. Lorsque le prolétariat est opprimé dans tous les pays, cette guerre prend la forme d'*insurrections* contre le pouvoir d'Etat de la bourgeoisie. Mais voici que, dans tel ou tel pays, le prolétariat a vaincu et qu'il a pris le pouvoir politique en mains. Que va-t-il arriver ? Car le prolétariat a à son service le pouvoir de l'Etat, l'armée prolétarienne, tout l'appareil du pouvoir. Le prolétariat lutte alors avec la bourgeoisie qui organise contre lui des complots et des insurrections. Mais

il lutte en même temps, comme Etat, avec les Etats bourgeois. La guerre civile prend là une autre forme, celle d'une vraie guerre de classes, où l'Etat prolétarien lutte contre les Etats bourgeois; ici, les ouvriers ne se soulèvent pas seulement contre la bourgeoisie de leur propre pays, mais l'Etat ouvrier fait une guerre en règle aux Etats impérialistes. Cette guerre est faite non pour piller le bien d'autrui, mais pour la victoire du communisme, pour la dictature de la classe ouvrière.

C'est ce qui est arrivé en réalité. Après la Révolution russe d'octobre, tous les Etats capitalistes: l'Allemagne, la France, l'Amérique, le Japon, etc. se sont jetés, de tous côtés sur le pouvoir des Soviets. Plus la Révolution russe agissait par son exemple sur les ouvriers des autres pays, et plus étroitement se liguaient contre elle *le Capital international*, tâchant d'organiser contre le prolétariat une coalition de brigands capitalistes.

Cette tentative fut faite par les capitalistes, sur l'initiative de Wilson, le chef habile et retors du capital américain, à la soi-disant « conférence de la paix » à Versailles. Ils ont appelé cette association de brigands la « Société des Nations », c'est-à-dire les « Etats Unis des Peuples ». Mais, en réalité, c'est une union non des peuples, mais des capitalistes des différents pays et de leurs gouvernements.

Cette union est une tentative pour créer un trust mondial formidable qui embrasserait toute notre planète, qui exploiterait le monde entier et qui réprimerait partout de la façon la plus féroce, les aspirations de la classe ouvrière et la Révolution. Les allégations, d'après lesquelles cette union aurait pour but l'œuvre de la paix, ne sont qu'une fable vaine. Son vrai but est double: l'exploitation impitoyable de tout le prolétariat mondial, de toutes leurs colonies et de leurs esclaves coloniaux, et l'étranglement de la Révolution mondiale en voie de développement.

[Bien que, pour des raisons qui n'infirment en rien le jugement à porter sur la Société des Nations, l'Amérique se soit jusqu'ici tenue à l'écart de cette institution, c'est elle qui en a eu l'idée. L'Amérique s'est enrichie formidablement pendant la

guerre. Elle est actuellement le créancier de tous les Etats bourgeois de l'Europe. Sa force vient ensuite de ce qu'elle possède des matières premières, du combustible et des céréales. Avec cela, elle peut s'attacher tous les autres brigands.

Il est curieux de noter comment les Etats-Unis dissimulèrent sous toutes sortes de nobles paroles leur politique dirigeante de brigandage. Leur entrée dans la guerre de rapine se fit sous la devise du « salut de l'humanité », etc... Il était avantageux, pour les Etats-Unis, d'avoir une Europe brisée en morceaux, partagée en douzaines d'Etats apparemment « indépendants », mais en réalité dépendant de l'Amérique. Et elle cacha sa poursuite de l'intérêt particulier sous le noble masque « du droit de libre disposition des peuples ». La gendarmerie capitalistes, la garde blanche et la police qui, selon le plan de Wilson serviraient à étouffer partout la Révolution, étaient destinés — oh ! la belle phrase — à punir « la rupture de la paix ». En 1919, tous les impérialistes, tous les adversaires étaient devenus subitement des pacifistes et se mirent à crier que les vrais impérialistes et adversaires de la paix étaient les bolcheviks. L'égorgeement direct des révolutionnaires se cachait ici sous le masque de « l'amour de la paix » et de la « démocratie ».

La Société des Nations s'est déjà révélée comme un gendarme et un bourreau international. Ses délégués ont étouffé la République des Conseils en Hongrie et en Bavière. Ils cherchent continuellement à égorger le prolétariat russe : les troupes anglaises, américaines, japonaises, françaises, etc. collaborent dans le Nord, dans le Midi, dans l'Ouest et dans l'Est de la Russie avec les bourreaux de la classe ouvrière. La Société des Nations lâcha même des esclaves noirs sur les ouvriers russes et hongrois (Odessa, Budapest). A quel degré d'ignominie elle peut atteindre, ces brigands gantés l'ont montré en entretenant une « Ligue d'Assassins », avec à sa tête le général Youdenitch, chef du soi-disant « gouvernement du Nord-Ouest » de la Russie. La Société des Nations excite la Finlande, la Pologne, etc. contre la Russie des Soviets, organisant des complots avec l'aide des consuls des puissances étrangères; ses agents ont fait sauter des ponts, tué des communistes à coups de bombes. Il n'y a pas d'infamie dont ne soit capable la Société des Nations.]

Plus est forte la pression du prolétariat et plus se resserre la clique des capitalistes. Dans le *Manifeste Communiste*, Marx et Engels écrivaient, en 1847 : « Un spectre hante l'Europe, le spectre du communisme. Toutes les puissances de la vieille Europe se sont unies en une Sainte-Alliance pour traquer ce spectre : le pape et le tsar, Metternich et Guizot, les radicaux de France et les policiers d'Allemagne. » Bien des années se sont écoulées depuis. Le spectre du communisme a pris chair et os. Et contre lui, non seulement la vieille Europe part en campagne, mais tout l'univers capitaliste. Cependant, la *Société des Nations sera dans l'incapacité de remplir ses deux tâches : l'organisation en un seul trust de toute l'économie mondiale et l'évergissement de la révolution mondiale*. Même parmi les grandes puissances l'union parfaite n'existe pas. L'Amérique est opposée au Japon, et ces deux puissances continuent leurs armements. Il serait ridicule de penser que l'Allemagne écrasée puisse nourrir des sentiments amicaux à l'égard des pillards « désintéressés » de l'Entente. Il y a donc là aussi une fissure béante. Les petits Etats se font la guerre. Mais ce qui est encore plus important, les insurrections et les guerres commencent dans les colonies : dans l'Inde, en Egypte, en Irlande, etc. Les pays asservis se soulèvent contre leurs oppresseurs européens « civilisés ». A la guerre civile, guerre de classe que mène le prolétariat contre la bourgeoisie impérialiste, s'ajoutent les soulèvements dans les colonies qui aident à miner et à détruire la domination de l'impérialisme mondial. Ainsi, le système de l'impérialisme craque sous la pression du prolétariat qui se lève, par suite des guerres des républiques prolétariennes, des soulèvements et des guerres des nations asservies par l'impérialisme et grâce aussi aux antagonismes et aux discordes entre les grandes puissances capitalistes. Au lieu d'une « paix durable », c'est le chaos complet ; au lieu de l'apaisement du prolétariat mondial, c'est la guerre civile exaspérée. Dans cette guerre civile croissent les forces du prolétariat et diminuent les forces de la bourgeoisie. Au bout, c'est inévitablement la victoire du prolétariat.

Certes, la victoire de la dictature prolétarienne ne sera point conquise sans sacrifices. La guerre civile, comme toute autre guerre, coûte des sacrifices en hommes et en biens matériels. Toute révolution amène de pareilles dépenses. Aussi, dans les premiers temps de la guerre civile, la désagrégation causée par la guerre impérialiste s'aggravera encore davantage. Car les ouvriers, au lieu de travailler ou d'organiser la production, devront rester au front, le fusil à la main, et se défendre contre les propriétaires et les généraux, et la vie des fabriques en souffrira évidemment. Mais cela est inévitable dans toute Révolution. Dans la Révolution bourgeoise française de 1789-1793, lorsque la bourgeoisie renversait les propriétaires fonciers, la guerre civile était accompagnée d'une grande destruction. Mais après la défaite de la propriété féodale, la France se mit à progresser rapidement.

Chacun comprendra que dans une Révolution aussi formidable que la Révolution mondiale du prolétariat, lorsque s'écroule un régime d'oppression édifié durant des siècles, les pertes de la Révolution puissent être particulièrement grandes. La guerre civile prend aujourd'hui des proportions mondiales ; elle en arrive à être, en partie, la guerre des Etats bourgeois contre les Etats prolétariens. Les Etats prolétariens qui se défendent contre les brigands impérialistes, mènent une guerre de classes, guerre véritablement sainte. Mais elle demande des sacrifices de sang. Et plus s'étend la guerre, et plus les sacrifices sont grands et plus le chaos augmente.

Le coût élevé d'une révolution n'est nullement une preuve contre cette révolution. Le régime capitaliste édifié pendant des siècles, a conduit à la monstrueuse tuerie impérialiste dans laquelle a été versée une mer de sang. Quelle guerre civile pourrait être comparée à cette destruction sauvage et à cet anéantissement de tant de richesses accumulées par l'humanité ? Il faut, une fois pour toutes, que l'humanité en finisse avec le capitalisme. Et il vaut bien la peine de tenir bon durant les guerres civiles afin de frayer le chemin au communisme qui

guérira toutes les blessures et donnera un rapide essor au développement des forces productives de la société humaine.

34. Ou la décomposition générale ou le Communisme.

La Révolution en cours est *mondiale*, pour les mêmes raisons qui ont fait de la guerre impérialiste une guerre impérialiste *mondiale*. Tous les principaux pays sont reliés les uns aux autres, constituant des chaînons de l'économie mondiale, presque tous ont été entraînés dans la guerre et liés ensemble par elle, d'une façon ou d'une autre; dans tous les pays la guerre a causé des dévastations terribles, conduit à la famine, à l'asservissement du prolétariat, à la décomposition progressive et à la décadence du capitalisme, à la dissolution de la discipline de la « trique » dans les armées, les fabriques et les usines, et avec la même nécessité implacable, elle conduira à la Révolution communiste du prolétariat.

Une fois commencés, la décomposition du capitalisme et le développement de la Révolution communiste ne peuvent être contenus. Toute tentative pour replacer la société humaine dans l'ancienne voie capitaliste est vouée d'avance à un insuccès complet. La conscience des masses prolétaires a atteint une telle hauteur que ces masses ne peuvent plus, ne veulent plus ni travailler, ni s'entr'égorguer pour les intérêts du capital et les conquêtes coloniales. L'armée de Guillaume ne peut plus aujourd'hui être reconstituée en Allemagne. Mais de même qu'on ne peut plus rétablir la discipline *impérialiste* dans l'armée, en obligeant le soldat prolétaire à se soumettre au joug du général bourgeois ou noble, on ne peut pas plus rétablir la discipline capitaliste du travail et obliger l'ouvrier à travailler pour le capitaliste ou le propriétaire foncier. La nouvelle armée ne peut être créée que par le prolétariat. La nouvelle discipline du travail ne peut être réalisée que par la *classe ouvrière*.

[Il n'y a plus aujourd'hui que deux possibilités : soit une

décadence générale, un chaos complet, une mêlée sanglante, une sauvagerie grandissante, le désordre et l'anarchie — soit le *communisme*. Toutes les tentatives de restauration du capitalisme, dans un pays où les masses ont déjà été une fois *au pouvoir*, le confirment. Ni la bourgeoisie française, ni la bourgeoisie hongroise, ni Koltchak, ni Denikine, ni Skoropadsky n'ont pu organiser la vie économique, n'ont pu établir *leur* ordre sanglant.]

La seule issue pour l'humanité est le communisme. Et puisqu'il ne peut être réalisé que par le prolétariat, il est le seul qui puisse vraiment sauver l'humanité des horreurs du capitalisme, de l'exploitation barbare, de la politique coloniale, des guerres continuelles, de la famine, de la sauvagerie, de la bestialité et de tout ce qu'ont apporté d'horreurs le capital financier et l'impérialisme. C'est ce qui fait la grande importance historique du prolétariat. Il peut essuyer des défaites dans certaines batailles et même dans certains pays, mais sa victoire est inévitable, comme est inévitable la défaite de la bourgeoisie.

[Il ressort clairement de ce qui précède que tous les groupes, toutes les classes et tous les partis qui peuvent restaurer le capitalisme ou s'imaginent que le temps du socialisme n'est pas encore venu, jouent, en réalité, un rôle contre-révolutionnaire, *réactionnaire*, qu'ils le veuillent ou non, qu'ils en aient ou non conscience. Tels sont les partis social-démocrates. (Voir également, à ce sujet, le chapitre suivant.)]

CHAPITRE V

LA DEUXIÈME ET LA TROISIÈME
INTERNATIONALES

35. L'INTERNATIONALISME DU MOUVEMENT OUVRIER EST UNE CONDITION DE VICTOIRE POUR LA RÉVOLUTION COMMUNISTE. —
 36. LA FAILLITE DE LA DEUXIÈME INTERNATIONALE ET SES CAUSES. —
 37. LES MOTS D'ORDRE DE DÉFENSE NATIONALE ET DE PACIFISME. — 38. LES SOCIAL-CHAUVINS. — 39. LE « CENTRE ». —
 40. LA TROISIÈME INTERNATIONALE COMMUNISTE.

35. L'internationalisme du mouvement ouvrier est une condition de victoire pour la révolution communiste.

La Révolution communiste ne peut vaincre que si elle est une Révolution *mondiale*. Si, par exemple, dans un pays quelconque la classe ouvrière s'emparait du pouvoir mais que dans les autres pays le prolétariat soit sincèrement dévoué au capitalisme, ce pays serait finalement étranglé par les grands Etats de rapine. En 1917, 1918 et 1919, toutes les puissances essayèrent d'étrangler la Russie des Soviets; en 1919, elles ont étranglé la Hongrie des Soviets. Mais elles n'ont pu étouffer la Russie des Soviets parce que la situation *intérieure* des grandes puissances était telle qu'elles pouvaient craindre d'être renversées elles-mêmes par la pression de leurs propres ouvriers qui réclamaient le retrait des troupes de Russie. L'existence de la dictature prolétarienne dans un seul pays est con-

tinuellement menacée si elle ne trouve pas d'appui chez les ouvriers des autres pays. En outre, dans ce pays, l'organisation économique est très difficile, car ce pays ne reçoit rien ou presque rien de l'étranger : il est *bloqué* de tous côtés.

Mais si, pour le triomphe du communisme, la victoire de la révolution *mondiale* et l'*appui réciproque* des ouvriers entre eux sont nécessaires, cela signifie que la condition indispensable de la victoire est dans la *solidarité internationale* de la classe ouvrière. De même que les ouvriers, dans aucun pays, ne peuvent être victorieux dans une grève que si les ouvriers des différentes fabriques se soutiennent les uns les autres, créent une organisation commune et mènent une lutte commune contre tous les fabricants, il en est de même pour les ouvriers qui vivent dans les différents pays bourgeois. Ils ne pourront vaincre que s'ils marchent ensemble, en rangs serrés, s'ils ne se querellent pas entre eux, mais au contraire, s'ils s'unissent dans les différents pays, s'ils se sentent une seule classe avec les mêmes intérêts. Seule, une confiance mutuelle, parfaite, une union fraternelle, l'unité d'action révolutionnaire contre le capital mondial assureront la victoire de la classe ouvrière. Le mouvement communiste ouvrier ne saurait vaincre que comme mouvement communiste *international*.

[La nécessité de la lutte internationale du prolétariat a été reconnue depuis longtemps. A la veille de la Révolution de 1848 existait déjà une organisation secrète internationale appelée la *Ligue des Communistes*. A sa tête se trouvaient Marx et Engels. Au Congrès de cette Ligue, à Londres, ils avaient reçu mandat de composer un *Manifeste* au nom de la Ligue. Ainsi est né le *Manifeste du Parti communiste*, dans lequel ces grands champions du prolétariat ont exposé pour la première fois la doctrine communiste.

En 1864, a pris naissance, sous la direction de Marx, l'*Association internationale des Travailleurs*, la *première Internationale*. La première Internationale comprenait beaucoup de chefs du mouvement ouvrier de différents pays, mais il y avait peu d'unité dans ses rangs. De plus, elle ne s'appuyait pas sur de larges masses ouvrières, mais ressemblait plutôt à un grou-

pement international pour la propagande révolutionnaire. En 1871, les membres de l'Internationale prirent part au soulèvement des ouvriers parisiens (la Commune de Paris), ce qui entraîna partout la persécution des groupes de l'Internationale. En 1874, elle s'est dissoute, affaiblie en particulier par la lutte intérieure entre les partisans de Marx et de l'anarchiste Bakounine. Après la désagrégation de la première Internationale, les partis socialistes commencèrent à naître dans divers pays, au fur et à mesure du développement de l'industrie. Le besoin d'un appui réciproque se fit bientôt sentir, et en 1889 fut convoqué un congrès socialiste international, composé de représentants des partis socialistes de différents pays. La *Deuxième Internationale* fut fondée, mais elle devait s'écrouler à la déclaration de la guerre mondiale. Les raisons en seront expliquées plus loin.

Dès le *Manifeste Communiste*, Marx avait proclamé le mot d'ordre : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » Voilà ce qu'écrivait Marx à ce sujet à la fin du Manifeste : « Les communistes ne s'abaissent pas à dissimuler leurs opinions et leurs projets. Ils proclament ouvertement que leurs buts ne peuvent être atteints que par le renversement violent de tout l'ordre social traditionnel. Que les classes dirigeantes tremblent à l'idée d'une révolution communiste ! Les prolétaires n'ont rien à y perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à y gagner. Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »]

La solidarité internationale du prolétariat n'est donc pour les ouvriers ni un jouet ni une belle phrase, mais une nécessité vitale sans laquelle la cause de la classe ouvrière serait vouée à sa perte.

36. La faillite de la deuxième Internationale et ses causes.

Lorsqu'en août 1914 éclata la grande guerre mondiale, les partis social-démocrates de tous les pays se placèrent aux côtés de leurs gouvernements, et soutinrent eux-mêmes la tuerie sanglante. Seul, le prolétariat de Russie, de Serbie et,

plus tard, d'Italie, déclara la guerre à la guerre et invita les ouvriers à se soulever. Le même jour, les députés social-démocrates de France et d'Allemagne votèrent dans leurs Parlements les crédits de guerre à leurs gouvernements. Au lieu de provoquer un soulèvement général contre la bourgeoisie criminelle, les partis socialistes se dispersèrent et chacun se rangea sous le drapeau de son « propre » gouvernement bourgeois. La guerre reçut ainsi l'appui direct des partis socialistes dont les chefs abandonnèrent et trahirent le socialisme. La deuxième Internationale y a trouvé une mort sans gloire.

[Chose curieuse, quelques jours seulement avant la trahison, la presse des partis socialistes et leurs chefs avaient stigmatisé la guerre. Ainsi, par exemple, G. Hervé, un traître au socialisme français, écrivait dans son journal la *Guerre Sociale* (à qui plus tard il donna le titre de *La Victoire*) : « Se battre pour sauver le prestige du tsar !... Quelle joie que de mourir pour une cause aussi noble ! » Trois jours avant la guerre, le Parti socialiste français publiait un manifeste contre la guerre et les syndicalistes français proclamaient dans leur journal : « Ouvriers, si vous n'êtes pas des lâches... protestez ! » La social-démocratie allemande organisait d'énormes meetings de protestation. Tous avaient encore en mémoire la décision du Congrès international de Stuttgart, disant qu'en cas de guerre, il fallait se saisir de tous les moyens pour « agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute du capitalisme. » Mais dès le lendemain, les mêmes partis et leurs chefs affirmaient la nécessité de « sauver la patrie » (c'est-à-dire l'Etat de rapine de leur propre bourgeoisie), et l'*Arbeiter Zeitung* de Vienne déclarait qu'il fallait défendre « l'humanité allemande (!) »]

Pour comprendre les raisons de la faillite et de la fin sans gloire de la II^e Internationale, il faut se faire une idée nette des conditions du développement du mouvement ouvrier avant la guerre. Avant cette collision, le capitalisme des pays européens et des Etats-Unis se développait aux frais des colonies. C'est là que se manifestait principalement le côté répugnant et sanglant du capitalisme. Grâce à une exploitation barbare

des peuples coloniaux, par le pillage, la tromperie, la violence, on leur arrachait des richesses dont profitaient abondamment les requins du capital financier européen et américain. Plus un trust d'Etat capitaliste quelconque se sentait fort et puissant sur le marché *mondial*, plus grand était le profit qu'il tirait de l'exploitation des colonies. Avec cette *plus-value*, il pouvait payer à ses esclaves salariés un peu plus que le salaire ordinaire. Certes, pas à tous, mais au moins aux ouvriers *instruits*. Ces couches de la classe ouvrière furent ainsi *corrompues* par le capital. Elles raisonnèrent ainsi : « Si « notre » industrie possède des débouchés dans les colonies africaines, c'est bien, elle ne s'en développera que mieux ; les profits de nos patrons augmenteront et nous en tirerons également quelque chose. » C'est ainsi que le Capital enchaîne ses esclaves salariés à son propre Etat.

[Ce fait a été noté déjà par les fondateurs du Communisme scientifique. F. Engels écrivait en 1882 à Kautsky : « Vous me demandez ce que les ouvriers anglais pensent de la politique coloniale ? Exactement ce qu'ils pensent de la politique en général. Il n'existe ici aucun parti ouvrier ; il n'y a que les conservateurs et les radicaux libéraux, et les ouvriers ne font que prendre part avec zèle à la jouissance des biens qu'apporte avec lui le monopole anglais sur le marché mondial et dans les colonies. »

Sur ce terrain s'est développé un servilisme particulier, l'attachement de l'ouvrier à sa bourgeoisie, son obséquiosité devant elle. Le même Engels écrivait en 1889 : « Ce qu'il y a de plus écœurant ici (en Angleterre), c'est la respectabilité bourgeoise que les ouvriers ont dans la chair et dans le sang. Le respect inné envers les *betters* et *superiors* s'est enraciné depuis si longtemps et si solidement, que messieurs les bourgeois prennent encore assez facilement les ouvriers dans leurs filets. Je ne suis, par exemple, nullement convaincu que John Burns (un des chefs ouvriers d'alors) ne soit pas plus fier de sa popularité auprès du cardinal Manning, du lord-maire, et, en général de la bourgeoisie, que de sa popularité au sein de sa propre classe. »]

Les masses ouvrières n'avaient pas l'habitude et elles n'avaient point non plus l'occasion de mener la lutte sur un plan international. L'activité de leurs organisations était bornée, dans la plupart des cas, à l'intérieur de l'Etat de leur *propre* bourgeoisie. Et cette « propre » bourgeoisie *intéressait* à sa politique coloniale une partie de la classe ouvrière, en particulier les ouvriers qualifiés. Au même hameçon mordaient aussi les chefs des organisations ouvrières, la bureaucratie ouvrière, les représentants du Parlement qui avaient des places plus ou moins lucratives et qui étaient habitués à une activité *paisible, tranquille, légale*. Car, nous avons déjà dit que le côté sanglant du capitalisme n'apparaissait dans toute sa crudité qu'aux colonies surtout. Dans l'Europe même et en Amérique, l'industrie se développait rapidement et la lutte même de la classe ouvrière prenait des formes plus ou moins pacifiques. Il n'y avait pas eu de grandes révolutions (sauf en Russie) depuis 1871, et pour la majorité des pays depuis 1848. Tout le monde s'habitua à cette idée que le capitalisme se développerait dans l'avenir de la même façon pacifique, et quand on parlait de la guerre qui venait on n'y ajoutait pas grande foi. Une partie des ouvriers — et, parmi eux, les chefs ouvriers — se pénétraient toujours davantage de cette idée que la classe ouvrière était également intéressée à la politique coloniale et qu'elle devait, *en commun avec sa bourgeoisie*, veiller à la prospérité de cette « cause nationale ». Aussi les masses petites-bourgeoises commencent-elles à affluer dans la social-démocratie. Rien d'étonnant que, au moment décisif, l'attachement à l'Etat des brigands impérialistes l'ait emporté sur la solidarité internationale de la classe ouvrière.

Ainsi, la cause principale de la chute de la II^e Internationale a été que la politique coloniale et l'établissement de véritables monopoles par les plus grands trusts d'Etat capitalistes ont *enchaîné* les ouvriers et surtout les « dirigeants » de la classe ouvrière à l'Etat impérialiste de la bourgeoisie.

[Dans l'histoire du mouvement ouvrier, il y eut jadis aussi

des cas où l'ouvrier marcha avec ses oppresseurs, par exemple, lorsqu'il se trouvait encore à la même table que le patron. Il considérait alors la fabrique de son patron comme la sienne; le patron n'était pas pour lui un ennemi, mais « l'homme qui lui procurait du travail ». Ce n'est qu'avec le temps que les ouvriers des différentes fabriques commencèrent à s'unir contre *tous* les patrons. Lorsque les grands pays se sont transformés eux-mêmes en « trusts nationaux capitalistes », les ouvriers leur montrèrent le même attachement qu'auparavant à leurs patrons particuliers.

La guerre seule leur a appris qu'il ne fallait pas être du côté de son propre Etat *bourgeois*, mais qu'il fallait renverser, tous ensemble, ces Etats *bourgeois* et marcher vers la dictature du prolétariat.]

37. Les mots d'ordre de défense nationale et de pacifisme.

La trahison de la cause ouvrière et de la lutte commune de la classe ouvrière furent justifiées par les chefs des partis socialistes et de la II^e Internationale au nom de la « défense nationale ».

Nous avons déjà vu que, dans une guerre impérialiste, aucune des grandes puissances ne se défend, mais que toutes *attaquent*. Le mot d'ordre de la défense nationale de la patrie bourgeoisie n'était donc qu'une simple duperie sous laquelle les chefs cherchaient à dissimuler leur trahison.

Mais il nous faut examiner de plus près cette question.

Qu'est-ce, au fond, que la patrie? Qu'est-ce qu'on entend par ce mot? Les hommes qui parlent la même langue? la « Nation »? Pas du tout. Car, prenons par exemple la Russie tsariste. Lorsque la bourgeoisie russe réclamait à grands cris la défense de la patrie, elle n'entendait pas le pays habité par une seule nationalité, disons les Grands-Russiens; non, car il s'agissait de différents peuples habitant la Russie. De quoi s'agissait-il donc, en réalité? De rien autre que *du pouvoir*

d'Etat de la bourgeoisie russe et des propriétaires fonciers. On appelait à le « défendre » les ouvriers russes (en réalité, pas à le *défendre*, mais à élargir ses frontières jusqu'à Constantinople et Cracovie). Lorsque la bourgeoisie allemande clamait la nécessité de la défense du *Vaterland*, de quoi s'agissait-il? Encore une fois du pouvoir de la bourgeoisie allemande, *de l'élargissement des frontières de l'Etat impérialiste des Hohenzollern*.

Et c'est ici qu'il faut nous rendre compte si, sous la domination *capitaliste*, la classe ouvrière possède bien une patrie quelconque. Marx, dans le *Manifeste du Parti Communiste*, a répondu : « *Les prolétaires n'ont pas de patrie.* » Pourquoi? Mais tout simplement parce que, sous la domination capitaliste ils n'ont aucun *pouvoir*, parce que, sous le capitalisme, toute la puissance se trouve entre les mains de la bourgeoisie; parce que, sous le capitalisme, l'Etat n'est qu'un instrument pour *l'oppression et la répression* de la classe ouvrière.

Le devoir du prolétariat est *de détruire* l'Etat de la bourgeoisie, et nullement de le défendre. Le prolétariat n'aura une patrie que lorsqu'il aura *conquis le pouvoir* de l'Etat et sera devenu maître du pays. C'est alors, mais alors seulement, qu'il aura une patrie et sera tenu de la défendre. Car alors, c'est son *propre pouvoir* et sa *propre* cause qu'il défendra et non le pouvoir de ses ennemis et non la politique de brigandage de ses oppresseurs.

[La bourgeoisie comprend très bien cela. En voici, par exemple, quelques preuves. Lorsque le prolétariat eut conquis le pouvoir en Russie, la bourgeoisie russe engagea la lutte contre la Russie par tous les moyens, en concluant des alliances avec n'importe qui : avec les Allemands, les Japonais, les Américains, les Anglais, et s'il l'eût fallu, avec le diable et sa grand'mère. Pourquoi? Parce qu'elle avait perdu en Russie le *pouvoir*, sa patrie de brigandage, de pillage, d'exploitation bourgeoise. Ainsi elle est prête à faire disparaître la Russie prolétarienne, c'est-à-dire le pouvoir des Soviets, à n'importe

quel moment. Ce fut la même chose en Hongrie. La bourgeoisie appela à la « défense » de la patrie hongroise tant que le pouvoir fut entre ses mains; mais ensuite elle fit bien vite alliance avec les Roumains, les Tchéco-Slovaques, les Autrichiens et elle étouffa, *avec leur aide*, la Hongrie prolétarienne. Cela veut dire que la bourgeoisie comprend très bien de quoi il s'agit. Elle invite sous la belle formule de la patrie tous les citoyens à fortifier *son* propre pouvoir bourgeois et condamne pour haute trahison ceux qui n'y consentent pas. Mais, en revanche, elle ne recule devant rien pour faire sauter la patrie prolétarienne.

Il faut que le prolétariat apprenne de la bourgeoisie à faire sauter la patrie bourgeoise, et non à la défendre ou à l'élargir; *mais sa propre patrie*, il faut qu'il la défende de toutes ses forces, jusqu'à la dernière goutte de son sang.]

Nos adversaires peuvent objecter à tout cela: Vous reconnaissez donc que la politique coloniale et l'impérialisme ont aidé le développement de l'industrie des grandes puissances, que grâce à cela de la table des maîtres sont tombées quelques miettes pour la classe ouvrière! Donc, il faut quand même défendre son patron et l'aider dans sa concurrence! »

Pas du tout. Supposons deux fabricants: Schultz et Petrov. Ils se chamaillent sur le marché. Schultz dit à ses ouvriers: « Amis, défendez-moi de toutes vos forces. Faites du tort tant que vous pourrez à la fabrique de Pétrou, à lui-même, à ses ouvriers, etc. Alors, ma fabrique à moi marchera, j'en finirai avec Petrov, les affaires seront prospères. Et moi, je vous donnerai un demi-rouble de plus. » Petrov dit la même chose à ses ouvriers. Supposons que Schultz soit vainqueur. Alors, dans les premiers temps, il donnera peut-être un demi-rouble de plus, mais par la suite il reprendra le tout. Et si les ouvriers de Schultz veulent faire grève et demandent l'aide des anciens ouvriers de Petrov, ces derniers répliqueront: « Comment, vous nous avez fait du mal et maintenant vous venez à nous! Allez-vous-en! » Il ne pourra pas y avoir de grève *commune*. Quand les ouvriers sont divisés, le

capitaliste est fort. Une fois qu'il a vaincu son concurrent, il se retourne contre les ouvriers divisés. Les ouvriers de Schultz avaient bien gagné pour *un moment* un demi-rouble de plus, mais par la suite, ils ont perdu *le tout*. L'Etat bourgeois est une association de patrons. Quand une telle association veut s'engraisser aux dépens des autres, elle peut, par de l'argent, acheter l'assentiment des ouvriers. La faillite de la II^e Internationale et la trahison du socialisme par les chefs du mouvement ouvrier furent possibles parce que les chefs acceptèrent de « défendre » et d'augmenter les *miettes* qui tombaient pour eux de la table des maîtres. Mais au cours de la guerre, lorsque les ouvriers, grâce à cette trahison, se trouvèrent *divisés*, le capital, dans tous les pays, s'abattit sur eux avec un poids formidable. Les ouvriers virent qu'ils s'étaient trompés, que les chefs des partis socialistes les avaient *vendus pour un denier*. C'est de là que commence la *régénération du socialisme*. Les protestations sortirent d'abord des rangs des ouvriers mal payés, non qualifiés. La couche de l'aristocratie ouvrière (par exemple, les imprimeurs dans tous les pays) et les anciens chefs continuèrent longtemps encore leur trahison.

En dehors du mot d'ordre de la défense de la patrie (bourgeoise), un bon moyen de tromper et de duper les masses ouvrières fut ce qu'on appelle *le pacifisme*. Qu'est-ce donc? C'est l'opinion gratuite que déjà dans les *limites du capitalisme*, sans révolution aucune, sans soulèvement du prolétariat, etc., une paix perpétuelle s'établira sur la terre. Il suffit d'organiser l'arbitrage entre les différentes puissances, de supprimer la diplomatie secrète, d'introduire le désarmement ou la réduction des armements pour commencer, etc., et tout ira bien.

L'erreur fondamentale du pacifisme consiste à croire que la bourgeoisie consentira à des réformes, comme par exemple le désarmement. En dépit des vœux du pacifisme, la bourgeoisie continuera toujours à s'armer, et si *le prolétariat* désarme ou ne s'arme pas, il se laissera *écraser*, tout simplement.

C'est en cela que consiste la duperie du prolétariat, par les belles phrases pacifistes. *Leur but est de détourner la classe ouvrière de la lutte armée pour le communisme.*

[Le meilleur exemple de la fausseté du pacifisme est offert par la politique de Wilson avec ses quatorze points, qui, sous le masque de nobles intentions, en particulier de la Société des Nations, veut organiser le pillage mondial et la guerre contre le prolétariat. Jusqu'à quelle infamie peuvent atteindre les pacifistes, on le voit par les exemples suivants: L'ancien président des Etats-Unis Taft est un des fondateurs de la Ligue américaine de la Paix, en même temps qu'un impérialiste forcené; le fabricant connu d'automobiles américain Ford a organisé des expéditions entières à travers l'Europe pour y claironner son pacifisme; mais en même temps, il encaissait des centaines de millions de dollars de bénéfices de guerre, car toutes ses entreprises travaillaient pour la guerre. Un des pacifistes les plus autorisés, A. Fried, dans son *Manuel du Pacifisme* (tome II, page 149), voit la fraternité des peuples, entre autres choses, dans la campagne commune des impérialistes contre la Chine, en 1900. Voici ce qu'il écrit à ce sujet: « L'entreprise chinoise a démontré l'influence des idées de paix sur les événements contemporains (1). Elle a démontré la possibilité d'une association internationale des armées. Les armées alliées se présentent comme une force mondiale sous le commandement d'un seul généralissime européen. Nous, amis de la paix, nous voyons dans ce généralissime mondial (c'était le comte Waldersee, nommé par Guillaume II) le précurseur de cet homme d'Etat mondial qui sera capable de réaliser notre idéal par des moyens pacifiques. »

Un *brigandage en commun* manifeste est considéré ici comme un exemple de « la fraternité des peuples ». Il en est de même lorsqu'on sert une « *Association de brigands capitalistes* » à la sauce « Société des Nations ».]

38. Les Social-Chauvins.

Les formules trompeuses dont la bourgeoisie, tous les jours, inondait les masses par toute sa presse (journaux, périodiques, tracts, etc.), sont devenues les formules des traîtres du socialisme.

Les anciens partis socialistes se sont divisés dans presque tous les pays en trois courants: les traîtres avoués et cyniques, les *social-chauvins*; les traîtres dissimulés et hésitants, c'est ce qu'on appelle le *centre*; et enfin ceux qui sont restés fidèles au socialisme. Autour de ces éléments fidèles se sont organisés plus tard les partis *communistes*.

Les *social-chauvins* sont ceux qui prêchent la haine de l'humanité sous le drapeau du socialisme, l'appui donné aux Etats de brigands bourgeois sous la formule trompeuse de la défense nationale. On trouve parmi eux les chefs de presque tous les anciens partis socialistes: En Allemagne: Scheidemann, Noske, Ebert, David, Heine, etc.; en Angleterre: Henderson; en Amérique: Samuel Gompers (le chef de la Fédération du Travail); en France: Renaudel, Albert Thomas, Jules Guesde et les chefs du Syndicalisme, comme Jouhaux; en Russie: Plekhanov, Potressov; les socialistes-révolutionnaires de droite: Katherine Brechkovsky, Kerensky, Tchernov; les mencheviks de droite: Lieber, Rosanov; en Autriche: Renner, Seitz, Victor Adler; en Hongrie: Garami, Buchinger, etc.

Tous, ils ont été pour la défense de la patrie bourgeoise. Quelques-uns adhèrent même *ouvertement* à la politique de rapine, et furent pour les annexions et les dommages de guerre, pour le pillage des colonies (on les appelle ordinairement: social-impérialistes). Pendant toute la guerre, ils soutinrent cette politique, non seulement par le vote des crédits, mais aussi par leur propagande. Le Manifeste de Plekhanov a été affiché en Russie par le ministre du tsar Khvostov. Le général Kornilov avait pris Plekhanov comme ministre dans son cabinet. Kerensky (socialiste-révolutionnaire) et Tseretelli (menchevik) cachèrent au peuple les traités secrets du tsar; ils écrasèrent le prolétariat de Pétersbourg pendant les journées de juillet; les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks de droite firent partie du gouvernement de Koltchak; Rosanov était un espion de Youdenitch. Bref, ils étaient, avec toute la bourgeoisie, partisans de prêter appui à la patrie pillarde bourgeoise et de renverser la patrie prolétarienne des

Soviets. Les social-chauvins *français* ont fait partie d'un ministère de brigands (Guesde, Sembat, Thomas). Ils soutinrent tous les projets de brigandage des alliés, furent pour l'étranglement de la Révolution Russe et l'envoi de troupes contre les ouvriers russes. Les social-chauvins *allemands*, encore du temps de Guillaume, ont également fait partie du ministère (Scheidemann), ils ont soutenu Guillaume lorsqu'il assassinait la révolution en Finlande et qu'il pillait l'Ukraine et la Grande-Russie; des membres du parti social-démocrate (Winnig à Riga) ont dirigé les batailles contre les ouvriers russes et lettons; plus tard, ils ont assassiné Liebknecht et Rosa Luxembourg et réprimé de la façon la plus atroce et la plus sanglante les soulèvements des ouvriers communistes à Berlin, Leipzig, Hambourg, Munich, etc. Les social-chauvins *hongrois* ont soutenu en son temps le gouvernement monarchique et trahi ensuite la République des Soviets. Bref, dans tous ces pays, ils se sont montrés de *vrais bourreaux de la classe ouvrière*.

[Lorsque Plekhanov était encore révolutionnaire, il écrivait dans le journal *Iskra*, publié à l'étranger, que le *xx^e* siècle, auquel il est réservé de réaliser le socialisme, serait témoin probablement d'une énorme scission parmi les socialistes et d'une lutte formidable et acharnée entre eux. Comme sous la Révolution française, de 1789 à 1793, le parti révolutionnaire extrême (la *Montagne*) était en guerre avec le parti modéré, devenu ensuite contre-révolutionnaire (la *Gironde*), de même — disait Plekhanov — au *xx^e* siècle, se dresseront probablement les uns contre les autres les anciens camarades, car une partie d'entre eux passera du côté de la bourgeoisie.

Cette prophétie de Plekhanov s'est réalisée entièrement. Seulement il ignorait alors qu'il serait lui-même au nombre des traîtres.]

Les social-chauvins (on les appelle aussi opportunistes) se sont transformés ainsi en *ennemis de classe* déclarés du prolétariat. Pendant la grande Révolution mondiale, ils combattent dans les rangs des *blancs* contre les rouges; ils marchent avec

les généraux, avec la bourgeoisie, les gros propriétaires. Il va de soi qu'il faut mener contre eux une *lutte impitoyable*, aussi résolue que contre la bourgeoisie dont ils sont les agents.

Ce qui reste de la *II^e Internationale* que ses différents partis essayent de ranimer, n'est au fond qu'un des bureaux de la *Société des Nations* que la bourgeoisie utilise dans sa lutte contre le prolétariat.

39. Le Centre.

Un autre groupe des anciens partis socialistes forme ce qu'on appelle le Centre. Ce courant est appelé ainsi parce qu'il hésite entre les communistes d'un côté et les social-chauvins de l'autre. A ce courant appartiennent: en Russie, les mencheviks de gauche, avec Martov à la tête; en Allemagne, les indépendants (parti social-démocrate indépendant), avec Kautsky et Ledebour; en France, le groupe de Jean Longuet; en Amérique, le parti socialiste américain, avec Hillquit; en Angleterre, une fraction du parti socialiste britannique et du parti travailliste indépendant, etc.

Au commencement de la guerre, ces gens se sont prononcés, avec tous les social-traîtres, pour la défense nationale et contre la révolution. Kautsky écrivait que la chose la plus terrible était l'invasion ennemie et que c'est seulement *après* la guerre qu'on pourrait continuer la lutte contre la bourgeoisie. Pendant la guerre, l'internationalisme, de l'avis de Kautsky, n'avait rien à faire. Après la conclusion de la « paix », Kautsky écrivit que tout étant démoli maintenant, il ne fallait plus penser au socialisme. Ainsi, pendant la guerre on ne doit pas combattre, car il n'y a rien à faire et il faut remettre la lutte jusqu'à la paix, mais la paix revenue, on ne peut lutter non plus, car la guerre a tout épuisé. La théorie de Kautsky est une proclamation d'impuissance absolue qui abrutit le prolétariat. Ce qui est encore pire, c'est que pendant la révolution, Kautsky est parti dans une rage folle contre les bolcheviks. Lui, qui a oublié la doctrine de Marx, il mène maintenant une

campagne contre la dictature prolétarienne, contre la terreur, etc., sans s'apercevoir qu'il ne fait qu'aider ainsi la *terreur blanche de la bourgeoisie*. Ses espoirs personnels sont ceux d'un vulgaire pacifiste : le tribunal d'arbitrage, etc. Et en cela il est d'accord avec n'importe quel pacifiste bourgeois.

La politique du Centre consiste à osciller, à trébucher, impuissante, entre la bourgeoisie et le prolétariat, à désirer concilier l'inconciliable et, dans les moments décisifs, à *trahir* le prolétariat. Pendant la Révolution russe d'Octobre, le Centre russe (Martov et Cie) se plaignait de la violence des bolcheviks. Il s'efforçait de réconcilier tout le monde, en aidant la garde blanche et en affaiblissant l'énergie du prolétariat dans le combat. Le parti menchevik n'a même pas exclu ceux de ses membres qui ont comploté avec les généraux et leur ont servi d'espions. Dans les journées difficiles du prolétariat, ce « Centre » prêchait la grève au nom de la Constituante et contre la dictature du prolétariat; pendant l'avance de Koltchak, certains lançaient, en solidarité complète avec les conspirateurs bourgeois, le mot d'ordre de la cessation de la guerre civile (le menchevik Pleskov). En *Allemagne*, les *indépendants* ont joué le rôle de traîtres pendant le soulèvement des ouvriers à Berlin, quand ils se mirent eux-mêmes à « réconcilier », en plein combat, contribuant ainsi à la défaite; parmi les indépendants il y a beaucoup de partisans d'une action commune avec les partisans de Scheidemann. Mais le plus grave, c'est qu'ils ne préconisent pas le *soulèvement en masses* contre la bourgeoisie et qu'ils endorment le prolétariat avec des espoirs pacifistes. En *France* et en *Angleterre*, le « Centre » condamne la contre-révolution, « proteste » en paroles contre l'étouffement de la révolution, mais manifeste une incapacité absolue pour l'*action des masses*.

Actuellement, le groupe du Centre est tout aussi nuisible que les social-chauvins. Les centristes ou, comme on les appelle encore, les kautskystes, essaient également de ranimer le cadavre de la II^e Internationale et de la « réconcilier » avec les capitalistes. Il est clair que sans une rupture

complète avec eux et sans lutte contre eux, la victoire sur la contre-révolution est impossible.

Les tentatives pour reconstituer la II^e Internationale ont été faites sous le patronage bienveillant de la *Société des Nations*, association de brigands. Car les social-chauvins sont vraiment aujourd'hui le *dernier* appui du régime capitaliste en pleine décomposition. La guerre impérialiste n'a pu faire rage pendant cinq années que grâce à la trahison de classe des partis socialistes. Puis, lorsque vint l'époque révolutionnaire, la bourgeoisie commença à s'appuyer directement sur eux pour étouffer de leurs mains le mouvement du prolétariat. Les anciens partis socialistes sont devenus l'obstacle *principal* dans la lutte de classe pour le renversement du capital. Pendant la guerre, chacun des partis social-traîtres répétait ce que disait sa bourgeoisie. Après la paix de Versailles, lorsque s'est formée la *Société des Nations*, ce qui restait de la II^e Internationale (c'est-à-dire les social-chauvins et le Centre) se mit à répéter les mots d'ordre lancés par la *Société des Nations*. La *Société des Nations* et, avec elle, la II^e Internationale reprochèrent aux bolcheviks la terreur, la violation des principes démocratiques, leur « impérialisme rouge ». Au lieu de mener une *lutte décisive* contre les impérialistes, elle soutient leurs principes.

40. La Troisième Internationale Communiste.

Les social-chauvins et le « Centre », comme nous l'avons déjà vu, lancèrent pendant la guerre le mot d'ordre de la défense nationale (bourgeoise), c'est-à-dire de la défense de l'organisation d'Etat des ennemis du prolétariat.

Ce fut « *l'union sacrée* », c'est-à-dire la soumission complète à l'Etat bourgeois. Défense de faire grève, par exemple, et à plus forte raison de *se soulever* contre la bourgeoisie criminelle. Les social-traîtres raisonnaient ainsi : « Il faut d'abord en finir avec l'ennemi extérieur, après quoi on verra. »

C'est de cette façon que les ouvriers de tous les pays se

vendirent à la bourgeoisie. Mais dès le début de la guerre, des groupes de socialistes honnêtes reconnurent que la « défense nationale » et « l'union sacrée » liaient pieds et poings au prolétariat et que ces formules n'étaient qu'une trahison du prolétariat.

Le parti des bolcheviks, déjà en 1914, déclara que ce n'était pas l'union sacrée avec la bourgeoisie criminelle qui était nécessaire, mais la guerre civile contre elle, c'est-à-dire la révolution. Le devoir du prolétariat était, avant tout, de renverser sa propre bourgeoisie. En Allemagne, s'était créé également un groupe de camarades, avec Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg à leur tête. Il prit le nom de groupe *International* et déclara que la solidarité internationale du prolétariat devait être placée au-dessus de tout. Bientôt après, Karl Liebknecht proclama ouvertement la nécessité de la guerre civile et se mit à appeler la classe ouvrière à l'insurrection armée contre la bourgeoisie. Ainsi prit naissance le parti des bolcheviks allemands, des spartakistes.

En Suède, se forma ce qu'on appelle le *parti socialiste de gauche*; en Norvège, les *gauches* conquièrent tout le parti. Les socialistes italiens se sont tenus très bien tout le temps de la guerre. Ainsi grandirent petit à petit les partis qui voulaient la révolution. Sur ce terrain surgit, en Suisse, leur première tentative d'unification. Aux deux conférences de Zimmerwald et de Kienthal a été créé l'embryon de la *Troisième Internationale*. Mais bientôt on s'aperçut que s'étaient glissés là des gens suspects du *Centre*, qui ne faisaient que freiner le mouvement. A l'intérieur des groupements internationalistes de Zimmerwald prit naissance ce qu'on appelle la *gauche de Zimmerwald*, avec le camarade Lénine à sa tête. La gauche de Zimmerwald insistait sur la nécessité d'une action résolue et critiquait âprement le *Centre* que dirigeait Kautsky.

Depuis la Révolution d'Octobre et l'avènement en Russie du pouvoir des Soviets, la Russie est devenue le foyer principal du mouvement international. Notre parti, pour rompre avec les social-traitres, revint à son ancien et glorieux nom de bataille,

il se nomma: *Parti communiste*. Sous l'influence de la Révolution russe, il se forma des partis communistes dans d'autres pays. La Ligue des Spartakistes changea son nom en celui de *Parti communiste d'Allemagne*; des partis communistes se formèrent également en Hongrie, en Finlande, etc.; plus tard, un parti communiste s'est formé également en France. En Amérique, le *Centre* a exclu du parti socialiste les gauches du parti qui se formèrent, une fois exclues, en parti communiste; en Angleterre, ce parti fut fondé à l'automne de 1919. De ces partis sortit l'*Internationale Communiste*. En mars 1919, à Moscou, dans l'ancien château du tsar, au Kremlin, eut lieu le *premier Congrès international communiste* où fut fondée la *Troisième Internationale Communiste*. A ce Congrès étaient présents les représentants des communistes allemands, russes, autrichiens, hongrois, suédois, norvégiens, finlandais, ainsi que des camarades français, américains et anglais.

Le Congrès a adopté la plate-forme proposée par les communistes allemands et russes. Les débats ont montré que le prolétariat s'est rangé résolument sous le drapeau de la dictature ouvrière, du pouvoir des Soviets et du communisme.

La *Troisième Internationale* a pris le nom d'*Internationale Communiste*, comme jadis la *Ligue des Communistes*, à la tête de laquelle se trouvait Karl Marx. Par tout son travail, la *Troisième Internationale* prouve qu'elle suit les traces de Marx, c'est-à-dire le *chemin révolutionnaire qui mène au renversement violent du régime capitaliste*.

Rien d'étonnant que tout ce qu'il y a de vivant, d'honnête, de révolutionnaire dans le prolétariat international, adhère toujours davantage à la nouvelle Internationale, qui groupe les efforts des pionniers de la classe ouvrière.

[Déjà par son nom, l'*Internationale Communiste* montre qu'elle n'a rien de commun avec les social-traitres. Marx et Engels déjà jugèrent le nom de *Social-démocrate* comme inexact pour le parti du prolétariat révolutionnaire. « Démocrate » veut dire partisan d'une certaine forme d'Etat.

Mais, comme nous l'avons déjà vu, dans la société future, il n'y aura *point d'Etat* du tout. Et dans la période de transition, il faut que règne la *dictature* ouvrière. Les traîtres de la classe ouvrière ne vont pas plus loin que la république bourgeoise. Nous, nous allons vers le communisme.

Dans la préface du *Manifeste Communiste*, Engels écrivait que le nom de socialiste signifiait, de son temps, le mouvement des intellectuels avancés, tandis que le communisme était un mouvement purement ouvrier. La même chose se produit sous nos yeux. Les communistes s'appuient uniquement sur les ouvriers, les social-traîtres sur l'aristocratie ouvrière, sur les intellectuels, sur les cafetiers et les boutiquiers, en général sur la petite bourgeoisie.

Ainsi l'*Internationale Communiste* réalise la doctrine de Marx en la débarrassant des excroissances qui s'y produisirent pendant la période « pacifique » du développement du capitalisme. Ce que le grand penseur du communisme a prédit, il y a de cela soixante-dix ans, se réalise aujourd'hui sous la direction de l'*Internationale Communiste*.]

II^e PARTIE

La Dictature du Proletariat et l'Edification du Communisme

INTRODUCTION

LES CONDITIONS DE L'ÉDIFICATION COMMUNISTE EN RUSSIE

41. SITUATION INTERNATIONALE DE LA RUSSIE. — 42. LA GRANDE INDUSTRIE EN RUSSIE. — 43. TRISTE HÉRITAGE DE LA GUERRE IMPÉRIALISTE. — 44. LA GUERRE CIVILE ET LA LUTTE CONTRE L'IMPÉRIALISME MONDIAL. — 45. CARACTÈRE PETIT-BOURGEOIS DU PAYS; ABSENCE DE TRADITIONS ORGANISATRICES DANS LE PROLÉTARIAT.

41. Situation internationale de la Russie.

La nécessité d'une révolution communiste fut imposée par le fait que la Russie est étroitement liée au système économique mondial. Et lorsqu'on nous pose cette question: « Comment la Russie, ce pays arriéré, pourrait-elle passer au régime communiste? » Notre réponse doit s'appuyer sur la signification internationale de la révolution. La révolution du prolétariat ne peut être actuellement que *mondiale*. C'est dans ce sens qu'elle se développe. L'Europe tout entière passera inévitablement au régime de la dictature du prolétariat et de là au communisme. En conséquence, la Russie ne saurait rester capitaliste lorsque l'Allemagne, la France, l'Angleterre seront passées à la dictature du prolétariat. Il est clair que la Russie sera fatalement *entraînée* vers le socialisme. Son manque de

culture, l'insuffisance de son développement industriel, etc., tout cela sera de peu d'importance lorsque la Russie s'associera avec les pays les plus cultivés dans une République mondiale ou au moins européenne des Soviets. Il est exact que les ruines causées par la guerre et la révolution auront affreusement épuisé l'Europe entière. Mais un prolétariat conscient et puissant saura, en quelques années, rétablir la formidable industrie qui contribuera à son tour à aider la Russie arriérée. La Russie, d'autre part, est un pays extrêmement riche en produits naturels tels que le bois, le charbon, le pétrole, les minerais et le blé. On aura tous ces produits en abondance avec la paix et une bonne organisation. Nous aidons, à notre tour, nos camarades de l'Occident par l'envoi de nos matières premières. Si toute l'Europe passait au pouvoir du prolétariat, son industrie suffirait à tous les besoins. Et puisque la prise du pouvoir par le prolétariat, en Europe, est inévitable, la tâche de la classe ouvrière russe sera de contribuer par tous les moyens à l'établissement du communisme. C'est pour cela (nous l'avons vu dans la première partie) que notre Parti a pour premier devoir de procéder à l'édification *immédiate* du communisme.

42. La grande industrie en Russie.

Notre industrie, d'ailleurs, quoique peu développée, en comparaison de l'agriculture, possédait une organisation capitaliste considérable. Nous avons vu dans la première partie, que les principales branches de la production capitaliste en Russie étaient entre les mains d'entrepreneurs qui occupaient parfois plus de 10.000 ouvriers. A partir de 1907, l'industrie russe s'est rapidement centralisée. Un réseau de syndicats et de trusts s'y est formé. Depuis le début de la guerre, la bourgeoisie fit même quelques essais d'organisation du capitalisme d'Etat. Cela confirme notre opinion que l'industrie peut être organisée et dirigée, quoique non sans difficultés, dans toute la Russie à l'échelle étatique. Il est curieux de constater que les socialistes-

révolutionnaires de droite et les mencheviks qui affirmaient continuellement que le socialisme était absolument impossible en Russie se prononçaient toujours pour l'organisation et le contrôle de l'industrie par l'Etat. Mais selon eux, cette organisation du contrôle de l'industrie n'était nécessaire que lorsque tout le pouvoir appartenait à la bourgeoisie, l'Etat *bourgeois* seul devant « régler et contrôler ». Autrement dit, les mencheviks et les social-révolutionnaires, malgré tout leur chauvinisme, étaient partisans du capitalisme d'Etat à la manière prussienne. Il est clair pourtant qu'admettre le capitalisme d'Etat, c'est en même temps croire possible l'organisation socialiste de la production. En effet, la seule différence, c'est que, dans le premier cas, l'organisation et le contrôle de la production appartiennent à l'Etat bourgeois, tandis que dans le second ils appartiennent à l'Etat prolétarien. Si notre production avait été tellement arriérée que toute question d'organisation eût été superflue, cette production n'aurait pu être organisée non plus sur la base du capitalisme d'Etat. Nous savons bien que l'organisation et la production ne deviennent possibles que quand la centralisation du capital atteint un certain degré. Ce degré de centralisation, le capitalisme russe *l'a atteint*. Et les adversaires même du communisme le reconnaissent lorsqu'ils croient possible l'organisation de l'industrie par l'Etat *bourgeois*. L'industrie russe était arriérée non par suite du manque d'usines importantes, mais parce que *toute l'industrie* n'était qu'une infime partie de la production en comparaison de l'agriculture. De là il ressort que le prolétariat russe doit, malgré toutes les difficultés, organiser l'industrie à *sa manière* et la garder sans faiblesse jusqu'à ce que les camarades d'Occident lui apportent aide et appui. En ce qui concerne l'agriculture, nous devons organiser une série de points d'appui sous forme d'exploitations en communauté, et dès que nous pourrons nous unir à l'industrie occidentale, l'industrie organisée en commun permettra rapidement aux petits producteurs et aux agriculteurs d'entrer dans la grande association fraternelle. Si l'industrie européenne était tout en-

tière organisée par la classe ouvrière, elle pourrait, d'après un plan établi, livrer à la campagne quantité de produits manufacturés. Il n'y aurait pas des centaines de milliers de commerçants et de spéculateurs: ce sont les magasins de l'Etat ouvrier qui répartiraient ces produits dans les campagnes. Les paysans, eux aussi, seraient tenus de livrer leurs produits d'après un plan organisé, et ils s'accoutumeraient ainsi petit à petit à la production en commun. Une puissante industrie contribuerait beaucoup au bien-être de la classe paysanne et cette dernière constaterait *de visu* les bienfaits du nouveau régime.

43. Triste héritage de la guerre impérialiste.

Nous nous rendons bien compte combien tout cela est difficile à atteindre. Il se passera bien des années avant que la société marche dans la nouvelle voie. Essayons d'exposer les raisons des difficultés que nous prévoyons.

Nous sommes obligés d'agir seuls jusqu'à la victoire de la Révolution mondiale et la classe ouvrière qui conquiert le pouvoir en 1917 recueille un triste héritage. La Russie à ce moment n'était plus qu'un pays complètement appauvri et ruiné.

La guerre consumait toutes ses forces. La plupart des usines étaient obligées de travailler pour la guerre et de fabriquer le matériel pour l'œuvre de destruction. En 1915, des 11 milliards et demi du budget national, 6 milliards furent employés aux dépenses de guerre. Déjà au début de la Révolution, on pouvait se rendre compte des effroyables conséquences de la guerre. La production des usines métallurgiques baissa de 40 %, celle des fabriques de textiles de 20 %, de même la production du charbon, de la fonte, du fer, de l'acier, diminuait rapidement. Du 1^{er} mars au 1^{er} août 1917, 568 entreprises furent fermées, et plus de 100.000 prolétaires furent jetés sur le pavé. La dette de l'Empire atteignait un chiffre fantastique et, de jour en jour, la situation du pays s'aggravait.

C'est ainsi que le prolétariat, ayant saisi le pouvoir en

octobre 1917, se trouvait devant une tâche extrêmement difficile: *organiser la production socialiste dans un pays complètement ruiné*. La démobilisation seule nous coûta bien des efforts extraordinaires; c'est à cette époque que nos transports militaires, déjà désorganisés par la guerre, furent presque complètement anéantis et que nos chemins de fer cessèrent presque complètement de marcher. Tout transport devint à peu près impossible. Après la production, le trafic même s'arrêta.

Mais tout cela ne peut servir d'objection contre la Révolution ouvrière. Si la bourgeoisie avait continué à régner, elle aurait poursuivi la guerre impérialiste, elle aurait payé des intérêts énormes aux Français et aux Anglais, et surtout, elle aurait fait supporter toutes les dépenses aux ouvriers et aux paysans. C'est notre appauvrissement et notre épuisement mêmes qui incitèrent le prolétariat à transformer le monde sur des bases nouvelles. C'est avec un esprit d'économie et d'ordre qu'il fallut organiser les ressources qui nous restaient. Il était nécessaire d'imposer à la bourgeoisie le fardeau des dépenses, il fallait absolument tirer d'affaire la classe ouvrière par les seuls moyens à sa disposition. Cette œuvre indispensable fut imposée au prolétariat révolutionnaire dans des conditions extrêmement difficiles: il s'agissait de boire le vin tiré par messieurs les impérialistes.

44. La Guerre civile et la lutte contre l'impérialisme mondial.

Pendant tout ce temps, la bourgeoisie mettait tout en œuvre pour empêcher l'organisation de la production par la classe ouvrière. Après la victoire du prolétariat, elle appliqua le sabotage sur une grande échelle. Tous les anciens hauts fonctionnaires, tous les ingénieurs, les instituteurs, les anciens propriétaires et employés des banques sabotaient le travail par tous les moyens. Les conjurations et les soulèvements de gardes blancs se suivaient sans interruption. La bourgeoisie

russe entra en relations avec l'Entente, avec les Tchéco-Slovaques, avec les Allemands, les Polonais, etc., et tenta d'étrangler le prolétariat russe dans une guerre ininterrompue.

Le prolétariat fut obligé de créer une forte armée afin de se défendre contre les hobereaux et les capitalistes de tous les pays. L'impérialisme mondial en entier s'abattit sur le prolétariat russe. Il va sans dire que cette guerre — véritable guerre d'indépendance — exige de grands sacrifices. Ce qui subsiste de notre industrie doit fournir à l'Armée Rouge tout le nécessaire, des milliers des meilleurs ouvriers organisateurs doivent aller renforcer cette armée. En outre, la bourgeoisie réussit dès le début à se fortifier sur quelques points d'importance économique capitale. Les généraux du Don privèrent la classe ouvrière du charbon du bassin du Donetz. Les Anglais s'emparèrent des puits de pétrole de Bakou; l'Ukraine, riche en céréales, la Sibérie, des régions riveraines de la Volga passèrent à plusieurs reprises aux mains de la contre-révolution. La classe ouvrière eut non seulement à se défendre, armée en mains, contre ses ennemis innombrables, mais aussi à organiser la production presque sans matières premières et sans combustible.

Ces faits expliquent clairement la lenteur de l'organisation de la production par les ouvriers. Il faut que la classe ouvrière abatte d'abord définitivement ses ennemis, sans quoi elle ne pourra point établir l'ordre nouveau.

Dans sa lutte contre les ouvriers, la bourgeoisie a recours à tout ce qui peut nuire économiquement au prolétariat russe. Voilà plusieurs années déjà que la Russie est bloquée de tous côtés, qu'aucune marchandise ne peut y pénétrer de l'étranger. Les Blancs, en se retirant, brûlent et détruisent tout. C'est ainsi que l'amiral Koltchak livra aux flammes des millions de tonnes de blé et brûla une bonne moitié de la flotte de la Volga, etc.. La résistance de la bourgeoisie, fortifiée dans sa lutte acharnée par le secours que lui apporte l'impérialisme mondial, est le second obstacle qui se dresse devant la classe ouvrière.

45. Caractère petit-bourgeois du pays. Absence de traditions organisatrices dans le prolétariat.

Nous avons déjà vu que notre industrie était suffisamment centralisée pour que la question de sa nationalisation et de son organisation sur des bases nouvelles puisse être posée. D'autre part, notre industrie est trop faible en comparaison de toute la production du pays. L'écrasante majorité de la population en Russie est paysanne et non urbaine. D'après le recensement de 1897, on comptait en Russie (y compris la Sibérie, mais excepté la Finlande), 16 millions d'habitants des villes, sur un total de 117 millions. En 1913, d'après les données d'Organovsky, la population se composait de 140 millions d'habitants des campagnes contre 30 millions de citadins, de sorte que ces derniers ne constituaient que 18 % de la population entière. Mais les villes ne sont pas peuplées uniquement de prolétaires d'usines ou d'ateliers, il y a aussi des industriels, des commerçants, des petits-bourgeois et des gens de professions libérales, qui ensemble représentent plusieurs millions. Il est vrai que l'on trouve dans les campagnes d'anciens journaliers, des indigents qui appuient aussi la classe ouvrière. Mais ils ne sont ni aussi conscients, ni aussi organisés.

L'immense majorité de la population russe est composée de tout petits propriétaires. Bien qu'ils gémissent sous le joug des capitalistes, des gros propriétaires fonciers, ils sont si habitués à la propriété privée et à l'exploitation individuelle qu'il est difficile de les faire participer d'un seul coup à l'œuvre commune, à l'organisation de la production commune. Profiter de son prochain, ne s'occuper que de sa propre exploitation, telles sont les habitudes bien enracinées de chaque petit propriétaire, et c'est encore — sans compter les autres — une cause de difficultés pour l'application en Russie du communisme.

Notre faiblesse se reflète aussi dans la classe ouvrière. Elle a généralement l'esprit révolutionnaire et combatif, mais elle englobe dans son sein des éléments rétrogrades, non habitués à l'organisation. Tous les ouvriers ne ressemblent pas à ceux de Pétrograd. Il en est beaucoup d'arriérés et d'inconscients qui n'ont pas l'habitude de travailler pour la cause commune. Il en est aussi qui viennent seulement de quitter la campagne: ils ont encore la mentalité paysanne et sont sujets aux erreurs du milieu qu'ils viennent d'abandonner.

Ces défauts disparaissent à mesure que la classe ouvrière entre en lutte et qu'elle est entraînée au travail. Néanmoins, cette circonstance, elle aussi, rend *plus difficile*, sinon impossible, la réalisation de nos tâches.

CHAPITRE VI

LE POUVOIR SOVIÉTIQUE

46. LE POUVOIR SOVIÉTIQUE SOUS LA FORME DE LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT. — 47. DÉMOCRATIE PROLÉTARIENNE ET DÉMOCRATIE BOURGEOISE. — 48. CARACTÈRE DE CLASSE TEMPORAIRE DE LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT. — 49. POSSIBILITÉ MATÉRIELLE DE LA RÉALISATION DES DROITS DE LA CLASSE OUVRIÈRE. — 50. ÉGALITÉ DES TRAVAILLEURS SANS DISTINCTION DE SEXE, DE RELIGION NI DE RACE. — 51. LE PARLEMENTARISME ET LE RÉGIME SOVIÉTIQUE. — 52. L'ARMÉE ET LE POUVOIR SOVIÉTIQUE. — 53. RÔLE DIRECTEUR DU PROLÉTARIAT. — 54. LA BUREAUCRATIE ET LE POUVOIR SOVIÉTIQUE.

46. Le Pouvoir soviétique sous la forme de la dictature du prolétariat.

Notre Parti, le premier, a exigé et réalisé le pouvoir soviétique. La grande Révolution d'Octobre 1917 eut pour mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux Soviets ». Ce mot d'ordre n'existait pas avant que notre parti l'eût adopté, ce qui ne signifie point que nous l'ayons inventé. Il sortit des besoins mêmes de la classe ouvrière. Déjà au cours de la Révolution de 1905-1906, des organisations ouvrières de classe se formèrent: les conseils de délégués ouvriers. Dans la Révolution de 1917 ces organisations se constituèrent en nombre bien plus considérable : partout surgirent comme des champignons les conseils d'ouvriers, de soldats et plus tard de paysans. Il était clair que ces conseils qui apparaissaient comme des or-

ganes de lutte pour le pouvoir allaient inévitablement devenir *des organes du pouvoir*.

Déjà bien avant la Révolution de 1917, on parlait beaucoup de la *dictature du prolétariat*, mais personne ne savait sous quelle forme elle serait réalisée. La Révolution russe l'a réalisée sous la forme du pouvoir soviétique. Le pouvoir soviétique réalise la dictature du prolétariat qui, organisé en classe dominante dans ses Soviets, brise, à l'aide de la classe paysanne, la résistance de la bourgeoisie et des gros propriétaires.

Bien des gens croyaient auparavant que la dictature du prolétariat pourrait s'exercer sous forme d'une « République démocratique » instituée par une Assemblée Constituante et gouvernée par un Parlement issu de toutes les classes de la nation. Maintenant encore les opportunistes et les réformistes défendent le même point de vue et déclarent que seules l'Assemblée Constituante et la République démocratique peuvent éviter au pays les horreurs de la guerre civile. Mais la réalité se charge de nous prouver le contraire. En Allemagne, par exemple, sortit de la Révolution de novembre 1918 une République démocratique, ce qui n'empêcha point, au cours de 1918 et 1919, des luttes sanglantes où les ouvriers combattirent pour la République des Conseils. Le mot d'ordre du pouvoir des Soviets est devenu celui du prolétariat international qui attache à cette idée celle de la dictature du prolétariat. Non seulement en Russie mais partout où il y a une classe ouvrière la réalité confirme la justesse de nos revendications : « Tout le pouvoir aux Soviets ».

47. Démocratie prolétarienne et Démocratie bourgeoise.

La République démocratique bourgeoise s'appuie sur le suffrage universel et sur la volonté populaire ou nationale « en dehors des classes ». Ses partisans et les partisans de la Constituante nous disent que nous violons la volonté commune de la nation. Nous allons d'abord examiner cette question.

Nous avons déjà indiqué dans la première partie de ce livre que la société actuelle est composée de classes aux *intérêts opposés*. On ne peut pas plus concilier les classes que les loups et les moutons. Les loups dévorent les moutons. Ces derniers sont obligés de se défendre contre les loups. Dans ces conditions est-il possible de déterminer des intérêts communs et par conséquent une *volonté commune* aux loups et aux moutons : toute personne sensée nous dira que c'est une folie. Il n'y a qu'une alternative possible. Ou bien la volonté des loups l'emportera et les moutons esclaves seront dupés et mangés, ou le contraire se produira. Dans ce dernier cas les moutons se défendront et se débarrasseront des fauves. Il n'y a pas de milieu. C'est la *même situation entre les classes de la société*. Une classe lutte contre l'autre : la bourgeoisie contre le prolétariat et ce dernier contre la bourgeoisie. Ils sont à couteaux tirés. Ces deux classes ne peuvent avoir ni volonté ni intérêts communs. Ou la volonté de la bourgeoisie l'emportera et elle s'imposera au prolétariat; ou ce sera ce dernier qui imposera sa volonté à la bourgeoisie. Il est stupide de croire à des intérêts nationaux communs aux classes opposées, au cours d'une guerre civile et d'une révolution, lorsque tout le vieux monde craque de toutes parts. Le prolétariat lutte alors pour transformer le monde sur des bases nouvelles, la bourgeoisie combat pour sauvegarder et même raffermir l'ancien esclavage.

Quelle volonté commune peuvent-elles donc avoir, les classes bourgeoise et prolétarienne ? Toutes ces phrases sur la volonté nationale ne sont évidemment qu'imposture, s'il s'agit de la nation embrassant toutes les classes. Une telle volonté n'existe pas et ne peut pas exister.

Mais ce mensonge est nécessaire à la bourgeoisie pour justifier sa domination. Ne constituant qu'une minorité, elle ne peut dire ouvertement que seul un petit groupe de capitalistes est au pouvoir. Elle a donc recours au mensonge et déclare qu'elle gouverne au nom de toute la nation, de toutes les classes, de tout le peuple, etc..

De quelle façon cette duperie s'accomplit-elle dans la République démocratique ? Grâce à la dépendance, à l'esclavage économique du prolétariat. Même dans les Républiques très démocratiques, toutes les usines et tous les ateliers se trouvent aux mains des capitalistes, et la terre appartient à des propriétaires ruraux ou à d'autres capitalistes. L'ouvrier n'a rien, hors sa force de travail, le paysan rien qu'un petit lopin de terre. Ils sont à jamais contraints de travailler dans les plus dures conditions. D'après la loi écrite ils peuvent beaucoup, mais en réalité ils ne peuvent rien, parce que toutes les richesses, tout le pouvoir du capital se trouvent aux mains de leurs adversaires. C'est ce qu'on appelle la *démocratie bourgeoise*.

[La République bourgeoise existe aux Etats-d'Unis d'Amérique, en Suisse et en France. Mais dans tous ces pays, ce sont les impérialistes les plus ignobles, les rois des trusts et de la haute finance, les pires ennemis de la classe ouvrière qui détiennent le pouvoir. C'est la République allemande, avec son Assemblée Constituante, la plus démocratique du monde, qui fut la meurtrière de Karl Liebknecht.]

Le pouvoir soviétique réalise un type nouveau et bien plus parfait de démocratie, la *démocratie prolétarienne*. Elle est basée surtout sur la transmission aux ouvriers des moyens de production, c'est-à-dire sur l'affaiblissement de la puissance de la bourgeoisie. Dans la démocratie prolétarienne ce sont précisément les *organisations des masses* actuellement opprimées qui deviennent les organes du pouvoir. Des organisations ouvrières et paysannes existent aussi sous le régime capitaliste et par conséquent dans les Républiques démocratiques bourgeoises, mais elles sont bien faibles auprès des organisations capitalistes. Dans la démocratie prolétarienne, les organisations ouvrières et paysannes (soviets, syndicats professionnels, comités d'usines, etc.) forment la base réelle du pouvoir prolétarien. Le premier article de la Constitution de la République des Soviets est ainsi conçu : « La Russie est déclarée

République des Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans. Tout le pouvoir central et local appartient à ces Soviets ».

La démocratie soviétiste, loin d'écarter du pouvoir les organisations ouvrières, fait d'elles des organes du pouvoir. Et comme les soviets et les autres organisations ouvrières et paysannes englobent des millions de travailleurs, le pouvoir soviétique élève pour la première fois vers de nouvelles tâches une quantité innombrable de gens jusqu'alors oubliés et écartés. Des contingents de plus en plus forts d'ouvriers et de paysans sont partout gagnés au travail commun grâce aux Soviets, aux syndicats professionnels, aux comités d'usines, etc.. Dans les plus petites villes de province, dans les campagnes les plus éloignées, bien des gens, jusqu'alors dédaignés, sont appelés à collaborer à la création d'une vie nouvelle, à participer au travail d'administration. C'est ainsi que le pouvoir soviétiste réalise la *plus large autonomie administrative des différentes régions et la participation de masses considérables au travail collectif*.

Il est évident que le but de notre parti est le plus grand développement possible de cette nouvelle démocratie prolétarienne. Nous devons faire notre possible pour que des couches de plus en plus considérables d'ouvriers et de paysans pauvres soient représentées dans les organes du pouvoir des Soviets. Dans une brochure parue avant la Révolution d'Octobre 1917, le camarade Lénine disait, avec juste raison, que notre but était d'enseigner même à une cuisinière à gouverner l'Etat. Ce but est certainement difficile à atteindre et bien des obstacles s'opposent à sa réalisation. La principale difficulté réside dans le degré insuffisant de culture des masses. Les ouvriers éclairés sont relativement peu nombreux. On en trouve surtout parmi les métallurgistes. L'écrasante majorité des ouvriers et des paysans surtout est assez arriérée. Ils n'ont pas l'esprit d'initiative suffisamment développé, et c'est là une des causes pour lesquelles ils ne pourront pas, au début, participer au pouvoir autant que nous le désirons. Il nous faut

systématiquement élever le niveau de la culture populaire pour pouvoir attirer petit à petit tout le monde à l'œuvre commune du gouvernement. C'est là un des buts principaux du parti communiste.

84. Caractère de classe temporaire de la dictature du prolétariat.

La bourgeoisie a toujours dissimulé sa domination de classe sous le masque de « la cause nationale ». Elle ne peut pas reconnaître ouvertement qu'elle impose à tous sa volonté de classe. Elle ne peut pas avouer que l'Etat n'est qu'un groupe de brigands et de parasites. Même lorsque la bourgeoisie lève le drapeau sanglant de la dictature militaire, elle affirme que c'est dans l'intérêt général de la nation. C'est surtout dans les Républiques démocratiques qu'elle trompe le plus habilement le peuple. Dans ces pays la bourgeoisie gouverne et exerce sa dictature en gardant certaines apparences. Tous les trois ou quatre ans, elle accorde aux ouvriers le droit de glisser dans l'urne un bulletin de vote, ce qui ne l'empêche pas de les écarter du pouvoir pendant le reste du temps, mais l'autorise à proclamer que c'est le peuple entier qui gouverne.

Le pouvoir soviétique reconnaît ouvertement son caractère. Il n'a pas à cacher que l'Etat soviétique est la dictature des pauvres. Il le souligne même en se proclamant gouvernement ouvrier et paysan. La constitution de la République des Soviets, établie par le cinquième Congrès des Soviets (1) dit textuellement : « ART. 7. — Le cinquième Congrès panrusse des Soviets des délégués ouvriers, soldats et paysans, estime qu'actuellement, au moment de la lutte décisive du prolétariat contre ses exploiters, il ne peut y avoir de place pour les exploiters dans aucun des organes du pouvoir ». Le pouvoir soviétique, non seulement reconnaît son caractère de classe, mais encore prive les représentants des classes hostiles aux ouvriers

(1) 10 juillet 1918.

et aux paysans de leurs droits civiques et les exclut de tous les organes du pouvoir.

Pourquoi le pouvoir soviétique peut-il et doit-il être aussi franc et aussi sincère ? Parce qu'il est effectivement le pouvoir des travailleurs, c'est-à-dire de la *majorité* de la population. Il n'a pas à se cacher d'être né dans les quartiers ouvriers, bien au contraire : plus il soulignera son origine et son caractère, plus il sera près des masses et plus il sera secondé dans sa lutte contre les exploiters.

Mais une telle situation ne durera pas toujours. Il s'agit surtout de briser la résistance des exploiters. Une fois domptés, ces derniers seront obligés de devenir des travailleurs comme le reste de la population. Il n'y aura plus lieu de sévir contre eux et la dictature du prolétariat disparaîtra peu à peu.

[Tout cela est mentionné dans notre Constitution. On y lit textuellement (Section II, art. 9) :

« Le but principal de la Constitution de la République socialiste fédérative des Soviets de Russie, Constitution établie pour la période de transition actuelle, réside dans l'établissement, sous forme d'un puissant pouvoir soviétique, de la dictature du prolétariat urbain et rural et des paysans les plus pauvres, en vue d'écraser complètement la bourgeoisie, de supprimer l'exploitation de l'homme par l'homme et d'instaurer le socialisme sous le régime duquel il n'y aura ni division en classes ni pouvoir d'Etat. »]

C'est ce programme qui nous dicte notre devoir. Le parti doit systématiquement divulguer le mensonge bourgeois qui consiste à concéder quelques droits aux ouvriers, tout en les maintenant dans une dépendance économique. Le parti a pour devoir de supprimer les exploiters par tous les moyens qui sont à la disposition du prolétariat. Mais en même temps, un de ses devoirs est aussi d'adoucir et d'abolir toutes les mesures actuellement nécessaires au fur et à mesure de la disparition des exploiters et de leurs serviteurs. Lorsque les intellectuels de professions libérales se seront rapprochés de la classe ou-

rière et qu'ils auront cessé de comploter contre cette dernière (et ce n'est qu'une question de temps) le pouvoir soviétique se devra de les accueillir en frères et de leur accorder tous les droits. Mais à l'heure actuelle, quand tout le monde marche en armes contre la République prolétarienne, il serait prématuré d'accorder des droits aux classes toujours hostiles. Il reste de notre devoir d'affirmer sans cesse que ce moment viendra d'autant plus vite que toutes les tentatives des exploités contre le communisme seront plus activement réprimées. Alors l'Etat prolétarien disparaîtra lentement en se transformant en une Société communiste sans classes opposées et par suite sans Etat.

49. Possibilité matérielle de la réalisation des droits de la classe ouvrière.

La démocratie bourgeoise trompe les ouvriers en leur accordant des droits qui sont purement illusoires. Elle prétend que les ouvriers peuvent élire au Parlement qui bon leur semble, qu'ils ont les mêmes droits que leurs patrons (ne sont-ils pas « égaux devant la loi ? »). Ils ont le droit de former librement des associations, de tenir des réunions, de faire paraître des journaux, de publier des livres, etc. de n'importe quelle tendance. La bourgeoisie voit en cela « l'essence de la démocratie », elle déclare que sa démocratie est pour tous : pour tout le peuple, pour tous les citoyens et qu'il n'en est pas ainsi dans la République des Soviets.

Une telle démocratie bourgeoise n'existe en réalité nulle part.

[L'exemple de l'Amérique est caractéristique à ce point de vue. Au cours de la guerre, le Parlement des Etats-Unis adopta les lois suivantes : Défense d'insulter le Président de la République, défense d'insulter les Alliés, défense d'expliquer l'entrée en guerre des Etats-Unis et des Alliés par de vils mobiles d'intérêt matériel, défense de préconiser une paix prématurée, défense de critiquer publiquement la politique du gou-

vernement, défense d'admirer l'Allemagne, défense de prêcher le renversement du régime en vigueur, la suppression de la propriété privée, la lutte des classes, etc.. Des peines de 3 à 20 ans de travaux forcés étaient prévues pour infraction à ces lois. Au cours d'une année seulement, environ 1.500 ouvriers furent arrêtés pour infraction à ces lois. Toute une organisation ouvrière, les Travailleurs Industriels du Monde (I. W. W.) fut dissoute et une partie de ses chefs assassinés. Comme exemple de liberté des grèves, nous pouvons indiquer celle des mines de cuivre de l'Arizona, en été 1917, grève au cours de laquelle des ouvriers furent fusillés, frappés à coups de knout, enduits de goudron, cependant qu'on chassait des familles ouvrières de leurs habitations, les contraignant à partir sans aucun moyen de subsistance. Rappelons encore les grèves des mineurs (mines de charbon du Colorado) où des troupes payées par le banquier Rockefeller fusillèrent et brûlèrent quelques centaines d'ouvriers et d'ouvrières. Le Parlement des Etats-Unis, quoique issu du suffrage universel, exécute tous les ordres des rois des trusts. Presque tous les députés sont achetés par eux. Les rois non couronnés dictent leurs lois : Rockefeller, roi de la banque, du pétrole, du blé, du lait; Morgan, autre roi de la banque et des chemins de fer, Schwab, roi de l'acier; Swift, roi de la viande; Dupont, roi de la poudre, qui gagna au cours de la guerre une fortune inouïe. Pour nous figurer la fortune d'un Rockefeller, il nous suffit de savoir qu'il gagne en une heure 10.000 dollars; qu'un de ses dîners de gala lui revint à 11 millions de dollars. Comment résister à une pareille puissance? Et c'est cette bande des Rockefeller et des Schwab qui détient *tout le pouvoir*, sous le masque de la « démocratie ».]

Même si un tel pouvoir démocratique existait, il ne vaudrait pas un rouge liard, comparé au pouvoir soviétique, car il ne suffit pas à l'ouvrier de posséder *des droits sur le papier*, il lui faut aussi la possibilité de les réaliser. Et c'est précisément ce qui est impossible tant que le capital sera une force dominante, tant que durera le régime dans lequel on laisse aux capitalistes leur droit de propriété sur toutes les richesses. Même si les ouvriers ont sur le papier le droit de réunion, il leur est parfois impossible de trouver un local pour s'y réunir, il suffit que les

cafetiers, à l'instigation des requins du capitalisme ou à cause de leur haine des ouvriers, refusent de louer leurs salles et c'en est fini de ce droit. Autre exemple : les ouvriers veulent faire paraître un journal et ils ont le droit de le faire. Mais pour cela il faut de l'argent, du papier, un local pour la rédaction, une imprimerie, etc... Or, toutes ces choses sont entre les mains des capitalistes qui n'en cèderont rien aux ouvriers. Donc rien à faire, et avec les gros sous des ouvriers on ne peut constituer les capitaux nécessaires. En revanche, la bourgeoisie possède la grande presse aux millions d'exemplaires, et journellement elle peut tromper le peuple qui reste avec son droit.

Voilà essentiellement en quoi consistent toutes les « libertés » ouvrières dans la démocratie bourgeoise. Ces libertés n'existent que sur le papier. Ce sont des libertés de pure forme. Il n'y a pas de liberté là où on ne peut pas la réaliser.

Il en est ainsi dans tous les domaines de la vie. D'après la thèse bourgeoise, les patrons et les ouvriers sont égaux dans le régime capitaliste, grâce à la « liberté des contrats ». Le patron est libre d'engager l'ouvrier, l'ouvrier est libre de s'embaucher. Mais cela encore n'est que sur le papier. En réalité le patron mange à sa faim et il est riche, l'ouvrier est pauvre et affamé, il est obligé d'accepter le travail. Il n'y a pas d'égalité possible entre les riches et les pauvres, malgré toutes les lois écrites. En régime capitaliste, toutes les libertés sont des chiffons de papier.

Dans la République des Soviets, les libertés ouvrières consistent avant tout dans la possibilité de les exercer. On lit textuellement dans notre Constitution :

« ART. 14. — En vue d'assurer aux travailleurs la vraie liberté d'opinion, la République socialiste fédérative des Soviets de Russie met fin à l'état de dépendance de la presse vis-à-vis du capital, remet à la classe ouvrière et aux paysans pauvres toutes les ressources techniques et matérielles nécessaires pour la publication des journaux, brochures, livres et autres productions de presse, et en assure la libre diffusion à travers tout le pays.

« ART. 15. — En vue d'assurer aux travailleurs la vraie liberté de réunion, la R. S. F. S. R., reconnaissant le droit des citoyens de la République soviétique d'organiser librement des réunions, des meetings, des processions, etc., met à la disposition de la classe ouvrière et paysanne tous les locaux qui conviennent aux assemblées populaires, avec aménagement, éclairage et chauffage.

« ART. 16. — En vue d'assurer aux travailleurs la vraie liberté d'association, la R. S. F. S. R., qui a brisé le pouvoir économique et politique des classes possédantes et qui a ainsi écarté tous les obstacles qui, dans la société bourgeoise, ont empêché jusqu'ici les ouvriers et les paysans d'user de la liberté d'organisation et d'action, prête aux ouvriers et aux paysans pauvres tout son concours matériel et autre pour les aider à s'unir et à s'organiser.

« ART. 17. — En vue d'assurer aux travailleurs la possibilité effective de s'instruire, la R. S. F. S. R. se propose pour tâche d'offrir gratuitement aux ouvriers et aux paysans pauvres une instruction complète et universelle. »

C'est en cela que consiste la différence énorme entre les libertés trompeuses de la démocratie *bourgeoise* et les libertés réelles de la démocratie *prolétarienne*.

Le pouvoir soviétique et notre parti ont fait beaucoup dans ce sens. Les palais aristocratiques, les théâtres, les imprimeries, le papier, etc... appartiennent actuellement aux organisations ouvrières et au pouvoir d'Etat ouvrier. Notre but actuel est d'aider aux masses ouvrières et paysannes arriérées à user de leurs droits. D'une part, nous devons suivre continuellement la voie tracée par nous en améliorant les conditions matérielles des libertés ouvrières, c'est-à-dire rechercher d'autres maisons, en construire de nouvelles, installer de nouvelles imprimeries, construire des palais ouvriers, etc.. Nous devons d'autre part éclairer les masses arriérées sur les possibilités déjà existantes et que, dans leur ignorance, elles n'utilisent pas encore.

50. Égalité des travailleurs sans distinction de sexe, de religion ni de race.

La démocratie bourgeoise a proclamé en paroles une série de libertés, mais qui sont toujours restées inaccessibles aux masses opprimées. Entre autres, la bourgeoisie a proclamé souvent l'égalité des personnes sans distinction de sexe, de religion, de race ou de nationalité. Sous le régime démocratique bourgeois, affirme-t-elle, blancs, jaunes et noirs, Européens et Africains, chrétiens, bouddhistes ou israélites sont pratiquement égaux. Mais en fait la bourgeoisie n'a rien réalisé de tout cela. Au contraire, à l'époque de l'impérialisme, l'oppression des races et des peuples s'aggrave terriblement (voir le chapitre suivant). Même à l'égard des *femmes*, la bourgeoisie ne réalise pas non plus l'égalité. La femme est restée un être sans droit et un animal domestique. La femme ouvrière est particulièrement opprimée dans la société capitaliste, ses droits sont encore plus restreints que ceux, pourtant insignifiants, de l'ouvrier-homme. Elle ne possède les droits électoraux que dans deux ou trois Etats, ses droits de succession sont limités, dans la famille elle est toujours subordonnée à son mari. En résumé, en régime capitaliste règnent à peu près les mêmes us et coutumes que chez les sauvages où l'on peut acheter, vendre ou échanger les femmes comme du bétail ou des jouets. « Une poule n'est pas un oiseau, la femme n'est pas une personne », dit un proverbe russe qui apprécie bien la situation de la femme dans ce régime d'esclavage. Cette situation est très désavantageuse pour le prolétariat. Nous avons indiqué dans la première partie de ce volume que les femmes constituent une partie considérable de la classe ouvrière. Il est évident que s'il n'y a pas d'égalité entre les deux moitiés du prolétariat, sa lutte en sera singulièrement affaiblie, l'émancipation du travail et la victoire commune sont impossibles sans l'aide du prolétariat féminin. L'intérêt de l'ouvrier veut que la camaraderie s'établisse entre la partie masculine et la

partie féminine du prolétariat et que cette camaraderie soit fortifiée par l'égalité. Le pouvoir soviétique a appliqué le premier cette égalité dans tous les domaines de la vie : dans le mariage, dans les relations de famille, dans les droits politiques, etc., partout les femmes ont actuellement les mêmes droits que les hommes.

La tâche de notre parti consiste maintenant à faire passer cette égalité dans la pratique. Il s'agit surtout de faire comprendre aux larges masses de travailleurs que l'esclavage de la femme ne peut être que nuisible à eux aussi. Encore à l'heure actuelle, les ouvriers considèrent les femmes comme des êtres inférieurs : dans les villages on rit encore des femmes qui veulent participer aux affaires publiques. Dans la République des Soviètes, la femme travailleuse a le droit, tout comme l'homme, d'élire et d'être élue. Elle peut occuper le poste de commissaire, avoir n'importe quel emploi dans l'armée, dans l'administration et dans la production nationales.

Mais les femmes ouvrières chez nous sont bien plus arriérées que les hommes. On les regarde d'ailleurs de très haut. Un travail énergique s'impose, d'abord pour apprendre aux hommes à considérer les femmes ouvrières comme égales aux travailleurs hommes, ensuite pour éclairer les femmes et les inciter à user des droits qui leur sont accordés, sans embarras ni crainte.

Il faut se souvenir des paroles de Lénine : « Même à une simple *cuisinière*, nous devons enseigner à gouverner l'Etat ».

Nous avons indiqué plus haut que le principal n'est pas d'accorder des droits sur le papier, mais de donner la *possibilité* de les exercer.

Comment l'ouvrière pourrait-elle exercer ses droits s'il faut s'occuper du ménage domestique ?

Il faut que la République des Soviets allège le sort de la femme laborieuse et la libère d'obligations domestiques qui remontent au déluge. L'organisation de maisons communes (où l'on ne se dispute pas), où l'on vit fraternellement, avec des buanderies communes, l'organisation de restaurants popu-

lares, de crèches, de jardins d'enfants, de colonies d'enfants pour l'été, d'écoles où les enfants soient nourris, etc.; tout cela doit décharger la femme et lui donner la faculté de s'occuper de tout ce qui intéresse l'homme.

Il est difficile de créer ces institutions pendant cette période de misère et de famine. Mais le parti doit faire tout son possible pour attirer la femme ouvrière au travail commun.

[Lire le chapitre suivant (1) sur l'égalité des droits des différentes races ou nationalités. Voici les articles de notre Constitution concernant cette question :

« ART. 20. — Au nom de la solidarité des travailleurs de tous les pays, la R. S. F. S. R. accorde tous les droits politiques des citoyens russes aux étrangers qui travaillent sur le territoire de la République et qui appartiennent à la classe ouvrière ou à la classe des paysans ne vivant pas du travail d'autrui; elle reconnaît aux Soviets locaux le droit d'accorder à ces étrangers, sans autres formalités, les droits de citoyen russe.

« ART. 21. — La R. S. F. S. R. accorde le droit d'asile à tous les étrangers persécutés pour des crimes politiques et religieux.

« ART. 22. — La R. S. F. S. R., reconnaissant l'égalité des droits à tous les citoyens, indépendamment de leur race ou de leur nationalité, déclare qu'il est contraire aux lois fondamentales de la République d'instituer ou de tolérer des privilèges ou des prérogatives quelconques fondées sur ces motifs, ainsi que d'opprimer des minorités nationales ou de limiter leurs droits. »

51. Le Parlementarisme et le régime soviétique.

Les démocraties bourgeoises ont à leur tête le Parlement. C'est une institution qui est élue d'une manière ou d'une autre. Dans certains pays, seuls les riches sont électeurs, dans d'au-

(1) Pages 192 et suivantes.

tres une partie des pauvres sont admis à voter; ou bien sont électeurs tous les hommes à partir d'un certain âge et parfois les femmes aussi.

Même dans les pays où le Parlement est élu au suffrage universel, ce sont toujours les représentants de la bourgeoisie qui passent *en majorité*. Après ce que nous avons écrit, il est facile de comprendre pourquoi. Représentons-nous un pays où les ouvriers qui forment la majorité de la population ont le droit de suffrage, songeons également que toutes les richesses se trouvent aux mains des capitalistes, que toute la presse leur appartient, qu'ils disposent des salles de réunion, qu'ils ont à leur service des artistes, des imprimeries, des millions de feuilles, que tous les ministres de tous les cultes prêchent leur cause pendant que leurs autres agents : avocats, journalistes, orateurs, flattent les ouvriers et paraissent défendre leurs idées. Ajoutons-y la puissance financière, la force énorme des syndicats patronaux qui cherchent à corrompre l' élu ouvrier, même honnête, en lui offrant des places avantageuses ou en le flattant dans leurs journaux. Voyons, au contraire, les ouvriers occupés toute la journée à un dur labeur et qui n'ont ni le temps ni les moyens pour se réunir. Et nous comprendrons pourquoi, dans ces parlements démocratiques, la majorité est composée d'agents déclarés ou secrets de la bourgeoisie, du capital financier ou des rois des banques.

Le député, difficile à choisir pour les ouvriers, une fois au Parlement, se rit de ses électeurs. Son poste lui est assuré pour trois ou quatre ans. Le voilà indépendant de ses électeurs, il se vend à droite et à gauche, et la loi s'oppose à ce qu'il soit révoqué.

Telle est la situation du parlementarisme ou régime démocratique bourgeois. C'est tout autre chose dans la République des Soviets. Là, tous les parasites, commerçants et industriels, évêques et propriétaires ruraux, généraux et mercantis, tous sont privés des droits électoraux : ils ne sont pas électeurs et ne peuvent pas être élus. Par contre le vote est facile aux ouvriers et paysans pauvres. De plus les électeurs peuvent

à tout instant *révoquer* leur élu et le remplacer par un autre. Si un député fait mal son devoir, trahit son drapeau, etc., on le révoque. Ce *droit de révocation* n'est appliqué nulle part aussi largement que dans la République des Soviets.

Le Parlement dans les républiques bourgeoises est une institution où l'on ne fait que des discours. Le vrai travail est fait par les ministres, les fonctionnaires, etc. Quant au Parlement, il adopte ou repousse les projets de lois, « contrôle » les ministres par des interpellations et vote pour ou contre la proposition du gouvernement. Le Parlement a, dit-on, le pouvoir législatif. Quant au pouvoir exécutif, il appartient aux ministres. Par conséquent ce n'est pas le Parlement qui traite les affaires du pays, les députés ne font qu'y bavarder. En régime soviétique, il en est tout autrement. L'organe suprême du Gouvernement est le Congrès des Soviets. Notre Constitution déclare à ce sujet : « ART. 24. — Le Congrès panrusse des Soviets est l'autorité suprême de la République socialiste fédérative des Soviets de Russie. » Il doit se réunir au moins deux fois par an. Il examine tout le travail accompli, prend les décisions nécessitées par la situation et ces décisions ont force de lois. Tous les membres du Congrès sont des travailleurs de différentes provinces qui participent à la vie politique de leur région et qui y travaillent continuellement. En tout cas, ce ne sont pas des politiciens de métier, ni de beaux parleurs. Le pouvoir pendant les intervalles qui séparent les Congrès appartient au Comité Exécutif Central élu par le Congrès. Ce Comité adopte les lois et les fait appliquer, il possède en même temps le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif. Il se subdivise en Commissariats du Peuple où travaillent les membres du Comité. C'est ainsi que le Comité Central Exécutif est bien un organe de travail.

Le Comité Central Exécutif, comme toutes les autres institutions soviétiques, s'appuie sur un réseau d'organisations ouvrières : les institutions soviétiques s'appuient sur le Parti communiste, sur les Syndicats, sur les Comités d'usines et sur les Coopératives. Ces organisations embrassent des di-

zaines de millions de travailleurs et qui tous soutiennent le pouvoir soviétique. Grâce à elles les masses ouvrières *participent effectivement au pouvoir*. Le Parti communiste ouvrier, de même que les syndicats, placent des personnes de confiance à tous les postes de direction. C'est ainsi que les meilleurs ouvriers occupent tous les postes de travail et non d'apparat. Rien de pareil dans la soi-disant République démocratique. L'électeur ouvrier met son bulletin dans l'urne et son rôle est terminé. Il a rempli son « devoir de citoyen », lui dit la bourgeoisie, et il n'a plus à s'occuper de rien.

C'est là un des principaux mensonges de la bourgeoisie. Il semble « sur le papier » que les ouvriers participent à la direction politique de leur pays, tandis qu'en réalité ils en sont complètement écartés. Tout est fait par une caste spéciale de fonctionnaires bourgeois, éloignée des masses, comme l'est tout l'appareil gouvernemental et *qui n'a aucun point de contact avec la population : la bureaucratie*.

[Jusqu'au xvi^e ou au xvii^e siècles, les nobles, seuls, étaient fonctionnaires d'Etat. A l'avènement du régime capitaliste apparaît une caste professionnelle de fonctionnaires. Ces temps derniers, les fonctionnaires étaient recrutés surtout dans les professions libérales. Quant aux postes d'importance, c'est la haute bourgeoisie qui les occupe. Même les petits fonctionnaires sont élevés dans l'esprit de dévouement au gouvernement de bandits. Aux plus capables on donne la possibilité de se faire « une carrière », ainsi que des rangs, des décorations, des titres. C'est pourquoi tous ces Messieurs sont, la plupart du temps, imbus d'un profond mépris pour le peuple. Nous allons citer quelques chiffres afin de donner une idée du nombre des fonctionnaires dans différents pays d'Europe. (Nous prenons ces chiffres dans le livre de M. Olchevsky : *La Bureaucratie*). L'Autriche comptait, en 1874, 27.000 fonctionnaires; en 1891, 36.000; et en 1900, 169.000. En France on en comptait 1 million et demi déjà en 1891, c'est-à-dire 4 % de la totalité de la population. En Angleterre il y en avait environ 1 million en 1891 (2,6 %); aux Etats-Unis, en 1890, 750.000, etc.. M. Olchevsky, un écrivain bourgeois

pourtant, reconnaît que les traits caractéristiques de la bureaucratie sont : la routine, le ton hautain, l'esprit de caste, la mesquinerie. Et c'est cette bureaucratie qui gouverne dans tous les pays capitalistes. Encore une fois, l'administration supérieure est composée des représentants de la haute bourgeoisie et de la noblesse rurale, et il ne saurait en être autrement dans la société capitaliste où la classe bourgeoise détient le pouvoir.]

Dans la République des Soviets, les masses non seulement votent (et ce n'est pas des avocats mercenaires qu'elles élisent, mais des *leurs*), mais elles prennent aussi une part directe au *pouvoir* parce que les Soviets et toutes les autres organisations ouvrières sont appelés à y participer.

En ce qui concerne les Soviets, leurs élections sont organisées de façon à rester en liaison avec les masses : ces élections se font non par *localité*, mais par centre de travail (par usine, atelier), ou comme l'on dit : par « unités de production ».

C'est ainsi que le pouvoir soviétique réalise une forme supérieure, bien plus populaire de démocratie : la *démocratie prolétarienne*.

Quelle est ici la tâche du parti? Notre voie est claire : il faut réaliser la démocratie prolétarienne par le *rapprochement* progressif des camarades fonctionnaires (députés, hommes de confiance, etc.) avec les masses, par la *participation effective de masses* de plus en plus nombreuses à l'administration, et enfin par le *contrôle* vigilant des députés par des milliers de citoyens. La *responsabilité* des fonctionnaires et des élus doit être de plus en plus exigée et élargie.

La réalisation de tous ces buts exige un travail considérable. Elle rencontre beaucoup d'obstacles. Il faut les vaincre tous et atteindre l'unité complète et indissoluble de l'appareil gouvernemental et des masses ouvrières et paysannes pauvres. La réalisation du communisme est à ce prix.

52. L'Armée et le Pouvoir soviétique.

La démocratie prolétarienne, comme tout pouvoir d'Etat, possède des forces armées : une *armée* et une *flotte*. En régime de démocratie bourgeoise, l'armée sert à opprimer le prolétariat et à défendre le porte-monnaie des bourgeois. L'armée prolétarienne, l'armée rouge de la République des Soviets sert à défendre les intérêts de la classe du prolétariat dans sa lutte contre la bourgeoisie. C'est pourquoi la situation et les droits politiques de l'armée prolétarienne diffèrent énormément de ceux de l'armée bourgeoise. La bourgeoisie est contrainte de faire croire qu'elle maintient son armée « hors de la politique », mais en réalité elle en fait l'instrument de sa politique criminelle et contre-révolutionnaire sous couleur de défendre « l'intérêt national ». Elle fait tous ses efforts pour *séparer l'armée* du peuple; elle emploie tous les moyens pour priver l'armée de ses droits politiques. Dans la République des Soviets, c'est tout différent. Le prolétariat déclare ouvertement que son armée est un instrument de lutte contre la bourgeoisie. L'Etat contribue par tous les moyens à la fusion de l'*armée et du peuple*. Le prolétariat et l'armée sont réunis dans leurs soviets (qui s'appellent soviets des ouvriers et des soldats rouges); les soldats de l'armée rouge et les ouvriers s'instruisent dans les mêmes écoles, suivent les mêmes cours, participent ensemble aux meetings et aux manifestations. A plusieurs reprises les ouvriers confièrent leurs fanions à l'armée rouge et réciproquement. Le pouvoir soviétique, qui n'est que la grande République des *travailleurs*, ne peut lutter avec succès contre ses ennemis que grâce à l'union réalisée de l'armée rouge avec le prolétariat révolutionnaire.

Plus la classe ouvrière sera solidaire de l'armée et réciproquement, plus notre puissance militaire sera forte. C'est pourquoi notre parti doit soutenir, développer et fortifier cette solidarité. L'expérience a déjà prouvé l'influence produite sur l'ar-

mée par son union avec les organisations prolétariennes. Il suffit de rappeler la résistance contre Koltchak et Dénikine en été et automne 1919. Ces victoires ne furent possibles que grâce à l'appui donné à l'armée par des *camarades* venus du parti et des syndicats. Aussi l'armée rouge prolétarienne est bien réellement la *première armée nationale*, créée par les efforts des travailleurs, organisée par le prolétariat, en liaison étroite avec lui. Elle participe au pouvoir par l'intermédiaire de ses représentants aux Soviets. Elle n'est pas un corps à part, elle est constituée par ces mêmes ouvriers et paysans pauvres marchant sous la direction de la classe ouvrière. A l'arrière, elle remplit les mêmes fonctions que le reste du prolétariat. Un devoir absolu de notre parti est de resserrer encore, si possible, cette solidarité.

53. Rôle directeur du Prolétariat.

C'est le prolétariat qui joue le rôle principal, le rôle de *chef* dans notre Révolution qui est une révolution communiste. Le prolétariat est la classe la plus unie et la mieux organisée. Le prolétariat est la seule classe qui, par ses conditions d'existence sous le régime capitaliste, se soit élevée aux conceptions communistes et ait trouvé le vrai but et la seule voie qui y conduit. C'est ce qui a fait du prolétariat le chef et le pionnier au cours de toute la révolution. La classe paysanne (les paysans moyens et en partie les paysans pauvres) hésitait souvent. Par contre chaque fois que la classe paysanne se dressait contre le prolétariat, elle tombait au pouvoir d'un Koltchak, d'un Dénikine ou de quelque autre hobereau, capitaliste ou général.

C'est ce rôle directeur du prolétariat qui trouva son expression dans la Constitution de la République des Soviets. D'après nos lois le prolétariat a certaines prérogatives politiques. Aux Congrès des Soviets, un nombre déterminé d'ouvriers est

représenté par plus de délégués que le même nombre de paysans.

[Notre Constitution s'exprime ainsi :

« ART. 25. — Le Congrès panrusse des Soviets se compose des représentants des Soviets urbains à raison de 1 député pour 25.000 électeurs, et de représentants des congrès de gouvernement (1), à raison de 1 député pour 125.000 habitants. »

Les Congrès des Soviets locaux et régionaux sont composés de la façon suivante, d'après l'art. 53 de la Constitution :

a) Les *Congrès régionaux* comprennent des représentants des soviets urbains (1 par 5.000 électeurs) et des représentants des congrès d'arrondissement (2) (1 par 25.000 habitants) et ne peuvent compter plus de 500 membres.

b) Les *Congrès de gouvernement* comprennent des représentants des soviets urbains (1 pour 2.000 électeurs) et des représentants des congrès de canton (3) (1 par 10.000 habitants), sans que le nombre total des représentants puisse dépasser 300.

Il est vrai que les délégués des villes sont élus d'après le nombre des électeurs, mais par contre ceux des communes rurales sont élus d'après le chiffre de la population entière, y compris les non-travailleurs, exploités, curés, bourgeoisie rurale, etc. et même les mineurs qui ne possèdent pas les droits électoraux. Par conséquent, les avantages des ouvriers des villes sont moins importants qu'ils ne paraissent de prime abord. Mais ils n'en existent pas moins.]

La Constitution, en confirmant ces prérogatives aux travailleurs urbains, n'a fait que consacrer une situation de fait puisque c'est le prolétariat des villes, conscient et uni, qui conduit les masses des campagnes sans lien et en majeure partie inconscientes.

(1) Le « gouvernement » en Russie équivaut approximativement à un département français.

(2) L'*ouïezd* est une unité territoriale russe qui, toutes proportions gardées, correspond à l'arrondissement français.

(3) Le *volost* est une unité territoriale russe composée d'un certain nombre de villages et correspondant à peu près au canton français.

Notre parti a pour devoir d'expliquer que ces prérogatives n'ont qu'un caractère temporaire. Plus les masses rurales arriérées acquerront de culture, plus l'expérience leur montrera la justesse de vues et la supériorité de tactique du prolétariat, plus elles comprendront que leurs intérêts sont *solidaires* de ceux du prolétariat et contraires à ceux de la bourgeoisie, plus vite disparaîtra cette inégalité.

Notre parti doit profiter des prérogatives du prolétariat urbain en exerçant grâce à lui son influence sur la campagne, en unissant les ouvriers avancés avec les paysans dans le but d'éclairer autant que possible le prolétariat paysan. Ce n'est pas pour que la classe ouvrière se renferme en elle-même et se sépare de la campagne que ces prérogatives lui sont accordées; c'est au contraire pour que cette classe ouvrière, ayant la prépondérance dans les Soviets et dans la direction du pays, puisse contribuer plus efficacement au rapprochement du prolétariat et des cultivateurs pauvres et moyens et aide à les libérer de l'influence nuisible des exploiters, des prêtres et des anciens propriétaires fonciers.

54. La Bureaucratie et le pouvoir soviétique.

Le pouvoir soviétique comme nouveau pouvoir de classe du prolétariat est fondé sur les *ruines* de l'ancien pouvoir bourgeois. Avant d'organiser son *propre* pouvoir, le prolétariat commença par détruire *celui* de ses adversaires. Le pouvoir soviétique s'applique à détruire les restes de l'ancien Etat. Il détruisit l'ancienne police, l'Okhrana, la gendarmerie, le tribunal tsariste avec ses procureurs et ses avocats mercenaires. Il supprima quantité d'anciens bureaux, supprima les ministères bourgeois avec tous leurs fonctionnaires. En agissant ainsi notre but était de remplacer l'ancienne bureaucratie par les masses elles-mêmes, nous voulions faire en sorte que *toute* la population laborieuse s'intéresse à la direction de l'Etat

(en occupant certains emplois à tour de rôle ou pour un laps de temps plus ou moins long). Mais cette œuvre vint se heurter contre une série de grosses difficultés.

Premièrement, *la culture insuffisante des masses, l'ignorance et la timidité des éléments arriérés* dans les villes et surtout dans les campagnes. Il y a relativement peu d'éléments avancés, actifs, débrouillards, courageux et conscients. Ils sont nombreux ceux qui n'osent pas encore se mettre à la besogne, qui ne connaissent pas encore leurs droits et qui ne se sentent pas maîtres du pays. Cela est bien compréhensible. Les masses opprimées et tenues à l'écart depuis des siècles ne peuvent passer brusquement de leur état presque primitif à la direction du pays. Les éléments les plus avancés seuls se mettent en avant. C'est ainsi qu'on voit les ouvriers de Pétrograd occuper des postes de commissaires à l'Armée, d'organisateurs dans l'industrie, de délégués des Comités exécutifs dans les campagnes, de propagandistes, de membres des institutions supérieures des Soviets, etc.. Peu à peu, les masses inaptes encore se transforment. Néanmoins le manque de culture des masses se fait sentir comme un obstacle sérieux.

Deuxièmement : *Le manque d'expérience dans l'œuvre de direction*. Cela concerne même les meilleurs de nos camarades. C'est pour la première fois que la classe ouvrière a pris le pouvoir : elle n'a jamais dirigé l'Etat et n'a jamais appris à le faire. Bien au contraire : le gouvernement tsariste et le gouvernement éphémère de Kerensky ont tout fait pour écarter le prolétariat du pouvoir. L'Etat capitaliste et bourgeois était une organisation pour opprimer la classe ouvrière et non pour l'éduquer. Aussi la classe ouvrière actuellement au pouvoir et qui s'instruit par la pratique commet-elle inévitablement des erreurs. Ces erreurs lui servent de leçons, mais elles restent commises.

Troisièmement : *Les anciens spécialistes bourgeois*. Le prolétariat russe fut obligé de les laisser en service, il les dompta, les obligea à travailler, empêcha leur sabotage. Il arrivera à les transformer définitivement. Actuellement ils apportent encore

au travail leurs anciens procédés et habitudes. Ils regardent de haut les masses, en restent éloignés, ils augmentent démesurément les formalités bureaucratiques, etc., et ce qui est pis : ils contaminent des hommes dévoués à notre cause.

Quatrièmement : le départ de nos meilleures forces à l'armée. Aux moments les plus difficiles de la guerre civile, lorsque la présence dans les rangs de l'armée d'éléments fidèles, honnêtes, dévoués et courageux est particulièrement nécessaire, il faut envoyer à l'armée les meilleurs ouvriers. Nos services de l'intérieur en sont d'autant plus réduits.

Toutes ces circonstances rendent notre travail très difficile et favorisent la renaissance partielle de la bureaucratie sous le régime soviétique. C'est un grand danger pour le prolétariat. Il faut que notre parti surmonte ce danger en entraînant les masses au travail administratif. Il faut surtout élever le niveau de la culture des masses ouvrières et paysannes, les éclairer et les instruire. Mais toute une série d'autres mesures s'imposent également. Entre autres, notre Parti recommande les suivantes :

1) *L'accomplissement par tous les membres d'un Soviet quelconque d'un travail concernant la direction du pays.* Tout membre d'un Soviet doit non seulement prendre part aux délibérations, mais encore occuper un poste quelconque dans l'administration.

2) *Les changements successifs de postes.* — C'est-à-dire l'obligation pour tout camarade, après avoir occupé un poste pendant un certain temps, de l'échanger contre un autre afin de se former graduellement aux fonctions dans les principales branches de l'administration. Il ne faut pas qu'en occupant longtemps le même poste il devienne bureaucrate.

3) Le parti recommande encore d'entraîner progressivement toute la population ouvrière sans exception à l'œuvre de l'administration de l'Etat. C'est là la base fondamentale de notre politique.

Il y a déjà quelques pas de fait dans cette direction. C'est ainsi que des dizaines de milliers de prolétaires participèrent

aux perquisitions chez la bourgeoisie à Pétrograd, que toute la population ouvrière se chargea d'assurer la garde de la ville, que les femmes ouvrières entrèrent dans les milices pour y relayer les hommes, etc. Dans ce but nous pouvons introduire dans nos Soviets des personnes non élues qui, à tour de rôle, apprendront le travail du Comité Exécutif et des commissions. Ce système peut être appliqué également aux Comités d'usines et aux syndicats.

En résumé, sous une forme ou sous une autre, il nous faut suivre l'exemple donné à ce sujet par la Commune de Paris. Nous devons simplifier l'appareil administratif, y attirer les masses et écarter tout bureaucratisme. Plus la participation du prolétariat à l'administration sera étendue, plus vite les derniers vestiges de l'ancienne bureaucratie auront complètement disparu, plus courte sera la dictature du prolétariat. Et la disparition de la résistance de la bourgeoisie sera le signe de la disparition de l'Etat lui-même. Les individus n'auront plus à en diriger d'autres, ils n'auront plus qu'à conduire les outils, les machines, les locomotives et les autres appareils. Ce sera le régime communiste intégral.

[La suppression de l'Etat s'accomplira rapidement après la victoire complète sur les impérialistes. Actuellement, au cours de la guerre civile, toutes nos organisations sont militarisées et les organes du pouvoir soviétique ne peuvent pas fonctionner normalement. Souvent on ne peut même pas convoquer les Soviets, quoique constitutionnellement toutes les questions doivent être tranchées par les Comités Exécutifs de ces Soviets.

C'est que nous vivons sous le régime de la dictature militaire du prolétariat. La République est un camp retranché. Cette situation cessera dès que l'organisation militaire ne sera plus nécessaire.]

CHAPITRE VII

LA QUESTION NATIONALE ET LE COMMUNISME

55. L'OPPRESSION NATIONALE. — 56. L'UNITÉ DU PROLÉTARIAT.
— 57. CAUSES DES HAINES NATIONALES. — 58. L'ÉGALITÉ
DES NATIONS ET LE DROIT DES PEUPLES À DISPOSER D'EUX-MÊMES.
LA CONFÉDÉRATION. — 59. QUI EXPRIME LA « VOLONTÉ NATIONALE » ? — 60. L'ANTISÉMITISME ET LE PROLÉTARIAT.

55. L'oppression nationale.

L'oppression nationale est une des formes de l'oppression de l'homme par l'homme.

La haine nationale sciemment exploitée et dirigée par la bourgeoisie est un moyen éprouvé pour berner le prolétariat et obscurcir sa conscience de classe.

Examinons comment un prolétaire conscient doit aborder le problème national pour le résoudre dans l'intérêt de la victoire la plus rapide du communisme.

Une nation est un groupe d'hommes unis par une langue commune et habitant un territoire déterminé. Telles sont les principales caractéristiques de la nation (1).

Les exemples suivants illustreront très bien ce que c'est que

(1) Les Juifs, par exemple, avaient jadis un territoire à eux et une langue commune ; à présent ils n'ont pas de territoire et ne savent pas tous l'hébreu. Les Tsiganes ont une langue à eux, mais ne possèdent pas de territoire particulier. Les Toungouses en Sibérie ont leur territoire mais ont oublié leur langue.

l'oppression nationale. Le gouvernement tsariste persécutait les Juifs, leur défendant d'habiter certaines régions de la Russie, leur refusant toute fonction dans l'administration ; il limitait l'accès de leurs enfants dans les écoles, organisait contre eux des pogromes, etc.. Ce même gouvernement interdisait aux Ukrainiens l'enseignement secondaire et la publication de journaux dans leur langue maternelle.

Le gouvernement allemand fermait les écoles polonaises ; celui d'Autriche imposait aux Tchèques la langue allemande par la violence. La bourgeoisie anglaise opprimait et opprime encore les naturels d'Afrique et d'Asie ; elle subjuguait les peuples incultes, les exploite et les fait fusiller à chaque tentative d'indépendance.

En résumé, lorsque dans un Etat quelconque une nationalité a tous les droits et qu'une autre n'en possède qu'une partie, lorsqu'une nation faible est annexée par une autre plus forte, qu'une langue et des mœurs étrangères lui sont imposées et qu'il ne lui est pas permis de vivre à sa guise, il y a oppression et inégalité nationales.

56. L'unité du Prolétariat.

Nous devons tout d'abord examiner et résoudre la question principale : un ouvrier ou un paysan russe peut-il considérer comme ses ennemis un Allemand, un Français, un Anglais, un Juif, un Chinois ou un Tartare, indépendamment de leur classe ? Peut-il se défier d'un représentant d'une autre nation pour la seule raison qu'il parle une autre langue, qu'il a la peau jaune ou noire ou qu'il a d'autres mœurs et d'autres habitudes. Certes, il ne le peut ni ne le doit. L'ouvrier de France, d'Allemagne ou l'ouvrier nègre sont des prolétaires, tout comme l'ouvrier russe. Quelle que soit leur langue, ils sont tous exploités par le capitalisme rapace. Ils sont tous camarades de misère, d'oppression et d'injustice.

L'ouvrier russe peut-il aimer davantage un capitaliste russe

uniquement parce que celui-ci l'insulte dans sa langue maternelle, qu'il lui donne des coups de poing à la manière russe ou qu'il fouette les grévistes avec un knout authentiquement russe ? Il ne le peut certes pas plus que l'ouvrier allemand ne peut préférer son capitaliste pour la seule raison qu'il le maltraite en langue allemande, à la manière allemande. *Les ouvriers de tous les pays sont frères de classe et ennemis des capitalistes de tous les pays.*

On peut en dire autant des paysans pauvres de tous les pays. Le paysan russe, pauvre ou moyen, se sent plus près du prolétaire hongrois ou du pauvre paysan de Sicile ou de Belgique que du paysan aisé russe et, à plus forte raison, du gros propriétaire foncier, exploiteur de son propre pays.

Il ne suffit pas que les ouvriers du monde entier se reconnaissent frères de classe. Il ne leur suffit pas de pester chacun dans sa langue et de lutter chacun dans son pays. Frères dans l'oppression et dans l'esclavage, ils doivent être frères aussi dans une union internationale pour la lutte contre le capital. C'est par cette union internationale seulement qu'ils peuvent vaincre le capital mondial. C'est pourquoi il y a plus de soixante-dix ans, les fondateurs du Communisme, Marx et Engels, ont proclamé dans leur glorieux *Manifeste Communiste* la grande devise : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »

Il faut que la classe ouvrière triomphe de tous les préjugés nationaux, de toutes les inimitiés nationales, non seulement dans l'intérêt de l'offensive universelle contre le capital, mais encore pour l'organisation mondiale de la production. De même que la Russie des Soviets ne peut vivre sans le bassin minier du Don, sans le pétrole de Bakou, sans le coton du Turkestan, l'Europe entière ne peut pas non plus se passer du bois, du chanvre, du lin, du platine provenant de la Russie ou du blé qui lui vient de l'Amérique. L'Italie ne pourrait se passer du charbon anglais, l'Angleterre, du coton de l'Égypte, etc., etc. La bourgeoisie n'est pas capable d'organiser la production mondiale et c'est pour cela qu'elle doit périr.

Une telle production ne peut être organisée que par le prolétariat, et pour cela il doit avoir comme devise : *L'univers et toutes ses richesses appartiennent au monde des travailleurs.* Mais cette devise signifie la renonciation de chaque prolétariat à ses richesses nationales. Partout où les préjugés nationaux, où la rapacité nationale barre le chemin à l'internationalisation de l'industrie et de l'agriculture, il faut les combattre et s'en débarrasser.

57. Causes des haines nationales.

Déclarer la guerre à l'oppression nationale, aux préjugés nationaux, proclamer l'union internationale pour la lutte contre le capital et l'union économique universelle du prolétariat victorieux, tout cela ne peut suffire aux travailleurs. Ils doivent aussi rechercher les moyens efficaces pour faire disparaître le plus rapidement possible dans les masses ouvrières tout égoïsme et tout chauvinisme, toute mesquinerie et toute méfiance nationales, ainsi que tout orgueil patriotique.

Les querelles, les hostilités nationales ont une origine très ancienne. Il fut un temps où les différentes tribus luttèrent l'une contre l'autre, non seulement pour s'approprier des terres et des forêts, mais encore pour faire des prisonniers qu'ils dévoraient. Les vestiges de cette défiance bestiale, de la haine entre peuples et entre races subsistent encore aujourd'hui chez les ouvriers et chez les paysans du monde entier. Ils disparaissent peu à peu au fur et à mesure du développement de l'échange mondial, des relations économiques, de l'émigration, de la fusion des diverses nationalités habitant le même territoire et surtout grâce au développement de la lutte de classe organisée par les ouvriers de tous les pays. Néanmoins, ils se raniment parfois d'une vigueur nouvelle lorsque viennent s'ajouter à la haine nationale les antagonismes de classes.

La bourgeoisie de chaque pays opprime son prolétariat. Mais elle fait tous ses efforts pour prouver au prolétariat que ce

n'est pas elle et que ce sont les peuples qui l'entourent qui sont ses ennemis. La bourgeoisie d'Allemagne excite le prolétariat de ce pays contre les Français et contre les Anglais; la bourgeoisie anglaise crie à son tour: « Sus aux Allemands! » Ces derniers temps, les bourgeoisies de tous les pays ont excité les ouvriers contre les Juifs. Tout cela dans le but de faire dégénérer la lutte de classe du prolétariat en une lutte nationale.

La bourgeoisie ne se contente pas d'exciter à la haine nationale afin de détourner les ouvriers de leur lutte pour le socialisme. Elle essaye de les intéresser matériellement à l'oppression des autres peuples. Lorsque, au cours de la dernière guerre mondiale, les bourgeois allemands chantaient en cœur: « L'Allemagne au-dessus de tout! », les économistes bourgeois allemands expliquaient aux ouvriers allemands ce qu'ils gagneraient par la victoire, c'est-à-dire par l'exploitation et l'oppression du prolétariat des pays vaincus. Avant la guerre, la bourgeoisie corrompait effectivement les chefs de la classe ouvrière avec les bénéfices qu'elle retirait du pillage des colonies et de l'oppression des peuples faibles et arriérés. Les ouvriers des pays cultivés d'Europe se sont laissés entraîner par la provocation des capitalistes et se sont laissés convaincre par leurs social-patriotes qu'ils avaient, eux aussi, une patrie, puisqu'ils participaient au pillage des colonies et à l'exploitation des pays de faible développement économique. L'ouvrier qui, en régime capitaliste, se montre patriote, vend pour un denier sa vraie patrie, le socialisme, et se fait le complice de l'oppression des peuples faibles et arriérés.

58. L'égalité des nations et le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes. La Confédération.

Le Parti communiste, en déclarant la guerre à toute oppression de l'homme par l'homme, se dresse de la façon la plus résolue contre l'oppression nationale inévitable en régime

bourgeois. Il lutte encore plus impitoyablement contre la moindre participation de la classe ouvrière à cette oppression. Mais il ne suffit pas que les prolétaires des grands et puissants Etats se refusent à toute tentative d'oppression d'autres peuples. Il faut aussi que le prolétariat des peuples opprimés ne nourrisse pas de méfiance à l'égard de ses camarades appartenant aux pays oppresseurs. Lorsque la Bohême fut écrasée par la bourgeoisie austro-allemande, l'ouvrier tchèque considérait tous les Allemands comme ses ennemis. Bien que les Polonais n'aient été opprimés que par le tsarisme, la population polonaise a gardé sa méfiance envers *tous* les Russes, et pas seulement envers le tsar, les capitalistes et les propriétaires fonciers. Pour extirper toute méfiance des ouvriers des pays opprimés à l'égard du prolétariat du pays oppresseur, il est nécessaire non seulement de proclamer, mais de réaliser l'égalité nationale. Cette égalité doit être complète entre les langues, les écoles, les religions, etc. Bien plus, le prolétariat doit être prêt à donner le droit de libre disposition nationale, c'est-à-dire laisser à la majorité des travailleurs de n'importe quelle nation la possibilité de continuer à faire partie intégrante de l'Etat auquel elle appartenait, ou de s'en séparer complètement, ou de constituer avec lui un Etat confédéré (Confédération).

— Permettez, va dire le lecteur, un communiste peut-il être partisan de la séparation des nations? Comment concilier cela avec l'idéal communiste de l'Etat prolétarien universel? Il semble qu'il y ait là contradiction.

— Il n'y a point de contradiction, répondrons-nous. Pour atteindre le plus rapidement l'unité complète de tout le monde du travail, il faut parfois consentir à une séparation temporaire entre deux nations.

Examinons tous les cas qui peuvent se produire.

Admettons que la Bavière, qui fait partie de l'Allemagne confédérée, proclame la République des Soviets, tandis qu'à Berlin continue à régner la dictature bourgeoise de Noske et de Scheidemann. Les communistes bavarois doivent-ils en ce

cas chercher à obtenir l'indépendance de la Bavière? Non seulement les communistes bavarois, mais aussi les communistes du reste de l'Allemagne doivent saluer la séparation de la Bavière socialiste de l'Empire, parce qu'elle sera en même temps la libération du prolétariat bavarois du joug de la bourgeoisie allemande au pouvoir. Prenons le cas contraire. Toute l'Allemagne, à l'exception de la Bavière, proclame la République des Soviets. La bourgeoisie de la Bavière se prononce pour la séparation de l'Allemagne; son prolétariat est pour l'union. Quelle devra être la conduite des communistes allemands? Ils auront à soutenir les ouvriers bavarois et à réprimer, les armes à la main, les tentatives de séparation de la bourgeoisie bavaroise.

Admettons maintenant que la République des Soviets soit proclamée simultanément en Angleterre et en Irlande, c'est-à-dire dans le pays oppresseur et dans le pays opprimé. Admettons encore que les ouvriers irlandais n'aient pas confiance dans les ouvriers anglais, car l'Angleterre les opprime depuis plusieurs siècles. Les voilà qui demandent leur séparation complète de l'Angleterre. Cette séparation est nuisible économiquement. Quelle sera la ligne de conduite des communistes anglais? Ils ne devront aucunement s'opposer, par la force, aux aspirations des Irlandais comme le faisait la bourgeoisie anglaise. Et voici pourquoi:

Premièrement, pour prouver une fois pour toutes, aux ouvriers irlandais que ce n'est pas la *classe ouvrière*, mais la bourgeoisie anglaise qui opprimait l'Irlande et pour conserver ainsi la confiance des Irlandais.

Deuxièmement, pour que les ouvriers irlandais se rendent compte que l'existence indépendante de leur petit Etat n'offre point d'avantages; pour qu'ils voient clairement que la production en Irlande ne peut être bien organisée que par une étroite union politique et économique avec l'Angleterre prolétarienne et les autres Etats prolétariens.

Admettons encore qu'une nation en régime bourgeois veuille se séparer d'une nation en régime prolétarien et que la majo-

rité de la classe ouvrière du pays désireux de se séparer soit pour cette séparation parce qu'elle garde encore sa méfiance non seulement envers la bourgeoisie, mais envers le prolétariat du pays qui l'opprimait jadis, et qu'aussi elle veuille se séparer. Dans ce cas, également, il serait préférable de ne pas s'opposer à cette séparation. Il faut laisser le prolétariat de ce pays seul à seul avec sa bourgeoisie, afin que cette dernière ne puisse plus lui répéter tous les jours que ce n'est pas elle, mais tel ou tel pays qui l'opprime. Le prolétariat aura vite fait de s'apercevoir que la bourgeoisie réclamait l'indépendance du pays afin de pouvoir librement écorcher son prolétariat. Il se rendra compte également que le prolétariat de l'Etat socialiste voisin l'appelle à l'union non pour l'exploiter ou pour l'opprimer, mais pour faire l'effort commun de libération.

Ainsi les communistes, tout en étant contre la division du prolétariat en pays différents, surtout lorsque ces pays sont liés économiquement, peuvent admettre toutefois une séparation temporaire. De même, la mère laisse son enfant toucher au feu, afin qu'il en perde le désir pour toujours.

59. Qui exprime la volonté nationale?

Le Parti Communiste reconnaît à toute nation le droit de libre disposition jusqu'à la séparation complète. Mais il considère que la volonté du peuple ne peut être exprimée que par la majorité laborieuse de la nation et non par la bourgeoisie. Par conséquent, il serait plus juste de dire que nous reconnaissons le droit de disposer d'elle-même non pas à une nation en général, mais seulement à sa majorité laborieuse. En ce qui concerne la bourgeoisie, après l'avoir privée de tous droits civiques dans la période de guerre civile, nous la privons également du droit de suffrage dans les questions nationales.

Nous allons examiner maintenant comment étendre le droit

de libre disposition et le droit à l'indépendance même aux pays de culture tout à fait inférieure. Comment devons-nous agir envers les peuples qui n'ont pas encore de prolétariat ni de bourgeoisie ou qui n'en possèdent qu'un embryon rudimentaire? Prenons, par exemple, nos Toungouses, nos Kalmouks, etc., ou d'autres peuples coloniaux. Que devons-nous faire si ces nations réclament leur séparation complète de peuples plus cultivés et même de nations qui ont déjà réalisé le socialisme? Dire oui, n'est-ce pas renforcer la barbarie aux dépens de la civilisation? Nous croyons que le socialisme, une fois réalisé dans les pays les plus avancés du monde, les peuples les plus primitifs eux-mêmes entreraient volontairement dans l'union universelle des peuples. La bourgeoisie impérialiste qui pillait les colonies et les annexait par la violence, avait des raisons de craindre la séparation des colonies. Le prolétariat, qui n'a pas l'intention de voler les peuples coloniaux et qui pourra recevoir d'eux les matières nécessaires par voie d'échanges, laissera les peuples des colonies organiser leur vie nationale à leur guise.

Le Parti communiste pose le principe de la libre disposition des peuples pour en finir une fois pour toutes avec les formes d'inégalité et d'oppression. Le prolétariat espère ainsi porter le dernier coup au nationalisme et amener tous les peuples de plein gré à l'union fédérative. Et si finalement l'union fédérative n'était point suffisante pour l'organisation de la production mondiale et si la grande majorité, une fois l'expérience faite, en reconnaissait l'insuffisance, on instaurerait la République socialiste mondiale.

[Si nous examinons de plus près comment la bourgeoisie posait et résolvait (ou plutôt embrouillait) la question nationale, nous allons voir qu'elle la réglait au début de son règne autrement qu'à l'époque de son déclin.

Lorsque la bourgeoisie était une classe opprimée et que le pouvoir se trouvait aux mains de la noblesse avec un roi à la tête, lorsque les tsars et les rois donnaient des peuples

tout entiers en dot à leurs filles, à cette époque la bourgeoisie ne proclamait pas seulement en paroles la liberté des nations, elle essayait aussi de la réaliser, au moins dans son propre pays. C'est ainsi qu'à l'époque de l'assujétissement de l'Italie à la monarchie autrichienne la bourgeoisie italienne se mit à la tête du mouvement d'émancipation de son pays et réalisa la libération de l'Italie du joug étranger et son *unification*. A l'époque où l'Allemagne était divisée en de nombreuses petites principautés et qu'elle gémissait sous la botte de Napoléon, la bourgeoisie allemande luttait pour l'unification de l'Allemagne et pour son émancipation. Lorsque la France, après avoir détruit la monarchie absolue de Louis XVI, fut attaquée par les Etats monarchistes du reste de l'Europe, ce fut la bourgeoisie radicale française qui dirigea la défense de son pays et qui créa la *Marseillaise*. En résumé, dans tous les pays opprimés, ce fut la bourgeoisie qui se mit à la tête de la lutte pour la libération. Elle créa une riche littérature nationale qui eut ses écrivains, ses peintres, ses poètes et ses philosophes de génie. C'est ainsi qu'agit la bourgeoisie lorsqu'elle était elle-même opprimée.

Pourquoi la bourgeoisie des pays opprimés luttait-elle pour la libération de son pays? A lire ses poètes et ses écrivains, on peut croire qu'elle menait ces luttes au nom du droit des peuples de disposer librement d'eux-mêmes et parce qu'elle s'opposait à toute oppression, fut-elle exercée contre la nation la plus petite. Mais en réalité elle voulait secouer le joug étranger afin de créer son propre Etat bourgeois et de pouvoir elle-même, sans concurrents, dévaliser son propre prolétariat et encaisser *elle-même* toute la plus-value créée par le travail des ouvriers et des paysans de ce pays.

L'histoire de tous les pays capitalistes est là qui le prouve. Chaque fois que la bourgeoisie est opprimée en même temps que le reste du peuple, elle revendique hautement la liberté des peuples *en général*, et déclare inadmissible *toute* oppression nationale. Mais dès que la classe capitaliste arrive au pouvoir et qu'elle a chassé le conquérant étranger, que ce soit la noblesse ou la bourgeoisie étrangère, elle tend à son tour à soumettre les peuples plus faibles dont l'oppression lui est profitable. La bourgeoisie révolutionnaire française, personnifiée par Danton, Robespierre et les autres grands chefs de la

première Révolution, appelait tous les peuples du monde à la libération de toutes les tyrannies. La *Marseillaise* de Rouget de Lisle que chantaient les soldats de la Révolution est chère et sympathique à tous les peuples opprimés. Mais cette même bourgeoisie française, commandée par Napoléon et aux accents de cette même *Marseillaise*, opprima les peuples d'Espagne, d'Italie, d'Allemagne, d'Autriche et les pilla durant toute l'époque napoléonienne. La bourgeoisie allemande opprimée exaltait dans *Guillaume Tell*, de Schiller, la lutte des peuples contre la tyrannie étrangère; mais cette même bourgeoisie, avec Bismarck et de Moltke, déroba à la France les provinces d'Alsace et de Lorraine, annexa le Schlesvig danois, opprima les Polonais en Posnanie, etc. Après sa libération du joug autrichien la bourgeoisie italienne fusilla les Bédouins vaincus en Tripolitaine, les Albanais et les Dalmates sur le littoral de l'Adriatique et les Turcs en Anatolie.]

Pourquoi cela? Pour quel motifs la bourgeoisie, après avoir partout et toujours proclamé le principe de la liberté nationale, ne l'a-t-elle réalisée nulle part et jamais?

[Parce que chaque Etat bourgeois, après sa libération du joug national étranger, tend inévitablement à son expansion. La bourgeoisie de n'importe quel pays capitaliste ne se contente jamais de l'exploitation de son propre prolétariat. Elle a besoin de matières premières et cherche à acquérir des colonies où, après avoir soumis les indigènes, elle puisse se procurer facilement les matières premières nécessaires à ses usines. Elle a besoin de débouchés pour ses marchandises et elle les cherche dans les pays arriérés sans s'occuper des intérêts véritables de la population. Elle a besoin de pays où exporter le surplus de ses capitaux, pour y établir des entreprises et exploiter aussi le prolétariat indigène, et ainsi elle opprime ces pays en s'y établissant comme chez elle. Si la bourgeoisie puissante d'un autre pays ayant les mêmes visées s'oppose à ses entreprises mondiales, une guerre s'ensuit fatalement, comme la guerre mondiale qui vient d'ensanglanter toute l'Europe. En somme, les colonies et les pays arriérés sont restés opprimés, seul l'opprimeur a changé. De plus, dans

la catégorie des pays opprimés sont entrés les pays vaincus récemment : l'Allemagne, l'Autriche, la Bulgarie, etc. qui, avant la guerre, étaient des pays libres. Ainsi le développement du régime bourgeois, loin de diminuer le nombre des pays opprimés, l'accroît, et la domination bourgeoise conduit à l'oppression nationale universelle. L'univers entier est courbé sous le knout du groupe d'Etats capitalistes victorieux.

60. L'antisémitisme et le prolétariat.

L'antisémitisme, c'est-à-dire la haine de la race sémitique à laquelle appartiennent les Juifs (de même que les Arabes) est une des formes les plus dangereuses de la persécution nationale. Le tsarisme autocrate persécutait les Juifs afin de se sauver de la Révolution ouvrière et paysanne. Il affirmait à la classe ouvrière qu'elle était pauvre parce qu'elle était pillée par les Juifs et il tâchait de diriger l'indignation des ouvriers et des paysans opprimés non pas contre la bourgeoisie, ni contre les propriétaires ruraux, mais contre le peuple juif en entier. Or, ce peuple, tout comme les autres, se divise en classes différentes et seule la bourgeoisie juive, d'accord avec celle d'autres peuples, pille le monde ouvrier. Mais les ouvriers et les artisans juifs vivaient, dans les régions où leur séjour était autorisé, souvent encore plus misérablement que les ouvriers du reste de la Russie.

La bourgeoisie russe excitait la population contre les Juifs non seulement pour détourner d'elle la colère des travailleurs exploités, mais encore pour se débarrasser de la concurrence juive dans le commerce et dans l'industrie.

On assiste actuellement, dans presque tous les pays, à une recrudescence des persécutions contre les Juifs. La bourgeoisie lutte ainsi contre ses concurrents dans l'œuvre de détournement du prolétariat et se défend en même temps contre la révolution imminente à la manière de Nicolas II. Récemment encore l'antisémitisme était très peu développé en Allemagne, en Angleterre et aux Etats-Unis. Actuellement les mi-

nistres anglais font des discours antisémites. C'est le premier signe précurseur de l'effondrement du régime bourgeois en Occident. Il pense se sauver en sacrifiant à la Révolution ouvrière les Rothschild et les Mendelsohn. En Russie, l'antisémitisme avait diminué d'intensité au cours de la Révolution de février, mais il reprit avec d'autant plus d'intensité que les tentatives bourgeoises devenaient plus désespérées au cours de la lutte de la bourgeoisie contre le prolétariat.

Tout cela prouve que l'antisémitisme n'est qu'une forme de lutte contre le socialisme, et gare à l'ouvrier ou au paysan qui se laissera ainsi rouler par son ennemi de classe!

CHAPITRE VIII

LE PROGRAMME MILITAIRE DES COMMUNISTES

61. NOTRE ANCIEN PROGRAMME MILITAIRE. — 62. NÉCESSITÉ DE L'ARMÉE ROUGE; SA COMPOSITION AU POINT DE VUE DE CLASSE. — 63. L'INSTRUCTION MILITAIRE GÉNÉRALE DES TRAVAILLEURS. — 64. DISCIPLINE DU KNOUT OU DISCIPLINE LIBREMENT CONSENTIE. — 65. COMMISSAIRES POLITIQUES ET CELLULES COMMUNISTES. — 66. LA FORMATION DE L'ARMÉE ROUGE. — 67. LE COMMANDEMENT DANS L'ARMÉE ROUGE. — 68. FAUT-IL ÉLIRE LE COMMANDEMENT? — 69. L'ARMÉE ROUGE : ARMÉE TEMPORAIRE.

61. Notre ancien programme militaire.

Nous avons indiqué dans le paragraphe 12 comment et dans quel but a été créée l'armée permanente de l'Etat bourgeois. Il est tout à fait compréhensible que les socialistes de tous les pays, y compris ceux de Russie, aient exigé la suppression des armées permanentes et qu'ils se soient déclarés partisans de l'armement de tout le peuple, de la suppression de la caste des officiers et de l'éligibilité des cadres par les soldats.

Examinons quel doit être le point de vue des communistes à ce sujet.

Nous devons tout d'abord nous poser la question suivante : A quelle société ce programme doit-il être appliqué? Est-ce à la société bourgeoise, à la société socialiste ou dans la période de lutte du socialisme contre la société bourgeoise?

Il faut avouer que les partis socialistes de la II^e Internatio-

nale ne savaient point, en définitive, à quelle société devait s'appliquer leur programme. La majorité, toutefois, supposait que c'était à la société bourgeoise. Les socialistes citaient d'ordinaire l'exemple de la République suisse qui n'a pas d'armée permanente, mais seulement une milice nationale.

Il est clair que ce programme est irréalisable en régime bourgeois, surtout en période de lutte de classes de plus en plus violente. Démolir la caserne, c'est détruire l'endroit où l'on dresse l'ouvrier et le paysan en bourreau de ses frères travailleurs. C'est détruire le seul endroit où l'on puisse transformer ces travailleurs en une armée toujours prête à faire la guerre à d'autres peuples quand il plaira aux capitalistes. Supprimer la caste des officiers, c'est éloigner ces instructeurs seuls capables de créer une discipline de fer et de soumettre par un dressage spécial la nation armée à l'arbitraire de la classe bourgeoise. Admettre l'éligibilité du commandement, c'est permettre aux ouvriers et aux paysans armés de choisir leurs chefs à eux, et non des chefs bourgeois. Ce serait pour le capitalisme aider lui-même à sa propre chute.

L'histoire du capitalisme européen prouve l'impossibilité de réaliser en régime capitaliste le programme militaire adopté par les partis socialistes. A notre époque d'aggravation de la lutte de classes, la bourgeoisie au pouvoir ne tient point du tout à armer la nation entière. Elle s'efforce au contraire de la désarmer et de ne confier les armes qu'à une garde blanche éprouvée.

Le programme militaire des socialistes, si l'on veut le réaliser sous la domination de la bourgeoisie, n'est donc qu'une pitoyable utopie de petits-bourgeois. Mais peut-être ce programme est-il destiné à briser la domination de la bourgeoisie?

Ça n'est pas possible non plus. La bourgeoisie qui a à se défendre contre la classe ouvrière ne peut aucunement consentir à armer cette classe. La bourgeoisie a introduit le service militaire obligatoire pour tous et confié des armes à l'ouvrier, devenu soldat, tant qu'elle a pu espérer s'en faire obéir. Mais dès que le peuple se lève pour la lutte, la première chose est de

le désarmer immédiatement. Tout ceci est connu des politiciens de la classe bourgeoise. D'autre part, les ouvriers et les paysans n'ont aucune raison d'exiger l'armement général lorsqu'ils ont l'intention de s'armer afin de désarmer la bourgeoisie pour lui enlever le pouvoir. Par conséquent, dans la période transitoire de la lutte du prolétariat pour le pouvoir, l'ancien programme socialiste sur l'armement n'est pas applicable. Il ne peut servir que pendant la courte période de désagrégation de l'armée bourgeoise existante, et encore seulement dans celle de ses parties qui concerne la suppression de la caste des officiers et l'éligibilité des cadres par les soldats. Les communistes-bolcheviks adoptèrent et appliquèrent en 1917 cette partie du programme militaire des socialistes. Ils ont arraché à l'armée du tsar et de Kérénsky son venin: les généraux et les officiers, et soustrait ainsi les troupes à l'obéissance de la classe bourgeoise et féodale.

Ce programme peut être intégralement appliqué *après* la victoire du socialisme. Lorsque le prolétariat aura vaincu le capitalisme et aboli les classes dans plusieurs pays, on pourra procéder à l'armement général du peuple. Alors tout le peuple travailleur sera armé parce que tout le monde sera travailleur dans la société socialiste victorieuse. A ce moment on pourra introduire l'élection des cadres qui, en une époque de guerres civiles acharnées, ne peut, à quelques heureuses exceptions près, être utile à l'armée prolétarienne.

Mais voilà une nouvelle question qui se pose: A qui et à quoi l'armement général peut-il être nécessaire dans les pays socialistes, une fois la bourgeoisie vaincue et soumise au travail? Est-ce qu'on prévoit des guerres entre Etats socialistes?

Il faut se rappeler que le socialisme ne peut pas être victorieux dans tous les pays du monde à la fois. Il y aura donc des pays moins avancés dans l'œuvre de la suppression des classes et de la réalisation du socialisme. Les pays vainqueurs de leur bourgeoisie où la suppression des classes sera terminée auront encore à faire la guerre ou à se préparer à la faire contre les bourgeoisies des pays où la dictature du prolétariat n'est

pas encore proclamée. Ils auront également à prêter main-forte au prolétariat des pays qui a bien proclamé sa dictature, mais qui n'a pas encore terminé sa lutte contre la bourgeoisie.

62. Nécessité de l'Armée rouge ; sa composition au point de vue de classe.

Le plus grand nombre des socialistes de la II^e Internationale supposait que le socialisme pourrait être réalisé par la conquête de la majorité dans les Parlements. Se berçant de ses espoirs petits-bourgeois et mesquins, la majorité socialiste ne pensa naturellement plus à la nécessité d'organiser une armée prolétarienne dans la période de lutte pour le socialisme. Les autres socialistes qui tenaient pour inévitable un coup d'Etat violent n'avaient pu toutefois prévoir que cette lutte armée pourrait se prolonger longtemps et que l'Europe entière vivrait non seulement une époque de révolutions socialistes, mais encore une période de guerres socialistes. C'est pourquoi aucun programme socialiste n'avait prévu l'organisation de l'Armée rouge, c'est-à-dire d'une armée d'ouvriers et de paysans. C'est la classe ouvrière russe qui dû t l'organiser la première (1) parce que c'est elle qui réussit la première à se saisir du pouvoir qu'elle eut ensuite à défendre contre les attaques de la bourgeoisie et contre les Etats capitalistes du monde entier. Il est évident que, sans l'Armée rouge, les ouvriers et les paysans de Russie n'auraient pas gardé une seule des conquêtes de leur révolution et qu'ils auraient été écrasés par la réaction russe et internationale.

L'Armée Rouge ne peut être constituée sur la base du service obligatoire pour tous. Pendant la période où la lutte n'est pas encore terminée, le prolétariat victorieux ne peut confier des armes aux bourgeois des villes, ni aux exploi-

(1) Nous parlons ici d'une armée dans le sens complet du mot. On peut considérer comme l'embryon de la première armée rouge, celle qui fut formée pendant la Commune en 1871 par les ouvriers et la population pauvre de Paris.

teurs de la campagne; seuls doivent entrer dans son armée les éléments ouvriers et paysans qui n'exploitent pas le travail d'autrui et qui sont intéressés directement à la victoire de la Révolution ouvrière. La base de l'Armée rouge ne peut être constituée que par les prolétaires des villes et les paysans pauvres des campagnes; peuvent s'y joindre encore les paysans moyens pour faire de l'Armée rouge une armée de tous les travailleurs. Quant à la bourgeoisie et aux paysans exploités, astreints aussi au service militaire dans l'Etat prolétarien, ils ne sont employés qu'aux besoins de l'arrière. Cela ne veut pas dire qu'un Etat prolétarien assez fort n'obligera jamais les exploités à tirer sur leurs amis de l'armée blanche qui se trouvent de l'autre côté du front, comme la bourgeoisie le faisait lorsqu'elle obligeait les prolétaires, grâce à son armée permanente, à fusiller leurs frères de classe.

L'armée permanente bourgeoise, bien que formée sur la base du service militaire obligatoire pour tous, qui lui donne l'apparence d'une armée nationale, n'est en réalité qu'une armée de classe. Le prolétariat, au contraire, n'a aucune raison de cacher le caractère de classe de son armée, pas plus qu'il ne cache le caractère de classe de sa dictature. L'Armée rouge est un des organismes de l'Etat soviétique. Elle est constituée sur la même base que les autres institutions de la dictature du prolétariat. Et de même que la Constitution soviétique prive du droit de vote ceux contre qui ses institutions sont dirigées, elle n'admet pas non plus dans les rangs de l'Armée rouge ceux contre qui cette armée doit combattre dans la guerre civile.

63. L'instruction militaire générale des travailleurs.

L'instruction militaire générale de tous les travailleurs que la République des Soviets commence à réaliser doit tout d'abord réduire au strict minimum le séjour à la caserne. L'ou-

vrier et le paysan doivent faire leur instruction militaire autant que possible sans interrompre leur activité productrice. On obtient ainsi une diminution considérable des dépenses de l'armée et beaucoup moins de pertes dans la production. Les ouvriers et les paysans font dans leurs moments de loisirs leur instruction militaire, mais ne cessent pas pour cela d'être des producteurs. La seconde tâche principale est d'organiser l'instruction militaire de tous les travailleurs de façon à créer dans toutes les villes, dans toutes les communes rurales, des réserves capables de prendre les armes dès l'approche de l'ennemi. L'expérience de la guerre civile a montré quelle importance énorme avaient ces réserves pour le succès de la guerre socialiste. Il suffit de se rappeler le rôle joué par les régiments de réserve composés des ouvriers de Pétrograd qui repoussèrent les bandes blanches de la capitale rouge, celui joué par les ouvriers de l'Oural et du bassin minier du Don ou par les ouvriers et les paysans d'Orenbourg, etc..

64. Discipline du knout ou discipline librement consentie.

La discipline librement consentie ne peut exister dans une armée impérialiste à cause de sa nature même. Elle est composée de groupes appartenant à des classes différentes. Les ouvriers et les paysans amenés de force dans les casernes bourgeoises, loin de se plier consciencieusement à la discipline de leurs oppresseurs à épaulettes dorées, se mettent à l'enfreindre sciemment dès qu'ils commencent à avoir conscience de leurs véritables intérêts. C'est pourquoi la discipline dans les armées bourgeoises ne peut être que celle du knout, c'est pourquoi les punitions de toutes sortes, jusqu'aux punitions corporelles et aux exécutions en masse, sont à la base de tout ordre, de toute discipline et de toute « éducation militaire ».

Par contre dans l'Armée rouge composée d'ouvriers et de

paysans et qui défend les intérêts des travailleurs, la contrainte le cède de plus en plus à la soumission volontaire des travailleurs, à la discipline de la guerre civile. Au fur et à mesure que la conscience du devoir augmente dans l'Armée rouge, ses soldats se rendent de plus en plus compte que c'est toute la classe ouvrière qui les commande par l'intermédiaire de leurs chefs. La discipline de l'Armée rouge est par conséquent la soumission de la minorité (des soldats) aux intérêts de la majorité des travailleurs. Derrière chaque ordre rationnel du commandement il n'y a ni l'arbitraire du chef, ni le désir de rapine de la minorité bourgeoise, mais la République ouvrière et paysanne tout entière. Aussi l'éducation politique des soldats par la propagande et par l'agitation a-t-elle une importance considérable pour le développement de la discipline dans l'Armée rouge.

65. Commissaires politiques et cellules communistes.

Dans la République soviétique russe où, grâce aux Soviets, tous les travailleurs peuvent exprimer librement leur volonté, les ouvriers et les paysans ont depuis deux ans choisi des communistes dans les organismes directeurs. Le Parti communiste est, par la volonté des masses, le parti dirigeant de la République parce qu'aucun autre parti n'a su assurer jusqu'au bout la direction de la Révolution ouvrière et paysanne victorieuse. Il est ainsi devenu un immense Comité exécutif de la dictature du prolétariat, et c'est à lui qu'appartient le rôle directeur dans l'Armée rouge. Des commissaires politiques, mandatés par les centres militaires du parti, représentent dans l'armée la volonté de classe du prolétariat. Telles sont les attributions des commissaires politiques dans les cadres de l'armée et les cellules communistes des différentes unités. Le noyau communiste de l'armée est une cellule du parti diri-

geant, le commissaire politique est le délégué du parti entier. De là son autorité sur les unités et sur leurs cellules communistes. De là aussi son droit de contrôle sur le commandement. Il surveille le commandement; directeur politique, il contrôle le technicien.

La tâche des cellules communistes est d'expliquer aux soldats de l'Armée rouge le sens de la guerre civile et la nécessité de subordonner les intérêts privés à ceux de tous les travailleurs. Leur but est encore d'enseigner par leur exemple le dévouement à la Révolution et de développer l'esprit de sacrifice chez les camarades des unités. Tout membre d'un noyau communiste a le droit de surveiller la conduite de son commissaire ou de ceux des autres unités. Il a le droit de chercher à obtenir que, dans l'organisme supérieur du Parti ou chez les camarades commissaires responsables, on examine toutes mesures qu'il juge utiles pour la bonne conduite des opérations. Ce n'est qu'ainsi que le Parti communiste peut arriver à contrôler efficacement tous ses membres et à éviter tout abus de pouvoir de leur part sans porter atteinte à la discipline militaire générale.

En dehors des cellules communistes et des commissaires, l'éducation politique de l'Armée rouge incombe à tout un réseau d'organismes politiques dans les divisions, dans les armées et sur les fronts, ainsi qu'aux institutions de propagande et de culture des commissariats militaires de l'arrière. Grâce à ces institutions, le gouvernement prolétarien de Russie crée un appareil puissant d'organisation et de culture, afin d'obtenir dans l'armée le maximum de résultats avec le minimum d'efforts. Avec cet appareil notre travail d'organisation et d'éducation dans l'armée prend un caractère systématique; le journal, la conférence et l'instruction scolaire sont dispensés à chaque soldat de l'Armée rouge.

Malheureusement, ces institutions n'ont pas évité le sort de toutes les grandes organisations du pouvoir soviétique; elles subissent l'influence de la bureaucratie, elles ont tendance à se détacher du Parti communiste et des masses et elles servent

souvent de refuge à des camarades militaires paresseux et incapables. Le Parti communiste doit lutter contre ces déviations avec plus d'énergie encore que dans les institutions de l'administration civile parce que c'est du succès de cette lutte que dépend dans une certaine mesure notre victoire définitive et prochaine dans la guerre civile.

66. La formation de l'Armée rouge.

L'instruction générale doit être faite de façon à abrégier autant que possible le séjour à la caserne et à le supprimer ensuite complètement.

La formation de l'Armée rouge doit être calquée graduellement sur celle des Unions d'ouvriers groupés par branches de production, de façon à supprimer toute organisation militaire spéciale et artificielle.

L'armée permanente du tsar, comme celle des Etats capitalistes, était composée d'hommes appartenant aux différentes classes de la société et les recrues étaient arrachées de force à leur milieu naturel : l'ouvrier à l'usine, le paysan à la charrue, le fonctionnaire à son emploi, le commerçant à son comptoir. Ensuite ils étaient réunis artificiellement dans les casernes et étaient affectés à différentes unités. La classe bourgeoise avait avantage à supprimer tout lien entre le paysan et son village, entre l'ouvrier et son usine, pour faire plus facilement de chacun un instrument d'oppression des travailleurs et arriver plus commodément à faire fusiller les ouvriers et les paysans d'une région par leurs frères d'une autre région.

Le Parti communiste cherche à appliquer à la formation de l'Armée rouge une méthode tout à fait opposée. Bien que les conditions de la guerre civile l'obligent parfois à recourir aux anciennes formations de l'armée, il tend toutefois à l'organiser de sorte que chaque unité militaire coïncide autant que possible avec l'usine, l'atelier ou la commune rurale. En

d'autres termes, il s'efforce de supprimer l'agglomération artificielle de l'armée et de la remplacer par les groupements naturels des ouvriers par profession. Les unités de l'armée prolétarienne formées de la sorte sont plus compactes; elles sont déjà disciplinées par l'habitude du travail en commun et la discipline d'en haut leur est moins nécessaire.

La création de cadres prolétariens fermes et conscients a une importance énorme pour la formation de l'Armée rouge. La dictature du prolétariat, dans un pays agricole par excellence comme la Russie, signifie que la minorité prolétarienne organise et dirige la majorité des paysans moyens qui suivent le prolétariat organisateur et lui confient la direction politique et économique. C'est surtout vrai de l'Armée rouge dont la force et la discipline dépendent étroitement de la solidité de sa charpente prolétarienne et communiste.

Pour le Parti communiste, le problème principal dans l'œuvre de la création d'une armée rouge victorieuse consiste à rassembler les matériaux pour cette charpente, à les répartir judicieusement, à entourer cette ferme ossature des masses moins consistantes, mais plus nombreuses, des paysans.

67. Le commandement dans l'Armée rouge.

L'Armée rouge fut créée sur les débris de l'ancienne armée tsariste. Le prolétariat victorieux dans la Révolution d'octobre n'avait pas d'officiers prolétariens. Le prolétariat, au cours de la guerre civile, eût à s'assimiler les leçons de la guerre mondiale et à utiliser l'expérience militaire et technique du régime déchu à l'instruction de son armée. Pour le faire il fallait recourir à l'un des deux moyens suivants : soit créer des cadres rouges supérieurs, seuls admis au commandement, en ne laissant aux anciens officiers que le rôle d'instructeurs, soit laisser le commandement de l'armée aux officiers de l'ancien régime sous la surveillance nécessaire des commissaires, ou bien adopter simultanément ces deux systèmes.

Le temps pressait, la guerre civile était commencée, il fallait former rapidement les armées et les engager immédiatement dans la lutte. C'est pour ces raisons que le prolétariat adopta le dernier système. On fonda des écoles pour former des officiers rouges capables d'occuper les postes subalternes. En même temps on appela dans la plus large mesure les anciens officiers à la formation et au commandement de la nouvelle armée.

L'utilisation d'anciens officiers présentait de très grandes difficultés qui ne sont même pas encore vaincues à l'heure actuelle. Ces officiers se répartissaient en trois groupes différents : une minorité plus ou moins acquise au pouvoir soviétique, une autre minorité qui était et qui est encore avec les ennemis de classe du prolétariat et lui prête un actif secours, enfin la majorité qui se range du côté du plus fort et qui sert le pouvoir soviétique tout comme les ouvriers produisent pour le capitaliste qui achète leur force de travail. La tâche du Parti communiste dans ces conditions est d'utiliser surtout la minorité qui lui est favorable et de rendre inoffensifs les officiers réactionnaires par les mesures de répression les plus sévères. Quant à l'officier politiquement neutre, il se l'attachera afin d'obtenir sa fidélité au combat et un travail consciencieux à l'arrière. L'utilisation des anciens officiers nous a déjà donné de grands résultats au point de vue technique et militaire. Mais elle fut aussi extrêmement dangereuse, car les officiers réactionnaires nous trahirent à plusieurs reprises, ce qui nous coûta des sacrifices considérables, des troupes entières ayant été trompées et livrées à l'ennemi.

Il s'agit donc pour le Parti communiste d'activer la préparation de vrais chefs, des chefs rouges de l'armée ouvrière et paysanne, et la formation militaire de communistes dans l'Académie rouge de l'Etat-Major créée par le pouvoir soviétique; il doit en outre obtenir la solidarité la plus étroite de tous les commissaires communistes et de tous les propagandistes militaires du Parti afin d'exercer le contrôle le plus efficace sur tous les officiers non communistes de l'armée.

68. Faut-il élire le commandement ?

L'armée de l'Etat bourgeois ayant à sa base le service militaire obligatoire pour tous est composée en grande majorité d'ouvriers et de paysans, mais elle est commandée par des officiers appartenant à la noblesse ou à la bourgeoisie. Lorsque dans notre ancien programme nous réclamions l'éligibilité des cadres, c'était dans le but d'arracher à la classe des exploiters le commandement de l'armée. On escomptait ainsi démocratiser l'armée pendant que le pouvoir politique restait encore à la bourgeoisie. Il va sans dire que cette revendication était irréalisable parce qu'aucun Etat bourgeois n'aurait jamais consenti à livrer sans combat son appareil militaire d'oppression. Mais cette revendication de l'éligibilité des cadres avait une importance énorme aussi bien pour la lutte contre le militarisme et contre les privilèges de la caste des officiers que pour la destruction des armées impérialistes en général.

L'Armée rouge, au contraire, est soumise au prolétariat. Celui-ci la dirige par les organes principaux des Soviets élus par lui. Il la dirige à tous les degrés à l'aide des commissaires communistes dont la majorité écrasante est recrutée parmi les ouvriers. Dans ces conditions, l'éligibilité des cadres n'est plus qu'une question technique. L'essentiel maintenant est seulement de savoir ce qui est le plus avantageux et ce qui, dans la situation actuelle, rend l'armée plus combative : l'élection ou la désignation des cadres. Si nous nous rendons compte de la composition surtout paysanne de notre Armée Rouge, des privations qu'elle doit endurer, des fatigues de deux guerres consécutives, du niveau inférieur de conscience dans la partie paysanne de l'armée, il apparaît clairement que l'éligibilité des cadres amènerait la désagrégation de l'armée. Certes, l'éligibilité des cadres peut ne pas être nuisible dans certains cas particuliers comme dans les détachements volontaires et dans les unités d'hommes étroitement liés entre eux par le

même idéal révolutionnaire. Dans ce cas seraient élus les mêmes hommes qui, à quelques exceptions près, auront été désignés. Mais en général l'éligibilité des cadres qui apparaît comme un idéal est pour le moment dangereuse et nuisible. Et il est vraisemblable qu'à l'époque où la masse des travailleurs qui composent actuellement l'Armée rouge aura atteint un niveau suffisant pour que l'éligibilité des cadres devienne utile et possible, la nécessité de l'armée elle-même aura partout disparu.

69. L'Armée rouge, armée temporaire.

La bourgeoisie considère le régime capitaliste comme un régime « naturel » de la société humaine et elle croit sa domination éternelle. Aussi forme-t-elle l'instrument de sa domination — l'armée — de manière à le rendre durable si ce n'est éternel. Le prolétariat considère son Armée Rouge autrement. Elle est créée par les prolétaires pour la lutte contre l'armée blanche du capital. Elle est née dans la guerre civile et elle disparaîtra avec la fin victorieuse de cette guerre, avec la suppression des classes, avec la liquidation spontanée de la dictature du prolétariat. La bourgeoisie veut son armée éternelle et reflétant ainsi le caractère permanent du régime bourgeois. Par contre, la classe ouvrière ne souhaite que la disparition naturelle et glorieuse de son enfant parce que le jour où l'on pourra supprimer l'Armée rouge sera celui de la victoire intégrale du régime communiste.

Il faut que le Parti communiste explique aux soldats de l'Armée rouge qu'ils sont les soldats de la dernière armée du monde, une fois l'armée blanche du capital vaincue. En même temps il faut faire comprendre à tous ceux qui participent à la formation de l'Armée rouge et aux solides cadres prolétaires de cette armée que le prolétaire n'est devenu soldat que temporairement et par nécessité, que le domaine de la production est son champ d'action naturel et que la participa-

tion à l'Armée rouge ne saurait en aucun cas amener la création d'une couche sociale qui resterait pour longtemps séparée de l'industrie et de l'agriculture.

[Lorsqu'on se mit à former l'Armée rouge, sortie elle-même de la Garde rouge du prolétariat, les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires accusèrent violemment les communistes d'avoir trahi les principes de l'armement général du peuple en créant une armée de classe permanente. Pourtant l'Armée rouge ne peut pas être une armée permanente, car la guerre civile ne peut pas durer éternellement, mais elle doit absolument être une armée de classe à l'époque où la lutte de classes est la plus acharnée. Seul un esprit utopiste, un petit-bourgeois stupide peut reconnaître la lutte de classes tout en se prononçant contre l'armée de classe. N'est-il pas caractéristique qu'aujourd'hui la bourgeoisie elle-même ne tienne plus pour nécessaire ni possible de nier le caractère de classe de son armée ? Le sort des armées allemande, anglaise, française, etc., est très instructif à cet égard. L'Assemblée Constituante de l'Allemagne fut élue au suffrage universel, mais elle s'appuie sur les détachements blancs *volontaires* de Noske. Une armée formée sur la base du service militaire obligatoire ne pourrait plus servir d'appui à l'Allemagne bourgeoise à cette époque de décomposition de la société capitaliste où la lutte de classes a atteint un tel degré d'acharnement.

En France et en Angleterre, nous constatons également qu'en 1919 le principal appui du gouvernement ne fut plus l'armée formée par le service militaire général et obligatoire et qui participa à la guerre mondiale, mais également les détachements blancs volontaires, la gendarmerie et la police. Par conséquent c'est dans toute l'Europe et non pas en Russie seulement que l'époque de 1917-1918 est caractérisée par la suppression du système de l'armée permanente et par le passage au système de l'armée de classe. Les social-traitres russes, mencheviks et socialistes-révolutionnaires, « s'élèvent » contre la création d'une *Armée rouge du prolétariat* au moment où en Occident leurs camarades Noske et Scheidemann organisent une *armée blanche de la bourgeoisie*. Et la lutte contre la création de l'armée de classe du prolétariat au nom de l'armement national général, au nom de la « démocratie », apparaît en réalité

comme une action en faveur de l'armée de classe de la bourgeoisie].

En ce qui concerne la milice nationale, l'exemple de la Suisse nous a montré ce qu'elle devient au moment où la lutte de classes s'aggrave. La milice « nationale » suisse en régime de domination de la bourgeoisie est devenue un instrument d'oppression du prolétariat tout comme n'importe quelle armée permanente des pays moins démocratiques. Tel sera le sort de « l'armement national général » partout où il sera réalisé sous la domination politique et économique du capital.

Le Parti communiste est pour l'armement général des travailleurs, mais il est contre l'armement national général qui ne sera possible — s'il est encore nécessaire — qu'à l'époque où la Société sera composée exclusivement de travailleurs et ne connaîtra plus de classes.

CHAPITRE IX

LA JUSTICE PROLÉTARIENNE

70. LA JUSTICE DANS LA SOCIÉTÉ BOURGEOISE. — 71. L'ÉLIGIBILITÉ DES JUGES PAR LES TRAVAILLEURS. — 72. LE TRIBUNAL NATIONAL UNIQUE. — 73. LES TRIBUNAUX RÉVOLUTIONNAIRES. — 74. LES SANCTIONS DES TRIBUNAUX PROLÉTARIENS. — 75. L'AVENIR DE LA JUSTICE PROLÉTARIENNE.

70. La Justice dans la société bourgeoise.

Parmi bien d'autres institutions de l'Etat bourgeois, la justice sert à opprimer et à tromper les masses ouvrières.

Cette institution respectable prononce ses jugements en se basant sur des lois faites dans l'intérêt de la classe des exploiters. Aussi, quelle que soit la composition du tribunal, la justice qu'il rend est limitée à l'avance par les articles d'un Code qui consacre les privilèges du Capital et l'absence de droits des masses ouvrières.

En ce qui concerne l'organisation même de la justice, elle correspond complètement aux besoins de l'Etat bourgeois. Dans les pays où l'Etat bourgeois ou usurier a plus ou moins besoin de recourir à l'hypocrisie pour obtenir des jugements favorables aux classes dominantes, les tribunaux sont désignés par l'autorité supérieure, et lorsqu'ils sont élus ce n'est que par les sphères privilégiées de la société. Par contre, dans les pays où les masses sont suffisamment dressées par le Capital, où elles sont assez obéissantes à ses lois, on permet aux travailleurs d'être leurs propres juges dans la mesure où on leur permet de choisir des représentants au Parlement parmi

les exploiters et leurs valets. C'est ainsi que fut créée la cour d'assises. Grâce à cette institution, on peut faire croire que les jugements rendus dans l'intérêt du capital sont les verdicts du peuple lui-même.

71. L'éligibilité des juges par les travailleurs.

Le programme des socialistes de la II^e Internationale renfermait le principe de l'éligibilité des juges par le peuple. A l'époque de la dictature du prolétariat, l'éligibilité des juges par toute la nation est aussi irréalisable et aussi réactionnaire que le principe du suffrage universel ou celui de l'armement général. Le prolétariat maître du pouvoir ne peut pas admettre que ses ennemis de classe soient ses juges. Les représentants du capital ou de la grande propriété foncière ne sauraient être les gardiens de la loi favorable à la suppression de la domination capitaliste. Enfin dans tout jugement civil ou criminel, la justice doit être rendue dans le nouvel esprit de la société socialiste.

Pour ces raisons, le pouvoir soviétique supprima tout l'appareil de l'ancienne justice qui, au service du capital, passait hypocritement pour la justice nationale. Il créa à sa place une justice nouvelle sans dissimuler son caractère de classe. Sous l'ancienne justice de classe une minorité d'exploiteurs jugeait la majorité laborieuse. La justice de la dictature du prolétariat est celle de la majorité ouvrière qui impose ses décisions à la minorité des exploiters. Aussi les juges en sont-ils choisis exclusivement par les travailleurs. Quant aux exploiters, ils n'ont que le droit d'être jugés.

72. Le tribunal national unique.

Dans la société bourgeoise, l'organisation de la justice est très compliquée. Les juristes bourgeois sont très fiers de ce que le nombre d'erreurs judiciaires soit réduit au minimum et

la justice bien assurée grâce à l'existence de plusieurs instances judiciaires. En réalité, le recours aux tribunaux de différentes instances n'est profitable qu'aux classes possédantes. Disposant d'un corps nombreux d'avocats mercenaires, les couches fortunées de la population ont toutes les facilités pour obtenir aux instances supérieures un jugement favorable, tandis que les plaignants pauvres sont souvent obligés d'abandonner un procès par trop coûteux. Le recours aux différentes instances garantit un jugement équitable dans la mesure où il est avantageux aux exploités.

Le tribunal unique de l'Etat prolétarien réduit au minimum les délais de durée du procès. La procédure judiciaire est abrégée considérablement et si elle est parfois encore longue, ce n'est dû qu'à l'état d'imperfection de toutes les institutions soviétiques pendant les premiers mois ou même pendant les premières années de la dictature du prolétariat. De ce fait, la justice est rendue plus accessible aux masses les plus pauvres et les plus arriérées de la population et elle le deviendra encore davantage lorsque la période aiguë de la guerre civile sera passée et lorsque toutes les relations entre les citoyens de la République seront plus stables et plus régulières. « Les lois se taisent en temps de guerre », disaient déjà les Romains. Au cours de notre guerre civile, les lois ne se taisaient pas, les tribunaux du peuple fonctionnent. Néanmoins, toute la population n'a pas encore eu le temps de connaître la justice nouvelle ni d'apprécier ses avantages.

La tâche des tribunaux du peuple est énorme pendant la période de destruction de l'ancienne société et de la formation de la nouvelle. La législation soviétique n'arrive pas encore à suivre la vie. Les lois du régime capitaliste bourgeois sont abolies. Celles de l'Etat prolétarien n'existent encore qu'à l'état d'embryon et ne seront probablement jamais achevées. La classe ouvrière ne veut pas que sa domination soit éternelle et par conséquent elle n'a pas besoin de créer des codes par douzaines. Après avoir exprimé sa volonté par un certain nombre de décrets fondamentaux, le prolétariat laisse aux

juges populaires élus par les travailleurs le soin de les commenter et de les appliquer dans la pratique. Le principal est que les sentences de ces juges consacrent la rupture complète avec le régime bourgeois et qu'ils jugent d'après la conscience prolétarienne et socialiste et non pas bourgeoise. Dans la quantité innombrable de procès qui surgissent au cours de la destruction des anciennes relations de classes et de la réalisation des droits du prolétariat, les tribunaux populaires peuvent terminer l'œuvre de la Révolution qui fut commencée en octobre 1917 et qui doit s'étendre à toutes les relations entre les citoyens de la République des Soviets. D'autre part, dans les innombrables procès de droit commun qui surgissent indépendamment des conditions de l'époque révolutionnaire, les tribunaux populaires doivent se placer à un point de vue nouveau vis-à-vis du prolétariat révolutionnaire, tenir le plus grand compte du caractère petit-bourgeois de ces délits et les juger dans un esprit tout à fait révolutionnaire.

73. Les tribunaux révolutionnaires.

Le Parti Communiste considère comme le tribunal normal de l'Etat socialiste, celui qui peut être élu et déposé par ses électeurs et où chaque travailleur à tour de rôle a le droit de siéger. Mais en période de guerre civile acharnée, il est nécessaire d'organiser des tribunaux révolutionnaires à côté des tribunaux populaires. Le devoir des tribunaux révolutionnaires consiste à juger rapidement et impitoyablement les ennemis de la Révolution prolétarienne. Ces tribunaux sont des instruments pour la soumission des exploités et ils apparaissent de la sorte comme des organes de défense et d'offensive prolétarienne, au même titre que l'Armée rouge et que les Commissions extraordinaires. Aussi ces tribunaux révolutionnaires sont-ils organisés moins démocratiquement que les tribunaux populaires. Ils sont nommés par les Soviets et non éligibles.

74. Les sanctions des tribunaux prolétariens.

Au cours de la lutte sanglante contre le Capital, la classe ouvrière ne peut renoncer à appliquer la peine de mort à ses ennemis déclarés. La suppression de la peine de mort est impossible tant que dure la guerre civile. Mais la comparaison impartiale des tribunaux prolétariens à ceux de la bourgeoisie contre-révolutionnaire montre la douceur extrême des premiers. La peine de mort n'est prononcée que dans les cas extrêmement graves. Ce fut manifeste surtout dans les procès des premiers mois de la dictature du prolétariat. Il suffit de rappeler que le fameux Pourichkevitch ne fut condamné par le tribunal révolutionnaire de Pétrograd qu'à deux mois de prison. Les tribunaux prolétaires montrent également beaucoup de bienveillance envers les éléments avancés, espoir de l'avenir, et la plus grande sévérité dans la liquidation des classes condamnées à disparaître.

En ce qui concerne les peines prononcées par la justice prolétarienne contre les crimes ou délits n'ayant pas un caractère contre-révolutionnaire, elles ont un caractère tout à fait différent de celles de la justice bourgeoise. Cela est tout à fait compréhensible. La plus grande partie des délits commis dans la société bourgeoise le sont contre la propriété privée ou concernent d'une manière quelconque la propriété. Naturellement, l'Etat bourgeois exerçait sa vindicte contre les délinquants, et les peines infligées par les tribunaux bourgeois apparaissent comme une sorte de vengeance du propriétaire lésé. Tout aussi insensées étaient les peines prononcées pour les crimes d'un caractère accidentel ou pour les crimes provenant de l'imperfection de la société bourgeoise (crimes de famille, crimes passionnels, crimes causés par l'alcoolisme et la dégénérescence, par l'ignorance et par les instincts sociaux anormaux). Le tribunal prolétarien a surtout affaire à des crimes en quelque sorte déjà préparés par la société bourgeoise et qui ne peuvent pas encore être complètement liquidés.

Le régime prolétarien a reçu, comme un produit de l'ancien régime, un cadre de criminels professionnels. La justice prolétarienne est étrangère à toute vengeance. Elle ne peut se venger de personnes dont le seul crime est d'avoir vécu dans la société bourgeoise. Aussi les peines infligées par nos tribunaux populaires reflètent-elles déjà la transformation révolutionnaire de la justice. La peine, la plupart du temps, est conditionnelle; elle a surtout pour but d'éviter le renouvellement du délit. On emploie aussi la désapprobation publique, mesure qui ne sera réellement efficace que dans une société sans classes et qui est basée sur l'élévation de la conscience et de la responsabilité sociale. La peine de la prison sans travail, ce parasitisme forcé, si souvent appliquée par le tsarisme, est remplacée par des travaux publics. La justice prolétarienne répare les dommages causés par les délinquants en les contraignant à un travail plus intense. Enfin, lorsque le tribunal a affaire à un criminel invétéré dont la libération, même après la peine accomplie, mettrait en danger la vie d'autres citoyens, il procède à l'isolement du criminel, mais tout en lui laissant la possibilité d'une complète renaissance morale.

Toutes ces mesures qui caractérisent la transformation des moyens de coercition étaient déjà, en majeure partie, défendues par les meilleurs juristes. Mais dans la société bourgeoise, elles ne sont jamais sorties du domaine du rêve. Seul, le prolétariat victorieux pouvait les appliquer.

75. L'avenir de la justice prolétarienne.

En ce qui concerne les tribunaux révolutionnaires, cette forme de la justice prolétarienne n'a pas plus d'avenir que l'Armée rouge une fois victorieuse des gardes-blancs, que les Commissions extraordinaires ou que tout autre organisme créé par le prolétariat au cours de la période de guerre civile. La victoire du prolétariat sur la contre-révolution bourgeoise fera disparaître tous les organismes devenus inutiles.

Quant à la justice prolétarienne sous sa forme de tribunal populaire, elle survivra certainement à l'époque de la guerre civile et il faudra un long temps encore avant de débarrasser la société nouvelle des vestiges de la société bourgeoise dans ses manifestations multiples. La suppression des classes ne supprimera pas du jour au lendemain la psychologie, les rapports spéciaux et les instincts de classes : ils durent toujours plus que la société qui les a fait naître. La suppression des classes elle-même peut traîner en longueur. Faire des bourgeois des travailleurs et des paysans des constructeurs de la société socialiste ne peut être l'œuvre d'un jour. La transformation des paysans surtout sera lente et s'accompagnera de nombreux procès judiciaires. La propriété privée des produits de consommation qui restera en vigueur jusqu'à l'époque où le système de distribution communiste pourra être appliqué, fournira bien des prétextes aux crimes et délits. Les crimes contre la société provoqués par l'égoïsme de certains de ses membres et les différents sévices contre le bien public feront longtemps encore l'objet de poursuites judiciaires. Il est vrai qu'à cette époque le tribunal aura changé de caractère : au fur et à mesure de la disparition de l'Etat, il se transformera graduellement en organe d'expression de l'opinion publique et prendra le caractère d'un tribunal d'arbitrage dont les décisions ne seront point coercitives et n'auront qu'une valeur morale.

CHAPITRE X

L'ÉCOLE ET LE COMMUNISME

76. L'ÉCOLE DANS LA SOCIÉTÉ BOURGEOISE. — 77. LES BUTS DESTRUCTIFS DU COMMUNISME. — 78. L'ÉCOLE INSTRUMENT D'INSTRUCTION ET D'ÉDUCATION COMMUNISTE. — 79. L'ÉDUCATION PRÉSCOLAIRE. — 80. L'ÉCOLE UNIQUE DU TRAVAIL. — 81. L'INSTRUCTION SPÉCIALE. — 82. LES HAUTES ÉCOLES (L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR). — 83. LES ÉCOLES DES SOVIETS ET LES ÉCOLES DU PARTI. — 84. L'INSTRUCTION HORS DE L'ÉCOLE. — 85. LA FORMATION DE NOUVEAUX ÉDUCATEURS SCOLAIRES. — 86. LES TRÉSORS DE L'ART ET DE LA SCIENCE AUX TRAVAILLEURS. — 87. LA PROPAGATION DU COMMUNISME PAR L'ÉTAT. — 88. L'ÉDUCATION PUBLIQUE SOUS LE TSARISME ET SOUS LE POUVOIR SOVIÉTIQUE.

76. L'École dans la société bourgeoise.

Dans la société bourgeoise, l'école poursuit trois buts principaux : elle élève la jeune génération des travailleurs dans un esprit de dévouement et de respect pour le régime capitaliste ; elle prépare parmi la jeunesse des classes dirigeantes des dresseurs « instruits » pour le peuple laborieux ; elle sert la production capitaliste en utilisant la science pour le perfectionnement de la technique et l'augmentation des revenus capitalistes.

Le premier but est avant tout atteint par la création, comme dans l'armée, d'un cadre correspondant « d'officiers de l'instruction publique ». Les maîtres des écoles bourgeoises destinées au peuple font un certain stage d'entraînement les préparant à leur rôle de « dresseurs ». Seul un personnel sûr

au point de vue bourgeois est admis à l'enseignement dans les écoles. Il est surveillé par des ministres bourgeois de l'instruction, qui chassent impitoyablement du milieu des instituteurs tout élément nuisible, c'est-à-dire socialiste. L'école populaire allemande d'avant la Révolution, qui servait de complément à la caserne de Guillaume, nous fournit un exemple saisissant de la façon dont les bourgeois et les propriétaires fonciers arrivaient, grâce à l'école, à fabriquer des serviteurs fidèles et aveugles du Capital. L'enseignement dans les écoles primaires bourgeoises est donné d'après un certain programme, conforme aux buts de « dressage capitaliste » des élèves. Tous les livres scolaires sont rédigés dans un même esprit. Dans le même but, la bourgeoisie se sert de toute la littérature bourgeoise créée par des gens qui considèrent le régime comme naturel, éternel et meilleur que tout autre régime possible et imaginable. Aussi les écoliers étaient-ils imperceptiblement imprégnés de psychologie bourgeoise et remplis d'admiration pour toutes les vertus bourgeoises, pénétrés de respect pour la richesse, la gloire et les titres, désireux de faire carrière et avides de bien-être égoïste.

L'œuvre des instituteurs bourgeois était complétée par les ministres de l'Eglise dans leur enseignement religieux qui, grâce aux liens étroits de l'Eglise et du Capital, a toujours été favorable aux classes possédantes.

La société bourgeoise atteint son deuxième but en rendant l'instruction secondaire et supérieure à dessein inaccessible aux classes laborieuses. Cette instruction (surtout l'instruction supérieure) exige de grosses dépenses que les ouvriers ne peuvent se permettre.

Les enseignements secondaire et supérieur durent dix ans et plus et ils sont, pour cette raison également, inaccessibles au travailleur obligé, pour subvenir aux besoins de sa famille, d'envoyer ses enfants encore très jeunes à l'usine ou aux champs, ou de les faire travailler à la maison. Les écoles secondaires et supérieures se transforment en réalité en établissements d'enseignement pour la jeunesse bourgeoise. Elle

y est préparée à remplacer les parents aux postes d'exploiteurs, de fonctionnaires et de techniciens de l'Etat bourgeois. L'enseignement dans ces écoles révèle nettement un caractère de classe. Si ce caractère ne se manifeste pas aussi nettement dans l'enseignement des mathématiques ou des sciences naturelles à cause de la substance même de ces sciences, par contre il apparaît très clairement dans les sciences sociales qui forment précisément la mentalité des élèves. L'économie politique est enseignée à la manière bourgeoise, avec des moyens perfectionnés pour réfuter Karl Marx. La sociologie et l'histoire sont également enseignées dans un esprit purement bourgeois. L'histoire du droit est couronnée par le droit bourgeois, considéré comme le droit naturel de « l'homme et du citoyen », etc. En résumé les écoles secondaires et supérieures (les Universités) apprennent aux fils de la bourgeoisie tout ce qui est nécessaire à la société bourgeoise pour maintenir son système d'exploitation. Si par exception les enfants des travailleurs arrivent aux Universités, l'organisme scolaire bourgeois les détache de leur classe d'origine, leur inocule une psychologie bourgeoise, et les talents des travailleurs servent en définitive à l'oppression de leur propre classe.

Son troisième but, la bourgeoisie l'atteint de la manière suivante : dans une société divisée en classes, la science s'éloigne du travail. Non seulement elle est la propriété des classes possédantes, mais encore elle est devenue la profession de cercles assez restreints. L'enseignement et les recherches scientifiques sont nettement séparés du travail. Pour appliquer à la production les progrès de la science, la société bourgeoise est obligée de créer des instituts destinés à utiliser pour la technique les découvertes scientifiques et des écoles techniques qui permettent de maintenir la production au niveau du progrès de la « science pure », c'est-à-dire détachée de la vie économique. Les écoles polytechniques fournissent en outre à la société capitaliste un personnel non seulement techniquement instruit, mais encore des surveillants, des directeurs de la classe ouvrière. Pour assurer l'échange des produits, la bour-

geoisie crée également des écoles de commerce, des instituts commerciaux, etc...

En régime communiste, les établissements d'instruction liés à la production en général subsisteront. Tout ce qui se rapporte à la production *bourgeoise* devra fatalement disparaître. Nous garderons tout ce qui contribue au développement de la science et nous supprimerons tout ce qui éloigne la science du travail. Nous garderons l'enseignement technique, mais nous supprimerons ce qui le sépare du travail physique. Nous garderons la science et développerons son application à la production, mais nous supprimerons les obstacles que le régime capitaliste amoncelait contre cette application lorsqu'il le jugeait avantageux pour lui.

77. Les buts destructifs du Communisme.

Dans l'instruction aussi bien que dans tout autre domaine, le Parti Communiste se trouve en face, non seulement de tâches créatrices, mais de buts destructeurs. En ce qui concerne le système scolaire bourgeois, il doit procéder à la suppression immédiate de tout ce qui faisait de l'école un instrument de domination pour la bourgeoisie.

Dans la société bourgeoise l'école, à ses degrés supérieurs, n'est destinée qu'à la classe des exploiters. Ces écoles, c'est-à-dire les lycées, collèges, instituts et académies militaires doivent être supprimées.

Le personnel enseignant de l'école bourgeoise sert à l'œuvre de l'instruction et du mensonge de classe. La partie du personnel de l'ancienne école qui ne veut pas ou ne peut pas servir à l'éducation communiste des masses doit être chassée impitoyablement.

L'ancienne école se servait de manuels conçus dans l'esprit bourgeois, elle employait des méthodes d'enseignement conformes aux intérêts de la bourgeoisie. Tout cela doit être écarté de l'école nouvelle.

L'ancienne école était liée au culte par l'enseignement obli-

gatoire de la religion, par la prière et la fréquentation de l'église. Le nouvel enseignement réalise l'exclusion du sein de l'école de toute religion, sous quelque forme qu'elle veuille y pénétrer, et même si elle essayait de s'y faufiler derrière les groupes rétrogrades de parents d'élèves.

L'ancienne Université créait une caste de professeurs qui s'opposait à l'accès dans les Universités de forces pédagogiques nouvelles. Cette caste de professeurs doit être licenciée et l'accès aux chaires d'enseignement doit être ouvert à toutes les compétences.

L'enseignement dans la langue natale chez les Allogènes était interdit dans les écoles tsaristes. La langue russe était obligatoire comme langue d'Etat et d'enseignement. L'école nouvelle supprime toute trace d'oppression nationale en octroyant l'enseignement en langue natale à toutes les nationalités.

78. L'École instrument d'instruction et d'éducation communistes.

La bourgeoisie ne constituait qu'une minorité insignifiante de la population. Cela ne l'a pas empêchée, à côté des autres organes d'oppression de classe, de se servir de l'école pour l'éducation et le « dressage » de millions de travailleurs et d'imposer ainsi les points de vue et la morale de la minorité à l'énorme majorité de la population.

En Russie la classe ouvrière, bien qu'en minorité, apparaît comme la directrice et l'organisatrice, politiquement parlant, de la lutte de tous les travailleurs. Il est naturel que, s'étant saisie de l'école, elle l'utilise d'abord pour élever les classes arriérées de la population à un degré supérieur de conscience communiste. La bourgeoisie utilisait l'école pour l'asservissement des travailleurs, le prolétariat l'utilisera pour sa libération. Grâce à son école, la bourgeoisie élevait les enfants des prolétaires dans l'esprit bourgeois, notre but à nous est d'élever les enfants de la petite et de la grande bourgeoisie dans

l'esprit prolétarien. L'école communiste se doit de réaliser dans le domaine de l'esprit et de la psychologie la même révolution, la même expropriation que le pouvoir soviétique a accomplie par la nationalisation des moyens de production dans le domaine économique. Il faut préparer les consciences humaines aux nouvelles relations sociales. Il est difficile de former la société communiste parmi les masses qui, dans bien des domaines de la vie idéologique, restent encore sur le terrain de la mentalité et des préjugés bourgeois. La nouvelle école a pour but d'adapter la mentalité générale aux nouvelles relations sociales et surtout d'élever une nouvelle génération qui se tiendra par toute sa psychologie sur le terrain de la nouvelle société communiste.

C'est à ces buts que doivent servir les réformes scolaires dont une partie est déjà appliquée, tandis que l'autre reste encore à accomplir.

79. L'Éducation pré-scolaire.

La société bourgeoise considère l'enfant comme la propriété de ses parents. Quand les parents disent « mon fils » ou « ma fille », ils ne donnent pas seulement à ce mot son sens familial, il signifie encore le droit pour les parents d'élever leurs enfants à leur guise. Au point de vue socialiste, ce droit n'est pas fondé. Aucun être ne s'appartient à lui-même. Il appartient à la société, au genre humain. Ce n'est que grâce à l'existence de la société que chaque individu peut vivre et se développer. Donc l'enfant appartient non seulement à ses parents, mais aussi à la société grâce à laquelle il peut vivre. Et la société possède un droit primordial et fondamental à l'éducation des enfants. Aussi faut-il blâmer impitoyablement et écarter la prétention des parents de transmettre par l'éducation familiale leurs vues bornées dans l'esprit de leurs enfants. La société reste libre de confier l'éducation des enfants aux parents, mais plus vite elle pourra intervenir elle-même,

moins il y aura de raison de laisser aux parents cette éducation, car les aptitudes à l'éducation des enfants sont plus rares que celles nécessaires pour les mettre au monde. Sur une centaine de mères, une ou deux seulement sont capables d'être des éducatrices. L'avenir est à l'éducation sociale. Ce système d'éducation permettra à la société capitaliste d'élever la génération future avec le plus grand succès et avec le minimum de temps et d'efforts.

L'éducation sociale n'est pas seulement nécessaire au point de vue pédagogique. Elle a également des avantages économiques considérables. Des centaines, des milliers, des millions de mères seront ainsi libérées pour la production et pour le développement de leur culture personnelle. Elles seront ainsi déchargées de l'abrutissant ménage domestique et de la quantité infinie d'occupations puériles qu'entraîne l'éducation familiale des enfants.

C'est pour ces raisons que le pouvoir soviétique entreprend de créer toute une série d'institutions destinées à améliorer continuellement l'éducation sociale, qui peu à peu se donnera en commun. Tels sont les jardins d'enfants où les ouvriers et les employés remettent à leurs heures de travail leurs enfants à la garde de spécialistes de l'éducation pré-scolaire; les foyers (garderies), sortes de jardins d'enfants, mais conçus pour un plus long séjour; les colonies d'enfants où vivent et sont élevés des enfants séparés pour longtemps ou pour toujours de leurs parents. Il faut y ajouter les crèches, c'est-à-dire les établissements où l'on élève les enfants jusqu'à l'âge de quatre ans ou dans lesquels on les garde pendant que leurs parents sont au travail.

La tâche du Parti Communiste est, d'une part, d'arriver par les moyens des organes soviétiques à développer plus rapidement encore la création d'institutions pré-scolaires et à améliorer leur fonctionnement, d'autre part de vaincre les préjugés petits-bourgeois sur les avantages et les nécessités de l'éducation familiale par une propagande redoublée et par les exemples des institutions d'éducation les mieux organisées du

pouvoir soviétique. C'est souvent l'organisation médiocre des crèches, des foyers, des jardins, etc., qui fait hésiter les parents à confier leurs enfants à ces institutions.

Le Parti Communiste et surtout ses sections féminines doivent inciter les parents à ne pas rendre impossible l'amélioration de l'éducation des enfants par leur refus de les confier aux établissements d'éducation sociale, mais tout au contraire de la faciliter en mettant leurs enfants dans ces établissements et en instituant un contrôle efficace par le moyen des conseils de parents.

80. L'École unique du travail.

Les institutions pré-scolaires sont créées pour les enfants de moins de sept ans. Il faut que l'éducation et l'instruction soient réunies à l'école. L'instruction devra être obligatoire, ce qui est un progrès énorme sur l'époque du tsarisme; elle doit être gratuite, ce qui est également un grand progrès sur les pays bourgeois les plus avancés où seul l'enseignement primaire est gratuit. L'enseignement doit naturellement être égal pour tous: ainsi seront abolis les privilèges de certains groupes de la population en fait d'éducation et d'enseignement. L'enseignement universel, égal pour tous et obligatoire, doit s'appliquer à toute la jeunesse entre huit et dix-sept ans.

L'école doit être unique. Cela signifie d'abord que la séparation des sexes doit être supprimée. Il faut écarter ensuite cette division des écoles en écoles supérieures, secondaires et primaires, dont les programmes ne sont point adaptés les uns aux autres. Il faut faire cesser également la distinction entre l'enseignement général et l'enseignement professionnel, la division en écoles accessibles à tous et en écoles réservées aux classes privilégiées. L'école unique doit constituer une échelle unique que tout élève de la République socialiste peut et doit gravir en commençant par l'échelon le plus bas: le jardin d'enfants, et en terminant par le plus haut: l'Université. L'en-

seignement général et la culture polytechnique seront obligatoires pour tous.

Il est évident que l'école unique est l'idéal de tout pédagogue averti; elle est en même temps la seule école possible sous le régime socialiste, c'est-à-dire dans une société sans classes ou qui vise à le devenir. Seul le socialisme peut réaliser l'école unique, bien que certains pédagogues de la société bourgeoise en aient déjà exprimé le vœu.

L'école de la République socialiste doit être l'école du travail, c'est-à-dire que l'enseignement et l'éducation y sont liés au travail et s'appuient sur le travail. Cela est important pour plusieurs raisons. D'abord pour le succès de l'enseignement même. Ce n'est pas ce que lui enseignent le livre et les explications du professeur que l'enfant apprend le plus facilement, le plus sérieusement et avec le plus grand plaisir, mais ce qu'il acquiert par la pratique de son travail manuel. On apprend le plus facilement les sciences naturelles en essayant de se servir de la nature environnante. Dans les écoles bourgeoises les plus modernes, on a déjà commencé à unir l'enseignement au travail, mais cette œuvre ne peut y être menée jusqu'au bout parce que le régime bourgeois élève sciemment des éléments parasites et sépare, par un précipice infranchissable, le travail manuel du travail intellectuel.

Le travail manuel est encore utile pour le développement purement physique de l'enfant et aussi pour le développement intégral de toutes ses aptitudes. Il est prouvé par l'expérience que le temps employé au travail manuel à l'école ne diminue pas, mais au contraire augmente le progrès intellectuel des enfants.

Enfin, l'école du travail est une réelle nécessité de la société communiste. Tout citoyen de cette société doit connaître, au moins élémentairement, toutes les professions. Cette société ne connaîtra ni corporations fermées, ni professions desséchées, ni groupements confinés dans leur seule spécialité. Même le savant le plus génial doit être en même temps un ouvrier manuel adroit. A l'élève quittant l'école communiste du tra-

vail, la société déclare : « Tu n'es pas forcé d'être un savant, mais tu as le devoir d'être un producteur. » En commençant par les jeux du jardin, l'enfant doit passer imperceptiblement au travail comme à la suite naturelle de ses jeux, de façon à s'habituer dès le début à ne pas considérer le travail comme une nécessité désagréable ou comme une punition, mais comme une manifestation naturelle et spontanée de ses aptitudes. Il faut que le travail devienne un besoin, comme le boire et le manger. Et il faut que l'école communiste propage et développe ce besoin.

Dans la société communiste aux progrès techniques extrêmement rapides, des déplacements fréquents des travailleurs auront certainement lieu, et en masses énormes, d'une industrie à l'autre.

Une simple découverte dans l'industrie du tissage peut exiger une diminution du nombre des ouvriers employés à cette industrie et une augmentation du nombre des travailleurs employés à la culture du coton, etc. Dans ce cas une nouvelle répartition des ouvriers s'impose et elle n'est possible que si chaque ouvrier de la société communiste connaît non seulement un métier, mais plusieurs. Dans des circonstances analogues, la société bourgeoise se tirait d'affaire en utilisant l'armée industrielle de réserve, c'est-à-dire le cadre constant des sans-travail. La société communiste n'aura pas cette réserve de chômeurs. Le surplus des ouvriers de n'importe quelle branche d'industrie sera immédiatement versé dans les branches qui en manqueraient. Seule l'école unique du travail pourra former ces travailleurs capables d'accomplir les plus diverses fonctions dans la société.

81. L'instruction spéciale.

Toute la jeunesse de la République, jusqu'à l'âge de dix-sept ans, doit passer par l'école unique du travail et y recevoir les connaissances théoriques et pratiques indispensables à tout

citoyen de la société communiste. Mais l'enseignement ne doit pas s'arrêter là, les connaissances spéciales, elles aussi, sont indispensables. Les sciences les plus essentielles actuellement atteignent un tel développement qu'il n'est plus possible à un homme de les embrasser toutes. L'école unique du travail n'exclut pas l'enseignement spécial, elle ne fait que l'élever à un degré supérieur. Déjà dans le second cycle de l'école unique, c'est-à-dire entre quatorze et dix-sept ans, se manifestent les aptitudes et les goûts des élèves pour telle ou telle profession, et il devient déjà nécessaire et possible de permettre à ces aptitudes naturelles de faire une plus ample connaissance avec les sciences préférées, sans que cela nuise toutefois à l'enseignement général de l'école unique du travail.

Mais le véritable enseignement spécial ne doit commencer qu'à partir de dix-sept ans. Cet âge nous apparaît comme une limite qui partage les deux enseignements pour les raisons suivantes : Jusqu'à l'âge de dix-sept ans, les jeunes gens de l'école unique du travail sont plus des élèves que des travailleurs. Mais à 17 ans, l'élève devient ouvrier. Le travail de l'école a des buts éducatifs et ne vise pas à la production de valeurs qui accroissent le budget-recettes de l'Etat. A dix-sept ans, l'élève devient un ouvrier qui aura à apporter sa part de travail, sa part de produits faits par lui à la communauté. Il ne pourra recevoir l'instruction spéciale qu'à la condition de remplir en même temps ses devoirs envers la société. Aussi la jeunesse, après dix-sept ans, ne pourra-t-elle recevoir l'instruction spéciale qu'en dehors des heures de travail. Avec le développement de la science et de l'industrie, la journée de travail sera réduite à moins de huit heures par jour, de sorte qu'à tout membre de la société communiste il restera encore assez de temps pour se livrer aux études spéciales. Des exceptions à cette règle seront possibles dans certains cas, surtout pour des individus extraordinairement doués ; on pourra les dispenser de l'obligation du travail pour quelques années dans l'intérêt de leur culture et de leurs recherches scientifiques, si cela apparaît de nécessité sociale.

82. Les hautes Ecoles (l'enseignement supérieur).

On ne peut pas encore se rendre compte exactement du caractère que prendront sous le régime communiste les écoles spéciales supérieures. Elles seront probablement d'un type très variable, depuis les cours de plus ou moins longue durée jusqu'aux écoles polytechniques et instituts scientifiques où les études se feront parallèlement aux recherches scientifiques et où la distance entre professeurs et étudiants sera à peu près nulle. En tout cas, on peut déjà affirmer sans crainte de se tromper que nos Universités sous leur forme présente, avec leur professorat actuel, sont déjà des institutions ayant vécu. Elles continuent dans un esprit suranné l'instruction reçue par la jeunesse dans les écoles secondaires bourgeoises. Nous pouvons, en attendant, réformer ces Universités en y renouvelant le personnel enseignant. Nous devons y incorporer des forces nouvelles qui, sans atteindre aux titres des « docteurs » de la société bourgeoise, n'en transformeront pas moins et avec succès l'enseignement des sciences sociales et sauront chasser la science bourgeoise de son dernier refuge. On peut également changer la composition de l'auditoire, en le formant principalement de travailleurs par excellence, afin que les sciences naturelles et techniques deviennent le lot des ouvriers. Mais l'instruction de ces derniers dans les Universités soulève la question de leur entretien pour le temps de leurs études. C'est le paragraphe 3 de notre programme sur l'instruction publique qui traite cette question d'une façon détaillée.

83. Les Ecoles des Soviets et les Ecoles du Parti.

Le Parti communiste, une fois au pouvoir, détruit tout l'appareil scolaire du tsarisme laissé presque intact par le gouvernement de Kerensky. Sur les ruines de l'ancienne école

de classe, notre parti se mit à créer l'école ouvrière unique qui est le germe de l'école normale du travail de la société communiste future. De la haute Ecole bourgeoise, le Parti communiste a essayé d'éliminer ce qui n'avait pour but que le maintien de la domination du capital; toute la science accumulée pendant la domination des classes possédantes, il la livre aux travailleurs, préparant ainsi la création d'un type normal de haute Ecole pour la société communiste.

Mais la culture bourgeoise n'enseigne pas l'art de faire la Révolution prolétarienne. Parmi toutes les écoles créées par la bourgeoisie et même parmi celles que nous créons actuellement pour la société communiste future, il n'en est pas une seule qui enseigne comment créer un Etat communiste. La période transitoire du capitalisme au communisme a fait naître un nouveau type d'école qui doit servir à la révolution actuelle et à l'appareil soviétique en construction. C'est le but des écoles soviétiques du Parti qui se formèrent sous nos yeux sous la forme de cours accidentels et de faible durée et qui sont devenus des instituts permanents pour la formation des fonctionnaires des Soviets. C'était inévitable. L'avènement de l'Etat soviétique est quelque chose d'absolument nouveau, sans exemple dans l'Histoire. Le travail dans les institutions soviétiques croît et se perfectionne d'un jour à l'autre, et il est nécessaire pour la bonne marche des travaux, que tout travailleur utilise l'expérience acquise par ses prédécesseurs. L'apprentissage personnel que l'on fait en participant aux Soviets paraît insuffisant. Il faut que l'expérience acquise soit rassemblée, systématisée, expliquée, pour devenir la propriété de tous les travailleurs participant au pouvoir soviétique, afin que tous les nouveaux éléments ouvriers attirés au pouvoir ne renouvellent plus les erreurs commises par leurs prédécesseurs et qu'ils s'intruisent non au moyen de leurs propres fautes, mais de celles commises antérieurement et déjà payées par l'Etat. C'est l'école du travail soviétique qui doit servir à ce but. Elle lui sert déjà, puisque nous possédons dans la République, à titre permanent, une Ecole centrale du travail sovié-

tique auprès du Comité Central Exécutif panrusse. Des écoles analogues vont sans aucun doute être bientôt créées dans tous les chefs-lieux de gouvernement.

En ce qui concerne les écoles du Parti communiste, elles ont changé radicalement de caractère dans la période de préparation effective au communisme. D'écoles d'un parti déterminé, s'appuyant sur le prolétariat, d'écoles purement politiques, elles sont devenues des établissements où l'on enseigne la transformation communiste de la société, et par suite des écoles de l'Etat. En même temps, ces écoles deviennent des académies militaires pour la création des cadres de la guerre civile. Grâce à ces écoles, le prolétariat est capable de comprendre le sens et les problèmes objectifs de la révolution qu'il accomplit presque inconsciemment, n'ayant devant lui que des buts concrets et étroits et ne pouvant embrasser dans son ensemble toutes les transformations qui s'accomplissent. Les écoles du Parti sont en état, non seulement d'éclairer le prolétariat sur la nature et le but final de sa révolution, mais encore d'enseigner comment le réaliser jusqu'au bout dans le plus bref délai avec le minimum d'efforts.

84. L'instruction hors de l'école.

Le tsarisme maintenait sciemment dans l'ignorance la majorité du peuple travailleur de Russie. Ayant reçu en héritage du pouvoir aristocratique un pourcentage énorme d'illettrés, le pouvoir soviétique a dû naturellement prendre les mesures les plus énergiques pour liquider cet héritage. Dans ce but, les sections de l'instruction publique devinrent des écoles pour adultes illettrés et employèrent toutes une série d'autres moyens pour lutter contre l'ignorance. Mais en dehors de l'utilisation des organes du Commissariat de l'Instruction, le Parti communiste se doit de faire tout son possible pour que les masses elles-mêmes participent à l'enseignement des illettrés. C'est à quoi doivent servir les Soviets de l'instruction publique, élus par les masses intéressées à la propagande de l'instruction. Au

même but sert aussi la mobilisation de tous ceux qui savent lire pour l'enseignement des illettrés. Cette mobilisation a déjà été réalisée en plusieurs points de la République et le Parti doit veiller à ce qu'elle se généralise d'après un plan établi.

En dehors de la lutte contre l'ignorance, il faut que le pouvoir soviétique fasse de grands efforts afin de donner à la population surtout adulte la possibilité de s'instruire par ses propres moyens. On a créé pour cela des bibliothèques qui satisfont aux besoins du lecteur ouvrier, on organise partout des cercles populaires et des maisons du peuple, des clubs, on crée des Universités populaires. Le cinématographe qui, sous le régime bourgeois, ne servait qu'à enrichir ses propriétaires et à démoraliser les masses populaires, se transforme graduellement, quoique trop lentement à notre gré, en un instrument efficace d'instruction et d'éducation des masses dans l'esprit du socialisme.

Toutes sortes de cours gratuits et accessibles à tous sont, grâce à la diminution des heures de travail, dispensés aux travailleurs. On prévoit pour l'avenir l'organisation d'excursions pour les travailleurs pendant leurs vacances, afin de leur faire connaître leur pays et les pays étrangers. Ces voyages auront une valeur éducative énorme et resserreront puissamment les liens entre les travailleurs de tous les pays.

85. La formation de nouveaux éduca- teurs scolaires.

Les réformes scolaires du pouvoir soviétique ont donné de meilleurs résultats que celles apportées dans d'autres branches. Cela ne peut pas être expliqué par le seul fait que l'Etat soviétique accorde à l'instruction publique un budget de beaucoup supérieur à ceux accordés pour le même objet par les Etats bourgeois les plus avancés. La réalisation de l'école unique du travail a été déjà en grande partie préparée par les pédagogues avancés de l'enseignement bourgeois. La meilleure

partie du personnel enseignant russe a pu réaliser en partie ce qu'elle considérerait elle-même comme nécessaire au point de vue purement pédagogique. Dans le nombre des instituteurs passés du régime bourgeois au pouvoir soviétique, il en était qui se montraient et sont encore adversaires de la Révolution prolétarienne en général, mais qui sont partisans de la Révolution scolaire accomplie par le prolétariat.

Toutefois, ces circonstances avantageuses ne diminuent nullement la nécessité pour l'Etat prolétarien de former un personnel enseignant communiste. Le nombre des communistes parmi les instituteurs aussi bien que parmi les spécialités en général, constitue une minorité insignifiante. Le nombre des adversaires du communisme y est bien plus considérable. La majorité est constituée par des fonctionnaires prêts à servir n'importe quel régime et à se conformer à tous les programmes, quoique de préférence à celui de leurs pères et de leurs grands-pères.

Le Parti Communiste a, pour ces raisons, un double problème à résoudre : d'une part, mobiliser les meilleurs éléments du personnel enseignant et par un travail soutenu créer parmi eux un noyau de maîtres communistes, et d'autre part, former des cadres nouveaux d'enseignement parmi la jeunesse élevée déjà dans l'esprit communiste en général et dans celui du programme scolaire communiste en particulier.

86. Les trésors de l'art et de la science aux travailleurs.

Sous le régime capitaliste, le talent est considéré comme la propriété de son possesseur et comme un instrument d'enrichissement pour lui. Le produit de son activité est considéré comme une marchandise qui peut être vendue à tel ou tel prix et qui devient de cette façon la propriété de celui qui peut la payer le plus cher. L'œuvre de génie, de valeur sociale énorme et qui représente par son essence même une puissance

créatrice collective, peut être vendue à un Koloupaïev russe ou à un Morgan américain et ils auront toute liberté de la transformer ou même de l'anéantir. Si Trétiakov, le fameux commerçant russe, au lieu de faire don de ses tableaux à la ville de Moscou, avait pris un jour fantaisie de les brûler tous, aucune loi de la société bourgeoise n'aurait pu ni l'en empêcher ni l'en punir. La vente et l'achat d'œuvres d'art, de livres rares et précieux, de manuscrits, etc., avaient pour résultat de les rendre inaccessibles aux masses populaires, la classe des exploités ayant seule le privilège de les connaître et de les posséder.

La République soviétique déclare propriété publique toutes les œuvres d'art, toutes les collections, etc., et écarte tous les obstacles à leur utilisation générale. C'est dans ce but qu'on a décrété la nationalisation de bibliothèques considérables qui, de ce fait deviennent la propriété de toute la population.

Le Parti Communiste doit s'efforcer de pousser le pouvoir d'Etat encore plus avant dans cette voie. Dans la pénurie actuelle de livres et vu l'impossibilité de les rééditer, il y a lieu de limiter encore davantage le droit à la propriété privée des livres et il faut absolument les concentrer dans les bibliothèques publiques, dans les écoles, etc.

Pour permettre aux masses profondes de la population d'utiliser le théâtre dans un but instructif, on procède à la nationalisation de tous les théâtres. Cette mesure conduira indirectement à la socialisation du talent dans les domaines de la scène, de la musique et de l'art du chant.

C'est ainsi que tous les produits de la science et de l'art qui furent créés pour l'exploitation des classes ouvrières et sur leur dos retournent graduellement à leurs possesseurs réels.

87. La propagation du Communisme par l'Etat.

Lorsque le régime bourgeois s'effondre et que sur ses ruines s'élève la nouvelle société communiste, la propagation des idées communistes ne doit pas incomber au seul Parti communiste

et n'être faite que par ses modestes moyens. La propagande communiste est indispensable à toute la société pour accélérer sa transformation. Sa tâche est d'éclairer les fondateurs de la nouvelle société et d'expliquer à ceux qui accomplissent leur œuvre souvent inconsciemment, le sens et le but de leurs propres efforts.

Pour ces raisons il faut que, non seulement l'école prolétarienne, mais tout le mécanisme de l'Etat prolétarien serve à la propagande communiste. Elle doit être faite à l'armée par les organes militaires et politiques. Il faut qu'elle soit faite partout et par tous les organes du pouvoir soviétique.

Le meilleur instrument de propagande est l'édition des livres par le gouvernement. La nationalisation de toutes les imprimeries et de toutes les réserves de papier donne à l'Etat prolétarien la possibilité d'éditer, malgré la pénurie de papier et à des milliers d'exemplaires, ce qui est le plus nécessaire au peuple à l'heure actuelle. Les livres, les brochures, les journaux, etc., imprimés par les soins de l'Etat, deviennent graduellement accessibles aux masses, grâce à leurs prix minimes. Ces derniers temps, les éditions de l'Etat commencent à être fournies aux masses à titre gratuit. La propagation du communisme devient finalement un moyen de détruire jusqu'aux traces de la mentalité bourgeoise et un puissant instrument pour la création d'une nouvelle idéologie, d'une nouvelle façon de voir le monde.

88. L'instruction publique sous le tsarisme et sous le pouvoir soviétique.

Les dépenses de l'Etat pour l'instruction publique pendant les vingt dernières années se chiffrent ainsi :

En 1891	22.810.260 roubles
En 1911	27.883.000 —
En 1916	195.624.000 —
En 1917	339.831.687 —
En 1918	2.914.082.124 —
En 1919 (premier semestre)	3.888.000.000 —

On voit par là que la transmission du pouvoir au prolétariat amena immédiatement une augmentation de 900 pour 100 dans le budget de l'instruction publique.

Au 1^{er} septembre 1917, on comptait en Russie 38.387 écoles primaires. Dans l'année scolaire de 1917-1918, on en comptait 52.274 avec 4.138.982 élèves. Dans l'année scolaire 1918-1919, il y avait 62.238 écoles primaires.

Quant aux écoles de l'enseignement secondaire, il y en avait 1830 dans l'année scolaire 1917-1918 et 3.783 en 1918-1919.

L'instruction pré-scolaire n'existait pour ainsi dire pas sous le régime tsariste. Le pouvoir soviétique eut à la créer de toutes pièces. Malgré les conditions défavorables, on comptait en 1919, sur un total de 31 gouvernements, 2.615 jardins, foyers et colonies d'enfants avec 155.443 enfants. Environ 2,5 % des enfants de 3 à 5 ans sont élevés dans ces institutions. Dans les villes, le pourcentage atteint 10 % et il continue à s'élever.

CHAPITRE XI

LA RELIGION ET LE COMMUNISME

89. POURQUOI LA RELIGION ET LE COMMUNISME SONT INCOMPATIBLES. — 90. LA SÉPARATION DE L'ÉGLISE ET DE L'ÉTAT. — 91. LA SÉPARATION DE L'ÉCOLE ET DE L'ÉGLISE. — 92. LA LUTTE CONTRE LES PRÉJUGÉS RELIGIEUX DES MASSES

89. Pourquoi la religion et le communisme sont incompatibles.

« La religion est l'opium du peuple », disait Karl Marx. Le Parti communiste a pour devoir de faire comprendre cette vérité aux masses les plus profondes du peuple travailleur. La tâche du Parti est d'inculquer à toutes les masses ouvrières, même les plus arriérées, cette vérité que la religion était et continue à être un des instruments les plus puissants dans les mains des oppresseurs pour le maintien de l'inégalité, de l'exploitation et de l'obéissance servile des travailleurs.

Certains communistes médiocres raisonnent ainsi : « La religion ne m'empêche pas d'être communiste, je crois également en Dieu et au communisme. Ma foi en Dieu ne m'empêche pas de lutter pour la cause de la Révolution prolétarienne. »

Un tel raisonnement pêche par la base. La religion et le communisme sont incompatibles aussi bien théoriquement que pratiquement.

Tout communiste doit considérer les phénomènes sociaux (relations entre les individus, révolutions, guerres, etc.) comme s'accomplissant suivant des lois déterminées. Les lois du déve-

loppement social sont déterminées avec une ampleur incomparable par le socialisme scientifique grâce à la théorie du matérialisme historique créée par nos grands maîtres K. Marx et Engels. D'après cette théorie, aucune force surnaturelle n'a eu d'influence sur le développement social. Mieux encore : la même théorie établit que l'idée même de Dieu et des forces surnaturelles s'est formée à un certain degré de l'histoire humaine et que cette idée puérile, et non confirmée par l'expérience de la vie et de la lutte de l'homme contre la nature commence à disparaître.

Les préjugés religieux sont très vivaces et ils troublent même des gens très intelligents parce qu'il est avantageux aux classes d'exploiteurs de maintenir le peuple dans l'ignorance et dans sa croyance puérile au miraculeux.

Les forces surnaturelles ne se manifestent pas non plus dans les transformations de la nature elle-même. L'homme a obtenu des succès formidables dans sa lutte contre la nature ; il la fait servir à ses intérêts et il dirige ses forces non par la croyance en Dieu ou en son aide, mais malgré cette croyance et parce que, dans la pratique des choses sérieuses, il agit toujours en athée. Le communisme scientifique explique tous les phénomènes de la nature d'après les résultats des sciences naturelles qui sont en hostilité irréconciliable avec toutes les fables religieuses.

En pratique non plus le communisme n'est pas compatible avec la foi religieuse. La tactique du Parti communiste commande à ses membres un certain genre d'action. La morale de toute religion commande également aux croyants une certaine conduite. (Voici un exemple de la morale chrétienne : « Si on te frappe sur la joue gauche, présente la joue droite »). Entre les directives de la tactique communiste et les commandements de la religion, il y a le plus souvent des contradictions inconciliables.

Un communiste qui rejette les commandements de la religion et agit d'après les directives du parti cesse d'être croyant. Par contre, un croyant qui se prétend communiste, mais qui

enfreint les directives du parti au nom des commandements de la religion cesse d'être communiste.

La lutte contre la religion a deux aspects qu'aucun communiste ne doit jamais confondre. Le premier, c'est la lutte contre l'Eglise, en tant qu'organisation de propagande religieuse, intéressée matériellement à l'ignorance et à l'obscurantisme du peuple et à son asservissement religieux. Le second, c'est la lutte contre les préjugés religieux largement répandus et profondément ancrés dans la majeure partie des masses.

90. La séparation de l'Eglise et de l'Etat.

D'après le catéchisme chrétien, l'Eglise est une société de croyants liés par la même foi, par les mêmes rites, etc. Pour un communiste, l'Eglise est une société d'individus liés par les mêmes sources de profits obtenus aux frais des croyants, aux dépens de leur superstition, de leur ignorance; elle est une association unie à d'autres associations d'exploiteurs, de capitalistes et de propriétaires fonciers, alliés à leur tour à l'Etat qu'ils aident à opprimer les travailleurs et dont ils reçoivent à leur tour aide et assistance. Les liens qui unissent l'Eglise et l'Etat remontent à des temps immémoriaux. C'est à l'époque de la féodalité que ces liens furent les plus étroits : cela devient clair si on se rappelle que l'Etat autocratique de la noblesse s'appuyait sur la grande propriété foncière et que l'Eglise elle-même était un grand propriétaire possédant des millions d'hectares de champs, de prairies et de forêts. Ces deux forces devaient inévitablement s'associer pour la lutte commune contre les masses laborieuses et pour consolider ainsi leur domination sur elles. Dans la période de lutte entre la bourgeoisie citadine et la noblesse, la bourgeoisie s'attaqua furieusement à l'Eglise en tant que propriétaire des terres dont elle voulait s'emparer et en tant que possesseur et bénéficiaire des revenus gagnés par l'exploitation des travailleurs, revenus sur lesquels la bourgeoisie émettait à son tour des prétentions. Cette lutte fut très violente dans certains pays (France), elle

le fut bien moins dans d'autres (Angleterre, Allemagne, Russie). Aussi la séparation de l'Eglise et de l'Etat (qui signifie la transmission à la bourgeoisie des sommes accordées par l'Etat à l'Eglise) fut-elle revendiquée déjà par la bourgeoisie libérale et démocratique. Néanmoins, cette séparation ne s'est accomplie à peu près nulle part parce que la lutte de plus en plus acharnée de la classe ouvrière contre le capitalisme et contre la bourgeoisie n'a pas permis à cette dernière de poursuivre sa lutte contre l'Eglise. Bien au contraire, la bourgeoisie a trouvé plus avantageux pour elle de se réconcilier avec l'Eglise, d'acheter ses prières pour lutter contre le socialisme, d'utiliser son influence sur les masses ignorantes afin d'y maintenir l'esprit d'obéissance servile envers l'Etat exploiteur. (« Il n'est pas de pouvoir qui ne vienne de Dieu. »)

Le pouvoir prolétarien termina l'œuvre commencée et abandonnée ensuite par la bourgeoisie. Un des premiers décrets du pouvoir soviétique en Russie fut celui de la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Les terres qui appartenaient à l'Eglise furent données aux travailleurs et ses capitaux furent déclarés propriété du peuple ouvrier. On lui enleva tous les revenus que le tsarisme lui avait accordés et qu'elle continuait à percevoir sous le gouvernement « socialiste » de Kerensky. La religion fut déclarée affaire personnelle de tout citoyen. En même temps le pouvoir soviétique repoussa toute idée d'utiliser l'Eglise de n'importe quelle manière pour consolider la domination du prolétariat.

91. La séparation de l'Ecole et de l'Eglise.

La fusion de la propagande religieuse avec l'enseignement scolaire est également un instrument puissant dans les mains du clergé pour consolider la domination de l'Eglise et son influence sur les masses. La jeunesse, l'avenir de l'humanité, est livrée aux mains du clergé. En régime tsariste, le maintien du fanatisme religieux, de la stupidité et de l'ignorance était

considéré comme une affaire capitale. La religion était l'enseignement scolaire le plus important. A l'école aussi, l'autocratie protégeait l'Eglise et cette dernière soutenait l'autocratie. En plus de l'enseignement obligatoire de la religion dans les écoles, en plus des prières obligatoires des élèves, l'Eglise commençait à s'emparer de toute l'instruction publique en couvrant toute la Russie d'un réseau d'écoles paroissiales.

A cause de cette union de l'Ecole avec l'Eglise, la jeunesse, à partir de l'âge le plus tendre, tombait sous le pouvoir des superstitions religieuses. Elle devenait absolument incapable de se faire une idée raisonnée du monde. Sur la même question (l'origine de la terre, par exemple) la religion et la science donnent des réponses différentes et le cerveau malléable de l'enfant devenait un terrain de lutte entre la science exacte et les mensonges épais de la superstition.

Dans quelques pays, la jeunesse est élevée par l'Eglise non seulement dans un esprit de dévouement au régime en vigueur, mais souvent, quand cela lui semble nécessaire, dans un esprit de dévouement au régime déjà disparu de l'autocratie, du clergé, de la noblesse, comme en France, par exemple. Une telle éducation apparaît comme contre-révolutionnaire, même du point de vue bourgeois.

[Le libéralisme bourgeois mettait lui aussi à son programme la séparation de l'Ecole et de l'Eglise. Il luttait pour le remplacement dans les écoles de l'enseignement de la religion par celui de la morale bourgeoise. Il exigeait lui aussi la suppression des écoles fondées par des sociétés religieuses et par des congrégations. Cette lutte non plus ne fut poursuivie nulle part jusqu'au bout. C'est ainsi qu'en France tous les ministères bourgeois, durant une vingtaine d'années, promirent solennellement de dissoudre toutes les congrégations, de confisquer leurs biens, de leur interdire l'enseignement scolaire, etc., mais ils n'en finissent pas moins par une réconciliation et des compromissions avec le clergé catholique. Un exemple saisissant d'un compromis de ce genre entre l'Etat et l'Eglise fut donné récemment par M. Clemenceau qui fut en son temps un adversaire acharné de l'Eglise et qui finit par adresser un appel

à la conciliation, à l'oubli de l'ancienne inimitié, décora solennellement les représentants du clergé catholique pour leur patriotisme. L'Etat et l'Eglise ont déjà conclu une entente et s'entraident mutuellement dans la lutte étrangère pour l'exploitation d'autres pays (dans la guerre avec l'Allemagne) comme dans la lutte à l'intérieur contre la classe ouvrière.

Cette réconciliation de la bourgeoisie avec l'Eglise se manifeste non seulement par le fait que la bourgeoisie fait table rase de ses anciennes devises de combat contre la religion et qu'elle cesse de lutter contre elle. Il y a mieux. Elle devient elle-même toujours davantage « une classe croyante ». Les arrière-grands-pères des bourgeois contemporains de l'Europe étaient athées, libres penseurs, ennemis acharnés du clergé. Tout en restant athée, sans croire aux fictions religieuses et s'en moquant en cachette, la bourgeoisie contemporaine considère néanmoins comme nécessaire d'entretenir ces mensonges en guise de frein pour le peuple. Quant aux fils de bourgeois d'aujourd'hui, ils se soumettent eux-mêmes à l'emprise religieuse. Nous avons vu après notre Révolution d'Octobre 1917 les bourgeois et les intellectuels libéraux remplir les églises et prier avec ferveur ce dont ils riaient dans les temps meilleurs. Tel est le sort de toutes les classes condamnées à disparaître : il ne leur reste qu'à chercher une consolation dans la religion.

Le même mouvement en faveur de la religion se manifeste également parmi la bourgeoisie de l'Europe occidentale à laquelle le pouvoir n'est pas encore enlevé. Mais si la bourgeoisie commence à croire en Dieu et en l'immortalité, c'est qu'elle sent qu'ici-bas sa dernière heure a sonné].

La séparation de l'Ecole et de l'Eglise a provoqué et provoque encore des protestations de la part des éléments les plus arriérés des ouvriers et des paysans. Bien des parents continuent à insister pour que « l'enseignement de la religion » soit admis comme facultatif dans les écoles pour ceux qui veulent le recevoir. Le Parti communiste lutte avec énergie contre ces tentatives de réaction. Admettre l'enseignement de la superstition religieuse dans les écoles, c'est *favoriser officiellement la diffusion des préjugés religieux dans les masses*. L'Eglise obtiendrait de la sorte un auditoire d'enfants ras-

semblés à l'école précisément dans un but tout à fait opposé à celui de l'école, ce serait laisser à la disposition de l'Eglise des locaux appartenant à l'Etat où elle pourrait propager le poison religieux parmi la jeunesse presque dans la même mesure qu'avant la séparation de l'école et de l'Eglise.

Il faut que le décret de séparation de l'école et de l'Eglise reste dans toute sa vigueur et l'Etat prolétarien ne doit faire aucune concession à l'esprit du Moyen Age. Ce qui a été fait dans ce domaine est encore insuffisant et les parents ignorants ont encore la possibilité d'estropier la mentalité de leurs enfants par les fables religieuses. Le pouvoir soviétique tolère la liberté de conscience pour les adultes. Mais cette tolérance se transforme chez les parents en liberté d'empoisonner leurs enfants avec le même opium dont l'Eglise les a empoisonnés autrefois. Les parents imposent à leurs enfants leur propre stupidité et leur propre ignorance, ils leur enseignent toutes sortes d'inepties et rendent ainsi extrêmement difficile le travail de l'école du travail unique.

C'est un devoir important de l'Etat prolétarien que de soustraire les enfants à l'influence rétrograde de leurs parents. Le seul moyen radical, c'est l'éducation complète des enfants par la société. Mais il faut agir immédiatement et arriver rapidement non seulement à chasser la propagande religieuse de l'école, mais aussi à faire en sorte que l'école elle-même puisse passer à l'offensive contre la propagande religieuse dans la famille et qu'elle rende l'esprit de l'enfant insensible à toutes les fables religieuses auxquelles bien des grandes personnes croient encore et qu'elles présentent comme la vérité.

92. La lutte contre les préjugés religieux des masses.

Le pouvoir prolétarien réalisa assez facilement et sans crise douloureuse la séparation de l'Eglise et de l'Etat et celle de l'Ecole et de l'Eglise. Bien plus difficile apparaît la lutte contre les préjugés religieux très vivaces et profondément enracinés

dans les masses. Cette lutte sera longue, elle exige une grande ténacité et une patience soutenue. Notre programme dit à ce sujet : « Le Parti communiste russe est profondément convaincu que seule l'activité systématique et consciente des masses dans tout le domaine économique et social entraînera la disparition complète des préjugés religieux ». Nous allons expliquer cela.

La propagande religieuse, la croyance en Dieu et dans les forces surnaturelles trouvent le terrain le plus favorable là où la conscience des masses est poussée par toutes les circonstances de la vie sociale dans la voie des explications surnaturelles. Les rapports entre les hommes au cours de la production capitaliste y contribuent dans une large mesure. Dans la société bourgeoise, la production et l'échange des produits ne se font pas systématiquement et d'après un plan déterminé, mais de façon élémentaire. Personne ne sait si la production d'une marchandise quelconque est insuffisante ou en excès. Les producteurs eux-mêmes n'ont une vague idée ni du fonctionnement du mécanisme formidable et compliqué de la production capitaliste, ni des raisons pour lesquelles les prix des marchandises tantôt sont en hausse, tantôt sont en baisse. Et le travailleur ordinaire, ne sachant pas expliquer la cause réelle des transformations sociales en cours, se réfugie dans la volonté divine qui explique tout.

Par contre, les domaines de la production et de la répartition n'auront plus rien de mystérieux dans la société communiste. Tout ouvrier aura non seulement à exécuter la part du travail social qui lui est attribuée, mais il aura encore à participer à l'élaboration du plan général de la production ou du moins il en aura une idée très nette. Dans tout le mécanisme de la production nationale, il n'y aura rien de mystérieux rien d'incompréhensible et rien d'inattendu; toute base aura donc disparu pour des explications mystiques et pour la superstition. De même que le menuisier ayant fait lui-même une table sait pertinemment d'où cette table sort, de même tous les travailleurs de la société communiste sauront exactement ce que créent leurs forces collectives et de quelle manière.

Aussi le fait même de l'organisation et de la consolidation du régime socialiste porte déjà à lui seul des coups irréparables à la religion. Quant à la transition du socialisme au communisme, c'est-à-dire de la société qui achève la suppression du capitalisme à la société débarrassée de toute trace de divisions et de lutte entre les classes, elle amènera la mort naturelle de toute religion et de toute superstition.

Mais tout cela ne veut pas dire que nous allons attendre, bien tranquilles, cette mort de la religion prédite avec certitude pour l'avenir.

C'est maintenant surtout que la lutte contre les préjugés religieux doit être le plus intense, dans la période où l'Eglise apparaît comme une organisation contre-révolutionnaire qui use de son influence religieuse sur les masses pour les entraîner dans la lutte politique contre la dictature du prolétariat. La religion orthodoxe défendue par les prêtres recherche l'alliance avec la monarchie. C'est pourquoi il faut que le pouvoir soviétique développe le plus possible la propagande antireligieuse par la création de cours spéciaux, par l'organisation de discussions publiques, par la publication d'une littérature appropriée et surtout par la diffusion des sciences qui lentement, mais sûrement, ruinent l'autorité de la religion. Pour assurer le succès de cette lutte, il est, entre autres, un moyen efficace, pratiqué récemment sur plusieurs points de la République et qui consiste à montrer au peuple les reliques « incorruptibles ». Rien de pareil pour dévoiler aux masses crédules la fourberie grossière sur laquelle repose toute religion en général et la religion orthodoxe russe en particulier.

La lutte contre la religion et contre les préjugés religieux doit être menée, non seulement avec toute l'énergie et avec toute la persévérance possibles, mais encore avec la patience et avec la prudence nécessaires. La masse croyante est très sensible à toute blessure faite à ses sentiments religieux et l'inoculation violente de l'athéisme, jointe aux insultes et aux moqueries à l'égard des rites religieux et des objets du culte, ne fait pas avancer, mais ralentit plutôt la lutte contre la reli-

gion. L'Eglise, sous l'aurole du martyre, est encore bien plus sympathique aux masses; elle en profite pour éveiller chez le peuple l'idée depuis longtemps oubliée du rapprochement entre la religion et la défense de la liberté nationale; elle excite la haine nationale et surtout l'antisémitisme et elle mobilise toutes les survivances d'une idéologie déjà à moitié disparue.

Nous allons citer quelques chiffres montrant quelles sommes soutirées au peuple le gouvernement tsariste dépensait pour l'entretien de l'Eglise, quelles sommes le peuple lui-même lui donnait en retournant ses poches déjà peu garnies. Nous montrerons également quelles richesses furent accumulées par les serviteurs du Christ.

[Le gouvernement remettait annuellement à l'Eglise, par l'intermédiaire du Synode et par d'autres voies une somme de 50 millions de roubles. Le Synode avait dans les banques 70 millions de dépôts environ. Les églises, les couvents et les congrégations possédaient des terres en abondance. En 1905, les églises possédaient ensemble 1.872.000 déciatines (1) et les congrégations 470.000. Les 6 couvents les plus riches possédaient ensemble 182.000 d. Le couvent de Solovietzk en avait pour sa part 66.000, celui de Serovsky 26.000 et le couvent Alexandre-Newsky 25.000. En 1903, les églises et les congrégations possédaient à Pétrograd 266 propriétés de rapport : des maisons, des boutiques des terrains, etc. Elles avaient à Moscou 1.054 maisons de rapport sans compter 32 hôtels, à Kiev 114 maisons. Voici aussi les revenus « évangéliques » de quelques métropolitains et archevêques : le métropolitain de Pétrograd recevait 300.000 roubles par an, celui de Moscou et celui de Kiev 100.000 et l'archevêque de Novgorod 310.000 roubles.

On comptait en Russie jusqu'à 30.000 écoles paroissiales avec un million d'élèves environ. 20.000 prêtres étaient employés par le ministère de l'Instruction publique pour l'enseignement de la religion dans les écoles primaires.

Il est universellement connu que l'autocratie tsariste protégeait l'Eglise orthodoxe officiellement et comme la seule vraie. Des millions de roubles étaient perçus sous forme d'im-

(1) Déciatine : 1 hect. 0925.

pôts sur les musulmans (tartares), sur les catholiques (polonais) et sur les juifs. Cet argent livré à l'église orthodoxe servait à prouver la vérité de la religion orthodoxe et la fausseté de toutes les autres. L'oppression religieuse sous le tsarisme atteignit des proportions inconcevables, si bien que sur 100 habitants on comptait 70 orthodoxes, 9 catholiques, 11 musulmans, 5 protestants, 4 juifs et 1 appartenant à une autre religion.

En ce qui concerne l'armée du clergé elle atteignait en 1909 les chiffres suivants :

Pour les 52.869 églises en Russie on comptait :

Archiprêtres	2.912
Prêtres	46.730
Diacres	14.670
Chantres	43.518

Dans les 455 couvents pour hommes, il y avait :

Moines	9.987
Novices	9.582

Dans les 418 couvents pour femmes :

Nonnes	14.008
Novices	46.811

Total du clergé et des congréganistes..... 188.218

Tels sont les chiffres du clergé orthodoxe seul, mais toutes les nationalités de la Russie professant d'autres religions renforçaient encore cette caste parasite. Tout ce monde, au lieu de recevoir des sommes énormes de la population pour maintenir le peuple dans l'ignorance, aurait pu créer une grande quantité de richesses par le travail.

L'Etat socialiste poursuivant le perfectionnement de son appareil économique imposera au clergé et aux autres classes non productrices le travail obligatoire et en fera des ouvriers ou des paysans.

Le clergé des villes et des campagnes recevait de l'Etat capitaliste en Russie 12 millions de roubles par an à titre de traitement — (c'est pourquoi il s'oppose tant à la séparation de l'Eglise et de l'Etat, cela équivalait pour lui à une perte

d'une dizaine de millions). Mais cela n'était qu'une partie des revenus du clergé. La majeure partie de ses ressources provenait des cérémonies religieuses, du fermage des terres, des intérêts des capitaux avantageusement placés par l'Eglise. Personne n'a pu déterminer le montant exact de ces revenus, mais on peut les estimer approximativement à la somme de 150 millions de roubles (au taux d'avant-guerre). Le clergé continue encore à percevoir du peuple la majeure partie de ses revenus.

CHAPITRE XII

L'ORGANISATION DE L'INDUSTRIE

93. L'EXPROPRIATION DE LA BOURGEOISIE ET LA NATIONALISATION PROLÉTARIENNE DE LA GRANDE INDUSTRIE. — 94. NOTRE BUT EST LE DÉVELOPPEMENT DES FORCES PRODUCTIVES. — 95. L'ORGANISATION RATIONNELLE DE LA PRODUCTION. — 96. EXTENSION DE LA COLLABORATION ÉCONOMIQUE AVEC LES AUTRES PAYS. — 97. ORGANISATION DE LA PETITE INDUSTRIE, DES MÉTIERS ET DU TRAVAIL A DOMICILE. — 98. L'ORGANISATION INDUSTRIELLE ET LES SYNDICATS. — 99. L'UTILISATION DE LA FORCE OUVRIÈRE. — 100. LA DISCIPLINE DU TRAVAIL ENTRE CAMARADES. — 101. L'UTILISATION DES SPÉCIALISTES BOURGEOIS. — 102. L'ALLIANCE DE L'INDUSTRIE ET DE LA SCIENCE.

93. L'expropriation de la bourgeoisie et la nationalisation prolétarienne de la grande industrie.

Le pouvoir soviétique, comme organe de la dictature prolétarienne, avait pour premier devoir d'enlever à la bourgeoisie les moyens de production, c'est-à-dire d'exproprier la bourgeoisie. Il est bien entendu qu'il ne s'agissait pas d'exproprier le petit producteur, l'artisan, mais d'enlever les moyens de production à la haute bourgeoisie et d'organiser la grande industrie sur une base nouvelle.

Nous avons dit dans la première partie de ce livre que le prolétariat ne veut ni le partage ni le pillage des usines, mais l'organisation de la production en commun, c'est-à-dire le transfert de tous les moyens de production à l'Etat prolétarien qui

est la plus grande et la plus forte organisation de la classe ouvrière. Il faut bien se garder de confondre la nationalisation de la production sous la domination bourgeoise avec celle accomplie sous la domination du prolétariat. Nationalisation signifie transfert à l'Etat. Mais celui qui parle de la nationalisation par l'Etat sans s'occuper de la forme de ce dernier ne comprend rien à l'essentiel de la question. Quand c'est la bourgeoisie qui est la classe dominante de la société et que c'est elle qui nationalise les trusts et les syndicats, il n'y a aucune expropriation de la bourgeoisie. Dans ce cas, elle ne fait que sortir ses biens d'une poche pour les remettre dans l'autre. Elle remet tout à son Etat à elle. C'est toujours elle, la bourgeoisie, qui reste l'exploiteur de la classe ouvrière et celle-ci continue comme auparavant à travailler non pas pour elle-même mais pour son ennemie de classe. Cette nationalisation aboutit à une organisation dont nous avons parlé dans la première partie de ce livre, c'est le *capitalisme d'Etat*.

Un tout autre résultat est obtenu quand la nationalisation se produit sous la domination du prolétariat. Alors les usines, les ateliers, les moyens de transport, etc. passent au pouvoir prolétarien, c'est-à-dire à l'organisation des ouvriers et non pas des capitalistes. Dans ce cas l'expropriation de la bourgeoisie est réalisée efficacement, la bourgeoisie est alors réellement privée de ses richesses, de sa domination, de sa force et de sa puissance. Du coup, les bases mêmes de l'exploitation sont détruites. L'Etat prolétarien, organisation du prolétariat, ne saurait exploiter la classe ouvrière : on ne peut pas s'exploiter soi-même. Sous la domination du capitalisme d'Etat, la bourgeoisie ne perd rien à ce que certaines entreprises privées cessent d'exister isolément, puisque en s'associant elles exploitent ensemble le public aussi bien qu'auparavant. De même, par la nationalisation prolétarienne, les travailleurs ne perdent rien du fait qu'ils ne sont pas possesseurs individuels de leurs usines, car les usines appartiennent à la classe ouvrière qui s'appelle l'Etat soviétique.

L'expropriation de la bourgeoisie, commencée immédiatement

après la Révolution d'octobre 1917, est terminée pour ce qui était l'essentiel. Dans les limites de la Russie soviétique sont nationalisés toute l'industrie des transports (chemins de fer, transports fluviaux) et les 80-90 % de la grosse industrie. D'après les bureaux de la statistique industrielle du Soviet supérieur de l'Economie nationale, on comptait en septembre 1919, dans 30 gouvernements, 3.330 entreprises socialisées occupant 1.012.000 ouvriers et 27.000 employés. Ces chiffres sont plutôt au-dessous de la réalité et nous avons des raisons de croire que le nombre des industries socialisées atteint actuellement 4.000. Les entreprises les plus considérables parmi les 3.330 citées continuent à fonctionner. En septembre 1919, 1.375 entreprises fonctionnaient, dont 1.258 occupaient 782.000 ouvriers et 26.000 employés. Sur ce chiffre d'un million d'ouvriers, 800.000 continuent à être occupés régulièrement, malgré les conditions extrêmement difficiles dans lesquelles notre industrie est obligée de travailler. On compte 631 entreprises fermées qui occupaient 170.000 ouvriers, la situation de 1.278 entreprises avec 57.000 ouvriers n'est pas actuellement établie (il s'agit, on le voit, de très petites entreprises).

[Les entreprises nationalisées en marche jusqu'en automne 1919 appartenaient aux branches indiquées ci-dessous; elles étaient unies par leurs organes centraux de direction (directions principales et centrales).

I. — INDUSTRIE MINIÈRE (dirigée par le Soviet Minier).

- 1) Direction principale des charbons.
- 2) — des minerais.
- 3) — du pétrole.
- 4) — de la tourbe.
- 5) — du schiste.
- 6) — du sel.
- 7) — de l'or.

II. — MÉTALLURGIE (dirigée par le département métallurgique du Soviet supérieur de l'Economie Nationale).

- 1) Direction principale de l'industrie mécanique.
- 2) — de l'aviation.

- 3) Direction centrale du cuivre.
- 4) Direction principale du fer.
- 5) — de l'automobile.
- 6) — du groupe des usines Maltzev.
- 7) — des usines Kalouga-Riazan.
- 8) — des usines de Podolie.

III. — INDUSTRIE ÉLECTRO-TECHNIQUE (Entreprises électriques unifiées sous la direction de l'industrie d'Etat).

IV. — INDUSTRIE TEXTILE (dirigée par la direction principale de l'industrie textile).

V. — INDUSTRIE DES PRODUITS CHIMIQUES (dirigée par le département chimique du Soviet supérieur de l'Economie Nationale).

- 1) Direction principale de la chimie organique.
- 2) — de l'aniline.
- 3) Direction centrale des vernis.
- 4) Direction principale des produits pharmaceutiques.
- 5) — des allumettes.
- 6) — du verre à vitres.
- 7) — du verre à bouteilles.
- 8) Direction centrale du ciment.
- 9) —
- 10) —
- 11) Direction principale des cuirs.
- 12) — des fourrures.
- 13) Direction centrale des soies de porc.
- 14) Direction principale des os.
- 15) Direction centrale des graisses.
- 16) Direction principale du papier.
- 17) — des résines.
- 18) — des bois.
- 19) — des huiles.
- 20) Direction centrale des alcools.
- 21) Direction principale des tabacs.
- 22) — de l'amidon.
- 23) — du sucre.

VI. — INDUSTRIE DES PRODUITS ALIMENTAIRES (dirigée par le

département des produits alimentaires du Soviet supérieur de l'Economie Nationale).

- 1) Direction principale des farines.
- 2) — de la confiserie.
- 3) Direction centrale de l'industrie du thé.
- 4) — du lait.
- 5) Direction principale des conserves alimentaires.
- 6) Direction centrale de l'industrie frigorifique.

VII. — INDUSTRIE FORESTIÈRE ET PRÉPARATION INDUSTRIELLE DES BOIS (dirigée par le Comité forestier principal).

VIII. — INDUSTRIE DE L'IMPRIMERIE (dirigée par le département typographique du Soviet supérieur de l'Economie nationale).

IX. — « SECTION AUTOMOBILE CENTRALE » (montage et réparation des automobiles).

X. — PETITS ATELIERS DE COUTURE (direction centrale de la couture).

XI. — UTILISATION DES DÉCHETS (direction centrale de l'utilisation des déchets).

XII. — TRANSPORTS PAR EAU (direction principale des transports par eau).

XIII. — INDUSTRIE DU BATIMENT ET DE LA CONSTRUCTION INDUSTRIELLE (Comité d'architecture).

XIV. — INDUSTRIE DE GUERRE (département de l'industrie de guerre).

XV. — TRANSPORT ET MANUTENTION DES DENRÉES (département du transport et de la manutention des denrées du Soviet supérieur de l'Economie nationale).]

L'expropriation de la bourgeoisie exécutée dans sa partie essentielle doit être terminée complètement; c'est un des principaux devoirs de notre Parti. Nous devons toutefois rappeler que nous n'exproprions pas la petite industrie dont la « nationalisation » est absolument inadmissible pour les raisons suivantes : Nous mêmes nous ne pourrions pas organiser la petite industrie dispersée et, d'autre part, le Parti communiste

ne veut pas et ne doit pas léser les millions de petits propriétaires. Leur passage au socialisme se fera volontairement sans expropriation forcée. C'est surtout sur les rayons de petite production qu'il faut porter notre attention.

Ainsi notre première tâche, c'est l'achèvement de la nationalisation.

94. Notre but est le développement des forces productives.

Le développement par tous les moyens des forces productives, telle est la base de notre politique. La ruine est si grande, la pénurie de tous les produits par suite de la guerre est si sensible que ce but doit actuellement primer tous les autres. Il nous faut plus de produits, plus de chaussures, de faucilles, de tonneaux, d'étoffes, de sel, de vêtements, de blé, etc. et c'est le principal. On ne peut y arriver qu'en *relevant la production*, il n'est pas d'autres remèdes. Nous rencontrons dans l'exécution de notre plan des difficultés inouïes dont les principales sont les attaques et le boycottage dirigés contre nous par la contre-révolution mondiale qui nous oblige à nous défendre et nous enlève nos meilleurs ouvriers. Il nous faut en premier lieu *reconquérir* le pétrole et le charbon enlevés par les capitalistes et les gros propriétaires fonciers, et puis aussi organiser la *production* sur de justes bases. Tout cela nous est absolument indispensable.

Tant que la classe ouvrière n'était pas maîtresse du pays, elle n'avait pas à s'occuper de l'organisation de la production. Maintenant c'est elle qui est au pouvoir. C'est elle qui est responsable du sort et de l'avenir du pays et c'est sur ses épaules que pèse la lourde tâche de faire sortir la République des Soviets du gouffre actuel de la faim, du froid et de la ruine. Avant la prise du pouvoir, la classe ouvrière avait pour but de *détruire* l'ordre ancien, actuellement son but est d'*édifier* un ordre nouveau. Avant, c'était à la bourgeoisie qu'incombait

la tâche d'organiser l'industrie, maintenant c'est au prolétariat. Aussi en cette période de ruine extrême, toutes les pensées du prolétariat doivent être concentrées sur l'organisation de l'industrie et le relèvement de la production. Relever la production, c'est augmenter les rendements, c'est créer plus de produits, c'est améliorer le travail dans toutes les institutions et *obtenir de meilleurs résultats* dans le travail quotidien. L'époque des belles paroles est passée, celle du *dur labeur* est venue. Nous n'avons plus à lutter pour des droits quelconques à Moscou ou à Pétrograd, la classe ouvrière les a tous et elle les défend sur tous les fronts. Notre but actuel est d'augmenter le nombre de clous, de fers à cheval, de charrues, de machines, de manteaux, etc., etc.. Voilà ce qu'il nous faut actuellement pour ne pas mourir de faim, nous habiller, recouvrer des forces et avancer plus rapidement dans la voie de la création de la vie nouvelle.

Le relèvement de l'industrie exige les mesures suivantes : augmentation des *moyens de production* (machines, charbon, matières premières), *organisation* systématique des plans de production, liaison des différentes productions, répartition rationnelle des matières premières et des forces ouvrières, etc., obtention d'un *meilleur* rendement en tant que cela dépend des *ouvriers mêmes* (discipline ouvrière fraternelle, lutte contre la négligence, la malpropreté, etc., application de la *science* et collaboration avec les *spécialistes*).

Toutes ces questions sont d'importance capitale. Il faut les résoudre pratiquement non pas seulement pour *une* usine, mais pour un pays immense où les prolétaires se comptent par millions. Ce qu'il ne faut pas perdre de vue surtout, c'est le relèvement *des forces productives* du pays entier afin d'établir sa production sur les bases nouvelles du travail communiste.

[Nos adversaires socialistes-révolutionnaires, mencheviks bourgeois, etc., nous reprochent de ne pas être marxistes et d'avoir un communisme de consommation, de partage. Ils pré-

tendent que les bolcheviks enlèvent aux bourgeois leurs fourrures, les chassent de leurs maisons, etc., c'est-à-dire qu'ils partagent les *produits existants*, mais n'organisent nullement la production. Ces objections n'ont aucune valeur. Les forces productives de la société humaine se composent des moyens de production (machines et outils) et des forces vivantes (les ouvriers). La classe ouvrière est la *principale* force productive. La destruction des machines et des outils est perte réparable, parce que des ouvriers expérimentés peuvent toujours, bien que difficilement, les reconstruire. C'est tout à fait différent lorsque la force productive vivante se détruit, quand les ouvriers se dispersent et retournent à la campagne, chassés des villes par la faim et le froid et quand la classe ouvrière est menacée même de disparaître. Il faut alors la conserver à *tout prix*. L'expropriation *organisée* des moyens de consommation est dans ce cas une condition de salut pour la force ouvrière. Le communisme de consommation devient ainsi *une condition préalable de l'organisation de la production, qui est notre but réel*. La bourgeoisie de tous les pays veut charger le prolétariat de toutes les dépenses occasionnées par la guerre, de toutes les calamités et de toutes les souffrances qui en sont les conséquences. Pour sauvegarder son avenir, il faut que le prolétariat rejette sur la bourgeoisie tout le fardeau de l'après-guerre. Mais notre pensée directrice, c'est naturellement *l'organisation de la production et le développement des forces productives*.

95. L'organisation rationnelle de la production.

L'époque de la décomposition du capitalisme laissa en héritage au prolétariat non seulement une quantité minime de moyens de production, mais encore un désordre indescriptible. La Russie s'est scindée en plusieurs régions dont les liens furent rompus et dont les communications entre elles devinrent extrêmement difficiles. Sous l'influence de la Révolution, les industriels abandonnèrent les rênes de la direction et, les pré-

miers temps, beaucoup d'usines restèrent sans maîtres. Puis les ouvriers commencèrent à s'emparer des usines d'une façon désordonnée; ils ne pouvaient plus attendre et cette « nationalisation » locale commença même quelque peu avant la Révolution d'Octobre. Il est clair que cette prise de possession des entreprises par les ouvriers qui y travaillaient n'était pas une nationalisation. Elle ne se transforma en nationalisation que bien plus tard. Même après la Révolution d'Octobre, on procéda à la nationalisation d'une façon désordonnée. Il eut fallu évidemment commencer par les entreprises les plus vastes et les mieux organisées, mais on n'y réussissait pas toujours. On nationalisait souvent des entreprises abandonnées par leurs propriétaires et qu'on ne pouvait laisser sans surveillance ou celles dont les propriétaires manifestaient violemment leur haine des ouvriers. Pendant la guerre civile, il y eut évidemment beaucoup d'entreprises de ce genre; parmi elles, plus d'une était naturellement en très mauvais état, inutilisable. Il s'agissait surtout de celles qui s'étaient développées démesurément pendant la guerre, qui travaillaient « pour la défense nationale » et qui, construites hâtivement, sombrèrent vite pendant la Révolution. Toutes ces circonstances amenèrent les premiers temps un désordre encore bien plus grand.

Au début le pouvoir soviétique et ses organes n'avaient même pas la connaissance exacte de ce qui existait; ils n'avaient pas la comptabilité des entreprises, des réserves de charbon, des moyens de chauffage, des marchandises, pas plus d'ailleurs qu'ils ne possédaient aucun renseignement sur les possibilités de rendement, c'est-à-dire sur la nature et la quantité des produits que pouvaient créer les entreprises nationalisées.

La bourgeoisie se mourait, mais sans laisser de testament détaillé de ses biens au prolétariat qui « héritait » de ses richesses en s'en emparant dans une guerre civile acharnée. Dans ces circonstances, il ne pouvait évidemment pas être question, surtout au début, d'un plan général de production. L'ancienne organisation *capitaliste* se décomposait et la nouvelle organisation *socialiste* n'était pas encore créée.

Cependant une des tâches *principales* du pouvoir soviétique était et est encore l'unification de *toute l'activité économique d'après un plan systématique applicable dans tout l'Etat*. Ce n'est qu'à cette condition que l'on pourra maintenir la productivité à un niveau suffisant pour pouvoir la faire progresser ensuite. Nous savons déjà, par la première partie de ce livre, que l'avantage du régime communiste, c'est précisément de supprimer le désordre et l'« anarchie » capitaliste. C'est le *fondement* du régime communiste. Certes, il serait ridicule de croire qu'on puisse arriver à des résultats merveilleux à bref délai, parmi le froid, la faim, le manque de combustibles et de matières premières. Mais personne, n'est-ce pas ? ne vit dans les fondations de la maison tant que sa construction n'est pas terminée et que les échafaudages ne sont pas enlevés, et cependant il faut bien faire des fondations. Il en est de même pour cette maison qu'est la société communiste. Ses fondations, c'est l'organisation de l'industrie et en première ligne son unification d'après un plan étatiste.

La réalisation de ce plan commença par le recensement de tout ce qui était à la disposition du pouvoir prolétarien : quantité des stocks, nombre des entreprises, etc.. Peu à peu s'établirent des liens entre les entreprises auparavant indépendantes, des organes d'approvisionnement se formèrent pour la fourniture des matières premières, du combustible et autres accessoires; on créa un réseau d'*organes de direction centrale* et locale de l'industrie capables d'élaborer et de faire appliquer un plan commun dans tout le pays.

L'*appareil de direction* de l'industrie, si on l'examine de la base au sommet, est formé de la manière suivante : à la tête de chaque usine se trouve la direction ouvrière de l'usine, composée généralement de deux tiers d'ouvriers, membres de leur syndicat respectif, et d'un tiers d'ingénieurs désignés d'accord avec le comité central du syndicat. Pour certaines branches d'industrie peu développées, on a établi des *directions régionales* (de rayons) reliées aux soviets locaux de l'Economie nationale, qui à leur tour sont en relations avec les soviets locaux. Les

branches plus développées de l'industrie sont contrôlées directement par les directions principales et centrales. C'est ainsi que la direction centrale du Textile s'occupe de toute l'industrie textile et que la direction principale des clous contrôle la production des clous, etc.. (Voir leur liste au premier paragraphe de cet article). Ces directions principales et centrales constituent chez nous ce qu'étaient sous le régime du capitalisme d'Etat, les trusts d'Etat de certaines branches d'industrie. La composition de ces directions est fixée par le présidium du Soviet supérieur de l'Economie Nationale (nous en parlerons plus tard) d'accord avec le Comité Central du syndicat intéressé; en cas de différend, ce dernier est remplacé par la Centrale du Soviet panrusse des syndicats qui règle, d'accord avec le présidium du Soviet supérieur de l'Economie nationale, la composition de cette direction principale ou centrale. *Les Soviets locaux* de l'Economie nationale organisent ordinairement les entreprises de moindre importance.

Les directions principales et les Centrales sont à leur tour unifiées par groupes d'industries de même ordre. C'est ainsi qu'il existe la direction commune des usines mécaniques de l'Etat, la direction centrale de l'industrie du cuivre, la direction principale de l'industrie de l'or, etc.

[Pour illustrer ce que nous venons de dire, nous allons indiquer les groupes faisant partie de l'industrie métallurgique (1):

I ^{er} GROUPE. — Usines de Sormovo-Kolomna (« Gomza »)	17 usines.	GROUPES DE :
II ^e GROUPE. — Central des Hauts-Fourneaux et Forges.	3 —	
III ^e GROUPE. — Fonderies de Kalouga-Riazan.....	9 —	
IV ^e GROUPE. — Usines Maltsev.....	6 —	
V ^e GROUPE. — Central du Cuivre...	10 —	
VI ^e GROUPE. — Automobiles.....	3 —	
Etc.		

(1) Ces renseignements sont tirés du rapport du département métallurgique fait au Soviet supérieur de l'Economie nationale par le camarade Milloutine.

Dans l'industrie à la tête de laquelle est la direction centrale de l'industrie textile se trouvent encore des « Kousty » (surtout dans l'industrie du coton), c'est-à-dire de petites entreprises qui font des produits manufacturés à un certain degré seulement aussi bien que des produits finis.

Il faut ajouter que généralement les formes actuelles de groupement et de direction sont encore loin d'être définitives : continuellement des formes nouvelles apparaissent et les anciennes se meurent. C'est inévitable dans la période d'édification fiévreuse, au milieu de conditions si difficiles, alors que les fluctuations de la guerre civile nous feront demain perdre l'Oural que nous possédons aujourd'hui, et reconquérir l'Ukraine après en avoir été dépossédés.]

Ces groupes ne sont pas composés de quelques branches indépendantes, mais toutes les branches sont étroitement liées entre elles et forment un tout inséparable. Il est évident que ce sont les branches ayant des points communs qui sont liées entre elles les premières. Ainsi la production des clous, des machines, du cuivre et de ses produits appartient au groupe qui travaille les métaux. Les directions principales de ce groupe sont unifiées par le *département des métaux* (section des métaux) du Soviet supérieur de l'Economie nationale. Il y a plusieurs de ces départements industriels : le département des métaux, celui de l'industrie chimique, des produits alimentaires, de l'imprimerie, etc. En automne 1919, ces départements étaient composés d'une façon différente pour chacun d'eux. Dans le département des métaux, c'est le Comité Central de la Fédération panrusse des ouvriers métallurgistes qui exerçait principalement son influence; les ouvriers métallurgistes sont avancés, instruits et très bons travailleurs, aussi ont-ils réussi à faire vraiment bien les choses dans les branches différentes de leur industrie. La situation n'est pas aussi brillante dans d'autres départements industriels. Par exemple, les ouvriers de l'industrie chimique ne pouvaient pas encore être représentés en 1919 dans leur département, n'étant à cette époque pas même encore groupés en syndicats.

Tous les départements dépendent du Soviet (Conseil) supérieur de l'Economie nationale. Il est composé des représentants du Soviet de l'Union des Syndicats, du Comité Central Exécutif panrusse des Soviets et des commissaires du peuple et possède un présidium chargé d'appliquer ses décisions. C'est à cette institution qu'incombe l'élaboration et l'application d'un plan unique national.

[L'activité des usines mécaniques de l'Etat où le syndicat des métallurgistes a une influence décisive nous montre que les ouvriers peuvent, grâce à une bonne organisation, élever considérablement la productivité des entreprises. Voici quelques chiffres.

	En deux mois Nov.-Déc. 1918	En six mois Janv.-Juin 1919
Il fut produit :		
Pièces de rechange pour wagons et locomotives	24.250	94.419
Trains blindés, locomotives	2	10
Plates-formes	4	19
Wagons-citernes, plates-formes, etc. :		
Nouveaux	477	1.191
Réparés	—	1.040
Wagonnets	148	522
Aiguilles de rails	0	754

La seconde période est trois fois plus étendue que la première, mais sa production en a bien plus que triplé].

Lorsque fut atteint un certain degré d'organisation et que cette organisation commença à donner certains résultats, on a pu procéder à l'approvisionnement par le moyen des directions principales des différentes industries et à la *centralisation de la production dans les entreprises les mieux organisées*. Ceci fut la conséquence du plan commun. Il est évident qu'il est plus avantageux de travailler dans les meilleures entreprises, de concentrer sur elles toute notre attention que de nous échinier inutilement sur celles qui n'en valent pas la peine. Certes, là encore, il faut tenir compte du manque général de combustible et de matières premières. C'est ce qui explique que l'on fut obligé de

fermer à plusieurs reprises des entreprises même considérables (dans le Textile, par exemple). C'est aussi pourquoi l'on peut observer que se poursuit encore aujourd'hui la destruction partielle de l'industrie. En tous cas, cela ne dépend plus tant de l'absence d'organisation que de la pénurie des matières nécessaires à la production.

La centralisation de la production se poursuit néanmoins. C'est ainsi que la direction principale des usines de constructions mécaniques de l'Etat « Gomza » a fermé beaucoup d'entreprises sans valeur et concentré son attention sur les seize usines les meilleures. L'industrie électro-technique qui, en régime capitaliste, était séparée en entreprises indépendantes est actuellement unie dans un seul organisme; la même fusion a eu lieu dans d'autres branches de production (pâtes alimentaires, tabac, textile, etc.).

Le plus important, c'est l'usage approprié et économique des réserves existantes en forces et en matières. Nous avons vu que, dans la première période, on ne savait même pas le compte exact de ce que l'on possédait. Beaucoup d'objets disparaissaient, les réserves étaient pillées. Quant à l'utilisation rationnelle de quoi que ce soit, il ne pouvait même pas en être question. Mais, là encore, on commence à s'organiser, quoique difficilement. Du moins, à l'heure actuelle, sait-on plus ou moins bien le compte de ce que l'on possède (1).

Il est bien entendu que ce travail de réglementation et d'organisation de la production est très loin de la perfection. Dans bien des institutions le désordre et la confusion règnent encore. L'appareil de direction est loin d'être au point, mais son *ossature* existe déjà. Notre tâche est d'étendre notre travail de construction dans toutes les directions et de viser toujours davantage à l'unification de toute l'activité productrice du pays, à la systématisation et à la centralisation de la productivité, à l'uti-

(1) Voir ci-après l'état des stocks disponibles de combustibles et de matières premières.

lisation rationnelle des matières premières et de toutes les réserves du pays.

[Voici un tableau comparatif concernant l'approvisionnement en combustibles et en matières premières. Il indique en même temps les progrès dans la comptabilité des stocks existants et dans la mise au point de notre appareil de direction, ainsi que dans l'utilisation judicieuse de toutes les réserves du pays.

A. — Combustibles :

	En 1918	En 1919
1) Charbon de la région de Moscou et de Borovitch.	30 000.000 environ de pouds (1)	30.000.000 environ de pouds
2) Bois (extraction courante et réserves).....	4.000.000 de sagènes cubes (2)	5.000.000 de sagènes cubes
3) Tourbe.....	58.000.000 de pouds	60.000.000 de pouds
4) Pétrole.....	93.000.000 —	00 (Bakou occupé par les Anglais)

B. — Matières premières en réserve dans les dépôts du Soviet supérieur de l'Economie nationale :

	En 1918	En 1919
1) Lin.....	inconnu	5 1/2 millions de pouds
2) Coton.....	—	6 1/2 millions de pouds (y compris le coton du Turkestan)
3) Laine.....	—	2.000.000 de pouds
4) Chanvre.....	—	2.000.000 —
5) Métaux.....	30.000.000 de pouds	40.000.000 (y compris ceux qui viennent de l'Oural)
5) Fourrures.....	inconnu	inconnu

(1) Poud : 16 kilog.

(2) Sagène : Mesure de longueur valant 2 m. 13 cm.

On voit d'après cette table que l'organisation est en train. On voit également que notre principale difficulté provient de la perte du combustible liquide (pétrole).]

96. Extension de la collaboration économique avec les autres pays.

Au problème de l'organisation de la grosse industrie est lié celui de nos relations avec l'étranger. La Russie des Soviets est encerclée par un blocus qui lui cause un dommage énorme. Quelle influence eut sur notre industrie et notre rendement l'interruption de nos relations économiques avec d'autres pays, les chiffres de nos importations de 1909 à 1913 vont nous le montrer :

	PRODUITS ALIMENTAIRES		MATIÈRES PREMIÈRES ET PRODUITS À DEMI FABRIQUÉS		ANIMAUX		PRODUITS MANUFACTURÉS		TOTAUX	
	En milliers de roubles	s/o	Milliers de roubles	s/o	En milliers de roubles	s/o	En milliers de roubles	s/o	En milliers de roubles	s/o
1909	182.872	100 0	442.556	100 0	7.972	100 0	272.937	100 0	906.336	100 0
1910	191.462	104 7	554.386	125 3	10.791	135 4	327.807	120 1	1.034.446	119 7
1911	206.909	113 1	553.143	125 »	10.997	137 9	390.633	143 1	1.161.682	128 2
1912	209.647	114 6	555.516	125 5	11.979	150 3	394.630	144 6	1.171.772	129 3
1913	273.898	130 1	667.989	150 9	17.615	221 0	450.532	165 1	1.374.034	151 6

On importait surtout en Russie des produits manufacturés; leur importation augmenta en quatre années (1909-1913), de 65 %; celle des matières premières et des produits à demi manufacturés augmenta de 50 % dans le même laps de temps. L'importation prenait donc rapidement de l'importance. On introduisait surtout des machines, des appareils, des produits manufacturés de fer et d'acier, des machines agricoles, des pro-

duits chimiques, des appareils électriques et d'autres moyens de production; même des objets de consommation (étoffes, produits manufacturés en cuir) étaient importés en quantités de plus en plus grandes.

La guerre supprima toutes nos relations commerciales avec l'Allemagne, puis vint le blocus de la Russie des Soviets qui interrompit aussi tout trafic avec nos anciens alliés. Nous recevions annuellement de l'étranger avant la guerre des marchandises pour environ 1 milliard $\frac{1}{2}$ de roubles (taux d'avant-guerre). On voit par là le tort que nous causa le blocus. Aussi, la politique de notre parti doit-elle s'efforcer d'obtenir la reprise de nos relations économiques avec d'autres pays dans la mesure où cela est compatible avec nos buts généraux. Sous ce rapport la meilleure garantie serait une victoire décisive sur la contre-révolution.

Notre autre devoir concerne nos relations économiques avec les pays où le prolétariat est déjà victorieux. Avec ces pays, non seulement nous devons établir des relations d'échange, mais encore un plan économique commun. Une fois le prolétariat d'Allemagne victorieux, il faudra créer un organe commun qui dirigera la politique économique commune aux deux Républiques soviétiques. Cet organe calculerait la quantité de produits manufacturés par l'Allemagne, pourrait envoyer en Russie soviétique le nombre d'ouvriers qualifiés nécessaires, par exemple, aux usines russes de construction de locomotives et, réciproquement, établirait la quantité de matières premières ou de blé à faire parvenir en Allemagne. Nous savons déjà que pour sortir du chaos et de la ruine, l'Europe a besoin de l'union de tous ses Etats. Il est évident que nous ne pouvons fusionner avec un pays capitaliste. Par contre, nous pouvons et nous devons conclure une étroite alliance économique et créer une organisation économique avec les autres Républiques soviétiques. Notre but est la centralisation de la production sur une échelle internationale.

97. Organisation de la petite industrie, des métiers et du travail à domicile.

Nous avons vu qu'une des principales difficultés de l'édification du communisme en Russie vient de ce que la Russie est en général un pays de petite production, comme d'ailleurs tous les pays arriérés ou peu développés. Cela concerne surtout l'agriculture. Mais dans l'industrie également il existe encore des vestiges de la production primitive: les travailleurs à domicile, les artisans, et les petits industriels atteignent un nombre assez considérable.

[D'après les statistiques d'avant-guerre, le nombre des travailleurs à domicile dans 34 gouvernements atteignait environ 1.200.000.

Ils étaient répartis dans les différentes industries d'après les chiffres suivants:

I. — Minéraux: 66.400.

Poterie et Vaisselle; Briques et Tuiles; Meules, Pierres à faux; Cuivre; Chaux.

II. — Bois: 467.900.

Nattes, Tonneaux, Cuves en bois; Menuiserie, Ebénisterie; Sabots; Traîneaux, Voitures; Paniers, Cannage de meubles; Roues, Jantes; Charbon de bois et Goudron; Vaisselle et Cuillers en bois; Industrie batelière et Charpente; en tout, 18 industries.

III. — Métaux: 130.500.

Forges, Clous, Haches; Serrures, Crampons, Couteaux; Joaillerie, Horlogerie; Fonte; Ferrures pour portes et fenêtres; Seaux et Tuyaux.

IV. — Tissus: 65.200.

Filature; Feutre; Tissage; Fil; Dentelles; Fichus; Filets et Cordes; Draps, Tapis; Casquettes et Chapeaux; Brosses, etc.; en tout, 11 industries.

V. — Cuirs: 208.300.

Cordonnerie; Fourrures de peaux de mouton; Cuirs et Peaux; Harnais; Fourrures et Gants; Peignes.

V. — Divers: 185.400.

Tailleurs, 104.900; Productions diverses, 73.800; Images saintes, 3.600; Harmonicas, 3.100.

Au cours de la guerre, le nombre de ces travailleurs à domicile diminua considérablement, jusqu'à 1.000.000, à en croire certains recensements, bien que de nombreux ouvriers se fussent tournés vers le travail à domicile, par suite de la ruine de l'industrie. Cela s'explique par l'émigration des petits artisans vers les régions riches en céréales. En général, dans les départements affamés, comme dans ceux de Vologda ou de Novgorod, le nombre des petits artisans diminua de 20 à 25 %. Par contre, dans les départements de Koursk, d'Orel, de Tambov, de Simbirsk, leur nombre est en accroissement de 15 à 20 %].

Le pouvoir prolétarien a à résoudre ce problème: comment incorporer cette masse de petits producteurs au système général de l'économie socialiste en voie de réalisation?

Tout d'abord, il est évident que l'expropriation par la violence est dans ce cas inadmissible. On ne peut pas pousser de force le petit producteur vers la félicité socialiste. Mais il faut faire tout le possible pour faciliter cette transition et lui en faire comprendre la nécessité. On peut y arriver sous certaines conditions.

Premièrement, par l'introduction de l'industrie à domicile dans le plan général d'approvisionnement en matières premières et en combustibles.

En effet, le travailleur à domicile, recevant de l'organisation de l'Etat prolétarien ce qui est le plus nécessaire à sa production, tombe dans la dépendance de l'Etat. En régime capitaliste, les matières premières lui étaient souvent fournies par le fabricant ou par le négociant et il était en leur dépendance. Il est clair que le fabricant ou l'acheteur ne l'approvisionnait que pour l'exploiter. Le petit artisan n'était rien autre qu'un ouvrier à domicile travaillant pour le capitaliste. Il en est tout à fait autrement si le travailleur à domicile est dans la dépendance de l'Etat prolétarien. Ce dernier ne veut pas et ne peut pas exploiter l'ouvrier à domicile; il ne veut que l'aider à s'orga-

niser, d'accord avec tous les autres ouvriers. Il ne prélèvera pas de bénéfices sur son travail (cela n'est pas dans ses principes), mais il s'efforcera de l'amener à l'organisation ouvrière générale de l'industrie. Le petit artisan dépendant du fabricant ou de l'acheteur travaillait pour eux. Il était leur bête de somme. Le petit artisan dépendant de l'Etat prolétarien est un ouvrier de la collectivité. Aussi est-il tout d'abord nécessaire de le comprendre dans le système général d'approvisionnement.

Deuxièmement, il est nécessaire que l'Etat apporte aux petits artisans une aide financière. Auparavant, en régime capitaliste, c'était l'acheteur, l'usurier, qui le soutenait financièrement. Mais il le soutenait comme la corde soutient le pendu, c'est-à-dire en l'étranglant. Il l'asservissait de la façon la plus barbare, pour le sucer, comme l'araignée suce la mouche tombée dans ses filets. L'Etat prolétarien peut l'assister pécuniairement, en lui donnant des avances sur les commandes sans aucun intérêt et par suite sans usure.

Troisièmement. Il est bien entendu que l'Etat prolétarien ne peut faire de commandes au petit artisan que d'une manière centralisée. En lui fournissant les matières premières, le combustible, les produits accessoires, des outils et des instruments dans la mesure du possible, en lui donnant des commandes d'après un plan déterminé, le pouvoir prolétarien entraîne peu à peu l'ouvrier à domicile dans le système général de production du pays.

De cette façon, les ouvriers à domicile sont graduellement amenés à la production commune organisée sur des bases communistes, non seulement parce qu'ils sont approvisionnés par la production sociale, mais aussi parce qu'ils travaillent directement pour l'Etat prolétarien et d'après un plan prescrit par celui-ci.

Quatrièmement, il ne faut soutenir les petits artisans de la manière indiquée, qu'à la condition qu'ils se groupent. Il faut favoriser ceux qui s'unissent et s'organisent en artels (sorte de coopératives de travail), en communautés de travail, en

coopératives de production et surtout, ce qui est le plus important, il faut grouper ces organisations pour qu'elles passent de la petite exploitation privée à la grande production fraternelle.

Chaque petit patron, y compris l'ouvrier à domicile, a en son for intérieur le désir de devenir grand patron, de « se monter » et de devenir un véritable entrepreneur avec des ouvriers salariés, etc.. En régime capitaliste, les artels, les coopératives ouvrières en se développant dégénèrent en entreprises capitalistes. Il en est autrement en période de dictature du prolétariat. Ici, le capitalisme n'est pas à la tête, car c'est le pouvoir d'Etat des ouvriers qui organise toutes ces associations, qui détient tous les moyens financiers et surtout les moyens de production. Il était stupide autrefois de croire que le développement des coopératives ouvrières pourrait nous conduire au socialisme, puisqu'en se développant elles devenaient inévitablement des sociétés capitalistes. Maintenant que nous avons la possibilité de les incorporer dans l'organisation étatisée, toutes ces associations peuvent contribuer à l'édification du socialisme. Ce n'est pas sur l'attachement des petits artisans au communisme que nous devons compter (car tous les petits patrons, les petits artisans sont imbus de bien des préjugés contre le communisme), mais sur les conditions actuelles qui exigent qu'ils soient avec nous et non contre nous.

En favorisant l'organisation des ouvriers à domicile, nous contribuerons à leur transformation imperceptible en ouvriers de la production sociale, unie, organisée, travaillant avec la régularité d'une machine.

[Il y a déjà quelque chose de fait dans cette direction. Pour la saison d'hiver 1919-1920, plusieurs commandes furent données par l'Etat aux petits artisans : 2 millions de bottes en feutre, 2.200.000 paires de mitaines de laine, une quantité de produits tricotés, de chaussures, de fourrures, etc. Il y a une amélioration dans l'organisation pratique de cette œuvre. Tandis qu'en hiver 1918-1919, les ouvriers à domicile n'ont produit que 300.000 paires de bottes de feutre (au 1^{er} mars 1919), vers

les mois d'octobre-novembre seulement de la saison 1919-1920, on en a déjà obtenu plus de 500.000 paires.

Les avances furent accordées systématiquement : on a distribué des matières premières, du pétrole, des lampes d'éclairage, du combustible. L'organisation en 1918-1919 se présentait sous l'aspect suivant : on réunissait en conseil les représentants des organisations coopératives de la production et ceux des associations de travailleurs à domicile avec les représentants de la section des petits artisans du Soviet supérieur de l'Economie nationale. Le Conseil ainsi formé adoptait un plan commun d'action. Le Syndicat central des coopératives de production et de vente des produits de l'industrie à domicile est à ce point de vue la plus forte organisation de petits artisans entraînée au travail organique d'ensemble. Il groupe 29 unions avec 1.306 coopératives comptant 631.860 ateliers de petits artisans. L'approvisionnement s'effectue par les organes des Centrales ou par les Soviets locaux de l'Economie nationale. Il faut remarquer que depuis l'avènement du Pouvoir soviétique le nombre des unions augmente rapidement.]

Il est certain qu'il n'est pas encore définitivement établi comment s'organise l'union entre les différentes parties de l'appareil économique des Soviets. Bien des organisations se modifient assez vite. Mais ce qu'il nous faut constamment surveiller, c'est le bon réglage de notre appareil, la fermeté de notre organisation et la systématisation de toutes nos actions.

98. L'organisation industrielle et les syndicats.

Ce sont les syndicats ouvriers qui auraient dû s'adapter le plus facilement aux problèmes d'organisation et de direction de l'industrie en Russie.

En régime capitaliste, les syndicats qui, tout d'abord, unissaient les ouvriers seulement par métiers et ensuite d'après les différentes branches de la production étaient avant tout *un moyen de lutte contre les capitalistes*, surtout de lutte économique. A l'époque de la tourmente, ils dirigeaient avec le parti

de la classe ouvrière, avec les bolcheviks, l'attaque générale contre le capital. Le parti, les syndicats et les soviets marchaient en complet accord contre le régime capitaliste. Après la conquête du pouvoir politique, le rôle des syndicats devait naturellement se modifier. Auparavant, ils organisaient des grèves, arme efficace dans la lutte contre le capitalisme. Actuellement les capitalistes n'existent plus comme classe dominante, il n'y a plus de patrons ni d'entrepreneurs. Auparavant le but principal des syndicats était de détruire l'ordre qui dominait dans les usines. Après le mois d'octobre 1917, le moment est venu *d'instituer l'ordre nouveau*.

L'organisation de la production, voilà la tâche des syndicats à l'époque de la dictature du prolétariat. Au cours de leur existence les syndicats ont réussi à unir étroitement les masses énormes du prolétariat. Ils étaient les organisations prolétariennes les plus fortes et en même temps les plus directement liées à la production. De plus au moment de la Révolution en Russie, ils avaient entièrement embrassé la cause de la dictature prolétarienne. De toute évidence, c'était à ces organisations, en effet, que devait passer la direction effective de l'industrie et en même temps celle de la principale force productive de la force ouvrière. Quelles relations devaient nécessairement s'établir entre les syndicats et le pouvoir prolétarien ?

Rappelons-nous ce que faisait la bourgeoisie pour remporter ses plus grands succès. Elle créait le capitalisme d'Etat, associant étroitement avec le pouvoir de l'Etat toutes les autres organisations, surtout économiques (les syndicats, trusts, consortiums). Le prolétariat, qui se doit de mener à la victoire définitive sa guerre contre le *capital*, doit lui aussi *centraliser de la même façon ses organisations*. Il possède des Soviets de députés ouvriers comme organes du pouvoir d'Etat, il a à sa disposition des syndicats et des coopératives. Il est évident qu'il faut relier entre elles par le centre ces associations pour que leur travail soit coordonné. Mais alors une question se pose : A quel organisme faut-il les relier ? La réponse est facile : il faut choisir le plus fort et le plus puissant et c'est précisément l'orga-

nisme d'Etat de la classe ouvrière, c'est-à-dire le *pouvoir soviétique*. Il faut donc que les syndicats comme les coopératives se développent de façon à *se transformer en sections économiques et organes du pouvoir d'Etat*, c'est-à-dire en venir à l'« *étatisation* ».

[Les partis opportunistes qui oubliaient continuellement la lutte de classes soutiennent le point de vue dit « de l'indépendance » du syndicalisme à l'époque de la dictature du prolétariat. Ces Messieurs affirment que les syndicats étant des organisations de *classe*, il faut qu'ils soient indépendants du pouvoir d'Etat.

Il est facile de distinguer le mensonge qui se cache ici sous le masque d'un fallacieux point de vue « de classe ». On ne peut opposer « l'Etat » aux organisations de classe, car l'Etat lui-même est une organisation de classe. Lorsque les mencheviks et les autres protestent contre l'association avec l'*Etat ouvrier*, ils se manifestent ainsi partisans de la bourgeoisie. Et en effet, ce sont eux qui sont pour la dépendance de l'Etat bourgeois.

Les mencheviks parlent souvent des syndicats comme organismes d'Etat. Ils oublient que cet Etat est actuellement l'Etat ouvrier. Les mencheviks auraient préféré qu'il restât toujours bourgeois. *L'indépendance à l'égard du pouvoir ouvrier ne peut être en réalité que la dépendance à l'égard de la bourgeoisie.*]

Les nouveaux problèmes qui se posèrent devant les syndicats professionnels exigèrent leur transformation rapide en *Unions de production*. Il est évident que si les syndicats sont chargés de l'organisation de la production, ils ne doivent plus grouper les ouvriers de même profession ou de même corporation, mais les grouper par entreprises et par branches de production. Autrement dit, aux problèmes nouveaux doit correspondre une nouvelle organisation des syndicats de façon *que tous les ouvriers et tous les employés d'une même entreprise se constituent en un syndicat unique*. Auparavant les syndicats ouvriers étaient groupés dans les syndicats par professions. Même si, par la suite, il y eut tendance à se syndiquer par branche de profession, ce fut tou-

jours d'une façon confuse et désordonnée. Le syndicat des métallurgistes, par exemple, acceptait comme membres non seulement des camarades travaillant dans l'industrie métallurgique, mais aussi tous les ouvriers des métaux en général, même ceux occupés dans une tout autre branche d'industrie. Cela ne s'accorde pas du tout avec l'organisation de la production où chaque entreprise et chaque branche d'industrie sont déjà des organismes vivants. Pour organiser la production, il faut s'adapter à ses besoins réels et se grouper en conséquence, c'est-à-dire d'après les différentes branches de production, en formant des syndicats comprenant tous ceux qui y travaillent.

[Pour illustrer ce que nous venons de dire concernant la transformation des syndicats professionnels en syndicats par production, nous allons donner les résultats obtenus dans la métallurgie à Pétrograd.

AVANT LA TRANSFORMATION
Fin, 1917 au début 1918

- 1) Union des métallurgistes .
- 2) — chauffeurs
- 3) — fondeurs
- 4) — lamineurs
- 5) — modeleurs
- 6) — orfèvres
- 7) — horlogers
- 8) — électriciens ...
- 9) — machinistes ...
- 10) — vérificateurs ...

APRÈS LA TRANSFORMATION

L'Union des métallurgistes avec ses sections (affiliée à l'Union panrusse des métallurgistes) englobe exclusivement tous les ouvriers occupés dans l'industrie métallurgique.

C'est ainsi qu'au lieu de petits syndicats fragmentés par métiers nous avons actuellement de grandes Unions de production. La tâche de notre parti dans ce domaine consiste à hâter cette unification et à favoriser la création d'Unions de production qui engloberaient tous les travailleurs sans exception, occupés dans chaque branche de la production.

D'après les données du département de la statistique du

Soviet supérieur panrusse des Syndicats, le nombre d'adhérents aux syndicats de production atteint les chiffres suivants :

Dans le 1 ^{er} semestre 1917	ce nombre était de .	335.938
Dans le 2 ^e — 1917	— ..	943.547
Dans le 1 ^{er} — 1918	— ..	1.649.278
Dans le 2 ^e — 1918	— ..	2.250.278
Dans le 1 ^{er} — 1919	— ..	2.825.018

Dans le premier semestre 1919, 31 syndicats panrusses, non compris le syndicat des cheminots et celui des transports par eau, englobaient 2.801.000 adhérents (le reste était organisé dans des syndicats locaux). Si l'on ajoute les 722.000 membres du syndicat des cheminots et les 200.000 syndiqués des transports par eau, le nombre total des adhérents groupés dans les syndicats de production atteint 3.700.000. Les syndicats sont unis par 33 Comités centraux. Il faut encore y ajouter un nombre considérable de syndicats de production non centralisés. Le département de la statistique évalue le nombre des ouvriers organisés (y compris les provinces occupées) à quatre millions, étant donné que les ouvriers des usines ayant cessé de fonctionner comptent encore comme membres des syndicats de production.]

D'après les lois de la République des Soviets et d'après la pratique établie, les unions de syndicats (groupés par production) participent aux travaux des organes locaux et centraux de la direction de l'industrie. Il s'ensuit que ces syndicats jouent un rôle important et même décisif dans les commissariats, dans le Soviet supérieur et autres Soviets de l'Economie nationale, dans les directions principales et centrales de l'industrie et dans les directions ouvrières d'usines.

Cette mainmise sur la production par les syndicats est toutefois loin d'être terminée. Il existe encore bien des branches de la production nationale où les ouvriers ne savent pas encore tenir le gouvernail comme il le faudrait : cela concerne surtout les directions principales ou centrales où l'on rencontre des spécialistes bourgeois agissant sans contrôle et qui voudraient bien organiser la production à leur manière, dans l'espoir

secret d'un retour au « bon vieux temps » où ils pourraient vite transformer en trusts capitalistes les directions existantes. Pour s'opposer à cela, il faut que la participation des syndicats à la direction de l'industrie soit de plus en plus grande *jusqu'à ce que la production nationale depuis le haut jusqu'en bas soit effectivement aux mains des Unions et des Syndicats de production.*

[Parmi les organismes inférieurs de la direction de l'industrie il faut surtout distinguer l'activité des *Comités d'usines*. Par leur nature ils sont des cellules des syndicats soumises à la direction des syndicats respectifs. Ces comités élus par les ouvriers de l'entreprise s'occupent de l'organisation intérieure en ce qui concerne la *force ouvrière*. Ils s'occupent de l'embauchage ou du renvoi des ouvriers, du paiement des salaires et de l'assurance matérielle des familles ouvrières, du rendement du travail, de la discipline, etc. Ces comités sont en même temps d'excellentes écoles élémentaires pour enseigner l'art de diriger aux masses ouvrières.]

Les syndicats (par production) doivent ainsi assurer la liaison la plus étroite entre les organes centraux du gouvernement d'Etat, l'économie nationale et les masses profondes des travailleurs.

Le devoir principal et immédiat des syndicats est d'amener des masses de plus en plus nombreuses à la direction de la vie économique. S'appuyant sur les comités d'usines, unissant presque tous les ouvriers, les syndicats doivent fournir constamment de nouveaux travailleurs aptes à participer à l'organisation de la production. A ce même but servent et l'enseignement direct *par la pratique* (dans les comités d'usines, dans les directions, dans le Soviet de l'Economie nationale, etc.) et l'enseignement spécial, diffusé par les syndicats, de *caractère théorique* (cours d'instructeurs, etc.).

L'attachement de masses nombreuses à l'œuvre de la construction est en même temps le *meilleur moyen de lutte contre la bureaucratie* qui sévit dans l'appareil économique du pouvoir soviétique et qui parfois dépasse toute mesure, surtout là

où il y a peu d'ouvriers et beaucoup de « fonctionnaires soviétiques ». De la paperasserie, de la grossièreté, de l'esprit de caste, de la négligence et du sabotage, il y en a beaucoup trop dans les institutions économiques. Pour que tout cela disparaisse, il faut faire *sortir de leurs bas-fonds les masses ouvrières*. De cette façon seulement il sera possible d'établir un véritable contrôle populaire du travail dans toutes les institutions économiques.

99. L'utilisation de la force ouvrière

La bonne utilisation de la force ouvrière dont nous pouvons disposer a pour notre œuvre une importance énorme. Quand les moyens de production sont épuisés et qu'il y a insuffisance de matières premières, la force ouvrière est la base de toute production et tout dépend de son emploi judicieux. Nous sommes en face des problèmes suivants : *utiliser* toutes les forces, autrement dit, mettre en valeur tous les éléments capables de produire, leur trouver du travail, *les occuper*. Il ne faut pas oublier ceci : à notre époque de famine chaque consommateur qui ne fournit aucun travail utile est une charge pour la communauté. De ceux-là il y a foule. Et cependant il y a une quantité de travaux qui peuvent être exécutés sans moyens compliqués de production ; par exemple, les travaux de salubrité des villes, d'entretien des voies de communication, de fortification des places, de nettoyage des casernes et de toutes sortes d'habitations ; il y a des travaux concernant la production de matières premières et de moyens de chauffage : la coupe et le transport des bois, l'extraction de la tourbe, etc. Il est vrai qu'il y a beaucoup d'obstacles : on peut trouver des hommes et des haches, mais il n'y a pas de quoi les nourrir — et l'abatage du bois s'arrête. Mais tout de même il est clair que sans *l'utilisation de toute la force de travail vivante*, nous ne pourrions jamais sortir de notre situation difficile.

A cela est en outre liée la question de la *mobilisation générale* pour l'exécution des divers travaux publics. Il y a dans le

travail urgent des fortifications une excellente utilisation des forces de travail des masses qui seraient perdues sans cela. Il faut poser ce problème d'une manière systématique. Le travail obligatoire est bien inscrit dans la constitution de la R. S. F. S. R., mais il est loin d'être appliqué en réalité. C'est la première tâche : *l'utilisation de la totalité des forces ouvrières dans la République du travail*.

La deuxième tâche est celle de la *distribution* et de la répartition des forces du travail. Il est évident que la productivité du travail dépend de la manière dont seront réparties ces forces *entre toutes les branches et dans tous les domaines*.

Cette distribution des forces ouvrières et leurs déplacements divers demandent naturellement un travail immense de *recensement* pour élaborer une méthode et un plan. Si on n'a pas fait le compte de toutes ces forces, on ne peut pas les répartir d'une façon régulière. Ce problème ne peut être résolu par le pouvoir des Soviets qu'avec l'aide des syndicats professionnels.

100 La discipline de travail entre camarades.

L'état des forces productives d'un pays est déterminé non seulement par la quantité de machines, d'outils et de matières premières, mais aussi par la quantité de *forces* ouvrières disponibles. Maintenant surtout où les moyens de production sont réduits, la situation de la force ouvrière et le travail humain deviennent d'une importance capitale.

Le système capitaliste de production tenait la classe ouvrière sous le joug en la forçant à travailler pour le patron et sous une discipline impitoyable. La Révolution a miné et détruit totalement cette discipline de travail capitaliste, comme elle a détruit dans l'armée la discipline impérialiste et fait disparaître l'obéissance des soldats aux généraux tsaristes. Mais il est *clair* que sans une *nouvelle* discipline, il est impossible de songer à l'édification communiste de la société. Ici il y a un parallélisme absolu avec l'armée. Nous avons détruit l'ancienne armée. Il y a eu pendant un certain temps de « l'anarchie », du désordre, rien

n'était organisé. Mais nous avons formé une armée nouvelle, sur des bases nouvelles, pour des buts nouveaux, une armée qui est entre les *maines du prolétariat* et qui combat ceux des propriétaires et des capitalistes qui disposaient de l'ancienne armée.

Il en est de même avec « la grande armée du travail », avec la classe ouvrière. Le temps de la désorganisation de l'ancienne discipline est passé. Il se forme une *nouvelle discipline de travail fraternelle*, créée et soutenue non pas par le patron et le fouet capitaliste, mais *par les organisations* ouvrières elles-mêmes, par les comités d'usines et les syndicats.

Dans l'organisation de la production, il ne faut pas perdre de vue l'organisation du travail à l'usine. Aussi la *discipline de travail* fraternelle est-elle un des moyens les plus importants de l'organisation de la production en commun et du relèvement des forces productives. La discipline fraternelle doit être accompagnée de la plus grande indépendance de la classe ouvrière. Les travailleurs ne doivent pas attendre les ordres d'en haut, sans jamais manifester d'initiative : tout au contraire, aucune amélioration dans la production, aucune invention de moyens nouveaux dans l'organisation du travail, etc. ne doit être entravée. Souvent des éléments ouvriers rétrogrades ne voient pas la nouvelle voie à faire prendre au travail. Les ouvriers sont réunis en *syndicats d'industrie* qui dirigent la production, les travailleurs contrôlent quotidiennement et le comité des ouvriers d'usine et le comité directeur de l'usine. Avec un peu d'activité tout peut passer de bas en haut par les organismes ouvriers. Il suffit d'avoir confiance et de se dire que la classe ouvrière est désormais la maîtresse du pays et de l'avenir.

La discipline du travail doit s'appuyer sur la conscience de la responsabilité de chaque travailleur vis-à-vis de sa classe, sur le sentiment que la négligence et l'indolence sont des crimes envers la cause commune. Nous n'avons plus de capitalistes comme caste dirigeante. Les ouvriers travaillent maintenant non pour le capitaliste, non pour l'usurier, non pour le banquier, mais pour eux-mêmes. Ils travaillent pour *leurs propres besoins* ; ils construisent un édifice qui appartient aux travailleurs. Jadis,

sous le règne des capitalistes, nous n'avions pas à penser comment remplir leurs poches. Maintenant, c'est autre chose. Il faut que cette conscience de *sa responsabilité à l'égard de toute la classe ouvrière* vive dans l'âme de chaque ouvrier.

La discipline du travail doit, en définitive, *s'appuyer sur un contrôle mutuel des plus sévères*. Sachant que l'abaissement de la production est la perte de la cause ouvrière, que sans un mouvement en avant nous allons mourir, il faut que tous les camarades surveillent avec « l'œil du maître » les efforts faits pour puiser dans la nature l'énergie créatrice. Le travail est aussi la lutte, la lutte contre la nature. Il nous faut vaincre cette nature, transformer ses éléments en vêtements, en combustibles, en aliments. Et de même que dans la lutte sur le front, contre l'ennemi de classe — le capitaliste, le propriétaire, le général — nous comptons nos succès, nous surveillons ceux qui désertent, ceux qui trahissent, de même il nous faut là aussi nous contrôler mutuellement. Celui qui trahit maintenant la cause ouvrière, celui qui n'aide pas à sortir de l'ornière notre char ouvrier embourbé — celui-là est le saboteur de la classe ouvrière.

Bien entendu la création de la nouvelle discipline demande un grand effort de *rééducation des masses*. La psychologie d'esclave, les habitudes d'esclave persistent encore chez bien des gens. C'est comme dans l'armée. Quand c'était le tsar qui jetait les soldats dans la bataille, ils y marchaient; quand il s'agit de défendre leur cause, ils se grattent l'oreille. Mais nous avons créé tout de même une armée — l'avant-garde des travailleurs a parfaitement compris de quoi il s'agissait et elle a réussi à faire ce qu'elle voulait. C'est dans la production maintenant qu'il faut atteindre le même but. La rééducation est facilitée par le fait que les masses ouvrières se rendent compte tous les jours que leur sort est dans leurs propres mains. C'est surtout là où le pouvoir des Soviets a été remplacé momentanément par les forces contre-révolutionnaires qu'elles comprennent le mieux ces vérités : ainsi dans l'Oural, en Sibérie, etc.

L'avant-garde des ouvriers communistes a donné l'exemple

d'une nouvelle discipline fraternelle en organisant ce qu'on appelle les *Samedis communistes* (de *soubbota*, samedi), pendant lesquels les *soubbotniks* travaillent volontairement et gratuitement en *doublant et en triplant même parfois la production normale*.

[Les Samedis communistes ont été appelés par le camarade Lénine « une grande initiative ». Les premiers qui les ont organisés ont été les cheminots communistes de Moscou, et tout de suite on a remarqué une grande hausse dans la production. Sur la ligne d'Alexandrovsk, cinq tourneurs ont fait en 4 heures 80 cylindres (213 % de la production habituelle); pendant le même laps de temps vingt journaliers ont rassemblé 600 pouds (un poud 16 kg. environ) de matériel hors d'usage et 70 ressorts de wagons, pesant chacun 3 pouds $\frac{1}{2}$ (300 % de la production). Cela a commencé ainsi. Les *soubbotniks* apparurent ensuite à Pétrograd où ils furent tout de suite organisés sur une large base. Voici les chiffres:

Nombre d'ouvriers

1.	« Soubotniki », le 16 août.....	5.175	} Le travail de ces cinq jours s'élève à 1.167.188 roub.
2.	— 23 août.....	7.650	
3.	— 30 août.....	7.900	
4.	— 6 septembre.	10.250	
5.	— 13 septembre.	10.500	

Ensuite, les *soubbotniks* pénétrèrent en province et commencèrent à entraîner aussi les ouvriers non communistes. L'initiative des cheminots de Moscou a donc été heureuse, ils ont trouvé là une bonne méthode d'élaboration de la nouvelle discipline.]

La création de la nouvelle discipline de travail ne peut naturellement se passer de la collaboration des syndicats. Bien plus ce sont justement les syndicats qui doivent faire progresser cette réforme en essayant de nouvelles formes, en cherchant des voies nouvelles, car tout cela est nouveau et sans précédent et ici aussi on ne fera pas grand'chose avec de vieilles méthodes.

Parmi les mesures qui sont déjà appliquées et qui doivent

être développées et perfectionnées, notre parti indique les suivantes :

1) *L'établissement d'un bureau de statistique*: cette institution va très mal chez nous et, cependant, sans elle on ne peut ni suivre une affaire, ni la contrôler, ni trouver la racine du mal.

2) *L'établissement de la moyenne de travail*: ceci commence à peine à se développer. Les capitalistes ont établi dans leurs entreprises une moyenne de travail pour soutirer aux ouvriers de la plus-value; chez nous ces moyennes devront être fixées par les syndicats, c'est-à-dire par les organisations ouvrières. Il appartient à celles-ci d'établir elles-mêmes les possibilités de la production en tenant compte du froid, de la faim, du manque de matériel et du mauvais état des machines. Mais une fois ces données établies, c'est un mauvais ouvrier que celui qui n'exécute point sa tâche. Il nous faut créer « l'honneur du travail », afin que chaque travailleur considère celui qui, sans un motif sérieux, n'apporte pas son obole à la cause commune comme un chenapan sans honneur.

3) *L'établissement de la responsabilité devant les tribunaux de travail ouvriers*. — Cela veut dire que non seulement chacun sera contrôlé par ses camarades, mais encore qu'il pourra être appelé à se justifier du mauvais travail fourni. Ici encore ce n'est pas le patron qui rend responsable son esclave salarié, mais la classe ouvrière et ses organisations qui jugeront leurs membres défaillants.

On peut imaginer encore toute une série de mesures. Mais elles reviennent toutes à ceci: constituer l'armée du travail en bataillons de combat qui tracent les voies d'une société nouvelle.

101. L'utilisation des spécialistes bourgeois.

La grande production contemporaine ne peut être imaginée sans ingénieurs, mécaniciens, savants spécialistes, théoriciens et praticiens. Le milieu ouvrier n'en compte pas: ni le gouvernement tsariste, ni celui des propriétaires et des bourgeois n'ont

permis aux travailleurs d'étudier. Mais le temps presse et nous n'avons qu'une issue: utiliser ces forces qui servaient la bourgeoisie non par peur, mais par conviction. Le Parti sait parfaitement que cette classe d'intellectuels techniciens, d'anciens directeurs et d'organiseurs capitalistes est tout à fait imbue de l'esprit bourgeois. Plus encore: une grande partie de cette caste nous est très hostile et est prête à nous trahir en faveur de nos ennemis de classe. Mais nous devons tout de même les employer puisque nous n'en avons pas d'autres et que nous n'avons pas le choix.

Cette caste a mené contre le prolétariat une lutte acharnée, surtout par le sabotage. Le pouvoir des soviets a brisé ces sabotages. Peu à peu quelques groupes ont commencé à venir à nous en voyant que la classe ouvrière sait non seulement détruire, mais aussi construire et que son parti ne pense nullement à vendre la Russie à l'impérialisme germanique. Plus d'un commence à comprendre que le capitalisme ne peut plus vivre en ce monde. Il y a un commencement de scission dans cette classe. Le devoir du prolétariat consiste à favoriser de plus en plus cette scission.

Evidemment il ne faut pas s'attendre ni à de la fidélité ni à du dévouement pour le communisme de la part de ces « spécialistes ». Il serait naïf d'espérer que ces gens, attachés par des liens multiples à la bourgeoisie, pourront être transformés en peu de temps. Mais il faut que le prolétariat se conduise ici en patron avisé: ces éléments lui sont nécessaires, il faut les *contraindre à travailler* pour lui.

Il faudrait agir ainsi: encourager ceux qui travaillent honnêtement, ne pas ménager l'argent et bien les payer — voilà ce que dicte une sage prévoyance. Mais avec la contre-révolution, avec la lutte contre le prolétariat, avec une politique de trahison, avec le sabotage — il faut être sans pitié. Le prolétariat doit et sait apprécier les bons et honnêtes travailleurs. Mais il ne peut admettre qu'on lui nuise, surtout maintenant, quand il faut souffrir de la faim et de toutes sortes de privations.

Naturellement il faut un *contrôle* sévère surtout envers les

spécialistes choisis parmi les anciens directeurs et les gros capitalistes. Ils ont tenté plus d'une fois de tirer la couverture de leur côté. Mais il faut appliquer ici les mêmes mesures que dans la lutte contre les trahisons des anciens officiers et généraux du front.

D'un autre côté le Parti se dressera contre cette idée fausse par trop simpliste que nous pourrions nous passer de tous spécialistes. C'est une sottise. Ainsi parlent seulement les ignorants qui n'ont jamais pensé sérieusement aux lourdes tâches qui écrasent actuellement les épaules du prolétariat.

Le prolétariat doit organiser la production actuelle suivant les dernières découvertes de la science. Il doit naturellement préparer (et prépare déjà) des ingénieurs et techniciens rouges de la même manière qu'il prépare des officiers rouges. Mais le temps presse et il faut utiliser ce qui existe tout en prenant des mesures contre le mal qui peut en résulter, en y remédiant, en organisant un contrôle sur ceux qui nous sont étrangers.

Il se pose ici une autre question encore, celle des traitements. Le communisme tend à l'égalité des salaires. Mais nous ne pouvons malheureusement pas faire un saut brusque dans le communisme. Nous ne faisons que les premiers pas vers lui. Et là encore nous ne devons nous laisser guider que par le simple calcul.

Si les spécialistes n'avaient que les salaires des manœuvres, il leur serait indifférent d'être manœuvres ou ingénieurs. Beaucoup de ces gens, habitués avec un autre genre de vie à travailler avec conscience, ne le feraient plus. Il est préférable de mieux les payer pour obtenir de meilleurs résultats. Le prolétariat doit dans ce cas agir comme le patron avisé : payer davantage pour obtenir le meilleur résultat, ceux sans lesquels actuellement on ne peut rien faire.

Il est clair cependant que notre politique fondamentale doit tendre à égaliser les salaires. Et dans ce sens le pouvoir des Soviets est allé assez loin. Dans l'ancien temps, les traitements des employés supérieurs (directeurs, chefs comptables, ingénieurs en chef, organisateurs, conseillers juridiques et scienti-

fiques, etc.), en comptant les diverses gratifications, étaient de plusieurs dizaines de fois supérieurs aux salaires des manœuvres; maintenant ils ne leur sont que quatre fois supérieurs, c'est-à-dire que nous avons réduit l'écart de leurs situations mutuelles d'une façon considérable.

[Les salaires tendent aussi à s'égaliser entre les différentes catégories d'ouvriers. Suivant les données du camarade Schmidt, en 1914, 4,43 % des travailleurs recevaient des salaires journaliers de 50 kopeks (1), mais il y avait aussi des ouvriers (0,04 %) qui recevaient à la même époque plus de 10 roubles (2). Comme vous le voyez, la paie variait de 1 à 20. Il y avait évidemment peu de ces veinards dont la paie était de 10 roubles, mais il y en avait. En 1916, 1/2 % d'ouvriers hommes recevaient 50 kop. et 1,15 % gagnaient plus de 10 roubles.

Maintenant, suivant le décret d'automne 1919, les salaires les plus bas sont fixés à 1.200 roubles, les plus élevés à 4.800 roubles — et ceci s'applique également aux spécialistes.]

La séparation de certains groupes d'intellectuels techniciens d'avec la bourgeoisie et leur ralliement au prolétariat s'opérera d'autant plus vite que le pouvoir des Soviets se consolidera. Et puisque ceci ne peut manquer de se produire, l'afflux d'intellectuels est inévitable. Il serait déraisonnable de ne pas les accueillir. Nous devons les mettre au travail commun avec les camarades, afin qu'ils s'habituent à notre milieu et que, dans ce travail en commun, ils deviennent nos compagnons. Ils ont beaucoup de préjugés, d'idées préconçues; ils ont le crâne bourré. Mais ils peuvent et doivent dans certaines conditions spéciales collaborer à notre travail. Il y en a déjà qui embrassent notre cause en entrant dans les syndicats et s'accoutument petit à petit à la situation nouvelle. Notre tâche est de les aider, de tendre la main à ces éléments qui se rapprochent de plus en plus de nous. Dans les syndicats, grâce à eux, peut se produire enfin l'union des travailleurs, séparés jusqu'ici par le capitalisme.

(1) Cela équivalait avant la guerre à 1 fr. 35. (Note du Trad.).

(2) 26 fr. 50 avant la guerre. (Note du Trad.).

102. L'alliance de l'Industrie et de la Science.

Le développement des forces productives exige l'alliance de l'industrie et de la science. La grande industrie capitaliste a, elle aussi, appliqué la science à l'industrie dans la plus large mesure. Les établissements américains et allemands avaient créé des laboratoires spéciaux, des savants y passaient leurs journées entières à inventer de nouveaux appareils, de nouvelles méthodes, etc.. Tout cela se faisait au profit des particuliers. Nous devons maintenant, nous aussi, organiser cela méthodiquement et au profit de la collectivité des travailleurs. Les savants autrefois tenaient leurs découvertes *secrètes* : elles remplissaient les poches de l'entrepreneur; aujourd'hui aucune de nos entreprises ne cache plus ses découvertes, elle les partage partout.

Le pouvoir des Soviets a pris toute une série de mesures dans ce sens; on a créé un grand nombre d'établissements techniques et économiques, on a organisé différents laboratoires, des stations expérimentales; on a entrepris toute une série d'expéditions, de recherches scientifiques. On a trouvé entre autres des gisements d'ardoise et de pétrole, un procédé pour faire du sucre avec de la sciure, etc.; on a mis en valeur et utilisé toutes les forces scientifiques dont dispose la République.

Nous manquons de tout le nécessaire pour ce travail en commençant par le combustible et en finissant par les instruments scientifiques de précision. Mais nous devons nous rendre compte de la nécessité d'un tel travail et tâcher d'unir la science à la technique et à l'organisation de la production. Le communisme est le régime de la production organisée systématiquement et rationnellement, c'est-à-dire scientifiquement. Nous allons donc tenter de résoudre le problème de la production organisée scientifiquement.

CHAPITRE XIII

L'ORGANISATION DE L'AGRICULTURE

103. LES CONDITIONS DE L'AGRICULTURE EN RUSSIE AVANT LA RÉVOLUTION. — 104. LES CONDITIONS DE L'AGRICULTURE EN RUSSIE APRÈS LA RÉVOLUTION. — 105. POURQUOI L'AVENIR APPARTIENT À LA GRANDE EXPLOITATION SOCIALISTE. — 106. L'EXPLOITATION SOVIÉTIQUE. — 107. L'EXPLOITATION AGRICOLE DANS LES VILLES. — 108. LES COMMUNES ET LES ARTELS. — 109. LA CULTURE COLLECTIVE DE LA TERRE. — 110. LA COOPÉRATION AGRICOLE. — 111. L'ENSEMENCEMENT PAR L'ÉTAT DES TERRES EN FRICHE; LA MOBILISATION DES FORCES AGRICOLES, LES DÉPÔTS DE MACHINES DE LOUAGE, LES AMÉLIORATIONS, LA COLONISATION. — 112. L'AIDE AUX PAYSANS. — 113. L'UNION DE L'INDUSTRIE ET DE L'AGRICULTURE. — 114. LE PARTI COMMUNISTE ET LA CLASSE PAYSANNE.

103. Les conditions de l'agriculture en Russie avant la révolution.

Avant la Révolution, notre exploitation agricole était faite surtout par les paysans. Après la Révolution d'Octobre, après la liquidation de la grande propriété foncière, notre exploitation agricole est devenue une exploitation de petits propriétaires ruraux. Dans ces conditions, le Parti Communiste a des difficultés inouïes à vaincre dans sa lutte pour la grande exploitation collective. Mais cette lutte a déjà commencé et même au moment le plus difficile elle donne déjà quelques résultats.

Pour que les conditions dans lesquelles les communistes ont à réaliser leur programme au village soient claires, il faut

absolument donner quelques chiffres sur l'exploitation agricole et les changements apportés par la Révolution.

Jusqu'à la Révolution, la propriété foncière dans la Russie d'Europe se répartissait ainsi :

Terres appartenant à l'Etat	138.086.168	déciatines
Terres appartenant aux paysans (1) .	138.767.587	—
Terres appartenant à des particuliers et à divers établissements.....	118.332.788	—

Presque toutes les terres appartenant à l'Etat sont couvertes de forêts ou impropres actuellement à la culture. Quant aux terres appartenant aux particuliers ou aux établissements, elles se répartissaient ainsi :

Aux propriétaires ruraux	101.735.343	déciatines
Données en apanage	7.843.115	—
A l'Eglise	1.871.858	—
Aux couvents	733.777	—
Aux villes	2.042.570	—
Aux cosaques (Cosaques du Don, du Kouban et de l'Oural)	3.459.240	—
A divers	646.885	—

En ce qui concerne les terres données aux paysans, elles étaient partagées d'après la statistique de 1905, entre 12.277.355 familles, c'est-à-dire que chacune possédait 11,37 déciatines. Mais cette moyenne peut faire illusion : tandis que, dans les provinces centrales, la plupart des paysans possèdent beaucoup moins, on trouve des lots plus considérables (d'ailleurs peu susceptibles de culture) dans les régions périphériques. En réalité, les anciens serfs, qui constituent la majorité de nos paysans actuels, avaient reçu pour chaque exploitation familiale, 6,7 déciatines en moyenne. Dans quelques provinces et districts, ce chiffre n'était même que de la moitié. En 1916, le nombre des propriétés paysannes dépassait déjà 15 millions (15.492.202) ; or, la superficie totale des terres dont les paysans

(1) Depuis l'abolition du servage en 1861. (Note du Trad.).

disposaient n'avait augmenté que très peu. Plus que jamais, la terre manquait et la misère s'était accrue.

Mais les terres appartenant à l'Etat se prêtant mal à la culture, les paysans n'ont pu agrandir leurs propriétés qu'aux dépens du groupe appelé plus haut « des particuliers et des établissements ».

Ce sont les particuliers qui, en premier lieu, devaient être privés de leur terre, les propriétaires fonciers possédant 53.169.008 déciatines : commerçants, paysans riches, et aussi sociétés et associations de type bourgeois et accapareur. Les propriétaires ruraux ayant plus de 20 déciatines possédaient en tout 82.841.413 déciatines. Les associations en avaient 15.778.677. C'est dans cette direction que partit le premier assaut de la Révolution paysanne. En ce qui concerne les établissements, ce sont surtout les biens de l'Eglise, des couvents et en partie ceux donnés en apanage, qui passèrent aux paysans.

104. Les conditions agricoles après la Révolution.

La propriété privée, surtout celle des gros propriétaires fonciers, était avant la Révolution entièrement endettée. Il y avait plus de 60 millions de déciatines hypothéquées pour la somme de 3.497.894.600 roubles. En un mot, les véritables propriétaires de cette terre étaient les banques russes et étrangères. C'est ce qui explique que toutes sortes de partis conciliateurs, les socialistes-révolutionnaires en tête, après avoir réclamé si fort la remise gratuite de toute la terre aux paysans, se déroberent lâchement et reculaient l'heure de la confiscation dès qu'il fallut la réaliser. Seul le Parti communiste bolchevik, qui n'avait de contact avec le capitalisme que pour une lutte à mort, pouvait, contrairement aux réformistes, soutenir jusqu'au bout la Révolution paysanne dirigée contre les gros propriétaires. Cette Révolution a eu son expression législative dans le décret sur la terre présenté par le Parti communiste et voté par le II^e Congrès des Soviets.

Suivant ce décret et la loi fondamentale sur la terre émanée du III^e Congrès, la propriété privée de la terre est annulée ; toutes les terres de la République sont à la disposition de tous ceux qui désirent les cultiver par leur propre travail (l'exploitation de la terre n'est pas limitée par la nationalité). La terre est distribuée en quantités égales parmi tous les habitants d'après les possibilités d'exploitation personnelle. De plus, selon la législation de l'organisation agricole socialiste, toutes les propriétés de la République ont été déclarées propriétés de tout l'Etat ouvrier et paysan, qui en dispose souverainement.

Du fait de cette législation révolutionnaire, les conditions agricoles de la Russie ont subi un bouleversement complet et continuent encore à subir toutes sortes de changements. Avant tout, la grande et la moyenne propriété rurale ont été supprimées sur toute l'étendue de la Grande Russie. La grande propriété a été ramenée au niveau de la moyenne propriété paysanne. D'autre part, les indigents, les paysans à qui la terre manquait disposent à présent de lots dont l'étendue s'est rapprochée de la moyenne normale. Et il convient d'ajouter qu'ils ont fréquemment accru leur cheptel, vif et mort, par le pillage des grandes propriétés ou bien même en cherchant des avantages excessifs. Quant à l'égalisation des propriétés dans les communes et les provinces, elle est loin d'être accomplie et ne pourra être terminée avant longtemps.

On ne peut encore à l'heure actuelle établir les résultats définitifs de la Révolution dans les campagnes, mais en général toute la terre labourable des grandes et moyennes propriétés est passée entre les mains des paysans. Le pouvoir des Soviets n'a réussi à conserver que 2 millions de déciatines de terre pour les domaines soviétiques. Les paysans ont occupé aussi une partie des terres ayant appartenu aux villes. Ils se sont emparés également des terres de l'Eglise, des couvents, et en partie de celles données en apanage. En général, aux mains des paysans sont passées 40 millions de déciatines de terres ayant appartenu aux particuliers.

Il est resté à la disposition du pouvoir des Soviets, en plus des domaines soviétiques et des terres appartenant aux propriétaires de sucreries, presque toutes les terres ayant appartenu à l'Etat, ainsi que les forêts nationalisées des particuliers.

Ainsi le Parti communiste russe a à lutter pour le socialisme dans les conditions les plus ingrates. La majeure partie des terres laissées à la disposition de l'Etat est impropre à la culture. La plus grande partie de la bonne terre du pays se trouve entre les mains des petits propriétaires ruraux indépendants.

Mais en dépit des mauvaises conditions de la socialisation de l'exploitation agricole en Russie, malgré la résistance opiniâtre des propriétaires petits-bourgeois, l'avenir, en Russie, appartient à la grande exploitation socialiste.

105. Pourquoi l'avenir appartient à la grande exploitation socialiste.

Le régime capitaliste a été vainqueur de la petite exploitation agricole et de la petite industrie, mais il faut ajouter qu'il s'est rendu plus aisément et plus rapidement maître de l'industrie que de l'agriculture. Le régime communiste est plus profitable et plus productif que le régime capitaliste, il l'est encore plus que celui de la petite propriété paysanne. Si la livre est plus lourde que le gramme et le poud plus lourd que le gramme, à plus forte raison le poud est plus lourd que le gramme. Il est indispensable maintenant de démontrer cela de la manière la plus évidente.

Et d'abord, en régime socialiste toute la terre de la République doit être divisée de telle sorte que dans chaque district, dans chaque province, elle soit ensemencée suivant la qualité du sol en céréales, légumes, fourrages et plantes industrielles (lin, chanvre, betteraves, tournesols, etc.). La science agronomique devra réglementer tout cela.

Chez nos paysans on fait souvent le contraire: on sème

le blé dans un terrain qui donne une mauvaise récolte et où aurait dû réussir parfaitement le lin; ou bien, l'on sème le seigle là où le froment aurait donné de bons résultats.

Grâce à ce plan scientifique de parcellement des terres, la production augmentera même si les procédés de culture restent les mêmes. Dans la grande et la moyenne propriété seulement (et plus aisément dans la grande que dans la moyenne), on peut introduire le système des assolements. En variant les cultures, on obtient le maximum de rendement, tandis que notre paysan ne disposant que de trois champs, en laisse le tiers en friche. Il lui serait impossible d'agir autrement, étant donné la petite quantité de ses terres et leur morcellement. Dans les grandes exploitations, pas une parcelle de terre ne se perd. Tout au contraire, chez notre paysan, dans toute la Russie, des centaines de milliers de déciatines sont perdues rien qu'en bordures de délimitation. D'après mes calculs, nos paysans perdent ainsi 60 à 80 millions de pouds de blé.

La fertilité du sol découle principalement des engrais. Une grande ferme (qui peut se passer d'un grand nombre de chevaux) est en état d'entretenir un nombreux bétail et de ce fait peut avoir beaucoup d'engrais naturels. Les grandes exploitations peuvent aussi acheter plus facilement des engrais artificiels ou même en produire plusieurs espèces, ce qui n'est pas possible pour les petites exploitations. Le labourage est la chose la plus difficile à faire en son temps, avec économie de travail. Le labourage le plus rapide, le plus profond et le plus facile s'obtient avec le tracteur, dont on ne peut se servir dans la propriété parcellaire. Également il est plus profitable de se servir d'un groupe de 8 à 10 tracteurs que d'un seul.

Il en est de même avec les plus grandes machines, c'est-à-dire celles qui économisent le plus de travail à l'homme. La batteuse et la faucheuse à vapeur ne sont utilisables que dans les grandes entreprises, ainsi que les autres instruments agricoles perfectionnés.

Voici les plus employés et dans quelles conditions ils donnent leur plein rendement :

La charrue à chevaux sur une terre de.....	27	déciatines
Les batteuses, les faucheuses, les semeuses, en série	63	—
Les batteuses à vapeur	225	—
La charrue à vapeur	900	—

A lui seul, l'emploi de la charrue à vapeur augmente la fertilité du sol d'un tiers.

A n'envisager que la force chevaline, l'avantage de la grande exploitation sur la petite est très net: dans une grande entreprise chaque cheval fournit le travail nécessaire à une plus grande quantité de terre. La différence en plus, d'après certains calculs, est de moitié et même des deux tiers.

Il n'y a que dans les grandes entreprises agricoles qu'on puisse se servir de l'électricité. De grandes écuries et étables sont préférables à des centaines de petites.

Le maximum de rendement dans l'élevage du bétail est atteint dans les grandes exploitations.

Mais la plus grande économie est celle du travail humain; c'est la possibilité de diminuer de la moitié ou des deux tiers la journée de travail tout en augmentant trois ou quatre fois la productivité de la terre.

Au dernier recensement de toute la terre cultivable en Russie (en 1916), on a dénombré 71.430.000 déciatines. Si nous supposons que toute cette superficie est labourée une fois l'an (et chaque cultivateur sait que ce n'est pas toujours le cas) — les paysans doivent mobiliser pour ce travail toute la force humaine: 20 millions d'hommes et toute celle du bétail. Pour labourer cette terre avec des charrues à tracteur (un tracteur retourne huit à dix déciatines par jour), il suffirait d'un million d'hommes, c'est-à-dire vingt fois moins. (1)

Si, au lieu de cent repas dans cent cuisines, on fait un seul

(1) Il est vrai qu'en plus du conducteur de tracteur, il faut compter aussi le travail des ouvriers dans les fabriques de tracteurs et des machines dans les exploitations, le pétrole, etc., et tout cela il faut le répartir sur chaque déciatine. L'avantage d'emploi des tracteurs apparaît moins grand, mais il reste encore énorme.

repas collectif dans une cuisine commune — 90 cuisinières sur 100 deviendront inutiles et leur travail pourra être utilisé ailleurs.

La tâche du Parti communiste consiste donc à lutter activement pour l'établissement d'un régime plus rationnel dans l'agriculture, c'est-à-dire du régime communiste qui seul peut délivrer les campagnes des pertes de temps si funestes dans les fermes minuscules, du système arriéré et asiatique d'élevage du bétail et enfin de la manière barbare de nourrir les gens.

Quelle voie devra suivre le Parti communiste pour atteindre ce but élevé? Il y en a plusieurs. Nous commençons par la plus directe.

106. L'exploitation soviétique.

Lors de la prise de possession par les paysans de la grande propriété privée en 1917, dans beaucoup de fermes-modèles on s'est saisi du bétail de race et du matériel agricole perfectionné, et on les a gaspillés. On réussit cependant à sauver une partie de ces propriétés qui furent occupées à temps par les Soviets. Ces propriétés ont reçu le nom de « Fermes soviétiques », dans lesquelles furent englobées aussi les propriétés qui n'ont pas pu être entièrement partagées entre les paysans dotés déjà d'une quantité suffisante de terre.

Les exploitations soviétiques sont le seul point de départ possible d'un régime agricole socialiste avec tous ses avantages. C'est seulement grâce à elles que nous pouvons vraiment montrer aux paysans tout l'intérêt de la grande exploitation agricole socialiste.

C'est par elles seules que nous pouvons mettre en évidence l'excellence du système des assolements et les vices du système des trois champs. Ce n'est que dans ces exploitations soviétiques que nous pouvons faire fonctionner toutes les machines agricoles même les plus compliquées. C'est là aussi et là seulement qu'il est possible de sauvegarder et de développer le bétail de race. C'est par le croisement de races que nous arriverons

à améliorer le bétail de la population paysanne. C'est également dans les entreprises soviétiques que nous pouvons créer des fermes modèles et améliorer les semences en les assortissant. Déjà maintenant des machines spéciales s'occupent d'améliorer le blé à ensemercer pour toute la population environnante. Près des fermes soviétiques, on organise des écoles d'agriculture, des cours d'agronomie, des expositions, etc. On s'y occupe aussi de l'instruction de contremaîtres pour les ateliers d'outillage qui travaillent non seulement pour les besoins des établissements, mais aussi pour celui des campagnes environnantes.

La tâche du Parti communiste consiste à augmenter, dans les limites du possible, la quantité de fermes soviétiques, l'étendue de leurs terres (tout en sauvegardant les intérêts de la classe paysanne). Les Soviets s'efforcent de réunir sur leurs terres les spécimens des meilleures races de bétail de la République; d'organiser la transformation technique la plus perfectionnée des produits de l'agriculture; d'éviter la bureaucratie et de combattre la mauvaise gestion consistant à ne s'occuper que des besoins de la ferme et de ses ouvriers et serviteurs, sans rien donner à l'Etat soviétique; de créer un état-major de travailleurs qualifiés, capables non seulement d'exercer le contrôle ouvrier, mais aussi d'administrer toutes les propriétés; d'intéresser la population environnante aux fermes soviétiques, à leurs méthodes, aux buts qu'elles poursuivent; d'amener les paysans à les considérer comme propriété de tous et les seules capables de défendre la cause de toute la population laborieuse de la Russie. Le nombre des fermes soviétiques était en 1919 de 3.536 qui comprenaient (sans compter les forêts) 2.170.000 décaïnes de terres cultivées.

107. L'exploitation agricole dans les villes.

Dans la terrible crise alimentaire qui est un des résultats de la guerre et de la Révolution, une exploitation agricole organisée méthodiquement par les villes elles-mêmes a une importance énorme pour mettre à l'abri de la faim la popu-

lation urbaine. Cette exploitation commence à s'organiser et l'avenir lui appartient. Un des problèmes immédiats pour chaque municipalité est d'assurer à chaque ville un terrain suffisant pour une grande entreprise. Plus de deux millions de déciatines de terrains appartenaient aux villes avant la Révolution. La plupart de cette terre occupée par les maisons, squares, parcs, jardins, reste en possession des villes. Mais la partie labourable est allée aux paysans et reste perdue pour les citadins. Il est indispensable de leur rendre ce terrain et même d'exproprier toutes les terres environnantes dans la mesure où elles sont nécessaires pour former une entreprise agricole vaste et bien aménagée.

Dans plusieurs villes, déjà en 1919, les Soviets ont réussi à prendre en mains la culture maraîchère et à fournir la quantité nécessaire pour nourrir toute la population urbaine une année entière. Il faut persévérer dans cette voie. Il est indispensable que chaque ville soit en possession d'un terrain suffisant pour produire les légumes nécessaires à tous ses habitants. Il est également indispensable que chaque ville possède une vacherie permettant de fournir le lait au moins aux enfants et aux malades et, par conséquent, d'avoir le terrain suffisant pour les pâturages. Il est possible aussi, avec une bonne exploitation agricole urbaine, de fournir aux travailleurs non seulement des pommes de terre et des choux, mais aussi des légumes secs. On peut entretenir en commun tous les chevaux de la ville, et grâce à cette mesure, on peut plus facilement réaliser la nationalisation des transports. A part les capitales, le programme précité (si on ne vise pas le but utopique de fournir le blé à toute la population urbaine) peut être exécuté, comme l'expérience le prouve, au cours de l'année prochaine, dans toutes les villes de la République.

Mais les fermes soviétiques des villes ont une autre importance: d'abord, pour l'utilisation complète de l'immense quantité d'engrais fournis par la ville, sous forme d'ordures ménagères, de déchets divers, d'excréments, etc. Cet engrais est perdu généralement en grande partie. D'autre part les fermes

citadines peuvent contribuer largement à unir l'industrie et l'agriculture. Une certaine partie de la population urbaine peut, dans les années qui vont suivre, prendre part aux travaux des champs sans faire tort à l'industrie, sur les terres de la grande exploitation agricole citadine.

Les fermes soviétiques et celles des villes doivent non seulement jouer le rôle de fermes-modèles, mais aussi contribuer à diminuer la crise d'alimentation. L'expérience a prouvé qu'au moment le plus critique, avant la nouvelle récolte, quand les paysans n'avaient pas commencé ou commençaient à peine à battre le blé, les fermes soviétiques aidaient à sortir le ministère de l'alimentation d'une situation dangereuse. Le premier blé de la nouvelle récolte de 1918 et 1919 venait des fermes soviétiques. Ce rôle ne peut que s'accroître dans l'avenir. En utilisant tout le terrain des fermes soviétiques, la République est en état de fournir la moitié du pain nécessaire aux travailleurs urbains et de diminuer ainsi sa dépendance à l'égard des livraisons des campagnes.

108. Les communes et les artels.

L'exploitation soviétique ne peut s'agrandir que grâce aux terres en friche des provinces frontalières ou aux terres appartenant à l'Etat, qui peuvent devenir cultivables au moyen d'améliorations (assèchements, défrichements, etc.). Quant à notre agriculture en général, elle ne peut devenir socialiste que quand l'agriculture paysanne le deviendra. Dans les fermes soviétiques, les paysans vont voir les avantages d'une grande exploitation collective. Ils ne pourront les réaliser qu'en se groupant en communes et en artels. Dans le régime capitaliste, les progrès de la grande propriété paysanne ne se réalisaient que par la ruine du petit propriétaire. Dans le régime socialiste, une grande propriété peut être créée par la fusion de nombreuses petites propriétés.

Parmi les paysans, les mots « commune » et « artel » ont la même signification. Bien des communes portent le nom

d' « artel » parce que le paysan n'aime pas ce mot de « commune » et craint de l'employer, même dans le cas où il a réellement créé une commune. La seule différence entre la commune et l'artel est que l'artel est une union de production seulement (union pour le travail), tandis que la commune est une union pour la production et la consommation (c'est-à-dire à la fois pour le travail, l'échange et la consommation).

Le nombre de communes et d'artels augmente rapidement en Russie soviétique. Voici les derniers chiffres de l'automne 1919 :

	Nombre	Terres cultivables
Communes	1.901	150.000 déciatines
Artels	3.698	480.000 —
Unions de camarades pour cultiver la terre en commun...	668	

Ces chiffres prouvent que le mouvement en faveur des communes et des artels croît et s'élargit. Mais ces chiffres nous montrent également le côté faible de ce système. Premièrement, l'étendue moyenne du terrain des communes n'est pas grande. Nous voyons non pas la petite propriété devenir grande, mais tout juste moyenne. Dans les cas les plus favorables, elle dépasse peu la moyenne. Aussi la commune ne peut-elle procurer ni à ses participants ni à la population environnante les avantages de la grande exploitation. Sur une étendue de quelques déciatines, on ne peut pas utiliser toutes les machines agricoles et on ne peut appliquer le système d'assolement. Mais même le peu qu'on obtient avec ce système moyen a une importance primordiale. On bénéficie de la division du travail; une partie des femmes est déchargée des travaux de cuisine et aide ainsi aux travaux des champs. La possibilité apparaît de se passer d'une certaine quantité de chevaux, tous les travaux sont exécutés à temps, la terre est mieux cultivée et la récolte est supérieure à celle des parcelles paysannes.

L'économie de la force humaine est prouvée par le fait que la plupart des communes entreprennent une série de travaux de caractère non agricole: ils construisent des moulins,

organisent des ateliers d'industrie domestique, de réparation, etc.. Le second pas vers le socialisme ne peut être fait par les communes que si elles s'unissent. On peut atteindre ce but par la jonction de deux communes voisines ou par l'admission dans une commune de nouveaux membres choisis parmi la population rurale avoisinante ou par la fusion de communes et de fermes soviétiques.

La tâche la plus importante du Parti communiste est actuellement le relèvement de l'exploitation paysanne jusqu'au niveau de l'économie communale moyenne, en attendant mieux. On peut affirmer sans crainte de se tromper que c'est par cette voie qu'on arrivera à une plus grande productivité. L'Etat prolétarien se doit d'activer cette réalisation, non seulement par une propagande méthodique par la parole et le fait (les fermes soviétiques), mais en mettant à la disposition des communes naissantes tous les avantages matériels (soutien pécuniaire, fournitures de semences, de bétail, d'outils, de techniciens).

109. La culture collective de la terre.

La commune apparaît non seulement comme le groupement de travail le plus parfait, mais aussi comme le procédé le meilleur pour opérer la répartition des moyens d'existence. L'artel n'est que l'unification du travail. La culture collective de la terre, c'est l'union encore moins étroite, encore plus libre, et si on veut, plus accidentelle que l'artel. Une société agricole qui ne peut se former en artel ni en commune à cause de dissentiments intérieurs peut néanmoins arriver à la culture collective de la terre sans se créer d'autres liens. Le résultat est que tout reste comme par le passé avec cette seule circonstance importante: la terre commune ne sera pas divisée en petites parcelles, mais sera cultivée par toute la communauté. Chaque maison gardera son potager, chaque petite propriété restera intacte, seuls les chevaux et les machines seront attribués un certain temps à chaque chaumière.

Le Comité Central Exécutif a prévu le cas de cette forme

primitive d'économie collective dans ses décrets concernant l'administration socialiste de la culture. Les avantages principaux de cette forme de groupement sont que le paysan garde sa liberté d'action sauf pour le travail de la terre et qu'il consent plus facilement à cette coopération, car son indépendance ne se trouve pas menacée. Cependant cette culture collective présente déjà des avantages considérables : la disparition des délimitations et la possibilité des assolements, l'utilisation complète des instruments aratoires, la division du travail, l'aide aux familles sans ouvriers ni bétail, etc.

On peut s'attendre à ce que la culture collective de la terre, qui est le premier pas vers l'exploitation collective, reçoive dans nos campagnes la plus grande application. Cette forme de culture, d'après nos renseignements, a eu lieu dans beaucoup de localités déjà en 1919. De très grandes sociétés ont été divisées par dizaines et cultivaient la terre en commun. Dans plusieurs cas on a cultivé de cette manière une partie de la terre communale.

110. Les coopératives agricoles.

Déjà avant la Révolution, la transformation coopérative de divers produits agricoles avait pris une grande extension parmi les paysans. Il faut citer les artels pour la production du beurre et du fromage, très répandus dans les provinces du Nord et de la haute Volga. On peut y joindre aussi les sociétés de rouissage du lin, celles qui préparent la mélasse, qui sèchent les fruits, qui pressent le foin, etc. Le pouvoir des Soviets les soutient de toutes les manières. La tâche du Parti communiste consiste à pousser les éléments laborieux de la campagne à la formation de ces coopératives, à leur développement, à l'amélioration de leur productivité et surtout à s'opposer aux tentatives du petit capital de se retrancher dans ces artels dans sa lutte contre le pouvoir soviétique et la grande culture socialiste.

111. L'ensemencement par l'Etat des terres en friche; la mobilisation des forces agricoles; les dépôts de machines de louage; les améliorations; la colonisation.

Du fait de la guerre et de la terrible désorganisation qui s'en est suivie, une grande quantité de terre est restée en friche. L'Etat soviétique ne peut permettre que des terres restent en friche alors que la crise alimentaire se fait sentir aussi cruellement dans les villes et dans les provinces non productives. Pour cette raison incombe au pouvoir soviétique le devoir d'ensemencer les terres en friche, sans distinction de propriétaire. Cette mesure a la plus grande importance, surtout dans les localités ayant servi de théâtre à la guerre civile, car tous les gros fermiers ont abandonné leurs terres et sont partis avec l'ennemi. De même, la récolte du blé abandonné par ses propriétaires doit être faite aussi par l'Etat.

On ne peut relever l'agriculture désorganisée en Russie qu'à l'aide de mesures décisives et révolutionnaires. Une de ces mesures est la mobilisation des forces agronomiques, c'est-à-dire le service obligatoire de tous les techniciens agronomes. Il n'y en a jamais eu qu'un petit nombre en Russie. Mais le manque de techniciens se fait sentir encore plus fortement, du fait du travail énorme de réorganisation de l'agriculture et du relèvement de sa productivité, où tout est à transformer dans nos campagnes. La mobilisation des forces agronomiques n'est pour ainsi dire que la socialisation des connaissances agronomiques que l'Etat seul peut employer avec le plus d'efficacité.

La guerre impérialiste a empêché la Russie de faire venir de l'étranger des machines agricoles. Son industrie n'a jamais répondu aux demandes de notre agriculture et la plupart de ces machines, surtout les plus chères et les plus compliquées, nous venaient de l'Allemagne, de la Suède et de l'Amérique. En même temps, nous avons dû réduire au minimum notre production de machines par suite du manque de métal et de char-

bon. Tout cela a amené une grande insuffisance d'outillage agricole.

Dans des circonstances aussi graves la répartition judicieuse de l'outillage et son utilisation complète sont de la plus grande importance. Cette utilisation est impossible si l'on conserve la propriété des instruments aratoires; une partie du temps, la machine reste inactive chez son propriétaire, cependant que les voisins n'ont pas de quoi labourer ou moissonner.

Pour venir en aide aux plus pauvres en outillage agricole et pour que cet outillage soit le mieux possible utilisé, il n'est point donné en toute propriété, mais mis à la disposition par le moyen de stations de louage de machines agricoles. Autrement dit, l'outillage destiné aux paysans ne leur est pas vendu, mais réparti par rayons (villages, commune, district) et mis à la disposition de ceux qui en ont besoin pour un certain temps et moyennant une certaine somme destinée à couvrir les frais. Ces dépôts de machines s'appellent les *offices de louage*. L'outillage y est gardé, mis en ordre, nettoyé après son emploi et même réparé dans les localités bien administrées. Ces dépôts sont formés et fonctionnent déjà, mais ils sont encore peu nombreux. La tâche du pouvoir soviétique consiste à faire rentrer dans ces dépôts toutes les machines agricoles sans exception, surtout les plus compliquées. Cela assure le plein rendement de ces machines, sans parler de l'aide apportée aux nécessiteux qui n'ont pas les moyens d'en acheter. A ces dépôts doit revenir aussi l'outillage saisi chez les accapareurs. Ce système largement établi de fourniture de machines agricoles par les offices de louage nous conduira lentement mais sûrement à la nationalisation de l'outillage agricole le plus important, aidera en outre à l'agriculture et en hâtera la socialisation.

Dans le programme agraire du pouvoir prolétarien, les améliorations doivent occuper une place prépondérante. Le pouvoir soviétique possède quelques millions de décalitres qui sont actuellement peu propres à la culture, mais qui peuvent le devenir après certains travaux de défrichement, de drainage, d'as-

sèchement (par les canalisations souterraines, l'arrosage artificiel, etc.). Autant les possibilités d'agrandissement des fermes soviétiques sont étroites en ce qui concerne les terres déjà cultivées, autant sont illimitées les étendues qui peuvent être conquises sur la nature par la jeune agriculture socialiste.

Travaux pour l'amélioration du sol. — Voilà un des problèmes principaux à résoudre par le pouvoir soviétique et pour sa solution il faut employer toutes les couches sociales parasitaires.

Politique de colonisation. — Notre programme ne contient pas ce chapitre, mais il faut nous y arrêter, car le pouvoir soviétique sera obligé, tôt ou tard, de dire quelle politique de colonisation il entend suivre. Malgré la confiscation et le partage des grandes propriétés, le manque de terre se fait cruellement sentir encore dans beaucoup de provinces. Et cependant nous possédons d'énormes terrains en friche dans les provinces frontières. La colonisation de ces endroits est absolument nécessaire dans l'avenir le plus proche. La tâche de l'Etat consistera non pas à placer les colons sur de petites parcelles séparées pour y fonder de petites fermes, mais de préparer tout le nécessaire pour une grande exploitation socialiste (des bâtiments collectifs, le terrain commun divisé pour les asselements, des machines agricoles perfectionnées, etc.).

112. L'aide aux paysans.

Les fermes soviétiques ainsi que les communes, les artels et toutes les mesures entreprises peuvent relever la productivité du travail agricole et la fertilité du sol par l'organisation de la grande exploitation collective. Cette voie est la seule qui nous mènera sûrement et vite au but. Mais quels que soient nos succès dans l'organisation des fermes soviétiques et communistes, les petites propriétés paysannes existeront encore longtemps et longtemps encore resteront la forme dominante de l'agriculture en Russie, aussi bien par l'étendue du terrain cultivé que par la quantité des produits récoltés. La question

se pose donc d'aider cette petite exploitation à augmenter la productivité du sol, bien qu'elle persiste à rester enfermée dans ses limites petites-bourgeoises.

Notre programme envisage toute une série de mesures qui peuvent être prises par le pouvoir soviétique dans le but d'aider les petits paysans. Voici ces mesures :

Premièrement l'aide dans la délimitation. Le mal essentiel de nos campagnes contre lequel luttent de plus en plus nos paysans est le morcellement des champs et leur éloignement. Les potagers d'une collectivité sont souvent situés sur les confins des collectivités voisines. Quelques parcelles sont situées à une distance de 7 à 10 verstes (1) l'une de l'autre et restent non cultivées. Pour remédier à cet état de choses, les paysans se sont regroupés dans de nouveaux hameaux et ont modifié ainsi l'ancienne répartition des terrains, impossible à conserver depuis la confiscation des grandes propriétés. Dans la mesure où ces nouvelles exploitations sont destinées à lutter contre le morcellement parcellaire et où elles préparent une exploitation d'un niveau plus élevé, dans la mesure aussi où les paysans ont besoin d'aide pour le partage des terres, le pouvoir soviétique se doit de les assister avec ses agronomes et ses géomètres.

Le paysan russe emploie pour l'ensemencement le même blé qu'il fait moudre. Et cependant la récolte est de beaucoup meilleure si, à conditions égales, l'ensemencement a été fait avec des grains améliorés. Ces grains ne peuvent être fournis aux paysans que par l'Etat; lui seul peut les acquérir à l'étranger ou mettre à leur disposition les petites réserves de semences assorties des fermes soviétiques.

Le bétail des paysans est fortement amoindri et dégénéré. Son amélioration est absolument nécessaire. Et cependant tout ce qui reste de bétail de race se trouve dans les fermes et propriétés soviétiques ou à la disposition des organes de l'Etat. Par l'établissement de haras collectifs dans les fermes soviétiques ou la répartition de bons reproducteurs entre les localités diverses, l'Etat peut être d'un grand soutien pour l'élevage du bétail en déclin.

(1) Une verste : 1.067 m.

Toute une série de connaissances agronomiques très importantes sont totalement inconnues à l'immense majorité de nos paysans. Leur seule propagation aidera à l'amélioration de la culture de la terre. En dehors des conférences agronomiques auxquelles sont tenus les techniciens soviétiques dans les districts agricoles, il faut en organiser dans les fermes soviétiques, il faut créer des cours saisonniers, des champs modèles, des expositions agricoles, il faut éditer une littérature populaire agronomique, etc.

Outre cette vulgarisation des sciences agronomiques, il faut que le pouvoir soviétique apporte aussi une aide technique directe. Malgré toute notre insuffisance de personnel agronomique, sa mobilisation est arrivée déjà à son but en ce sens que l'agronome qui ne servait avant qu'aux grandes exploitations rurales, travaille maintenant pour les paysans. Outre la création de nombreux cours et écoles agronomiques, il faut aussi des cours spéciaux pour les paysans les mieux doués des communes et des artels, afin de former une avant-garde de cultivateurs éclairés issus de la classe paysanne.

La possibilité de renouveler l'outillage usagé est en ce moment pour la classe paysanne de la plus grande importance. Il n'y a pas de petits ateliers qui soient actuellement en état, vu la disette de fer, de réparer tout l'outillage nécessaire. Seul l'Etat peut organiser convenablement ce travail, aussi bien en augmentant le nombre d'ateliers attachés aux fermes soviétiques qu'en créant toute une série d'ateliers judicieusement placés et se consacrant uniquement à la réparation de l'outillage agricole.

Des millions de déciatines de terre labourable sont impropres à la culture et cependant leur amélioration est tout à fait possible. Ceci ne se fait pas, d'abord parce que de tels travaux dépassent les forces d'une seule collectivité, ensuite par suite de l'ignorance des paysans. Dans ce domaine, l'aide de l'Etat prolétarien peut être très appréciable et elle se manifeste déjà dans beaucoup de régions, malgré la guerre civile.

[Chaque déciatine donnait dans la période de 1901-1910, la récolte moyenne suivante :

	Seigle	Orge	Froment	Avoine	Pom. de ter.
Danemark	120	158	183	170	
Hollande	111	176	153	145	1.079
Angleterre		127	149	118	908
Belgique	145	179	157	161	1.042
Allemagne	109	127	130	122	900
Turquie	98	117	98	105	
France	70	84	90	80	563
Etats-Unis	67	93	64	74	421
Russie	50	51	45	50	410

Ainsi, bien que notre sol soit bien plus fertile que celui des pays d'Occident, nous occupons la dernière place dans la productivité de notre terre. Nous obtenons par déciatine trois fois et demie moins d'avoine qu'en Belgique et en Danemark, quatre fois moins de froment qu'en Danemark et trois fois moins qu'en Angleterre et en Allemagne, trois fois moins d'orge qu'en Belgique; même en Turquie, une déciatine donne deux fois plus de céréales que n'en donne notre culture paysanne. Il faut ajouter que la productivité de nos terres paysannes est encore moindre que les chiffres ci-dessus, car celle des grandes propriétés est de 1/5 à 2 fois $\frac{1}{2}$ plus élevée que celle des fermes paysannes.

La classe paysanne peut donc arriver à des rendements 2 à 3 fois supérieurs si nous abandonnons les vieux procédés de nos grands-pères et si nous adoptons des méthodes agricoles plus modernes.]

113. L'union de l'industrie et de l'agriculture.

L'accroissement des villes amené par la séparation de l'industrie et de l'agriculture et par la prédominance économique de l'industrie a pris, dans la dernière phase du capitalisme, un caractère morbide. Les meilleures forces des campagnes s'en allaient dans les villes. La population urbaine augmentait non seulement plus rapidement que la population rurale,

mais aux dépens de celle des campagnes. Dans la plupart des Etats capitalistes la population rurale a diminué. D'un autre côté, quelques villes ont pris une extension monstrueuse. Tout cela a amené un état de choses aussi pernicieux pour les villes que pour les campagnes. Parmi les principaux inconvénients, il faut citer: le dépeuplement des campagnes, leur éloignement barbare de la civilisation urbaine, le divorce entre l'habitant des villes et la nature, son éloignement du travail fortifiant des champs et la dégénérescence de la population urbaine qui s'ensuit; la fâcheuse installation dans les villes de certaines branches industrielles qui transforment les produits agricoles, l'appauvrissement considérable du sol provoqué par le fait que la ville ne rend pas à la campagne sous forme d'engrais ce qu'elle lui prend sous forme de produits alimentaires.

Le rapprochement de la ville et de la campagne, l'union de l'industrie et de l'agriculture, la participation des ouvriers d'usine aux travaux des champs — voilà les tâches les plus urgentes du communisme dans ce domaine. La besogne a été commencée par la distribution aux entreprises et établissements des villes de dizaines de milliers de déciatines, par le transport d'ouvriers urbains dans les fermes soviétiques, par la création près des fabriques et des usines de potagers suburbains, par l'organisation de *Samedis communistes* agricoles, par la mobilisation d'employés soviétiques pour les travaux des potagers municipaux, etc.. Le Parti communiste va continuer sa marche dans cette voie, car il est convaincu que l'avenir appartient à l'union de l'industrie et de l'agriculture et qu'il finira par ramener ainsi dans les campagnes le trop-plein de la population citadine.

114. Le Parti communiste et la classe paysanne.

Nous avons parlé dans notre programme agraire de ce que nous avons voulu réaliser dans l'agriculture. Nous allons parler maintenant de la manière de le réaliser, sur quels éléments

nous voulons nous appuyer, par quels moyens nous voulons amener à nous la majorité paysanne ou au moins obtenir sa neutralité.

Dans la lutte pour la prise de possession de la grande propriété rurale, le prolétariat urbain était suivi par tout la classe paysanne, y compris les gros fermiers. C'est ce qui explique le succès de la Révolution d'octobre et la chute du gouvernement provisoire bourgeois, lequel traînait en longueur la liquidation de la grande propriété rurale. Mais le décret sur la socialisation de la terre avec son partage égalitaire a rejeté les profiteurs des campagnes dans le camp de la contre-révolution. Ils ont perdu une partie de la terre achetée avant la Révolution — et également celle qu'ils prenaient en fermage aux nécessiteux. Ils ont perdu aussi tout ce dont ils avaient réussi à s'emparer au cours du pillage des grandes propriétés. Ils ont perdu enfin la possibilité d'embaucher des salariés. Les *koulaks* (1) auraient été en mesure de remplacer les grands propriétaires ruraux si notre Révolution s'était arrêtée aux limites démocratiques et bourgeoises. Ils forment une caste qui, par son essence même, est une ennemie mortelle de l'organisation socialiste de l'agriculture. Elle prétend développer notre système agricole sur le type danois et américain. Sans le pouvoir prolétarien et sa politique socialiste, sur le sol libéré du gros propriétaire, se serait développée avec une surprenante rapidité l'exploitation bourgeoise moyenne avec l'utilisation du travail salarié, une meilleure technique agricole et aussi avec un afflux énorme de paysans mi-prolétaires. Le Koulak est entré dans la Révolution avec les espérances et les perspectives les plus roses, mais il en est sorti quelque peu lésé même dans la partie de sa propriété antérieure à la Révolution. Les profiteurs ne peuvent donc être jusqu'à leur disparition totale que les ennemis les plus acharnés de l'Etat prolétarien et de sa politique agricole. Ils peuvent s'attendre, de leur côté, avec leurs tendances contre-révolutionnaires, à une

(1) *Koulak* : poing. Par extension : paysan enrichi, dur aux autres, accapareur.

lutte sans merci de la part du pouvoir soviétique; ils peuvent s'attendre aussi à leur expropriation méthodique, à leur mobilisation pour les travaux publics, surtout ceux concernant l'amélioration des terres paysannes et des terres de l'Etat.

La grande majorité de la classe paysanne en Russie est formée par les propriétaires moyens. Ceux-là sont entrés en possession de leur terre avec l'aide du prolétariat urbain et ne peuvent la défendre qu'avec son aide dans la résistance à la poussée contre-révolutionnaire. De la même manière, seulement par son union avec le prolétariat, en le suivant, en se laissant guider par lui, la classe paysanne moyenne peut se défendre de l'emprise des capitalistes internationaux, des brigands impérialistes, du paiement des milliards de dettes tsaristes et des changements gouvernementaux. Seule aussi l'union avec le prolétariat socialiste lui permettra de passer de la petite exploitation, *condamnée à disparaître de toute façon*, à la grande exploitation collective, beaucoup plus profitable, beaucoup plus productive et cela sans misère, sans souffrances et sans ruines.

Mais la mentalité étroite du propriétaire moyen l'entraîne à l'union avec le propriétaire aisé; il y est poussé surtout par l'obligation de partager le surplus de son pain avec l'ouvrier des villes sans l'espoir de recevoir immédiatement en échange aucun produit manufacturé. Le Parti communiste doit s'efforcer de l'éloigner de ce gros paysan exploiteur qui n'est qu'un agent du capitalisme international. Notre parti se doit de prouver aussi à cette classe paysanne moyenne que seuls des intérêts passagers et immédiats peuvent l'entraîner vers les profiteurs des campagnes et la bourgeoisie, mais, qu'en revanche, ses intérêts durables et essentiels lui font un impérieux devoir, en tant que classe laborieuse, de s'allier au prolétariat des villes. Enfin, tout en luttant pour l'organisation socialiste de l'agriculture, nous ne devons pas irriter la classe moyenne par le caractère prématuré de nos mesures, ni le pousser par notre imprudence à résister par tous les moyens au groupement dans les communes et les artels. En ce moment la tâche essentielle du communisme en Russie, c'est d'amener les ouvriers

et les paysans à se convaincre eux-mêmes de la nécessité d'écraser la contre-révolution. Une fois cette tâche accomplie il n'y aura plus d'obstacles infranchissables pour la réorganisation socialiste de l'agriculture. Quant aux couches pauvres du prolétariat et du demi-prolétariat des campagnes, elles n'ont jamais cessé d'être l'élément essentiel de la dictature prolétarienne, même après avoir vu leur condition matérielle atteindre celle du paysan moyen. C'est grâce à elles que le pouvoir soviétique a réussi à frapper sérieusement les fermiers riches et à séparer d'eux la classe moyenne. C'est aussi grâce aux plus pauvres, imbus de l'esprit communiste, que le pouvoir des Soviets a pu faire les mobilisations générales des paysans aux moments les plus décisifs de la guerre. C'est encore eux qui ont fourni le plus grand nombre de participants aux communes et aux artels et qui ont aidé à l'application des décrets agricoles et autres du pouvoir soviétique.

La tâche la plus urgente du Parti communiste par rapport aux paysans pauvres doit être de réunir leurs unités dispersées à la suite de la dissolution des comités de paysans pauvres. C'est sur le terrain de la production qu'on les réunira de la façon la plus sûre et qu'ils gagneront, par l'acquisition de meilleures méthodes de culture, une plus grande influence dans le pays. On atteindra encore mieux ce but en englobant tout le prolétariat dans les communes et dans les artels agricoles.

Le paysan accapareur tire sa force du fait qu'il est un bon agriculteur. Sa culture est la meilleure des cultures petites-bourgeoises. En se réunissant aux communes, la paysannerie pauvre des campagnes produira mieux que la paysannerie moyenne, deviendra plus forte même que les paysans aisés. C'est sur cette base économique, c'est sur la supériorité matérielle du communard sur le petit propriétaire que peut se fonder la dictature prolétarienne dans les campagnes. Mais ce ne sera plus la dictature des pauvres, ni celle des sans-culottes et « parasites », comme l'appelaient non sans raison les gros bonnets des villages du temps des comités de paysans pauvres, ce sera la domination de l'avant-garde laborieuse du village, avant-

garde qui aura dépassé de deux siècles la majorité de la classe paysanne.

Mais réunir tout le prolétariat des campagnes dans les communes est une tâche extrêmement difficile. Il faut créer des unions professionnelles du prolétariat le plus pauvre jusqu'au moment où il aura rompu avec la petite exploitation. Ces unions des pauvres doivent continuer la lutte contre les profits exagérés des paysans aisés, lutte non achevée par les comités des pauvres. Elles devront entrer en relations économiques avec l'Etat auquel les pauvres pourront fournir un certain travail et recevoir de lui, en échange, différents produits dans des conditions meilleures et, en général, recevoir de lui toute l'aide économique utile. Il existe en Russie une quantité considérable de ces unions, mais elles ont encore un caractère local, temporaire ou accidentel.

Il faut réunir ces organisations en unités plus importantes. Un grand avenir attend ces unions de pauvres dans les provinces peu productrices (préparation des résines, distillation du goudron, abatage des arbres, travail du bois, etc.).

Le rôle du Parti communiste à l'égard du prolétariat rural est de l'unir plus étroitement au prolétariat urbain, de lui faire perdre ses habitudes petites-bourgeoises, ses espoirs irréalisables d'exploitation individuelle et de créer, partout où il y a une agglomération de pauvres, des groupes de communistes et de sympathisants. Chaque pauvre doit devenir communard, chaque communard — communiste.

CHAPITRE XIV

L'ORGANISATION DE LA RÉPARTITION

115. LA LIQUIDATION DU COMMERCE PRIVÉ. — 116. LES COMMUNES DE CONSOMMATION. — 117. L'ANCIENNE COOPÉRATION. — 118. LA COOPÉRATION D'AUJOURD'HUI. — 119. LES AUTRES ORGANES DE DISTRIBUTION.

115. La liquidation du commerce privé.

A chaque mode de production correspond un mode spécial de répartition. Après la suppression de la propriété particulière des moyens capitalistes de production, la République des Soviets s'est heurtée à l'appareil capitaliste de répartition, c'est-à-dire au commerce, et il lui fallut se mettre à l'œuvre pour le détruire graduellement. On a commencé par confisquer les grands stocks commerciaux. C'était nécessaire aussi à cause de la forte crise alimentaire et de la disette de marchandises. Les marchandises cachées par les spéculateurs dans l'attente de la hausse furent distribuées parmi les travailleurs et cela adoucit un peu la crise dans les premières semaines de la Révolution d'octobre.

Mais la nationalisation des stocks commerciaux n'était que le premier pas. Bientôt suivit la nationalisation du commerce de gros. Il le fallait aussi bien dans l'intérêt de la lutte contre la spéculation et pour le recensement des marchandises dans la République que pour leur distribution parmi les classes laborieuses. Le pouvoir des Soviets introduisit le *païok* (la ration) de classe non seulement pour les denrées alimentaires, mais

aussi pour les produits manufacturés et tous les objets de première nécessité.

Peut-être était-il plus profitable pour le pouvoir des Soviets de procéder ainsi : confisquer toute la marchandise disponible chez tous les commerçants, la distribuer d'après le principe des rations par classes (*païok*), mais ne pas détruire l'appareil commercial et tout au contraire l'utiliser à son profit.

En réalité on procéda bien en grande partie de cette manière. La marchandise fut confisquée malheureusement trop tard, une fois la plus grande partie échangée contre de l'argent bien caché par ses possesseurs. Tout le mécanisme des grands magasins passa tout entier au pouvoir des Soviets et commença à fonctionner avec l'aide des syndicats d'employés de commerce. Seuls, les patrons qui représentaient l'élément parasitaire furent écartés. Jadis, en effet, il fallait acheter les marchandises, les rechercher, conclure des marchés. Mais du moment que le principal producteur des marchandises dans les entreprises nationalisées est le régime prolétarien, il serait insensé qu'il se vendît à lui-même et entretint ainsi à ses frais les commerçants. D'un autre côté, une fois réalisé le monopole du pain entre le paysan et l'Etat d'une part, entre l'Etat et le consommateur de l'autre — nous n'avons pas besoin d'intermédiaires commerciaux.

Dans la mesure donc où le pouvoir prolétarien aura pris en mains la fabrication des produits les plus importants et où la plupart des produits alimentaires seront préparés par ses organisations, il faudra posséder aussi ses propres organes de distribution. Et le commerce particulier n'aura plus rien à faire.

Mais comment faire avec le petit commerce privé qui répartit les produits du travail à domicile ? Le pouvoir soviétique n'est pas encore le maître de cette production. Il n'en a pas encore le monopole. Comment agir vis-à-vis du petit commerce qui distribue parmi la population (à des prix fous, naturellement) ces produits que les agences soviétiques ne peuvent pas procurer à des prix convenables ?

Cette question est sans doute bien plus compliquée que celle

du grand commerce qui a disparu avec la confiscation du capital. Le pouvoir soviétique n'a aucune raison d'interdire le petit commerce du moment qu'il ne peut le remplacer totalement par l'activité de ses organismes de répartition. Des cas se sont produits où les Soviets et les Comités révolutionnaires locaux ont supprimé ce commerce, surtout dans les régions libérées des gardes-blanches, sans créer leurs propres organes de distribution des produits indispensables. Résultat : le commerce privé devint illégal et les prix augmentèrent considérablement. Le petit commerce ne sera tué que peu à peu, à mesure que de plus grandes quantités de produits indispensables passeront par les mains de l'Etat. Si maintenant encore trop de profiteurs existent à côté du commissariat du peuple de l'alimentation, cela signifie seulement que la lutte entre le capitalisme et le socialisme dure toujours, qu'elle est engagée maintenant contre les positions du petit commerce et qu'elle ne sera achevée qu'au moment où le gouvernement deviendra le seul acheteur de la petite production industrielle ou lorsqu'il en sera lui-même le seul producteur. Ceci ne concerne naturellement pas les produits se trouvant déjà entre les mains des petits commerçants et qui ont été distribués par les organisations de l'alimentation. Il ne s'agit pas non plus de la lutte contre le vol et autres vices du mécanisme soviétique de distribution. Dans tous les cas, le petit commerce ne cessera d'exister qu'au moment où la grande industrie sera rétablie dans les villes et où la fourniture des objets de première nécessité deviendra le monopole de l'Etat.

Aussi, bien que le but du socialisme reste la suppression de tous les intermédiaires particuliers et qu'il faudra bien l'atteindre avec le temps, la disparition prochaine du petit commerce est chose impossible.

116. Les communes de consommation.

A mesure que la plus grande partie des produits destinés à la population passe ou va passer entre les mains des organisations d'Etat, il faut créer les organismes socialistes de dis-

tribution. Ils doivent répondre aux besoins suivants : il faut qu'ils soient centralisés afin d'assurer ainsi la distribution la plus équitable et la plus régulière. Ainsi seront diminués les frais du mécanisme qui exigera avec le socialisme moins de forces et d'argent que le commerce particulier. Ce mécanisme de répartition doit travailler avec la plus grande célérité. C'est très important. Il est nécessaire d'économiser non seulement les moyens et les forces dépensés par l'Etat, mais aussi le temps du consommateur, autrement toute la communauté en pâtirait. Au temps du commerce capitaliste, le consommateur ayant de l'argent pouvait acquérir tout ce qu'il voulait et quand il le voulait. Le mécanisme socialiste ne doit pas être moins bon sous ce rapport que celui du commerce privé. Cependant, à cause même de cette grande centralisation, le mécanisme socialiste de distribution peut devenir quelque chose de très lent, de très compliqué, de très bureaucratique et qui peut laisser périr beaucoup de produits avant qu'ils parviennent au consommateur. Comment créer ce mécanisme ?

Le gouvernement soviétique avait le choix entre deux moyens : renouveler complètement les méthodes du ravitaillement ou utiliser celles créées par le capitalisme en les obligeant à servir les buts socialistes.

Le pouvoir des Soviets s'est arrêté à ce dernier moyen. Tout en créant ses organisations à lui dans les endroits où c'était indispensable, surtout dans la première période de destruction des institutions capitalistes, il a tourné son attention vers les coopératives en se fixant comme but d'utiliser le mécanisme coopératif pour la distribution des produits.

117. L'ancienne coopération.

Le problème essentiel de la coopération en période capitaliste consiste à libérer le consommateur de l'intermédiaire spéculateur, à laisser le gain commercial aux consommateurs groupés et à leur assurer la bonne qualité des produits. Ces buts ont été plus ou moins atteints, mais seulement au profit des

membres adhérents, c'est-à-dire d'une partie seulement de la collectivité.

Quant aux rêves enfantins des coopérateurs sur l'évolution pacifique du capitalisme par la coopération — la réalité se présente autrement: avec tous ses succès la coopérative ne fait que détruire peu à peu le petit commerce et n'atteint presque pas le grand commerce, puisqu'elle-même s'en sert. Quant aux coopératives de production, elles n'occupent qu'une place infime dans le système de la production capitaliste et n'ont aucune influence sur la marche et le développement de l'industrie. En somme, l'organisation géante du capitalisme n'a jamais pris au sérieux la concurrence coopérative. Possédant des moyens suffisants pour l'étrangler aussi facilement qu'un chat le fait d'une souris, elle permettait aux idéologues de la coopération de rêver paisiblement de la destruction du capitalisme et à ses comptables de s'extasier sur les gains pris au petit boutiquier. La coopération elle-même s'est parfaitement assimilée au capitalisme et a pris sa place dans son système de répartition. Elle était même profitable aux capitalistes en diminuant les frais de distribution des produits et en augmentant par ce fait le capital industriel. D'un autre côté, la coopérative, en diminuant le nombre des petits intermédiaires et en rapprochant le consommateur du grand producteur capitaliste, accélérail le roulement d'affaires commerciales, assurait un paiement régulier et intégral et rendait en définitive encore plus désespérée la situation de l'armée industrielle de réserve qui, avant elle, déversait les sans-travail dans le petit commerce. Bien plus, on a établi par toute une série d'enquêtes, que si dans les villages la coopérative rend les plus grands services à la classe moyenne aisée, elle n'est presque d'aucun secours pour les nécessiteux.

En raison de leur formation par classes, les coopératives de consommation se divisent en: coopératives ouvrières, paysannes et bourgeoises-citadines, c'est-à-dire coopératives de petits bourgeois et d'employés. La coopérative ouvrière fut toujours la plus à gauche de toutes ces organisations et la plus à droite de

toutes les organisations prolétariennes. Dans la coopération paysanne le ton est donné par les paysans aisés. Elle est dirigée dans les villes par les intellectuels petits-bourgeois qui sont les idéologues du mouvement et promettent la destruction du capitalisme par les pommes de terre et le pain coopératifs.

La vraie nature de la coopération a été dévoilée par la Révolution prolétarienne d'octobre. A part la coopérative ouvrière, toutes les autres, surtout dans les personnes de leurs dirigeants, riches paysans et intellectuels, ont pris vivement position contre le mouvement socialiste. Les coopératives de Sibérie et d'autres Unions ont embrassé la cause de la contre-révolution, sont passées aux gardes-blancs et se sont déclarées pour la destruction de la République soviétique avec l'aide de l'impérialisme mondial.

[En octobre 1917, on comptait 612 Unions de Coopératives en Russie. Ce chiffre est évidemment inférieur à la réalité puisque d'après d'autres données, on pouvait compter en janvier 1918 un millier d'Unions. Le *Centrosyous* (Union centrale) comptait alors à lui seul 281 Unions, dont 269 groupaient 38.601 coopératives avec 13.694.196 participants. Mais souvent une coopérative entraînait dans deux ou trois Unions à la fois, de sorte que le nombre total de coopératives était évidemment moindre, de même que leur effectif total. Quant à l'activité productive des coopératives russes, elles avaient toutes ensemble, en 1918, 469 entreprises, pour la plupart assez petites.]

118. La coopération d'aujourd'hui.

Dans le régime capitaliste la coopérative avait un rôle défini dans l'ensemble de son système. Avec le gouvernement soviétique, ou le mécanisme coopératif est condamné à mort ou il doit devenir socialiste et comme tel prendre le rôle de distributeur de l'Etat. Les anciens maîtres de la coopérative, les mencheviks, les socialistes-révolutionnaires et autres socialistes à la manière de Koltchak voudraient rendre la coopérative indé-

pendante du gouvernement prolétarien, c'est-à-dire lui laisser la liberté de mourir. En réalité, le pouvoir soviétique, tenant compte des véritables intérêts des travailleurs — et en particulier des éléments groupés dans les coopératives — se place à un autre point de vue. Ne tenant point compte des sentiments des dirigeants intellectuels et sans rejeter tout le mécanisme coopératif à cause des tentatives contre-révolutionnaires de ces chefs, le gouvernement soviétique s'est efforcé d'englober ce moyen de distribution dans tout le système du ravitaillement. Il s'est efforcé non pas de limiter, mais au contraire d'élargir le cadre de son activité. Les tâches pratiques du Parti communiste et du pouvoir soviétique consistent en somme en ceci :

La coopérative normale de caractère bourgeois est une association libre de citoyens qui apportent chacun une action dans la société. La coopérative ne sert, en général, que ses membres et n'autorise la vente à toute la population que si cela ne lui est pas préjudiciable. Nous trouvons qu'il est indispensable que toute la population entre dans les coopératives et que chaque membre de la collectivité appartienne à une coopérative quelconque. Seulement alors la distribution par les coopératives affectera toute la population.

La coopérative de consommation réalise l'administration de la société par tous ses membres. (Si en réalité il n'y a qu'un petit groupe de dirigeants, c'est la faute des autres adhérents. Le règlement des coopératives permet en réalité aux membres des Assemblées générales d'être les maîtres de l'affaire). Quand tous les citoyens de la République seront membres des coopératives, ils auront la possibilité de contrôler de bas en haut tout le mécanisme de distribution de l'Etat. Quand les masses auront acquis suffisamment d'initiative, elles pourront mener une lutte plus efficace contre les malversations et la bureaucratie et obtiendront une plus grande exactitude et une plus grande rapidité de ces organisations. Grâce à l'activité des consommateurs eux-mêmes, les organismes de distribution qui sont au-dessus de ces masses deviendront leurs organismes propres. Ceci contribuera sans aucun doute à la pénétration commu-

niste à la création d'une discipline consciente entre les camarades et amènera les masses à bien comprendre le mécanisme et les buts de la production et de la distribution communes.

Il est indispensable aussi, après la réunion dans les coopératives des masses prolétariennes de leur donner un rôle décisif. On obtiendra ce résultat dans les villes par la participation des ouvriers aux coopératives, par la mise à la tête de l'Administration d'une majorité communiste ouvrière et par la transformation des coopératives bourgeoises en communes de consommateurs. Il faut dans le même but rapprocher les organes de distribution et de production. De ce rapprochement dépend l'avenir. Le rôle de l'Etat sera, avec le temps, ramené à celui d'un bureau central de comptabilité et d'agent de liaison entre les organismes producteurs et distributeurs et cela aura une importance considérable. Enfin, la participation des communistes étroitement groupés à l'édifice coopératif, la conquête, par eux, du rôle prépondérant sont absolument indispensables.

A la campagne il faut également éloigner les paysans aisés de l'administration des coopératives, supprimer tous les privilèges des gros bonnets du village, faire passer leur direction entre les mains des paysans pauvres et de la classe moyenne avancée.

119. Les autres organes de distribution.

Beaucoup d'organes de distribution créés par la Révolution ont surgi en Russie au moment du bouleversement d'octobre. Leur centre est le commissariat du ravitaillement avec toutes ses subdivisions dans les départements et dans les cantons. Les organes de ravitaillement avaient et ont toujours un mécanisme de distribution composé d'un réseau de magasins et de boutiques de ravitaillement. Le rôle de distributeurs fut tenu à un certain moment par les comités de pauvres qui contrebalançaient les coopératives. Pendant que celles-ci distribuaient les pro-

duits parmi les paysans riches, les comités s'efforçaient de donner une meilleure part aux nécessiteux. Un grand rôle est joué aussi dans la distribution par les comités de maisons des grandes villes et par les maisons communales. D'autre part, les Unions professionnelles et les Comités d'usine s'occupaient aussi de distribution.

La tâche du pouvoir soviétique consiste à remplacer tous ces nombreux organes par un seul et à l'incorporer dans le mécanisme général de distribution. Dans ce sens, par exemple, les comités de maisons et les maisons communales ont joué un rôle utile en épargnant aux consommateurs des heures et des journées d'attente.

CHAPITRE XV

L'ORGANISATION DES BANQUES ET LA CIRCULATION DE L'ARGENT

120. LA NATIONALISATION DES BANQUES ET LEUR FUSION EN UNE SEULE; LA BANQUE, CENTRE DE COMPTABILITÉ. — 121. L'ARGENT ET LA DISPARITION DU SYSTÈME MONÉTAIRE.

120. La nationalisation des banques et leur fusion en une seule; la banque, centre de comptabilité.

Les ouvriers ont une idée tout à fait vague de ce que sont les banques et de leur rôle dans le régime capitaliste. Les banques se présentent à eux comme un énorme coffre-fort où les richards enferment leurs capitaux. L'ouvrier qui a des économies et qui les porte à la banque sait aussi qu'il en reçoit des intérêts et que parfois même l'argent déposé fond comme dans un creuset et que les déposants sont ruinés.

D'abord, la banque n'est pas un coffre-fort. A de certains jours, elle a peu d'argent liquide. L'essence de l'institution n'est pas d'être un coffre-fort incombustible auquel on confie des économies. Il est vrai que des centaines de millions passent par la banque, mais ils ne restent pas inactifs. L'argent rassemblé dans les banques est mis continuellement en circulation. Premièrement, on le prête aux entrepreneurs qui fondent des usines, exploitent les ouvriers et cèdent à la banque pour son prêt une partie de leurs bénéfices (dont la banque remet une partie

au dépositaire). Deuxièmement, les banques elles-mêmes créent de nouvelles entreprises avec l'argent des déposants ou financent celles qui existent déjà. Enfin elles prêtent aux Etats (1) et en reçoivent des intérêts, c'est-à-dire que par l'intermédiaire des gouvernements elles pillent les peuples de ces Etats. Et comme les banques appartiennent à de petits groupes de gros capitalistes, le travail des banques consiste finalement à pomper la plus-value ouvrière à l'aide de leurs capitaux et de ceux de leurs déposants.

Mais les banques ne sont pas seulement des araignées qui sucent la plus-value de l'ouvrier et du paysan. Elles ont encore un autre rôle. Si, par exemple, j'ai de l'argent et le porte à la banque, cela veut dire que j'avais quelque marchandise que j'ai échangée contre de l'argent. Si de nouvelles sommes passent tout le temps par les banques et si le capital en banque augmente, cela signifie que de nouvelles valeurs entrent en circulation. L'argent, c'est une traite sur un produit, c'est en quelque sorte son passeport. D'après la circulation de l'argent, on peut juger en général de la circulation des produits. De cette manière, les banques deviennent des sortes de bureaux de statistique pour le régime capitaliste.

On voit par là quel rôle jouent les banques dans le régime capitaliste et ce que doit en faire le prolétariat qui s'empare du pouvoir. Après le bouleversement socialiste, il faut que la classe ouvrière s'empare de toutes les banques et d'abord de la banque centrale d'Etat. C'est indispensable d'abord pour confisquer les dépôts de la bourgeoisie, toutes les valeurs et toutes les traites des capitalistes. Par cette confiscation, on frappe au cœur l'exploitation capitaliste.

Nous avons agi de cette façon pendant la Révolution d'Octobre et porté ainsi un coup décisif aux classes possédantes de la Russie.

Que doit faire le gouvernement prolétarien des banques saisies? Il doit utiliser tout ce qui a quelque valeur dans

(1) A notre gouvernement tsariste et à celui de Kerensky, les banques étrangères avaient prêté plus de 16 millions de roubles.

l'organisation bancaire, c'est-à-dire qu'il doit conserver la banque comme bureau de statistique de la production et comme appareil de distribution des moyens financiers. De prime abord, s'impose la nationalisation complète du mécanisme bancaire, c'est-à-dire que non seulement les banques de la bourgeoisie doivent se transformer en institutions d'Etat, mais que toutes les opérations bancaires seront pour toujours déclarées monopole de l'Etat. L'Etat seul aura le droit de fonder des banques.

En outre, toutes les banques doivent être fusionnées, les inutiles fermées et seules seront conservées les filiales nécessaires de la seule banque de la République soviétique.

Au lieu des divers moyens de comptabilité et des multiples opérations bancaires en usage dans les banques bourgeoises, un système uniforme et simple de statistique sera introduit dans la banque unifiée du peuple. De cette manière, le gouvernement prolétarien aura un tableau exact de tout l'argent du pays, de celui qui est encaissé comme de celui qui est dépensé.

Mais si dans l'unique banque de la République, on a ainsi le compte exact des recettes et dépenses publiques, que deviendra-t-elle quand l'Etat, lui-même transformé, ne sera plus que l'administration de l'appareil économique centralisé du pays?

Il est clair que la banque jouera le même rôle que la comptabilité dans toute entreprise économique; la banque comme telle disparaîtra et se transformera — comme le dit notre programme — en un « Bureau central de comptabilité de la société communiste ».

121. L'argent et la disparition du système monétaire.

Le régime communiste ne connaîtra pas l'argent. Chaque travailleur mettra son travail dans le creuset commun et n'aura nul besoin d'attestation comme quoi il a livré son produit à la collectivité, c'est-à-dire qu'il ne recevra point d'argent. De même, il n'aura pas à payer d'argent à la collectivité pour se procurer

quelque chose. — Sous le régime socialiste qui doit faire la transition entre le capitalisme et le communisme, c'est tout différent. L'argent est indispensable et joue son rôle dans l'échange des marchandises. Quand moi, savetier, j'ai besoin d'une vareuse, j'échange d'abord ma marchandise à moi, c'est-à-dire des savates, contre de l'argent, c'est-à-dire contre une valeur avec laquelle je puis acquérir une autre marchandise : en l'espèce la vareuse qui m'est nécessaire. Ainsi fait chaque producteur. Dans le régime socialiste, cette forme d'échange subsistera en partie.

Supposons que nous ayons vaincu la résistance de la bourgeoisie et transformé en travailleurs les membres des classes dirigeantes. Il reste encore la classe paysanne qui ne travaille pas pour la communauté. Chaque paysan va s'efforcer de vendre l'excédent de son travail à l'Etat, de l'échanger contre des produits industriels. Le paysan reste donc producteur-acheteur. Pour régler ses comptes avec son voisin et avec l'Etat, l'argent lui sera encore nécessaire, de même qu'il restera nécessaire à l'Etat pour ses comptes avec tous les membres de la société qui ne sont pas entrés encore dans la commune productive centralisée. Il est d'autant plus impossible de supprimer l'argent qu'il existe encore un commerce privé, que le pouvoir soviétique ne peut de suite remplacer par la répartition socialiste. Inutile aussi de supprimer l'argent, car l'émission du papier-monnaie peut remplacer l'impôt et permettre au gouvernement prolétarien de se maintenir dans des conditions terriblement difficiles.

Mais le socialisme n'est que le communisme en herbe, le communisme en construction. Au fur et à mesure de sa construction, l'argent sera moins utile et l'Etat sera obligé, à un moment donné, d'étrangler définitivement le système monétaire agonisant. Cela est surtout indispensable pour la suppression effective des classes bourgeoises qui continuent d'acquérir, avec de l'argent caché, des valeurs créées par les travailleurs, et cela dans cette société qui proclame que : « Qui ne travaille pas ne mange pas. »

L'argent, dès le commencement de la Révolution socialiste, perd peu à peu de sa valeur. Toutes les entreprises nationalisées, pareilles à l'entreprise d'un seul grand patron (et dans ce cas, c'est l'Etat qui est le patron), ont une caisse commune et elles n'ont plus besoin de se faire des achats ou des ventes contre de l'argent. L'échange sans argent est ainsi graduellement introduit. L'argent est, de ce fait, écarté du domaine de l'économie populaire. Même à l'égard des paysans l'argent perd lentement de sa valeur et c'est l'échange qui le remplace. Dans le commerce privé même, l'argent est mis au dernier plan et l'acheteur ne peut recevoir du blé que contre des produits manufacturés, tels que les vêtements, les étoffes, les ustensiles de cuisine, les meubles, etc.. La suppression de l'argent est encore favorisée par l'émission par l'Etat d'une énorme quantité de papier-monnaie, ainsi que par la diminution non moins énorme de l'échange des produits motivée par la ruine de l'industrie. La diminution toujours plus grande de la valeur de l'argent est en réalité une forme élémentaire d'annulation.

Mais le coup décisif sera porté à l'argent par l'introduction de carnets de travail et par le paiement des travailleurs au moyen de produits. Sur la carte de travail de l'ouvrier sera inscrit tout ce qu'il a produit, c'est-à-dire tout ce que l'Etat lui doit. D'après cette carte, le travailleur sera autorisé à prendre tout ce dont il a besoin dans les magasins de ravitaillement. Avec ce système, celui qui ne fera rien ne pourra rien avoir avec de l'argent. Mais cela ne sera réalisable qu'au moment où l'Etat pourra réunir entre ses mains assez de produits de première nécessité pour tous les travailleurs de la société communiste. La chose est irréalisable sans le rétablissement de l'industrie ruinée et sans son extension.

Actuellement l'abolition du système monétaire se présente en général de la manière suivante : l'argent est d'abord remplacé par le troc au sein des entreprises nationalisées (usines, chemins de fer, fermes soviétiques, etc.). Ensuite l'argent disparaît des relations entre l'Etat et ses travailleurs (c'est-à-dire

entre le pouvoir soviétique et les ouvriers employés dans ses entreprises). En outre, l'argent est remplacé par le troc dans les relations de l'Etat et des petites entreprises (paysans, travailleurs à domicile). Enfin, l'argent disparaît aussi peu à peu dans les échanges entre l'Etat et la petite exploitation agricole; il est probable qu'il ne finira par disparaître complètement qu'avec la disparition de cette petite exploitation.

CHAPITRE XVI

LES FINANCES DANS L'ÉTAT PROLÉTARIEN

122. L'ÉTAT ORGANE PARASITAIRE. — 123. L'ÉTAT PROLÉTARIEN ORGANE DE PRODUCTION. — 124. LE BUDGET DE L'ÉTAT PROLÉTARIEN.

122. L'État organe parasitaire.

Comme nous l'avons déjà dit, l'Etat est l'organisation de la violence d'une classe contre une autre. Si la classe bourgeoise devient avec le développement capitaliste une caste de fainéants qui ne fait que consommer sans produire, que dire alors d'un Etat bourgeois défendant les revenus et la sécurité de ces fainéants contre les classes exploitées et révoltées? La police et la gendarmerie, l'armée permanente, tout l'appareil juridique et tous les autres rouages administratifs ne sont qu'un énorme ramassis de gens dont aucun n'a produit ni un poud de blé, ni une archine (1) d'étoffe, ni une aiguille, ni une épingle. Toute cette organisation ne vit qu'aux dépens de la plus-value fournie par les ouvriers et les paysans. Cette plus-value est perçue par l'Etat sous forme d'impôts directs et indirects. De cette manière, notre gouvernement tsariste prenait aux paysans et aux ouvriers pour plus de 3 milliards d'or (si l'on évaluait cette somme au cours du papier-monnaie et en tenant compte de sa force d'achat, cela ferait plus de 300 milliards, c'est-à-dire trois fois plus que la Russie ne possède d'argent actuellement). Seule une minime partie de cet argent était employée à la production, par exemple à la construction de chemins de

(1) Archine : mesure de longueur valant 71 centimètres.

fer, de routes, de bateaux, de ponts, aux entreprises de l'Etat, etc...

Tant que la guerre civile durera, l'Etat devra rester l'organe qui surveille la production. Le travail de beaucoup de ces organes ne produit pas de nouvelles valeurs. Tout au contraire: une série d'organes de l'Etat prolétarien vit aux dépens de la production fournie par les ouvriers et les paysans, comme par exemple tout notre mécanisme de guerre, l'armée rouge, les rouages administratifs, les organes pour la défense de la Révolution, etc.. Mais ce qui caractérise un gouvernement prolétarien, ce n'est pas ce qui le fait ressembler au gouvernement des exploiters: c'est sa transformation lente, mais progressive, d'organisme improductif en un appareil d'administration économique.

123. L'État prolétarien organe de production.

Bien avant la fin de la guerre civile, l'Etat prolétarien contribue dans une grande mesure à la production et à la distribution des produits. Cela apparaît clairement déjà quand on compte le nombre des commissariats centraux et locaux. La plus importante de toutes les organisations soviétiques est le Soviet supérieur de l'Economie sociale avec toutes ses subdivisions. Elle est exclusivement productive. Viennent ensuite: les commissariats de l'agriculture, du ravitaillement, des transports, du travail: organisations productives, distributives ou au service du travail ouvrier. Le commissariat de l'Instruction publique lui aussi, avec son programme d'école unique du travail, prépare des forces ouvrières qualifiées et instruites. Le service de santé dans un régime prolétarien n'est qu'un organe sauvegardant la santé des travailleurs, l'assurance sociale n'est que l'assurance pour les anciens ou futurs travailleurs (asiles, colonies, etc.). Même le commissariat de l'administration s'est transformé en un service destiné à aider et à guider les administrations locales et municipales. D'une façon générale, l'Etat prolétarien se transforme en une organisation formidable

qui dirige et anime l'Economie sociale dans tous les domaines. L'examen du budget de la République soviétique met tout cela bien en évidence. Voici les dépenses les plus caractéristiques.

Il fut attribué pour les six premiers mois de 1919, en millions de roubles:

Au Soviet supérieur de l'Economie sociale	10.976
Au Commissariat populaire du ravitaillement	8.153
— des transports	5.073
— de l'instruction publique...	3.888
— de la santé publique	1.228
— de l'assurance sociale ..	1.619
— de l'agriculture	533
— de la guerre	12.150
— de la marine	521
— des affaires étrangères ..	11
— des œuvres nationales....	17
— de la justice	250
— de l'intérieur	857
A la Commission extraordinaire.....	348

Nous voyons par ces chiffres que la défense de la République absorbe encore beaucoup de moyens. Mais à part ces dépenses suscitées par des circonstances exceptionnelles, il est visible que les 9/10 des dépenses sont faites pour la production, pour sa gestion, pour en assurer le fonctionnement dans l'avenir, pour soutenir les forces ouvrières, etc., c'est-à-dire uniquement pour la vie économique.

Mais cela ne suffit pas. Aux samedis communistes, les fonctionnaires des organismes de production, de même que les soldats de l'armée rouge et les commissaires de guerre, prennent part, quoique au début dans une faible mesure. Mais jusqu'en 1919, il n'y a jamais eu un seul Etat au monde dont on ait vu les fonctionnaires réparer les locomotives ou décharger le bois.

124. Le Budget de l'État prolétarien.

Nous voyons que les dépenses d'un Etat prolétarien deviennent de plus en plus des dépenses pour la production. Une question se pose: de quelle source doivent venir les revenus?

Les finances de la République soviétique de Russie en donnent une certaine notion. Le pouvoir soviétique avait au commencement de son existence une certaine quantité de revenus extraordinaires: tels étaient les dépôts d'argent confisqués à la bourgeoisie dans les banques, le trésor de l'ancien régime, les sommes provenant des contributions imposées aux classes bourgeoises, celles provenant de la vente des marchandises saisies dans les maisons et chez les commerçants particuliers, etc. Mais tous ces revenus furent minimes en comparaison des dépenses. Il est vrai que les contributions imposées aux capitalistes furent les seuls moyens d'existence pour les soviets locaux, et qu'elles n'ont apporté aucune ressource au pouvoir central. D'ailleurs, cet appoint ne dura pas longtemps, soit que la bourgeoisie fût déjà ruinée, soit qu'elle eût fui en emportant ses économies. L'impôt progressif sur le revenu n'a pas donné et ne donne pas non plus de sommes énormes. Par rapport aux employés et aux ouvriers, cet impôt n'a aucun sens, car l'Etat leur enlève ainsi une partie de ce qu'ils touchent comme salaire. En ce qui concerne la bourgeoisie des villes, il est très difficile de lui faire payer cet impôt puisqu'elle n'existe plus officiellement et ne peut exercer légalement le commerce. Il est plus facile de le faire payer par les paysans riches; mais pour avoir son apport régulier, il faut un travail méthodique des organes d'imposition, soutenus par le pouvoir local ou communal qui n'est pas encore assez bien organisé. Quant à la classe moyenne, son imposition n'est pas indiquée, surtout pendant la durée de la guerre civile, afin de ne pas la détourner du prolétariat. La tentative de lever un impôt révolutionnaire extraordinaire de 10 milliards n'a pas réussi. On n'a pu réunir que 10 milliards au prix des plus grandes diffi-

cultés. Comme seule ressource de l'Etat restait l'émission du papier-monnaie. Cette mesure, autant qu'elle est encore réalisable à cause du peu de valeur du rouble, n'est autre chose qu'une forme d'impôt. Elle accélère la dévalorisation de l'argent, équivaut à une expropriation indirecte du capital monétaire de la bourgeoisie, diminue énormément sa capacité d'achat par rapport à l'ancien temps. Naturellement, l'émission du papier-monnaie ne peut être une ressource éternelle dans un Etat qui s'est assigné la suppression de l'argent. La question se pose pour un gouvernement prolétarien: sur quelles bases établir ses revenus?

C'est la production qui sera cette base solide. Si l'émission du papier-monnaie en qualité de recettes a réussi, c'est que cet impôt fut perçu sans qu'on s'en aperçut. De la même manière imperceptible, on obtient des impôts indirects par les monopoles d'Etat, ce qui est parfaitement juste au fond, puisque la valeur d'un produit doit être augmentée des frais d'administration de sa production. Or, cette administration est précisément constituée par l'appareil gouvernemental. Pratiquement parlé, si le transport des voyageurs coûte un milliard de roubles par an, l'Etat peut établir le prix des billets de façon à réaliser une somme de 1.200 millions. Si tous les produits manufacturés coûtent 5 milliards, on peut les vendre pour 6 milliards, etc.. Le surplus doit aller à l'Etat. Les recettes des monopoles peuvent être payées non seulement en argent, mais aussi sous forme de produits. Une fois l'Etat prolétarien transformé en organe administratif de toute l'économie socialiste, la question de son entretien, c'est-à-dire cette vieille question du budget, se simplifie singulièrement. Il ne s'agit plus que d'assigner une certaine quantité de ressources à une dépense économique indispensable.

Mais si la question du budget de l'Etat se simplifie énormément, il est bien plus compliqué, en revanche, d'établir quelle part de la production peut être dépensée. Il faudra calculer avec la plus grande compétence la quantité de produits qu'on pourra distribuer complètement, la quantité qui alimentera

les stocks, celle qui servira à l'extension de la production, etc.

Ainsi, l'Etat disparaissant en tant qu'organisme parasite, la question budgétaire rentre dans la question générale de la répartition socialiste, car le budget de l'Etat n'est plus qu'une faible partie du budget général de la communauté socialiste.

CHAPITRE XVII

LA QUESTION DU LOGEMENT

125. LA QUESTION DU LOGEMENT DANS LA SOCIÉTÉ CAPITALISTE. —

126. LA QUESTION DU LOGEMENT DANS L'ÉTAT PROLÉTARIEN.

125. La question du logement dans la société capitaliste.

Nulle part les privilèges de la classe bourgeoise n'apparaissent aussi brutalement que dans le domaine de l'habitation. Les meilleurs quartiers de la ville sont habités par la classe bourgeoise. Les rues les plus propres, bordées d'arbres et de jardins sont occupées par les classes possédantes. Tout au contraire, la classe ouvrière est reléguée dans les faubourgs. Elle s'y installe non point à cause du voisinage des usines le plus souvent construites dans ces faubourgs, car même lorsqu'une usine est située au centre de la ville, les ouvriers cherchent un asile dans les faubourgs. Et les fabricants et les propriétaires des entreprises situées dans les faubourgs habitent quand même au centre de la ville.

Les familles bourgeoises occupent des hôtels particuliers ou des appartements dont le nombre de pièces dépasse de beaucoup le nombre des membres de la famille et qui sont agrémentés de jardins, de salles de bain et de tout le confort moderne.

Les familles ouvrières s'entassent dans des sous-sols, dans des chambres uniques, dans de petites pièces ou, ce qui arrive

souvent, dans des baraquements communs, comme les détenus dans les cellules communes des prisons. L'ouvrier qui absorbe durant toute la journée de travail la fumée de l'usine, la sciure, la limaille, la poussière, doit encore vivre la nuit dans l'atmosphère où respirent souvent quatre ou cinq enfants.

Il n'y a rien d'étonnant que la statistique ait enregistré un plus grand nombre de décès dans les quartiers ouvriers, parmi les personnes dont la journée de travail est longue, mais dont le taudis est étroit et la vie courte. Voici quelques chiffres: En Angleterre, le nombre de décès par an est de 22 pour 1000. Dans les quartiers bourgeois, la proportion tombe à 17 pour 1.000; dans les quartiers spécialement ouvriers, elle dépasse 36 pour 1.000, et dans ceux habités par les plus pauvres, elle atteint 40 à 50 pour 1.000. Dans la capitale de la Belgique, à Bruxelles, il meurt dans les quartiers ouvriers un homme sur 29, dans les plus beaux quartiers bourgeois, un sur 53: ainsi la mortalité dans les quartiers ouvriers est presque deux fois plus grande que dans les quartiers bourgeois.

La durée moyenne de la vie d'un bourgeois habitant un appartement clair, chaud et sec, est deux fois et demie plus grande que celle des habitants des faubourgs avec leurs sous-sols et leurs greniers. A Budapest, la longévité moyenne parmi les locataires au-dessus de cinq ans était la suivante :

Locataires habitant de 1 à 2 dans une chambre:	47,16 ans;
— de 2 à 5	39,51 ans;
— de 5 à 10	37,10 ans;
— à plus de 10	32,03 ans.

La mortalité parmi les enfants d'ouvriers, comparée à celle des enfants de la bourgeoisie, est encore plus grande. Dans les appartements bourgeois ayant un habitant par pièce, il meurt *quatre fois* moins d'enfants en bas âge (jusqu'à un an) que dans les logements ayant trois habitants par pièce. Parmi les enfants de 1 à 5 ans, la mortalité dans les quartiers bourgeois est *deux fois* moins grande que dans les quartiers ouvriers.

Mais il ne suffit pas que les ouvriers meurent en moyenne quinze ans plus tôt que les bourgeois dans ces quartiers pu-trides et sans air; il leur faut encore payer ce privilège aux capitalistes, propriétaires des maisons. Pour chaque coin, pour chaque sous-sol, pour chaque grenier, sans parler des chambres ou des logements, il leur faut payer la dime aux propriétaires. Si on ne paye pas, on est jeté dehors. Les termes ont toujours pris aux travailleurs la majeure partie du revenu du travail, de 15 à 25 % du salaire mensuel. Cette dépense augmente sans cesse dans les pays capitalistes. A Hambourg, par exemple, le terme absorbait d'après le revenu en marks (1) :

		en 1868	en 1881	en 1900
Pour les gens au revenu de	900- 1.200 M.	19,8 %	24,1 %	24,7 %
— — —	1.200- 1.800	19,9 %	18,9 %	23,2 %
— — —	1.800- 2.400	20,3 %	19,5 %	21,6 %
— — —	6.000- 9.000	16,5 %	15,7 %	15,1 %
— — —	30.000-60.000	6,7 %	8,1 %	6 %
— — —	plus de 60.000	3,7 %	3,9 %	3 %

Ainsi, plus les revenus sont bas, plus le pourcentage du loyer est élevé et plus il augmente avec les années. Au contraire, la bourgeoisie dépense six fois moins de ses revenus que les pauvres pour se loger et cette disproportion augmente toujours.

126. La question du logement dans l'Etat prolétarien.

La Révolution prolétarienne a opéré un bouleversement complet dans la question de l'habitation. Le pouvoir soviétique a entrepris la nationalisation des maisons bourgeoises, a annulé les termes ouvriers en retard dans certains cas, les a diminués dans d'autres. On a établi et en partie réalisé un programme de logement gratuit pour les travailleurs qui habitent les maisons nationalisées. De plus, dans les grandes villes on

(1) Le mark : 1 fr. 25 au change d'avant-guerre.

a transféré systématiquement les ouvriers de leurs sous-sols, de leurs maisons à demi-démolies, de leurs quartiers malsains, dans les hôtels particuliers et les grands immeubles du centre. En outre, on a commencé à les fournir de mobilier et de tous les objets d'usage domestique.

La tâche du Parti communiste tend à continuer cette politique, à améliorer le ménage ouvrier, à lutter contre le délabrement des maisons nationalisées, à veiller à leur réparation et au maintien de leur propreté, à entretenir en bon état tous les accessoires comme les canalisations, le chauffage central, etc.

Le pouvoir soviétique, tout en généralisant la nationalisation des maisons de rapport appartenant aux gros capitalistes, n'a aucun intérêt à toucher aux petits propriétaires appartenant à la classe des ouvriers, des employés et des petits-bourgeois. L'essai de nationalisation de leurs petites maisons dans les petites villes de province, a conduit à cet état de choses qu'il n'y avait personne pour surveiller ces maisons une fois nationalisées; elles commencèrent à se délabrer, et souvent, il n'y avait plus personne pour vouloir les habiter. Par contre, les petits propriétaires se mirent à murmurer et à se révolter contre le pouvoir soviétique.

Le pouvoir soviétique, placé dans les villes en face de la crise de logements la plus grave, crise occasionnée par la cessation de toute construction nouvelle, a fourni un travail énorme pour la distribution équitable des appartements à tous les citoyens. Les sections soviétiques d'habitation ont le contrôle sur tous les appartements libres et y mettent des locataires suivant un plan arrêté. En même temps, ces sections recensent le nombre de pièces dans toutes les maisons des grandes villes et disposent des pièces dans les appartements des familles et des personnes seules qui possèdent un nombre de pièces supérieur au chiffre fixé.

La fin de la guerre civile et de la ruine économique va provoquer un accroissement de la population urbaine. Le prolétariat qui s'était réfugié dans les villages va revenir dans les villes. Le trop-plein des villages s'y déversera également

Alors, devant le pouvoir soviétique, se posera la question de nouvelles constructions, de constructions qui devront satisfaire aux besoins de la société communiste. Il est difficile de dire en ce moment quel type de maison sera le meilleur: ou de très grandes maisons avec tout le confort moderne, avec jardin, restaurant en commun, etc., ou de petites maisons ouvrières bien aménagées. Une chose est certaine: le programme d'habitation ne doit nullement s'opposer au programme d'association de l'industrie avec l'agriculture. Il doit contribuer à la dispersion des citadins dans les banlieues et ne plus permettre l'entassement de millions de gens, privés ainsi d'air pur, séparés de la nature et voués à une mort prématurée.

CHAPITRE XVIII

LA PROTECTION DU TRAVAIL
ET L'ASSURANCE SOCIALE⁽¹⁾

127. QU'EST-CE QUE LA PRODUCTION DU TRAVAIL? — 128. LES DOMAINES PRINCIPAUX DE LA PROTECTION DU TRAVAIL. — 129. QU'A-T-ON FAIT EN MATIÈRE DE PROTECTION DU TRAVAIL EN RUSSIE? — 130. QU'EST-CE QUE L'ASSURANCE SOCIALE? — 131. LES DOMAINES PRINCIPAUX DE L'ASSURANCE SOCIALE. — 132. QU'A-T-ON FAIT EN MATIÈRE D'ASSURANCE SOCIALE EN RUSSIE? — 133. AUTRES RÉFORMES POUR L'AMÉLIORATION DU SORT DES TRAVAILLEURS. — 134. LES AUTRES TACHES DU PARTI.

127. Qu'est-ce que la protection du travail?

La classe ouvrière lutte pour le régime communiste parce que ce régime l'affranchira des exploiters, lui permettra de développer ses forces productives et la dispensera de suer des journées entières pour la production des objets indispensables. C'est pourquoi toutes les conquêtes obtenues par la classe ouvrière dans l'acheminement vers le communisme concernent directement ou indirectement la protection du travail, car elles contribuent à l'amélioration du sort des ouvriers. Prenons, par exemple, la liberté politique de la classe ouvrière sous le régime soviétique et sa situation comme classe gouvernante. Il est clair que cette situation politique est un pas en avant sur

(1) Ce chapitre a été écrit par Boukharine.

le terrain de la protection du travail. On peut en dire autant de toutes les conquêtes de la classe ouvrière. Mais il faut distinguer entre cette large conception de la « protection du travail » et une conception toute spéciale. Il s'agit dans ce cas non de la situation de la classe ouvrière en général, mais de sa situation dans les fabriques, les usines, les mines, en un mot de sa situation *pendant le travail seulement*. En effet, le travail dans les usines et dans les fabriques, souvent au milieu d'émanations toxiques, présente un réel danger. Ce danger est encore accru par la longueur de la journée de travail qui fatigue l'ouvrier, lui enlève ses forces, affaiblit son attention et augmente la possibilité d'accidents. La longue journée de travail à elle seule épuise déjà terriblement son organisme.

Quelques exemples suffiront pour montrer clairement que la situation des travailleurs dépend des conditions du travail. Mais il est nécessaire de nous y arrêter un instant.

1). Voyons d'abord la question des « accidents du travail ». Voici quelques chiffres. Aux chantiers maritimes de la Néva, à Pétersbourg, les accidents du travail se dénombraient ainsi :

	Accidents	Accidentés	o/oo
En 1914	4386	6186	709
En 1915	4689	7002	669
En 1916	2830	7602	371
En 1917	1269	6059	210

La baisse du nombre de ces accidents fut obtenue principalement par toute une série de mesures spéciales. Mais déjà 210 accidents du travail sur 1.000, c'est un chiffre énorme.

Les accidents du travail atteignent parfois 70 % des ouvriers. D'après les déclarations d'un médecin de campagne, les travaux des champs, dans le département d'Iekaterinoslav, faisaient ressembler les hôpitaux provinciaux aux ambulances du temps de la guerre. Les accidents du travail, naturellement, arrivaient non seulement en Russie, mais aussi partout. Au Parlement anglais, le socialiste Macdonald a prouvé une fois que sur 1.200 tués dans les mines, 1.100 avaient péri uniquement

parce que les mesures de sécurité essentielles n'avaient pas été prises par les capitalistes.

Ce seul exemple nous permet d'établir qu'avec de la bonne volonté on peut diminuer énormément le nombre des accidents mortels. Mais les capitalistes ne veulent pas prendre les mesures indispensables, qui ne rapportent rien.

2). *Les mauvaises conditions du travail, les maladies professionnelles* qui en découlent, la *mortalité*, voilà le deuxième problème fondamental.

Prenons par exemple les usines de phosphore. Suivant les indications de Lazarev, cinq ans de travail dans ces usines démunies de tout appareil de sécurité suffisaient pour faire d'un homme un « cadavre vivant ». Dans les usines chimiques et dans les verreries, dans les mines, etc., la production est intimement liée à toute une série de maladies appelées professionnelles. Mais dans d'autres entreprises, on peut observer des phénomènes analogues : les varices aux jambes des ouvriers qui travaillent debout, l'affection des mâchoires chez les travailleurs du phosphore, l'empoisonnement par le mercure et par l'arsenic, la tuberculose dans beaucoup de branches, etc..

[Il mourait en Angleterre de la tuberculose (entre 1900-1902), sur 1.000 personnes par an :

Dans le clergé	55	sur 1.000
Parmi les agriculteurs et éleveurs de bétail.	76	—
Parmi les avocats et les notaires.....	92	—
Parmi les employés	129	—
Dans l'industrie verrière	283	—
Dans les usines de porcelaine et terre cuite	285	—
Parmi les imprimeurs	300	—
Dans l'industrie des brosses	325	—
Dans la production des couteaux et fourchettes	533	—
Parmi les mineurs	579 à 816	--

Suivant les données du docteur Baranov la mortalité par la tuberculose chez les prolétaires est :

Chez les cigariers, de	63,4	%
Chez les graveurs	58,3	—
Chez les imprimeurs	53,1	—
Chez les tailleurs	50,9	—
Chez les tailleurs de pierre	50,6	—
Chez les serruriers, les tourneurs, les cordonniers, les relieurs, et les ferblantiers ..	46 à 47	—
Chez les ouvriers des fabriques de boîtes et menuisiers	45 à 45,5	—

D'après une statistique allemande, la mortalité par la tuberculose chez les polisseurs en métaux à Solingen était quatre fois plus grande que la mortalité moyenne.]

3). Les mauvaises conditions de travail en dehors des maladies reconnues provoquent aussi la *dégénérescence de la classe ouvrière en général*. Cela se manifeste par l'accroissement du nombre d'inaptes au service militaire. Chaque année augmente la proportion des faibles de poitrine, des jeunes gens de petite taille, etc.. Et parmi les prolétaires elle est plus grande que dans les autres classes de la population. En Suisse le nombre des inaptes parmi les ouvriers était de 39 ½ % des recrues, le nombre des inaptes dans la population rurale de 25 % seulement. C'est la même chose dans les autres pays. Chez les femmes la dégénérescence générale s'accompagne souvent de stérilité.

Tout cela est lié, comme on le voit, aux conditions de la production. La caste des capitalistes n'avait aucun intérêt à défendre le travail et pratiquait à l'égard de la classe ouvrière une politique de rapine : pressurant l'homme et jetant l'écorce. C'est aussi la politique du capitalisme américain le plus « progressif ». Là, on n'embauche que les bien portants, on les examine minutieusement, on leur tâte les muscles. Les hommes faibles ne sont même pas admis dans le pays, on estime que c'est du mauvais bétail. Et néanmoins en Amérique les ouvriers atteignent très rarement l'âge de 45 ans. Avec sa manière « hautement progressive », Monsieur le Capital leur suce littéralement le sang.

La dictature du prolétariat a permis pour la première fois d'établir la protection du travail sur une base sérieuse. La classe ouvrière est intéressée directement à la conservation de la force de travail. Elle doit mettre en évidence la question du maniement scrupuleux de cette force, la plus précieuse et la plus importante. Le régime communiste s'appuie non sur le gaspillage criminel, insensé et nuisible des forces humaines, mais sur une *technique* supérieure dont le but est d'*économiser* ces forces. Voilà pourquoi la protection du travail a une importance si grande dans la période de transition. *Ainsi la protection du travail n'est rien d'autre que la protection des travailleurs contre les conditions nuisibles du travail.*

128. Les domaines principaux de la protection du travail.

La condition la plus importante pour la conservation de la classe ouvrière et pour sa défense contre les maladies, la dégénérescence, l'augmentation de la mortalité, etc., c'est la *journée normale de travail*. Aussi n'est-il pas étonnant que la classe ouvrière ait toujours mis en tête de ses revendications la réduction de la journée de travail. La journée de travail détermine la dépense d'énergie humaine qui se transforme en produits dans le régime capitaliste et en bénéfices pour le capitaliste, intéressé fortement à cause de cela à la prolongation de la journée de travail. Par une dépense excessive de ses forces, l'ouvrier compromet sa capacité de travail, « s'use » plus vite, son organisme s'affaiblit, il tombe plus facilement malade, il meurt plus vite. La longueur anormale de la journée de travail correspond à un brigandage, c'est un attentat concerté contre l'énergie humaine. La fixation d'une journée normale de travail est donc le premier objectif de la protection du travail.

Le deuxième objectif est la défense des *éléments les plus faibles de la classe ouvrière*. La classe ouvrière ne se compose pas uniquement d'hommes adultes, mais aussi de vieillards et d'enfants, d'adolescents et de femmes de tous les

âges. La résistance aux mauvaises influences est différente suivant les catégories de la classe ouvrière. Ce que peut faire facilement et sans nuire à sa santé un homme adulte, peut être pernicieux pour une femme (le transport de fardeaux par exemple) et très dangereux pour l'adolescent.

Il faut d'autre part aux femmes des soins spéciaux à certaines périodes de leur existence (grossesse, couches, allaitement, etc.). Des mesures spéciales sont alors nécessaires. C'est la *protection du travail des femmes et des enfants*.

L'installation technique et sanitaire des fabriques et des usines est aussi très importante. Dans la lutte contre les accidents du travail, contre le caractère malsain de certaines industries, contre les mauvaises conditions du travail en général (les poussières, le manque de lumière, le froid, la saleté, les courants d'air, etc.), on peut et on doit faire énormément.

Voilà les trois domaines principaux dans lesquels peut s'exercer la protection du travail.

129. Qu'a-t-on fait en matière de protection du travail en Russie ?

La dictature du prolétariat a créé des conditions telles qu'on peut facilement satisfaire toutes les revendications formulées par tous les partis socialistes. Dans ce sens aucune législation au monde ne peut être supérieure à celle de la République soviétique. Les malheurs dont nous sommes comblés proviennent non des mauvaises lois, mais du fait que nous *manquons* de tout. Mais cette insuffisance dépend, nous l'avons dit plus haut, de la lutte que mène contre nous l'impérialisme mondial et du massacre impérialiste organisé par les ennemis de la classe ouvrière.

Si nous faisons le compte de ce qui a été *légalisé* dans le domaine de la protection du travail par la République soviétique, nous obtenons le tableau suivant :

a) *Limitation du temps de travail.*

1° La journée de huit heures est établie et définitivement

ratifiée par une loi (ce qu'évitaient soigneusement les gouvernements de conciliation), ainsi que celle de six heures, pour le travail intellectuel et celui des bureaux.

2° Les heures supplémentaires sont interdites. Elles ne sont admises que dans des cas exceptionnels et en petit nombre. Elles doivent être payées un fois et demie plus cher que les heures normales.

3° La journée de travail dans les productions particulièrement nuisibles est plus courte; elle est, par exemple, de sept heures seulement dans les manufactures de tabac, de six heures dans les usines à gaz.

4° Un repos normal de 42 heures est établi par semaine (dans ce but, on ne travaille le samedi que six heures). Celui qui ne profite pas du repos du dimanche peut choisir n'importe quel autre jour de la semaine.

5° Chaque travailleur a droit à un congé annuel avec plein salaire (suivant le code du travail, le congé peut être d'un mois, pendant cette période difficile — automne 1919 — de 15 jours).

6° Dans les manufactures particulièrement insalubres et pour les adolescents travaillant en colonies, il est accordé un congé supplémentaire de 15 jours.

b) *Protection du travail des femmes et des enfants.*

1° La femme ne doit faire aucun travail de nuit, aucune heure supplémentaire et elle ne peut être occupée à la journée.

2° Il est interdit d'utiliser le travail des mineurs âgés de moins de seize ans. On les retire graduellement du travail (d'abord du travail nuisible à la santé) et, tout en assurant leur vie matérielle, on les place dans des écoles.

3° La journée de travail des enfants de moins de seize ans qui travaillent encore est réduite à quatre heures, puis à six heures pour les adolescents de 16 à 18 ans.

4° Les heures supplémentaires, les travaux journaliers et de nuit sont interdits à tous ceux qui n'ont pas atteint l'âge de 18 ans.

En particulier pour la *défense de la maternité*, on a établi les lois suivantes :

1° Une allocation spéciale, égale à leurs appointements, est payée à toutes les femmes enceintes, aux femmes en couches et cela non seulement aux ouvrières, mais également aux femmes d'ouvriers et pour tout le temps de leur inactivité.

2° Les femmes enceintes qui travaillent manuellement obtiennent un congé de huit semaines avant le terme; celles occupées à un travail intellectuel ou dans les bureaux, un congé de six semaines.

3° Après les couches, les femmes obtiennent un congé de huit ou six semaines.

4° Les mères allaitant leur bébé ont droit toutes les trois heures à un repos d'une demi-heure.

5° Chaque mère reçoit un subside supplémentaire de 720 roubles pour les soins à donner à son enfant, et de 24 roubles par jour pour son entretien pendant les 9 mois qui suivent la naissance du bébé.

Le Code du travail prévoit sur tous ces points quelques dérogations. Elles consistent dans l'autorisation exceptionnelle de faire des heures supplémentaires jusqu'à concurrence de 50 jours par an; de faire travailler les enfants (entre 14 et 16 ans) au maximum 4 heures par jour; les congés annuels sont provisoirement réduits à 15 jours et la durée du travail de nuit peut atteindre sept heures.

Toutes ces dérogations ont été imposées par la situation difficile où a été mise la République des Soviets par suite des féroces attaques de toutes les puissances impérialistes.

c) *Installation technique et sanitaire des usines :*

1° Une série de décrets est établie dans le domaine de la sécurité technique, de la santé et de l'hygiène professionnelle, pour l'amélioration des conditions du travail dans les usines et dans les fabriques.

2° Dans les industries insalubres, distribution est faite de vêtements spéciaux pour protéger contre la poussière, les gaz, l'humidité, etc.

3° Tous les travailleurs reçoivent des vêtements qui appartiennent à l'entreprise et leur servent pendant le travail.

4° Pour l'exécution de toutes ces réformes sont nommés des inspecteurs du travail choisis par de grandes assemblées ouvrières. Dans les professions qui ont des conditions spéciales de travail ou qui sont caractérisées par la dispersion des travailleurs (transports, construction, agriculture), ce sont les syndicats intéressés qui choisissent, par district, les inspecteurs du travail.

Quel progrès a fait la participation des ouvriers sur ce terrain? On s'en rend compte d'après les chiffres qui montrent la composition de cette nouvelle inspection. Ils montrent qu'au 1^{er} août 1919, 53 ½ % de ces inspecteurs étaient des ouvriers. Si l'on tient compte que la statistique n'indique pas la profession d'un certain nombre d'inspecteurs, cette proposition augmente jusqu'à 62 ½ %; en comptant les employés, elle atteint 88 ½ %.

[Voici des chiffres plus précis (au 1^{er} août 1919).

Selon leurs professions, les inspecteurs se divisaient ainsi:

	Suivant la manière de compter expliquée plus haut :	
Ouvriers	112 — 54½ %	ou 62½ %
Contremaîtres, techniciens, des- sinateurs	21 — 10 %	ou 11½ %
Employés, commis	28 — 13 %	ou 15½ %
Aides-Chirurgiens	4 — 2 %	ou 2 %
Pharmaciens	1 — ½ %	ou ½ %
Instituteurs	5 — 2 %	ou 2½ %
Etudiants	4 — 2 %	ou 2 %
Médecins	5 — 2½ %	ou 2½ %
Ingénieurs	1 — ½ %	ou ½ %
Juristes	1 — ½ %	ou ½ %
Professions non déclarées	28 — 13 %	

Par comparaison avec les 6 mois écoulés, le nombre d'ouvriers a augmenté légèrement (53½ % contre 47 % ou 62½ % déclarés contre 60 % précédemment); le pourcentage des contremaîtres et des techniciens est resté le même (10 % con-

tre 11 %). Le nombre d'employés a augmenté considérablement (de 8 % à 13 %). Le nombre d'étudiants a par contre diminué des deux tiers (6 % — 2 %)].

De cette manière, nous avons une inspection ouvrière véritable aussi bien par ses buts que par sa composition.

Il y a tout de même encore beaucoup à faire à l'usine dans le domaine de la protection du travail. Dans beaucoup de cas, nous avons encore les conditions de travail les plus défavorables, surtout dans les vieilles entreprises où les ouvriers sont mal organisés, peu conscients et peu cultivés. Dans ces tanières, tout ou presque tout est resté intact. Il est vrai qu'il est impossible souvent d'entreprendre les améliorations nécessaires qui exigent un nouvel outillage ou de nouvelles installations. Mais on arriverait quand même à faire beaucoup si on pouvait gagner à l'effort d'amélioration des conditions de travail des cercles de plus en plus larges.

130. Qu'est-ce que l'assurance sociale?

Le régime capitaliste, comme nous l'avons vu, s'était fixé comme but de soutirer du profit de la classe ouvrière. Le prolétaire, le salarié n'était rien de plus qu'un moyen de s'enrichir pour le capitaliste. Et lorsque cet instrument de profit s'était détérioré ou était devenu impropre à l'usage, ou superflu, on s'en débarrassait sans pitié, comme d'un citron pressé. La misère du chômage, de la maladie, de la vieillesse, des infirmités, rien ne comptait pour le capital. Il jetait des foules énormes par-dessus bord sans la moindre volonté de leur venir en aide.

Dans la République soviétique, les travailleurs et les nécessiteux ne sont point l'objet d'exploitation. Mais cela ne veut pas dire que nous n'ayons pas beaucoup de misère. Notre pays décimé par l'ennemi, bloqué de tous côtés, privé de charbon, de pétrole et de matières premières est dans une détresse extrême. Ce n'est plus le capitaliste qui jette l'ouvrier dehors, c'est le manque de charbon et de matières premières qui

oblige à fermer l'usine — et c'est alors le chômage. Ce n'est pas le chômage d'autrefois, il a d'autres causes, mais il existe. Nous avons eu des infirmes et des invalides à la suite de la guerre impérialiste, nous avons eu des milliers de victimes de la contre-révolution, il y a des vieillards, des malades, des enfants : tout cela nécessite des soins et des dépenses. Le gouvernement ouvrier ne considère pas l'aide qu'il apporte à toutes ces personnes comme un don, une aumône ou de la bienfaisance. *C'est un devoir primordial de l'Etat ouvrier de les soutenir, et surtout ceux qui durent quitter l'armée du travail ou l'armée rouge.*

Notre but définitif est d'amener la société à être en situation d'assurer complètement tous les hommes ayant perdu la faculté de travailler pour n'importe quelle raison et ne pouvant plus travailler, de telle sorte que les vieillards aient une vieillesse tranquille et tout le confort possible; que les enfants aient tout ce qui est nécessaire à leur âge; que les infirmes et les malades soient dans les conditions les meilleures et les mieux appropriées à leur état; que les fatigués et les épuisés puissent être soignés comme autrefois les bourgeois très aisés, de façon que soit enlevé aux hommes le souci rongeur des « jours noirs ». Certes, nous sommes loin de cet idéal. Nous sommes à présent, grâce aux brigands du monde entier, un pays misérable. Nous manquons des choses les plus nécessaires, de médicaments par exemple : les impérialistes ne les laissent pas passer, ils nous imposent le blocus... Mais une chose ne peut être reprochée au pouvoir soviétique : *il n'épargne rien pour aider tant qu'il peut les inaptes au travail et pour leur fournir le nécessaire.*

131. Les domaines principaux de l'assurance sociale.

Il y a deux domaines principaux de l'assurance sociale. C'est d'abord l'assurance pour ceux qui ont perdu leur capacité de travail pendant l'exercice de ce travail (manuel ou intellectuel). Il s'agit là des cas de chômage, d'incapacité de travail, ou tem-

poraire (maladie, blessure, grossesse, couches) — ou définitive (infirmité, vieillesse, maladie chronique). C'est ensuite l'assurance des personnes ayant perdu leur capacité de travail en dehors du travail, ce sont les invalides de l'ancienne guerre, les gardes rouges blessés, leurs familles, les victimes de la contre-révolution ou de calamités naturelles telles que : incendie, inondation, épidémie, etc. Il nous faut aussi prendre en considération les autres cas d'incapacité au travail, les victimes de l'ancien régime et des conditions exécrables de leur vie. A cette catégorie appartiennent tous les mendiants, tous les sans-logis, tous les dégénérés, faibles d'esprit, etc.

En outre, l'aide est nécessaire dans le cas de décès d'un des membres de la famille. Tous ces éléments à assurer forment une masse énorme. La première catégorie, celle qui a perdu sa capacité de travail d'une façon ou de l'autre au cours de la production, relève du commissariat du travail qui, en réalité, est entre les mains des syndicats professionnels; la deuxième catégorie est du ressort du commissariat de l'assurance sociale.

132. Qu'a-t-on fait en matière d'assurance sociale en Russie ?

Le pouvoir soviétique a réalisé en général l'assurance des travailleurs dans tous les cas d'incapacité au travail, ainsi que contre le chômage, et tout cela n'existe dans aucun pays du monde.

Voici les réformes réalisées pour la première catégorie :

1° Tous les salariés sont exemptés des dépenses pour l'assurance sociale.

2° Tous les entrepreneurs sont écartés de l'assurance sociale et son organisation est fondée sur la représentation des organisations ouvrières.

3° L'assurance est valable pour tous les cas d'inaptitude au travail et de chômage.

4° Tous les membres de la famille des travailleurs sont assurés en cas de mort de ces derniers.

5° Les secours versés atteignent la valeur des appointements en cas de maladie, infirmité, quarantaine, etc.

6° Une pension viagère de 1.800 roubles par mois est payée à Moscou à tous les invalides du travail sans distinction de causes (vieillesse, infirmité, maladie professionnelle, etc.) et indépendamment du nombre d'années de travail.

7° Le secours versé pour les frais d'enterrement d'un travailleur s'élève à 1.440 roubles, et pour les membres de la famille varie de 400 à 800 roubles, suivant l'âge.

8° En cas de mort d'un travailleur, la famille reçoit une pension mensuelle qui peut atteindre 1.200 roubles (à Moscou), suivant le nombre de ses membres.

9° Pour l'expédition pratique et la fixation des pensions et des secours, sont instituées des commissions spéciales ouvrières.

10° Des bureaux d'expertise qui établissent le degré d'invalidité sont fondés dans tous les gouvernements et sont présidés par des ouvriers.

11° Des commissions de contrôle sous la présidence d'ouvriers sont également constituées dans tous les districts pour le contrôle des médecins et des malades.

12° Pour rapprocher le service d'assurance des localités éloignées habitées par des ouvriers, on y a créé des bureaux où sont enregistrées les déclarations concernant les secours et les pensions; dans les grandes entreprises, la distribution de ces secours et de ces pensions est assurée dans les locaux industriels eux-mêmes.

13° Il n'y a pas de limite au droit au secours. La subvention en cas de maladie est versée jusqu'à la guérison complète; en cas d'infirmité, jusqu'à la mort.

14° L'assurance sociale est étendue à tous les salariés, artisans, travailleurs à domicile, paysans.

15° Pour les derniers six mois de 1919, la République a avancé 5 milliards de roubles pour l'assurance des travailleurs.

Dans la deuxième catégorie des assurés, l'assurance en faveur des gardes rouges et de leurs familles est d'une importance spéciale. Un garde rouge invalide reçoit en cas de perte totale de sa faculté de travail (au-dessus de 60 %), une pension correspondant au salaire moyen dans la localité; l'indemnité diminue suivant le degré d'inaptitude au travail (de 15 à 30 %, il reçoit un tiers du salaire): la terre du garde rouge doit être labourée et sa ferme munie de semences; la famille a droit au ravitaillement pour tous ses membres; elle est exemptée de tout loyer ou fermage et reçoit une carte supplémentaire d'alimentation. En cas de mort du garde rouge, les membres inaptes et mineurs de la famille reçoivent une pension qui s'élève à 60 % du gain moyen ouvrier dans la localité.

Les secours d'argent versés aux familles des gardes rouges, dans les six premiers mois de 1919, se sont élevés à un milliard deux cent millions de roubles. D'après les chiffres du camarade Vinokourov, en automne 1919, environ 4 millions 500.000 familles de gardes rouges ont reçu des secours en argent.

[En outre, du 4 juillet au 1^{er} décembre 1919, ont été payés dans les provinces, plus de 2 milliards et demi de roubles :

Aux propriétaires ruraux	200 millions de roubles		
Allocations pour termes de loyer..	150	—	—
Pensions des gardes rouges	100	—	—
Pensions des invalides de guerre	168	—	—]

Un des plus grands défauts de l'assurance sociale est le mauvais fonctionnement de son appareil: mauvaise statistique des assurés, mauvaise livraison de l'argent dans les provinces, lenteurs dans le fonctionnement du commissariat de l'assurance sociale, etc. L'amélioration de l'appareil organisateur s'impose sans retard au Parti.

133. Autres réformes pour l'amélioration du sort du travailleur.

En dehors de toutes les mesures précitées pour l'amélioration du sort de la classe ouvrière, d'autres réformes comprises dans le Code du travail ont une importance considérable. Ces réformes proviennent du fait que le prolétariat est la classe dirigeante et à cause de cela elles vont beaucoup plus loin que les revendications formulées par tous les partis socialistes. Il s'agit principalement des suivantes :

1° *Participation des organisations ouvrières à l'embauchage et au renvoi des travailleurs.* Cette question dépend des comités d'usine et des administrations ouvrières.

2° *Attribution obligatoire de travail aux chômeurs* par le moyen d'organes spéciaux des Soviets et des syndicats professionnels (les « sections pour la répartition et la statistique des forces ouvrières »).

3° *La régularisation des salaires par l'Etat.* Le plus intéressant est que les tarifs sont établis par les syndicats et passent par les commissariats du travail, composés en fait des représentants du mouvement syndical.

Toutes ces mesures sont étroitement liées à la situation dominante de toutes les organisations ouvrières et surtout des organisations professionnelles.

134. Les autres tâches du Parti.

La tâche essentielle consiste surtout dans l'application la plus complète et la plus large de tous les décrets et résolutions du pouvoir soviétique. Il arrive très souvent que la réalité est loin du décret, que le papier dit une chose et la vie une autre. L'application exacte, précise, complète de toutes les mesures sera assurée d'abord par un appareil bien organisé où le centre est relié aux extrémités et les extrémités au cen-

tre et où toute la machine fonctionnera régulièrement. Cela n'est possible que si on gagne les masses à ce travail. Pour cela, il faut :

1° *S'attaquer plus énergiquement à l'organisation et au développement de l'inspection du travail*, dans laquelle il faut verser continuellement de nouvelles forces prises dans le milieu ouvrier ; personne autre que les ouvriers eux-mêmes, qui connaissent le mieux les conditions du travail, ne peut s'apercevoir de tous les défauts et prendre les mesures pratiques pour les faire disparaître.

2° *Etendre l'inspection au travail à domicile et à la petite production.* Celle-là restait toujours sacrifiée. Et c'est là surtout que fleurissent les pires conditions de travail. L'inspection ouvrière pourrait faire là beaucoup de choses.

3° Il est indispensable d'appliquer aussi la *protection du travail* à toutes ses modalités, entre autres à la construction, aux transports par terre et par eau, aux travaux domestiques et aux ouvriers agricoles. Il faut que ces branches de travail, dont la dispersion rend l'organisation difficile soient englobées dans le système général d'inspection.

4° Il faut aussi *écarter absolument du travail* les enfants et *abrégé* encore la journée de travail pour les adolescents.

La journée de huit heures, qui est le fondement de toute la protection du travail, n'est point la limite définitive au-dessous de laquelle on ne peut plus aller. Le point de vue de notre parti est qu'on ne peut fixer à l'avance une telle limite. Tout dépend de la capacité de rendement de notre production. En ce moment, avec la baisse extrême de notre production et la durée de la tourmente, le temps de travail ne peut, en principe, subir de réduction ; quelquefois même, il faut le prolonger (suivant la situation militaire par exemple). Mais à la moindre possibilité, il nous faudra réaliser la *journée de six heures de travail* pour tous les travailleurs, comme elle existe déjà pour de nombreuses catégories d'employés.

D'un autre côté, pour arriver au relèvement de notre production et à l'amélioration constante de la qualité des forces

ouvrières, il est utile d'introduire *un système stimulant de salaires*.

Les problèmes généraux de la protection du travail social ne sont point résolus par le Parti dans le sens de la bienfaisance ou de la fainéantise; aider celui qui en a besoin, voilà le *devoir* du pouvoir prolétarien, de même que son devoir est aussi de faciliter à ceux dont l'énergie fléchit le retour à la vie laborieuse.

CHAPITRE XIX

LA DÉFENSE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

-
135. NÉCESSITÉ D'UNE DÉFENSE SPÉCIALE DE LA SANTÉ PUBLIQUE. — 136. LA NATIONALISATION DES ENTREPRISES MÉDICALES. — 137. LE SERVICE OBLIGATOIRE DES TRAVAILLEURS DE LA MÉDECINE. — 138. LES TÂCHES LES PLUS PRESSANTES DE LA PROTECTION DE LA SANTÉ POPULAIRE.
-

135. Nécessité d'une défense spéciale de la santé publique.

Le capitalisme a toujours parqué la classe ouvrière dans les quartiers sales où pullulent les maladies contagieuses. Seul, le danger d'être elle-même victime des épidémies poussait la bourgeoisie à assainir quelque peu les quartiers de ses esclaves salariés. Déjà en 1784, le Parlement anglais, se montrant généreux, se mit à s'occuper des ouvriers. C'est parce qu'une commission spéciale parlementaire avait établi de façon certaine que l'épidémie terrible de typhus qui sévissait venait des usines. Le capitalisme ne se souciait de la santé publique que dans la mesure où la maladie pouvait lui-même l'atteindre.

Les suites de la guerre impérialiste ont fait nettement empirer la situation des masses ouvrières. Les conditions générales, la faim, le froid, etc., ont donné naissance à des épidémies terribles qui fauchèrent le peuple impitoyablement: le choléra, le typhus exanthématique, et enfin cette *nouvelle* maladie, la grippe espagnole, sont apparues les unes après les

autres. La « nouvelle » maladie était évidemment liée intimement à la guerre. Les organismes humains épuisés, affaiblis, habillés de loques ne purent lutter contre les maladies. La mortalité augmenta dans des proportions effrayantes et devint une véritable calamité.

Mais la guerre a laissé encore un autre héritage : l'invasion incroyable des maladies vénériennes, notamment de la syphilis. Les soldats en foule ont contracté ces maladies et les ont apportées ensuite dans les villages. Jamais ces maladies ne furent si répandues que maintenant. Il faut donc apporter une activité très grande pour la protection de la santé publique. Beaucoup est fait naturellement dans la lutte contre les maladies par d'autres moyens. La solution du problème de l'habitation a par exemple une importance énorme ; avec l'amélioration des habitations ouvrières disparaissent les germes de la contagion. La protection du travail a la même importance ; de l'alimentation populaire dépend presque tout le reste, etc.

Mais cela n'empêche nullement la nécessité de toute une série de réformes largement conçues. Et surtout maintenant où les conditions élémentaires d'existence sont si mauvaises, une aide sans réserve doit être apportée à la lutte contre le mal. Ainsi surgit la nécessité pressante d'une branche particulière du travail social : celle qui s'occupe de la protection de la santé publique.

136. La nationalisation des entreprises médicales.

Le régime capitaliste avait à sa disposition un système également capitaliste de travail médical. Des maisons de santé privées, des stations thermales, des sanatoriums, des établissements de bains d'eau, d'électricité et de lumière, des pharmacies, des infirmeries, etc., étaient organisées sur la base du profit. La plus grande quantité était destinée à lutter contre l'envahissement de la graisse, de la goutte et d'autres maladies aristocratiques propres aux classes dirigeantes de la

société capitaliste. Les ouvriers ne pouvaient aller aux stations thermales ; il n'y avait pas non plus d'ouvriers dans les sanatoriums.

Les pharmacies servaient aussi à ramasser des bénéfices. Tous ces établissements ne différaient en rien sous le rapport économique des autres genres d'entreprises capitalistes. Il fallait les faire passer du service du capitalisme à celui des travailleurs. Leur *nationalisation* fut le premier pas dans cette direction.

137. Le service obligatoire des travailleurs de la médecine.

Le grand nombre des maladies épidémiques et la nécessité de les enrayer au plus tôt devaient poser immédiatement la question d'une lutte acharnée organisée et méthodique. En raison de la pénurie de médecins se dressait la nécessité impérieuse d'une mobilisation de ceux qui étaient disponibles sur le front de la lutte contre les épidémies.

Grâce à cette mesure, pour l'application de laquelle se dépensèrent toutes nos forces médicales, depuis les professeurs les plus notoires jusqu'aux étudiants en médecine et aux infirmiers, on a réussi à enrayer les fléaux les plus redoutables : le choléra et le typhus exanthématique. Mais le rôle du service médical ne doit pas être seulement « d'éteindre l'incendie ». Il devient, du fait de la nationalisation, la base du service public de santé et d'hygiène.

138. Les tâches les plus pressantes de la protection de la santé populaire.

Le travail est rendu très difficile en raison du manque absolu des choses les plus indispensables (ravitailllement des hôpitaux et des maisons de santé en produits alimentaires, en instru-

ments, médicaments, matériel, etc.). Il s'exerce surtout dans trois domaines essentiels dont le développement est un devoir pour notre parti :

Premièrement, l'application résolue de *grandes mesures sanitaires*. Il faut mentionner d'abord l'assainissement des locaux habités : c'est par les puits et les fontaines contaminés, par les rigoles et les fossés pour l'écoulement des eaux, par les épandages malodorants, par les fosses d'aisances et les water-closets que se propagent les maladies infectieuses. La question de l'alimentation populaire sur les bases hygiéniques et scientifiques s'y rattache aussi : avec la pauvreté de nos provisions alimentaires, cette tâche est difficilement réalisable à l'heure présente ; mais l'amélioration des conditions hygiéniques de préparation des mets dans les restaurants publics, dans les cuisines pour enfants, dans les hôpitaux et en général dans tous les établissements publics, doit être exécutée dès maintenant. Il est indispensable aussi de prendre des mesures contre la propagation des maladies contagieuses, pour le contrôle sanitaire des établissements publics, des habitations privées, des écoles, pour la filtration de l'eau, la fourniture d'eau bouillie, la désinfection obligatoire des vêtements, etc.

Mais le plus indispensable, c'est la *lutte méthodique contre les maladies appelées « maladies sociales »*, c'est-à-dire celles qui sont très répandues dans les masses et provoquées par de profondes causes sociales. Il s'agit surtout de trois maladies : la tuberculose, causée par les mauvaises conditions du travail ; les maladies vénériennes, répandues surtout à la faveur de la guerre, et enfin l'alcoolisme, né de la barbarie, de l'abrutissement, de la sauvagerie d'un côté et de la dégénérescence parasitaire de l'autre. Ces maladies ne sont pas seulement nuisibles pour nous, elles ont une influence énorme sur les générations futures. L'humanité encourt de ce fait un gros danger, surtout maintenant où, par suite de l'épuisement général, leur effet est encore plus destructif.

Il faut, finalement, assurer à la population le *secours médical et médicinal gratuit et accessible à tous*. La difficulté vient

maintenant du manque absolu des produits pharmaceutiques qui ne provient pas seulement de la ruine de notre industrie, mais surtout du blocus. Les Alliés « humanitaires » veulent nous étrangler non seulement en nous privant des matières premières et du combustible, non seulement par la « main décharnée par la faim », mais aussi par les épidémies. — Et cela nous ramène à la question de la lutte générale contre l'impérialisme mondial.

TABLE DES MATIÈRES

DÉDICACE.....	5
AVERTISSEMENT DE L'ÉDITEUR.....	6
PRÉFACE.....	7

PREMIÈRE PARTIE

Le Développement du Capitalisme et sa fin

INTRODUCTION

NOTRE PROGRAMME

1. Qu'est-ce qu'un programme?	11
2. Quel était notre ancien programme?	13
3. Pourquoi il a été nécessaire d'adopter un nouveau programme?	14
4. Importance de notre programme	16
5. Caractère scientifique de notre programme.....	17

CHAPITRE PREMIER

LE RÉGIME CAPITALISTE

6. La production de marchandises.....	19
7. Monopolisation des moyens de production par la classe capitaliste.....	21
8. Le Salarial	22
9. Rapports entre les hommes dans la production capitaliste.....	24
10. L'exploitation de la force de travail.....	25
11. Le Capital.....	30
12. L'Etat capitaliste	33
13. Contradictions principales du régime capitaliste.....	40

CHAPITRE II

DÉVELOPPEMENT DU RÉGIME CAPITALISTE

14. Lutte entre la petite et la grande industrie, entre la propriété individuelle gagnée par le travail et la propriété acquise sans travail	43
a) dans l'industrie.....	43
b) dans l'agriculture.....	49
15. La dépendance du prolétariat; l'armée de réserve; le travail des femmes et des enfants.....	51
16. L'anarchie de la production, la concurrence et les crises...	56
17. Le développement du capitalisme et les classes; l'aggravation des antagonismes de classes.....	59
18. La concentration et la centralisation du capital sont des conditions de réalisation du régime communiste	64

CHAPITRE III

LE COMMUNISME ET LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

19. Caractéristiques du régime communiste.....	67
20. La répartition en régime communiste	70
21. L'administration en régime communiste.....	72
22. Le développement des forces productives dans le régime communiste (les avantages du communisme).....	73
23. La dictature du prolétariat.....	78
24. La conquête du pouvoir politique	81
25. Le Parti communiste et les classes dans la société capitaliste	83

CHAPITRE IV

COMMENT LE DÉVELOPPEMENT DU CAPITALISME
A CONDUIT A LA RÉVOLUTION COMMUNISTE (L'IMPÉRIALISME,
LA GUERRE ET LA FAILLITE DU CAPITALISME)

26. Le Capital financier	91
27. L'Impérialisme	99
28. Le Militarisme.....	108
29. La guerre impérialiste de 1914-1915.....	111
30. Le capitalisme d'Etat et les classes.....	114
31. La faillite du capitalisme et la classe ouvrière.....	118
32. La guerre civile.....	125
33. Les formes de la guerre civile et son prix.....	128
34. Ou la décomposition générale ou le Communisme.....	136

CHAPITRE V

LA DEUXIÈME ET LA TROISIÈME INTERNATIONALES

35. L'internationalisme du mouvement ouvrier est une condition de victoire pour la révolution communiste.....	138
36. La faillite de la II ^e Internationale et ses causes.	140
37. Les mots d'ordre de défense nationale et de pacifisme	144
38. Les Social-Chauvins	148
39. Le Centre.....	151
40. La III ^e Internationale Communiste.....	153

DEUXIÈME PARTIE

La Dictature du Prolétariat et l'Édification
du Communisme

INTRODUCTION

LES CONDITIONS DE L'ÉDIFICATION COMMUNISTE

EN RUSSIE

41. Situation internationale de la Russie	159
42. La grande industrie en Russie.....	160
43. Triste héritage de la guerre impérialiste.....	162
44. La guerre civile et la lutte contre l'impérialisme mondial..	163
45. Caractère petit-bourgeois du pays. Absence de traditions organisatrices dans le prolétariat.....	165

CHAPITRE VI

LE POUVOIR SOVIÉTIQUE

46. Le pouvoir soviétique sous la forme de la dictature du prolétariat	167
47. Démocratie prolétarienne et démocratie bourgeoise.....	168
48. Caractère de classe temporaire de la dictature du prolétariat.	172
49. Possibilité matérielle de la réalisation des droits de la classe ouvrière.....	174
50. Égalité des travailleurs sans distinction de sexe, de religion ni de race	178
51. Le parlementarisme et le régime soviétique.....	180
52. L'armée et le pouvoir soviétique.....	185
53. Rôle directeur du prolétariat.....	186
54. La bureaucratie et le pouvoir soviétique.....	188

CHAPITRE VII

LA QUESTION NATIONALE ET LE COMMUNISME

55. L'oppression nationale	192
56. L'unité du prolétariat	193
57. Causes des haines nationales	195
58. L'égalité des nations et le droit des peuples de disposer d'eux-mêmes. La Confédération	196
59. Qui exprime la volonté nationale ?	199
60. L'antisémitisme et le prolétariat	203

CHAPITRE VIII

LE PROGRAMME MILITAIRE DES COMMUNISTES

61. Notre ancien programme militaire	205
62. Nécessité de l'Armée rouge : sa composition au point de vue de classe	208
63. L'instruction militaire générale des travailleurs	209
64. Discipline du knout ou discipline librement consentie	210
65. Commissaires politiques et cellules communistes	211
66. La formation de l'Armée rouge	213
67. Le commandement dans l'Armée rouge	214
68. Faut-il élire le commandement ?	216
69. L'Armée rouge, armée temporaire	217

CHAPITRE IX

LA JUSTICE PROLÉTARIENNE

70. La Justice dans la société bourgeoise	220
71. L'éligibilité des juges par les travailleurs	221
72. Le tribunal national unique	221
73. Les tribunaux révolutionnaires	223
74. Les sanctions des tribunaux prolétariens	224
75. L'avenir de la justice prolétarienne	225

CHAPITRE X

L'ÉCOLE ET LE COMMUNISME

76. L'Ecole dans la société bourgeoise	227
77. Les buts destructifs du Communisme	230
78. L'Ecole, instrument d'instruction et d'éducation communistes	231
79. L'Education pré-scolaire	232
80. L'Ecole unique du travail	234

81. L'instruction spéciale	236
82. Les hautes écoles (l'enseignement supérieur)	238
83. Les écoles des soviets et les écoles du Parti	238
84. L'instruction hors de l'école	240
85. La formation de nouveaux éducateurs scolaires	241
86. Les trésors de l'art et de la science aux travailleurs	242
87. La propagation du Communisme par l'Etat	243
88. L'instruction publique sous le tsarisme et sous le pouvoir soviétique	244

CHAPITRE XI

LA RELIGION ET LE COMMUNISME

89. Pourquoi la Religion et le Communisme sont incompatibles	246
90. La séparation de l'Eglise et de l'Etat	248
91. La séparation de l'Ecole et de l'Eglise	249
92. La lutte contre les préjugés religieux des masses	252

CHAPITRE XII

L'ORGANISATION DE L'INDUSTRIE

93. L'expropriation de la bourgeoisie et la nationalisation prolétarienne de la grande industrie	259
94. Notre but est le développement des forces productives	263
95. L'organisation rationnelle de la production	266
96. Extension de la collaboration économique avec les autres pays	273
97. Organisation de la petite industrie, des métiers et du travail à domicile	275
98. L'organisation industrielle et les syndicats	279
99. L'utilisation de la force ouvrière	285
100. La discipline de travail entre camarades	286
101. L'utilisation des spécialistes bourgeois	290
102. L'alliance de l'Industrie et de la Science	294

CHAPITRE XIII

L'ORGANISATION DE L'AGRICULTURE

103. Les conditions de l'agriculture en Russie avant la Révolution	295
104. Les conditions de l'agriculture en Russie après la Révolution	297
105. Pourquoi l'avenir appartient à la grande exploitation socialiste	299
106. L'exploitation soviétique	302

107. L'exploitation agricole dans les villes.....	303
108. Les communes et les artels.....	305
109. La culture collective de la terre.....	307
110. Les coopératives agricoles.....	308
111. L'ensemencement par l'Etat des terres en friche ; la mobilisation des forces agricoles ; les dépôts de machines de louage ; les améliorations ; la colonisation.....	309
112. L'aide aux paysans.....	311
113. L'union de l'industrie et de l'agriculture.....	314
114. Le Parti communiste et la classe paysanne.....	315

CHAPITRE XIV

L'ORGANISATION DE LA RÉPARTITION

115. La liquidation du commerce privé.....	320
116. Les communes de consommation.....	322
117. L'ancienne coopération.....	323
118. La coopération d'aujourd'hui.....	325
119. Les autres organes de distribution.....	327

CHAPITRE XV

L'ORGANISATION DES BANQUES

ET LA CIRCULATION DE L'ARGENT

120. La nationalisation des banques et leur fusion en une seule ; la banque, centre de comptabilité.....	329
121. L'argent et la disparition du système monétaire.....	331

CHAPITRE XVI

LES FINANCES DANS L'ÉTAT PROLÉTARIEN

122. L'Etat, organe parasitaire.....	335
123. L'Etat prolétarien, organe de production.....	336
124. Le budget de l'Etat prolétarien.....	338

CHAPITRE XVII

LA QUESTION DU LOGEMENT

125. La question du logement dans la société capitaliste.....	341
126. La question du logement dans l'Etat prolétarien.....	343

CHAPITRE XVIII

LA PROTECTION DU TRAVAIL ET L'ASSURANCE SOCIALE

127. Qu'est-ce que la protection du travail ?.....	346
128. Les domaines principaux de la protection du travail.....	350
129. Qu'a-t-on fait en matière de protection du travail en Russie ?.....	351
130. Qu'est-ce que l'assurance sociale ?.....	355
131. Les domaines principaux de l'assurance sociale.....	356
132. Qu'a-t-on fait en matière d'assurance sociale en Russie ?.....	357
133. Autres réformes pour l'amélioration du sort des travailleurs.....	360
134. Les autres tâches du Parti.....	360

CHAPITRE XIX

LA DÉFENSE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

135. Nécessité d'une défense spéciale de la santé publique.....	363
136. La nationalisation des entreprises médicales.....	364
137. Le service obligatoire des travailleurs de la médecine.....	365
138. Les tâches les plus pressantes de la protection de la santé populaire.....	365





LA COTYPOGRAPHIE
SOCIÉTÉ OUVRIÈRE D'IMPRIMERIE
11, RUE DE METZ
COURBEVOIE (SEINE)

54077

BIBLIOTHÈQUE COMMUNISTE

N. BOUKHARINE et E. PRÉOBRAJENSKY. — A. B. C. du Communisme	6 »
N. LÉNINE. — L'Etat et la Révolution	4 »
— La Révolution prolétarienne	4 »
— La Maladie infantile du Communisme	4 »
— L'Impérialisme, dernière étape du Capitalisme	3 50
L. TROTSKY. — Terrorisme et Communisme	7 »
— Nouvelle Etape	4 »
— Entre l'Impérialisme et la Révolution	4 »
— 1905	15 »
E. VARGA. — La Dictature du Proletariat	6 »
G. ZINOVIEV. — L'Internationale Communiste au travail	4 50
Compte rendu de la Conférence de l'Exécutif élargi de l'Internationale Communiste (MOSCOU, FÉVRIER-MARS 1922)	5 »

Petite Bibliothèque Communiste

P. ERGLICH. — La Terreur blanche en Allemagne	1 »
A. GLEBOV. — Les Syndicats russes et la Révolution (Préface de B. SOUVARINE)	0 40
KERTJENZEV. — Les Alliés et la Russie	3 »
KOLLONTAÏ. — La Famille et l'Etat Communiste	0 50
Z. LEDER. — L'Offensive du Capital & l'unité du front prolétarien	1 50
N. LÉNINE. — Le rôle de la Jeunesse Communiste	» 40
ROSA LUXEMBOURG. — Le Programme Communiste	0 75
KARL KADEK. — La Tactique communiste et l'Offensive du capital	1 25
L. TROTSKY. — Le Communisme en France et l'Internationale	1 25
— La Crise du Parti communiste français	» 30
— Le Salut du Parti communiste français	» 25
— La Nouvelle politique économique des Soviets et la Révolution mondiale	1 25
C. ZETKIN. — Les Batailles révolutionnaires de l'Allemagne	» 75
G. ZINOVIEV. — La Tactique du front unique	» 75
— N. Lénine	» 75
Le Monde capitaliste et l'Internationale Communiste (Manifeste du 2 ^e Congrès)	» 75
L'Internationale Communiste et sa Section Française (documents)	1 50
IV ^e Congrès Communiste mondial : Résolutions	4 »

ŒUVRES HISTORIQUES de JEAN JAURÈS

Histoire Socialiste de la Révolution française (8 volumes en cours de publication, le volume	15 »
TOME I. La Constituante. — TOME II. L'Œuvre de la Constituante. — TOME III. La Législative. — TOME IV. La République. — TOME V. La Révolution en Europe.	
JEAN JAURÈS. — Bonaparte (avec autographe et portrait de Jaurès)	1 25